

Nid Familial

Le père de Pierre était le général Marie, Louis, Adolphe Guillaumat, saint-cyrien (sortie 1884). Il démarre dans la coloniale. Ses deux premières années sont en Algérie et Tunisie et il retourne en Algérie en 1896-7. Il part au Tonkin fin 1897 puis en Chine en 1900. D'avril 1901 à 1908 il est en France dans l'enseignement militaire, commande un régiment à Paris avant la guerre. De 1908 à 1913 il est Directeur du Prytanée de la Flèche (lycée-prépa militaire), ville où est né son fils Pierre en 1909. Pendant la guerre 14-18 il passe à 5 postes importants (Marne, Verdun, Orient, gouverneur militaire Paris et 5^e armée en 1918). Après la guerre il commande l'armée française d'occupation en Allemagne avant d'être quelques semaines ministre de la guerre en 1926 dans un des multiples gouvernements A. Briand (qui a été 11 fois Président du Conseil et 20 fois ministre).

En oct 1925, Aristide Briand avait signé le *pacte de Locarno* dans lequel la France, l'Angleterre (A. Chamberlain), la Belgique, la Pologne, la Tchécoslovaquie (ou E. Schneider est majoritaire du complexe Skoda), l'Allemagne (G. Stresemann) et l'Italie (B. Mussolini) s'engageaient mutuellement sur les frontières du traité de Versailles. L'Allemagne s'engageait à respecter la zone démilitarisée de Rhénanie et de ne pas violer les frontières de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, sans toutefois les reconnaître. Les participants, sauf l'Italie, convenaient de recourir à l'arbitrage en cas de conflit. Le directeur des Services financiers en Rhénanie de 1921 à juin 1926 (obtenir de l'Allemagne pas ravie le financement des troupes françaises d'occupation de Rhénanie, la taxe sur le charbon, etc.) est Edmond Giscard d'Estaing. La situation politique allemande est très instable (faiblesse de la république de Weimar, attaquée à gauche par les communistes, à droite par le NSDAP avec A. Hitler).

Lorsque le jeune puis jeune-homme Pierre, voyait Philippe Pétain en compagnie de son père, il avait sûrement un grand respect devant le prestigieux maréchal au sommet de sa gloire.

P. Guillaumat a fait au moins la prépa au Prytanée de la Flèche, où l'on porte déjà l'uniforme militaire, dont son général de père avait été un moment le Directeur. Il obtiendra l'X (autre école dépendante du ministère armée/défense) puis fera les Mines (celles du "corps des mines").

I. En Indochine : houille, coolies et Cies coloniales (1934-38)

Comme son père, le jeune X-Mines Pierre Guillaumat peu après sa formation "corps des mines" commence dans la coloniale : ***Chef des Mines et Industries de la colonie Indochine***, de 1934 à 1938. A 25 ans il siège au *Conseil Colonial* au côté des gros industriels, de la banque d'Indochine (foyer d'inspecteurs des finances), tenant locaux des holding (la SFFC de E. Giscard d'Estaing qui a forcément connu son père en Rhénanie), armateurs (Messageries maritimes), les généraux d'armée coloniale, les Services de Renseignement... 1934 est une bonne époque pour arriver, la crise économique mondiale est terminée.

Toute activité politique autochtone était éradiquée. En 1930 des tirailleurs annamites à Yen Bay avaient décapité leurs cadres français, la répression a été terrible et le parti nationaliste VNQDD détruit. Le parti communiste indochinois créé en 1930 par le jeune futur Hô Chi Minh prend la place vide. Répression là aussi, toute la direction emprisonnée ± laissée pour morte (et apparemment torturée).

Il semble que le travail du *chef des mines* consiste à établir des statistiques, à écrire des rapports sur la bonne marche de l'industrie minière coloniale (annuel ou tous les 2 ans), d'émettre un avis, et de faire des *Notes* sur des questions particulières qui se posaient. En 1936 Pierre Guillaumat a écrit : "L'industrie minière de l'Indochine en 1934", puis en 1938 "l'industrie minière en Indochine en 1937".

En 1938 en Indochine il y a 36 000 français de souche dont 59 % sont des militaires. Ils sont essentiellement basés à Saïgon et à Hanoi et, grâce à une armée de tirailleurs de diverses origines, règnent sur 23 millions d'indochinois-es réduit-e-s au statut de *l'indigénat*.

Et comme la loi budgétaire du 13 avril 1900 avait érigé en principe, et définitivement, que les colonies devaient se subvenir par elle-mêmes, une grande partie de ces tirailleurs étaient entretenus par l'impôt que devaient payer ces *indigènes* qu'ils étaient chargés éventuellement de mater.

La Banque d'Indochine, BIC, privée mais avec le privilège d'émission de la piastre, règne sur la colonie. Son DG de 1931 à 1940 puis de 1941 à 1944 est Paul Baudoin (dans l'intervalle membre du gouvernement de Pétain).

Le Vietnam est un pays agricole. 3/4 de la population est paysanne, beaucoup de pêcheurs aussi. Les premières exportations des entreprises coloniales sont le riz, le caoutchouc et le maïs.

Les mines arrivent en 4^e position et c'est surtout le charbon. L'anhracite maigre du Tonkin, le long des célèbres côtes de la Baie d'Along à l'Est de Haiphong a beaucoup de qualités. Son extraction est dans les mains de essentiellement deux sociétés capitalistes :

- la *Société Française des charbonnages du Tonkin*, SFCT, la plus grosse, siège rue Chaussée d'Antin à Paris, était devenue la chose du *Crédit Industriel et Commercial*, CIC (alors holding de banques provinciales surtout, taille moyenne);
- la *Société des charbonnages du Dong Trieu*, SCDT, siège rue Chateaudun, Paris 9^e, endettée vis-à-vis de la BIC.

La production totale de 2 millions de tonnes/an dans la deuxième moitié des années 30 n'est pas majeure. C'est l'équivalent d'un petit bassin français. Mais les 2/3 de la production était pour de l'exportation sur cet Extrême Orient (936 000 t en 1936 pour le Japon qui paye bien, Hong Kong, la Chine, Singapour...) : ce charbon alimentait principalement des industries étrangères.

En terme de capitalisation boursière la SFCT est la deuxième société indochinoise après, et proche de la BIC. Elle faisait plus de profit que les plus gros bassins charbonniers français parce que le charbon au Tonkin était d'accès facile et la main-d'œuvre fort peu chère.

En 1937, les mines de charbon indochinoises employaient 271 Européens (directeurs, ingénieurs et autres agents techniques) et 49 200 ouvriers asiatiques. Parce que si l'évacuation de l'anhracite était mécanisée, voies ferrées, port, grues, fonctionnant à l'énergie électrique, bateaux, l'extraction elle, ne l'était pas vu le bas coût de la main-d'œuvre. Les conditions de travail étaient dures : présence 11-12h pour 10h de travail effectif/jour, 2 × 5 h, à la pioche. Les conditions de vie étaient déplorables, celles d'hygiène inacceptables particulièrement chez Dong Trieu... aussi les coolies ne restaient pas longtemps si bien que dans une région pauvre et surpeuplée, ces compagnies manquaient le plus souvent de main-d'œuvre.

Suite à la défaite exemplaire de l'armée française à Diên Biên Phu en mai, ont eu lieu les accords de Genève du 21 juil. 1954. Se disant « *évincées* » par ces accords, les Cies ont exigé compensation financière de l'État français. Heureuse coïncidence, le 21 oct 1954 l'X-Mines Jacques Mabile affecté au CEA en même temps que l'X-Mines P. Guillaumat définit des « zones d'achat » de prospect uranium en France où « *le CEA est prêt à aider les « privés » et à leur acheter... leurs... productions. C'est la ruées !* » (Blanc 2008 ; puis un décret du 27/12/1955 protégera leurs découvertes). Ces cies « *évincées* » du Tonkin ont touché un versement précoce (assurance tous-risques offerte par les contribuables ; puis plus tard suite au dépôt d'un dossier, Dong Trieu par exemple réclamera 18 millions à l'État français sous-entendu incapable d'avoir assuré ses intérêts en Indochine). Voilà pourquoi on retrouvait ce nom de localité vietnamienne au beau milieu de l'hexagone, transfuge direct et subventionné de la houille coloniale à l'uranium national (sur le même cheminement que P. Guillaumat), et du fluor aussi. En 1964 Dong Trieu a trouvé un bon gisement à Bernardan/Jouac en Hte Vienne, 70 km au Nord de Limoge (minerai pechblende et cofinite à 8 pour 1000, profondeur carrière 100 m), aussi Mas-Grimaud, Loges. La Cie passera sans changer de nom dans le giron du groupe Empain-Schneider en 1978, il y a alors une usine de concentration (acide sulfurique à 60°C, lavage, solvant aminé, concentré vendu à EDF qui l'amène à Malvesi), groupe qui la repassera à CFP-TOTAL en 1983 (suites nationalisations) qui la repassera à Cogema en 1993, s'appelle alors *Société des Mines de Jouac*. Cogema étant majoritairement étatique, aura elle à s'occuper de la réhabilitation "à partir de" sept ans plus tard.

C'est donc là-bas que P. Guillaumat a connu le Front Populaire, et c'est la colonies où celui-ci a apporté le plus d'améliorations (de courte durée). Le Gouverneur Général est Jules Brévié. 1500 prisonniers politiques sont libérés du bagne de l'île de Poulo Condore, cochinchine, à forte mortalité, plusieurs fois dénoncé. Le parti communiste chinois a été ré-autorisé (il n'en restait pas grand-chose), il y a eu quelques grèves, mais surtout celle de novembre 1936, assez spontanée, qui a impliqué 20 000 coolies de la SFCT, une première dans le pays. La situation sera rétablie parce que même du point de vue de l'administration, à cause de l'instabilité sociale que cela créait, il était plus que temps en 1936 que le cies montent un peu les salaires dérisoires, à un moment où les ventes étaient bonnes et que ces Sociétés devaient attirer des coolies, en fait pour gagner plus. Les problèmes de fond restaient inchangés (logement, accidents, droits...).

- Dans le domaine des mines, plus petit, il avait l'étain-tungstène (avec Jacques Bardoux, gd père de V. Giscard-d'Estaing, Président d'une compagnie, la CREM, sans oublier que plus ou moins annexe à la BIC, omniprésente en Indochine, était la SFFC dirigée par Edmond Giscard d'Estaing), le zinc, un peu de phosphate.

Pour l'industrie il y a le ciment portland, bon client du charbon, et avec des administrateurs communs avec la SFCT.

II. En Tunisie (1939-43)

L'X-mines Pierre Guillaumat enchaîne dans la **coloniale**. En 1939 il prend la **direction du service des mines de Tunisie** (La Jaune et la Rouge n°485 p. 46) d'où il ne bouge pas suite à la défaite éclair.

Depuis 1881 la Tunisie est un protectorat français, avec un Résident-général et dont le ministre des finances du Bey est un français. Les mines y occupent une grande place avec le fer et les phosphates. Le tout, transport y compris, est dans les mains d'une puissante compagnie qui a toujours mis des X-mines à la direction, coéquipière naturelle majeure du Directeur du service des mines.

II-1 Ressources minières

II-1-1. Le fer

La Tunisie a des gisements de fer dans le prolongement de ceux Algériens de Ouenza et Bou Kadra proches. Le principal est Djerissa lancé en 1907 qui est essentiellement une filiale de la Cie Mokta el Hadid aux bénéfices confortables en tous temps. Président l'X Gaston Boulogne (qui est de Mokta, qu'on retrouve à Gafsa). Avec cela a été créé la Cie la *Tunisian Steam Navigation* qui a une flotte de bateaux vapeur de transport (fonds Mokta + SCAC + anglais) qui fait toujours des bénéfices également. Depuis les années 1930 les minerais sont vendus surtout à l'Angleterre et à l'Allemagne. Les ventes à ce dernier pays sont limitées en 1935-36, mais elles vont reprendre ensuite.

- Sur le plan géologique ces gisements de fer de part et d'autre de la frontière sont dans des calcaires crétacés Aptiens. Mais il s'agit d'un remplacement, et ils peuvent être en veines aussi. Ces calcaires aptiens, qui sont massifs à ces endroits minéralisés, sont en dômes qui dépassent de la topographie de plusieurs centaines de mètres, ce sont des djebels, et donc l'accès au minerai est particulièrement facile ce qui est le secret des confortables bénéfices en tous temps de Mokta et Djerissa. L'origine du minerai est de la sidérite à gros grains (un peu de pyrite et traces de cuivre sur surfaces de failles), un carbonate de fer très instable qui a été largement oxydé en hématite bleuâtre terne ($4 \text{FeCO}_3 + \text{O}_2 \rightarrow 2 \text{Fe}_2\text{O}_3 + 4 \text{CO}_2$). Sa teneur moyenne est de ~ 55 % fer qui a très peu de phosphore (qualité Bessemer) et très peu de soufre. L'origine des solutions riches en CO_2 et Fer qui ont généré la sidérite (parce que le carbonate de calcium est plus soluble que le carbonate de fer), est liée à des circulations thermales lors de la phase de déformation-fracturation.

▪ La compagnie Mokta-el-Hadid

Mokta el Hadid est le nom d'une grosse mine de magnétite, une "montagne de fer", dans des calcaires précambrien à coté de Aïn Mokra 50 km à l'Ouest de Annaba/Bône. C'est pour son exploitation que s'est constituée la cie du même nom, compagnie récupérée en 1865 par les banques (Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Paris Pays bas) qui mettent des X-mines à la direction. Le siège social est 60 rue de la Victoire, Paris 9^e. Paul Mirabaud, qui est dans des CA de plusieurs cies minières, créateur notamment des mines de Bor (cuivre, Yougoslavie), de transports, au Canal de Suez, régent de la Banque de France, y rentre lors de regroupements en 1879. Dans les années 1930 Léon de Nervo petit neveu du fondateur intègre la direction. Le gros amas de magnétite algérienne s'épuisant, vers 1890, la cie s'est tournée vers ceux de type sidérite/hématite, à différents endroits du Maghreb, d'abord Beni Saf près de la côte à l'Ouest de Oran (dans des calcaires du Lias, rachat de la Cie existante en 1879), puis ceux d'Ouenza Bou Kadra (concession achetée 1904) contre la frontière tunisienne mais exploitable seulement une fois qu'il a été relié à la cote par un chemin de fer Sud-Nord de ~ 120 km construit dans les années 1920.

Jusque dans les années 1920 la cie exploite aussi plusieurs concessions dans le Bassin d'Alais/Alès en France : du charbon maigre et anthraciteux Stéphanien inférieur + fabrication de briquettes.

Mokta (avec dans le CA un noble russe connaissance de l'empereur qu'il ira rejoindre en 1899, le comte Nieroth) a créé en 1881 la société séparée Krivoï-Rog en Russie, actuelle Ukraine au Nord de la Crimée (minerai de fer paléo-Protérozoïque lui aussi pauvre en Phosphore et Souffre), siège social 20 avenue de l'Opéra, Paris 2^e. Elle a construit 3 hauts fourneaux, exploite aussi une houillère dans le Donetz/Donbas plus à l'Est (carbonifère) qu'elle a agrandie-équipée et avec (80) fours à coke métallurgique. La révolution de 1917 a stoppé sa présence là-bas.

Mokta s'est impliqué pendant une 20 aine d'année de La Mourière : extraction de minette lorraine du bassin de Briey, de 1908 à 1928.

Pour l'Algérie la Cie Mokta el Hadid a la majorité absolue dans la *Société Commerciale d'Affrètement et de Commission*, SCAC qui est son agent affréteur ordinaire (qui a toujours fait des bénéfices) et elle a créé la CPCF (phosphates, voir ci-dessous). Début des années 1930 elle rachète à des anglais les mines de fer de Marquesado sur les hauteurs à l'Est de Grenade, constituant pour cela la cie *Andaluza de minas* dont le régime de croisière est atteint en 1935 (~ 900 000 tonnes, arrêté 2-3 ans sans dommages en 1936-39 et ça reprend très fort sous

Franco, c'est devenu Imétal en 1980 qui ramène sa participation à 44% et s'en séparera en 1988) et s'implique au Maroc (Chérifienne d'études Minières, SACEM, oxyde de manganèse dans dolomies crétacés sup. à Imini, région de Ouarzazate).

Pendant la guerre, à la mi 1942 la cie Mokta el Hadid procède à une augmentation de capital de 70 millions de francs (guichets Société Générale et Crédit Lyonnais). Les bénéficiaires de 1941 sont de 2 millions.

Des propriétaires du groupe sont bien placés dans le régime de Vichy : « *"Le groupe Nervo" dit "de la rue Lord Byron", qui avait "des liaisons multiples avec la société Worms"... en contrôlait [Comité d'Organisation, avec les Allemands] partiellement ou totalement... deux : le CO « manutention ports » et un des trois du combustible minéraux solides" (importation) avec pour membres respectifs Robert Lemaigen [saint-cyrien, gendre de Léon de Nervo] et Robert Fossorier.* » (Lacroix-Riz 2013, p. 21).

Fin des années 1940 et début des années 1950 les dirigeants sont toujours les mêmes (Nervo, Mirabaud, Puerari..., toujours avec bénéficiaires, ventes des bateaux Tunisie, mais prise d'intérêts dans minerais Mauritanie et autres, moins de minerais de fer maintenant, surtout pour la Tunisie, et plus de participations ailleurs). En 1953 la banque d'Union Parisienne absorbe le groupe Mirabaud.

En 1953 Mokta participe (19%) à la création de la Cie Minière de L'Ogooué, COMILOG avec l'US Steel (49%) pour exploiter le vaste gisement de manganèse sédimentaire paleoproterozoïque de Moanda au Gabon (qui passera sous la coupe de Imetal en 1974 puis de Eramet en 1995).

En 1957-8 est constituée La *Compagnie des Mines d'uranium de Franceville*, COMUF, à côté du manganèse (25 km) par le CEA (20%), Mokta (40%) et divers. Son Président nommé est Jacques Lucius (juriste-sciences-po, Conseil d'État, qui intégrera le CA de Mokta en 1963), marié à Hélène la fille de Raoul Dautry, et que P. Guillaumat alors Administrateur du CEA, connaît depuis longtemps puisqu'ils étaient ensemble fonctionnaires vichystes de Tunisie. L'exploitation durera de 1961 à 1999 (sera liquidée, i.e. laissée en l'état avec les boues d'extraction de l'uranium à la source d'une rivière où les femmes font tremper le manioc, par Jacques Giscard d'Estaing).

Mokta a aussi lancé des explorations pour l'uranium au Canada, bassin d'Athabaska dans les années 1960 (Mokta Canada Ltd) qui n'aboutira qu'à la fin des années 1970 (exploitation Amok Ltd Cluff Mining, 100 % français, qui deviendra plus tard Cogema).

Autre diversification, mine Plomb-argent-zinc au Pérou (Société minière Huaron), et des sablières et mines de kaolin en France.

Lorsque l'Algérie nationalise, à 51%, en 1966, Mokta n'y avait plus qu'une mine de fer de taille moyenne dans la région de Annaba. Cette année là Suez a absorbé la Banque de l'Union Parisienne (qui avait absorbé Mirabaud), et devient l'actionnaire principal.

En 1968 création de la société minière Pechiney-Mokta, SMPM, pour l'uranium, qui prend 7,8 % de la SOMAÏR au Niger (début de création 1965, production débute 1971). Dans les années 1980 Imétal via la C.F. Mokta a 19 % de SOMAÏR.

- Sur 1971-73, la Société Le Nickel, SLN, du groupe Rothschild fait une OPA sur Mokta. Puis, 1974, par fusion avec Penarroya (spécialisé plomb-zinc) se forme le holding au nom de Imétal : Le Nickel-Mokta et Penarroya, l'ensemble du groupe Rothschild.

En 1980 Imétal dissout Mokta. Il reprend à son nom direct les anciennes participations de Mokta : Andaluza de Minas (fer, Espagne), Comilog (Mn, Gabon, sera repris par Eramet qui est Erap à 55 %, en 1988), Sacem (Mn, Maroc qui s'épuise), etc., et crée une branche spécialisée dans l'uranium : la Cie Française de Mokta, CFM, qui récupère donc les participations de l'ancienne Mokta sur l'uranium et lui ajoute la C.F.M.U., Cie Fr. des Minerais d'U (créée initialement avec 50 % de capitaux du CEA mais la Cogema à sa création s'en était dé faite, restait surtout la banque Rothschild) qui extrait depuis 1958 de l'uranium au Cellier (Lozère, carrière profonde et lixiviation acide en tas sur place depuis 1970, puis en pulpe dans des bacs en 1977), aussi *Les Bondons*, *Pierres plantées*, *Le Villeret*, et divers petits gisements seules ou en partenariat. Ce nom CFMU peut être gardé en France, alors que celui de Mokta est utilisé pour l'uranium à l'étranger plus liés à l'ancien Mokta (Gabon, Niger, Canada).

- 1982 nationalisations notamment de la banque française Rothschild : réorganisation complète, l'État est nouveau propriétaire par ce qui est devenu son holding généraliste Erap, donc majoritaire, puis Suez (16%) et Cogema (12,5%).

Et en 1986 Imetal cède la CFM à Cogema (qui, étant majoritairement étatique arrive peu avant la fermeture et réhabilitation qu'il va y avoir à faire du site de Lozère où il n'y a plus de minerai; entreprises-coloniales, [là](#), et historiques CFMU).

II-1-2. Les phosphates

La Tunisie est plus spécifiquement connue pour les phosphates. C'est principalement le bassin de Gafsa au Sud, désert de Metlaoui, 5 500 km², environ 500 m d'altitude, une steppe d'alpha (graminée), qui continue

coté algérien. La zone est aride (110 à 150 mm d'eau par an qui en plus arrive en averses brutales). L'été est chaud, moyenne proche de 30°C en juillet, 10°C en janvier, et la région est ventée, avec notamment le chelili (~ siroco). Géologiquement se trouvent là des dépôts néritiques Paléocène-Eocène tendres (on y trouve des dents de requins). Le minerai est de la carbonate fluoapatite (Ca_2PO_4 avec un peu de CO_3 en substitution à PO_4 , et des OH et F), cryptocristalline de couleur claire, beige à gris. En composition on a du style ~ 40 % CaO et 25-30 % de P_2O_5 . Le taux en minerai (phosphate) des bancs n'est pas très élevé, ~ 60 %. Cependant dans ce cas aussi il est particulièrement facile d'accès donc peu coûteux à extraire et il est abondant.

Plusieurs villes minières artificielles ont poussé dans le bassin. L'abattage se fait à l'explosif puis pendant longtemps ça a été la pioche et la pelle. Ensuite il y a séchage puis tamisage. Il faut des milliers d'ouvriers et un problème récurrent est le manque de main d'œuvre. L'eau est prise dans des nappes phréatiques. A cause des stériles et du vent, la zone est devenue poussiéreuse. Les logements européens (notamment des italiens et russes blancs) avec jardins et eau courante sont complètement séparés des villages démunis d'ouvriers *indigènes*.

La zone minière a été reliée à la côte, ville de Sfax, par une ligne de chemin de fer voie étroite en terrain facile de 240 km dès 1898. Il y a eu une très grande époque des phosphates jusqu'à la crise mondiale en 1930. Mais les compagnies ont continué à faire des bénéfices réguliers confortables y compris pendant les années 1940 et 1941 avec toujours distribution de dividendes aux actionnaires qui étaient dans Paris occupé.

Point de vue industriel, c'est :

▪ **La Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa, CPCFG**

Elle est une émanation de la richissime Cie Mokta El Hadid qui y met des X-mines, et les C.A. se ressemblent. En 1896 la cie avait obtenu dans le protectorat une concession de 50 000 hectares. Depuis les années 1930 elle est présidée par le baron Léon de Nervo (dont le père Robert à la cie Paris-Lyon-Marseille pendant la Commune a réussi à fuir de Paris avec des millions de la cie « *soustrait à l'avidité du gouvernement communard* », a été Président de la Ci Mokta El Hadid à partir de 1889 s'étant marié à la fille du fondateur) qui n'est autre que aussi le Président de Mokta depuis 1934. Il est entouré de plusieurs personnes de, ou proche de, la banque Mirabaud et Cie (régent banque de France, Mokta-el-Hadid, chemin de fer d'Orléans, canal de Suez, etc., qui sera absorbée par la Banque de l'Union Parisienne en 1953 elle même absorbée par Suez en 1966). Dans le C.A. aussi Gaston Boulogne du CA de la Ci Mokta El Hadid et censeur de la banque d'Algérie, polytechnicien grand habitué de la colonie algérienne. Le siège social est rue de la Victoire à Paris 9^e.

En 1935 les "Décrets-lois Laval" sont appliqués dans le protectorat : les petits salaires des ouvriers *indigènes* de la mine sont encore diminués autoritairement... Début mars 1937 une grève avec occupation à Metlaoui est cassée par l'armée (tirailleurs "sénégalais" et spahis) et gendarmes, faisant 17 morts et plus de 31 blessés graves chez les ouvriers *indigènes* non armés, d'autres sont emprisonnés. Cela a entraîné une suite de conflits juste de l'autre coté de la frontière en Algérie, mine de phosphates de Kouif/Tebessa, dont 2 morts et blessés par la légion étrangère pour dégager un train de phosphate, et dans des ports. Depuis 1937 le Directeur général est l'X-mines F. Breynaert. Une augmentation de capital de la CPCFG est faite en 1938. Dans ces années là sont vendues > 1,1 millions de tonnes de minerai de phosphate par an. La Compagnie s'est aussi constitué un domaine agricole de 30 000 hectares et a construit deux huileries pour olives.

▪ **La Société de l'hyperphosphate Réno**, plus petite, est sous contrôle de la banque Worms.

▪ **Le Comptoir des phosphates d'Algérie et de Tunisie** a été créé en 1934. Le Maroc lui aussi protectorat français y était lié par un accord. Ce *Comptoir* a été institué pour que les producteurs arrêtent de se faire de la concurrence. Dès lors toutes les ventes passent par lui. « ... *Raoul de Bailliencourt*, « *directeur du comptoir des phosphates nord-africains, d'Algérie et de Tunisie* »... *alerta en mai 1938 la présidence du Conseil [Daladier] sur « l'urgence d'élargir le contingent réservé aux phosphates dans l'application de l'accord commercial franco-allemand.* » (Lacroix-Riz 2013, p. 38).

Le Maroc gros producteur de phosphates s'est séparé de ce comptoir en 1961 à son indépendance. S'est alors formé une *Union phosphatière Africaine*, UPHA pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest (avec des bureaux à Paris). C'est elle qui gère alors les ventes de phosphates de Tunisie (Gafsa), d'Algérie (Constantine), du Sénégal (Taïba) et du Togo (CTMB).

▪ Il y a des gisements métalliques disséminés dans le Nord de la Tunisie dans la zone alpine de chevauchements prolongeant la petite Kabylie. Du magmatisme (petits massifs de granodiorites *I-type*, rhyodacites, quelques basaltes) a été produit au Miocène auquel sont liées des minéralisations surtout Plomb-zinc (galène-blende) hydrothermales dans des zones faillées.

▪ Depuis le début du 20^{ème} les anglo-saxons avaient fait des forages pour le pétrole. En dec. 1931 les autorités française avaient mis sur pied un Syndicat d'Étude et de Recherches Pétrolières, SERPT incluant l'ONCL et

la CFP auxquels viendra se joindre Pechelbroon en 1938. Il fora un peu partout mais en dépit des suintements bitumineux de Tebourouk, de Kef Bou Debbous et de Kef El Adoum, n'obtiendra aucun résultat intéressant.

II-2. La période

L'article de 5 pages sur P. Guillaumat dans *La Jaune et la Rouge* (revue de l'X) deux ans après sa mort, qui lui-même s'appuie sur un n° spécial des Annales des Mines, *Réalités Industrielles*, de sept. 1992 sur P. Guillaumat, par ses collaborateurs proches, passe sur les quatre années mi 1940-41-1942-1943-mi 1944 en deux bouts de phrases (Levy 1993) :

«... Tunisie, où Pierre Guillaumat, mobilisé sur place, devait rester après la défaite de 1940. La guerre se déroule alors pour lui dans l'action clandestine jusqu'à la libération de la Tunisie. »

L'article oublie jusqu'à écrire que le chef bien réel des mines sur ces années, c'est P. Guillaumat et pas un autre, reconnu pour, payé pour, avec tous les pouvoirs de, côtoyant le Résident général, les généraux d'armée, etc.. Vichy n'a en aucun cas abandonné ses colonies/protectorats/fonctionnaires, c'est tout le contraire, et c'est réciproque pour la plupart.

Le "grand commis d'État" de la coloniale jamais démis a « servi » en Tunisie sous :

- 1) III^e République : de 1939 (mois ?) à juin 1940,
- 2) le régime de Vichy à partir de juillet 1940,
- 3) la guerre de Tunisie, du ~ 10 nov. 1942 au 10 mai 1943,
- 4) période du Maghreb sous patronage alliés, un bref moment avec F. Darlan, puis avec H. Giraud (voir pour ce général, Annexe A-1. Lemaigre-Dubreuil) et finalement celui jusqu'alors détesté sur place, mais qui à la mi-juin 1943 ne pouvait plus être contesté : avec C. de Gaulle.

On a vu plus avant que en mai 1938 les Cies extrayant les phosphates au Maghreb, via R. Baillancourt, cherchaient à pouvoir en vendre plus à l'Allemagne (qui va bientôt devenir le principal client).

«« Un ingénieur de chez Krupp » avoua en juillet 1939 à « un officier étranger » : « Les 2/3 de l'acier que nous employons actuellement chez Krupp proviennent des minerais français et en particulier de l'Afrique du Nord. » (Lacroix-Riz 2013, p. 38).

II-2-1. Le protectorat vichyste (30 mois)

II-2-1-1. Cadre administratif

Le Résident général nommé par vichy est un amiral, obéissant comme presque tous les amiraux, Jean-Pierre Esteva. Selon le *Cercle algérieniste*, la *Légion française des combattants* en Tunisie comprendra plus de 10 000 membres. Le poster de P. Pétain est partout, magasins, cafés, etc. L'évêque Mgr Gounot, ancien supérieur du séminaire de Constantine devenu archevêque de Carthage entretient des relations chaleureuses avec le très pieux amiral. Dans ce Maghreb la presse locale qualifie le gl. de Gaulle de « traître » et de « vendu aux anglais ». De par les conditions de l'armistice, il y avait une Commission de l'Axe sur le sol africain, qui se promenait, mangeait dans les restaurants, etc.

Un exemple de l'activité du partisan convaincu de la « révolution nationale » J.P. Esteva : l'Italie fasciste, qui a des ressortissants en Tunisie (~ 9000), y compris ayant une ascendance en partie israélites, et qui a des visées sur le pays, a tenté d'empêcher la promulgation du statut vichyste des juifs sur la Tunisie. Or il a été promulgué sans qu'il n'y ait aucune contrainte de qui que soit en dehors du régime P. Pétain. « *En Tunisie, les beys Ahmad Pacha puis Moncef continuent à entretenir d'excellentes relations avec les juifs qu'ils essaient de protéger dans le malheur.* ». Le racisme est ridicule et absurde lorsqu'il est appliqué par les derniers venus sur un sol qui ne leur appartient pas, alors que les juifs étaient présents bien avant la conquête arabe (Darmon 2014). Les différentes mesures prises à l'encontre des Juifs furent les suivantes (Oliel 2013) :

- Le 30 novembre 1940, un décret fut rendu, relatif à l'application de la loi du 3 octobre sur le statut des Juifs : les Juifs de Tunisie furent exclus des administrations et risquèrent, sur la foi de dénonciations, des arrestations arbitraires, des spoliations, le travail forcé...
- Le 26 juin 1941, un décret modificatif du décret du 30 novembre 1940, ordonna le recensement des Juifs de la Régence.
- Le 16 octobre 1941, un arrêté fut pris pour réglementer les professions de médecin et d'avocat. Les Juifs ne furent désormais autorisés à exercer qu'auprès de leurs coreligionnaires.

- Une autre loi, du 2 juin 1941, aggrava ces restrictions : les fonctions interdites aux Juifs englobèrent les domaines des assurances, du commerce, de l'économie, des transactions immobilières, des antiquités et des concessions de jeux.

- Dans la note de service de la 19^e région militaire (Alger), le dernier paragraphe prescrivait le recensement des indigènes tunisiens et donnait des instructions claires sur les dispositions à prendre concernant non seulement les militaires, mais les Juifs de Tunisie en général.

Lors du débarquement allemand pour la violente guerre de Tunisie, les nazis n'ont plus eu qu'à utiliser les listings consciencieusement tenus par les fonctionnaires de Vichy pour ordonner leur rassemblement, tel nombre, x centaines, doivent être le lendemain à 08h à tel endroit par exemple, devant être nourris par la communauté juive (87 blessés ou tués, 84 tués par des bombardement puisqu'ils les obligeaient à travailler sur des objectifs militaires).

Et comme en Algérie il y avait des camps d'internement (lever à 06h, hygiène déplorable dans la chaleur l'été, froid l'hiver, avec surveillance souvent miliciens ou légionnaires laissés à eux-mêmes), pour les communistes (même envoyés de France), les républicains espagnols, de membres de brigades internationales, des juifs étrangers..., qui fournissaient une main d'œuvre gratuite pour le service des Mines. Les camps de Tunisie étaient à Gafsa (près des phosphates), Le Kef (près du minerai de fer) et il y avait l'ancien bagne militaire colonial de Tbourouk (ou H. Bourguiba a été interné de 1938 à 1942).

Désormais tout cachet administratif porte la francisque au lieu de la déesse assise républicaine.

En sept 1940 Vichy met le gl. M. Weygand commandant en chef des forces de l'Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest (il vient avec le capitaine Gasser qui était déjà dir. de son cabinet militaire au Liban). Il n'arrêtera pas d'y voyager faisant notamment 3 séjours en Tunisie où est le chef des mines P. Guillaumat, dont il a connu le père (Weygand a été nommé général en 1918).

Maxime Weygand, saint-cyrien, dévot catholique très à droite était monarchiste, parlait ironique de la "république des camarades" (Paxton 1997, p.71 et 74). Il a côtoyé les deux frères Giscard d'Estaing (Edmond pour la Rhénanie/Ruhr, et a pris René comme Dir. de cabinet civil au Liban en 1923-24) et avant eux auprès de Foch leur beau père Jacques Bardoux qu'il appelle « *mon ami* ». Il est de plus en plus anglophobe depuis le Liban. Mis à la retraite en 1935, il est rappelé par M. Gamelin qui l'envoie en août 1939 au Moyen-Orient avant que P. Reynaud le rappelle en France en mai 1940 (M. Weygand n'a jamais commandé de troupes en action auparavant, et étant là-bas ne savait pas trop ce qui se passait en France ce qui fait perdre deux jours de plus à toute décision cohérente) où au milieu du chaos le plus intégral il est nommé Ministre de la défense nationale. Il le restera jusqu'à décembre 1940 dans une France désormais très calme. Il est alors comme Ph. Pétain adepte convaincu de la capitulation et lui obéira toujours. C'est alors un chaud partisan de la « *révolution nationale* ». Il a 74 ans lorsque P. Pétain, 85 ans, l'envoie en Algérie. C'est un antisémite dur qui a appliqué les lois raciales de Vichy, notamment celles chassant les juifs de la fonction publique et des universités, leur interdisant de nombreuses activités privées, ou les spoliant de leurs entreprises. Mais de plus, avec la complicité du recteur Georges Hardy, il a institué de son propre chef, sans aucune loi de Vichy, et par la simple note de service n°343QJ du 30 septembre 1941, un numerus clausus scolaire chassant la quasi totalité des enfants juifs des établissements publics d'enseignement, y compris les tous petits des écoles primaires, « par analogie, selon ses termes, avec la législation de l'Enseignement supérieur ». Il a établi des « chantiers de jeunesse » dans un strict esprit vichyste. Il était opposé au protocole de Paris du 28 mai 1941 qui aurait du permettre à l'axe d'utiliser les aéroports/ports de Alep, Bizerte et Dakar (probablement la raison pour laquelle les allemands ont demandé son retrait) mais lorsque des officiers de son entourage (commandant Faye, commandant Dartois, et capitaine Beaufre) lui proposèrent l'établissement d'un plan de rentrée en guerre avec une aide militaire américaine, il les fit arrêter. Il n'a pas été question un instant pour M. Weygand d'entrer en conflit militaire contre l'Allemagne. Déjà il avait déclaré en 1940 qu'il n'aurait jamais fallu, quand la France avait toute son armée, lui déclarer la guerre. Il a du faire envoyer camions, canons et nourriture pour l'Afrika Korps en Cyrénaïque, pas par plaisir, mais parce que cela avait été conclu en amont par Vichy et le Reich (là) et qu'il obéissait à la lettre. En 1951 M. Weygand créera une Association pour Défendre la Mémoire du Maréchal philippe Pétain (ADMP).

En sept. 1941 le gl. Jean De Lattre est envoyé à Tunis. Il est alors sous l'autorité de M. Weygand Commandant en chef des forces vichystes de l'Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest. Ses CV écrivent qu'il crée une école des cadres (à Salammbô, banlieue de Tunis) dans ce protectorat très vichyste où il a donc côtoyé le petit groupe de dirigeants comme P. Guillaumat, l'évêque Mgr Gounot, etc.... Au même moment le général A. Juin est nommé un court moment à Rabat mais en novembre 1941 le gl. M. Weygand étant rappelé en France par P. Pétain à la demande des allemands, A. Juin prend le commandement de l'armée d'Afrique du Nord.

Alphonse Juin est pied noir, né à Bône/Annaba fils unique d'un père gendarme et d'une mère corse, scolarité à Constantine (il sera Algérie-française jusqu'au bout). Après Saint-Cyr, dans la coloniale, il a participé à plusieurs campagnes militaires contre les autochtones au Maroc entre 1913 et les années 1930 (avec H. Gouraud puis avec H. Lyautey puis avec C. Noguès) avec des passages en Tunisie et Algérie. A la 1^{ère} guerre en mars 1915 son humérus du bras droit est cassé par une balle dans le carnage de la Marne où il dirige une brigade de tirailleurs marocains. Il sera réaffecté au front 8 mois en 1917, toujours avec des tirailleurs marocains, dans l'autre carnage de l'offensive du polytechnicien Robert Nivelle. A la 2^e guerre où il commande de nouveau des tirailleurs marocains ; 15^e DIM, il est fait prisonnier le 29 mai dans la pagaille générale à Lille. Les 80 généraux et 6 amiraux sont mis dans la belle forteresse médiévale de Königstein près de Dresde (ballade, lecture, même du cinéma dans villages environnants, pas de travail, peuvent envoyer les lettres qu'ils veulent mais, surtout le polytechnicien H. Giraud, se plaignent systématiquement lors des visites de la croix-rouge). Ils y avaient été amenés en avion (photo à l'appui pour gl. H. Giraud). Là A. Juin devient 100 % pétainiste et, alors qu'il est prisonnier, Vichy lui accorde une 3^e étoile le 21 fév. 1941. Comme A. Juin connaît bien le Maghreb, M. Weygand le réclame à C. Huntziger. La demande passe par la commission de l'armistice de Wiesbaden mais aussi directement par F. Darlan (sous l'autorité de P. Pétain) qui étant allé voir Adolphe Hitler à Berchtesgaden le 11 mai 1941 est allé bien plus loin que ça dans la discussion d'échanges : aéroports et ports à disposition du Reich. L'argument est que l'Angleterre est proche en Libye, à Gibraltar et à Malte, et que A. Juin est celui qui connaît mieux le terrain pour lui faire face. Après entretien avec les autorités militaires du III^e Reich, A. Juin est libéré le 15 juin 1941 pour le Maghreb. Pendant plusieurs jours il est célébré à Vichy par Philippe Pétain, Charles Huntziger, François Darlan, Jacques Benoist-Méchin, etc. Il voit aussi Jean de Lattre au château d'Opme/Chanonat au Sud de Clermont, d'autant que ce dernier va descendre à peu près en même temps en Tunisie.

Bien entendu Vichy s'est engagé *a minima* à livrer matériel et nourriture à l'Afrika Korps qui se bat contre ces anglais, et c'est ce qui sera fait par M. Weygand, A. Juin, J. de Lattre, C. Noguès, JP. Esteva et les hauts fonctionnaires qui tiennent les comptes, sur 1941-42. Et lorsque le Reich a cette mauvaise surprise du recul de E. Rommel devant les anglais en décembre 1941, « *Le général Alphonse Juin part pour Berlin le 21 [rencontrer Hermann Goering] ; il a pour mission d'examiner les répercussions militaires de la retraite de Rommel vers la Tunisie...* » (Paxton 1997, p. 175, 178, 336), protectorat tunisien où se trouve alors Jean de Lattre, Pierre Guillaumat, etc.

A. Juin sera résident général du Maroc de 1947 à 1951, nommé maréchal en 1952, élu à l'Académie en 1953. Il siégeait au Comité de Coordination d'Afrique du Nord où se faisait la politique du Maghreb encore en 1955 lorsqu'il sera remercié, des courriers le montrant trop proche du couple Lemaigre-Dubreui (cf. Annexe A-1.) très impliqué médiatiquement sur la politique du protectorat marocain, chez qui il pouvait aller manger dans le XVI^{ème} arrondissement.

Le Secrétaire d'État aux colonies, i.e. le supérieur de J.P. Esteva en Tunisie, avril 1942-43 est Jules Brévié. Il était Gouverneur Général d'Indochine quand P. Guillaumat y était, et a basculé d'un certain progressisme (relativement à d'autres) à un vichysme pur et dur. Avec P. Laval à la mi 1942 il urgeait le Gouverneur général de Madagascar, A. Annet de résister militairement aux anglais jusqu'au bout, ce qu'ils font.

Dans les colonies/protectorats l'armée a toujours eu un rôle "intérieur" essentiel. Le secteur minier, avec une abondante main-d'œuvre *indigène* groupée, le souvenir des violences de 1937 est frais en Tunisie, est particulièrement à surveiller, comme les nationalistes tunisiens du Néo-Destour, le parti fondé en 1934 par H. Bourguiba. D'autant plus à partir du 14 août 1941 où le Président des États-Unis, Franklin Roosevelt et le Premier Ministre Britannique Winston Churchill ont lancé la *Charte de l'Atlantique* qui édicte notamment :

«... *droit à chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privé par la force.* ».

La carrière des X-mines est gérée par le *Conseil Général des Mines*. Il y a des sections dans lesquelles ils discutent les questions en cours de manière collégiale, les X-mines sont un "corps" et "font corps" (là). Le *vice-Président* du "corps ou équivalent d'alors était semble-t-il André Fanton D'andon (qui était notamment avant la guerre dans le CA de Potasas Ibericas SA créé en 1932, et qui n'a pas beaucoup apprécié les républicains/"rouges" espagnols heureusement vaincus). Sur les organigrammes de Vichy de janvier 1941 André Fanton D'andon a la direction des Mines, il est donc à double titre en lien direct avec Pierre Guillaumat. Au même titre que l'X-Mines R. Gibrat alors à l'électricité ils dépendent du Secrétariat à l'Énergie Henri Lafond qui dépend du ministre de la production industrielle d'alors René Belin via son directeur de cabinet Jacques Barnaud (X-inspecteur finance, francisque n° 137, gérant de la Banque Worms qui a des intérêts en Tunisie).

A. Fanton D'andon est l'un des 46 grands synarques de la liste du rapport de police Henri Chavin, et gère la collaboration industrielle avec le Reich. L'X-Mines Bichelonne adepte de l'intégration économique franco-allemande est dès le départ dans la délégation française de la commission allemande d'armistice où sont prises toutes les grandes orientations. Il voyait souvent C. Oberg puis il a le poste de (un des deux) secrétaires généraux au Ministère de la production industrielle sous Belin puis sous Pucheu puis sous Lehideux, et s'occupait de la répartition des matières premières (il passe Secrétaire d'État à la production industrielle en avril. 1942 au retour de P. Laval).

« **Jean Bichelonne**, homme pivot du ministère de la Production industrielle – il cumule les fonctions (créées en septembre 1940 et mars 1941) de secrétaire à la Répartition, de directeur de l'OCRPI, de Répartiteur général et de secrétaire général à l'Industrie et au Commerce – qui établit tous les trois mois un plan de budget-matières portant sur dix-sept produits (charbon, métaux ferreux, sept métaux non ferreux, corps gras industriels, acide sulfurique, caoutchouc, papier et carton, textiles). Au fur et à mesure où les quantités de matières premières se raréfient dans l'année 1941 l'«ordre d'urgence» des bénéficiaires devient de plus en plus contraignant. En janvier 1942, Jean Bichelonne peut affirmer : « Grâce à ces douze sections [de l'OCRPI], l'État possède, à l'heure actuelle, les moyens de commander réellement à l'industrie française. » (Margairaz et Rouso 1992, p. 347).

Victor Arrighi administrateur délégué de la Soc. des phosphates tunisiens est membre de la Synarchie comme donc André Fanton D'andon, comme aussi Jean Bichelonne, Jean Berthelot ou encore Yves Châtel gouverneur général d'Algérie (Lacroix-Riz 2010, p. 33).

L'X-mines Jean Berthelot aux transports à Vichy s'était dévoué à l'avenir du chemin de fer Trans-saharien (Colomb-Béchar-Tombouctou) que ce parlement, enfin répudié, avait toujours retardé. Le projet mobilisa « des représentants de la Deutsche Bank, de Rheinische Stahlwerke entre autres », « Le 8 décembre 1941, Berthelot, qui avait exalté l'épopée sur les ondes de Radio-Paris [hyper-collaboratrice pour ne pas dire allemande] « inaugura le premier tronçon de Trans-saharien », dont le cours de la guerre compromit la suite. » (Lacroix-Riz 2013, p. 395-6). Le plus gros problème était celui de la main d'œuvre en région désertique aussi Vichy y implantait ses camps de prisonniers, dans ce cas itinérants sous tentes « *Il fait froid en hiver: la température peut approcher de 5 centigrades la nuit en hiver, mais les nuits, durant le reste de l'année, ont une température interdisant pratiquement le sommeil. En été, et pendant le travail, il faut boire jusqu'à 8 ou 10 litres par jour, et rester 8 heures sans boire peut exposer à de graves traumatismes, voire à la mort.* » (trainconsultant.com, là). Cette ligne devait passer par Reggane, zone que l'armée française utilisera différemment 20 ans plus tard, avec P. Guillaumat.

L'aryanisation amène aussi quelques petits changements. La Banque de Tunisie était filiale de la Banque transatlantique à aryaniser selon les ordonnances nazies. C'est le Crédit Industriel et Commercial, CIC, que P. Guillaumat connaît bien puisque c'est le principal actionnaire de la *Société Française des charbonnages du Tonkin*, SFCT, qui reprend la partie considérée. Et c'est son DG depuis 1936 justement, C. Dangelzer, qui devient Président du CA de la Banque de Tunisie le 23/04/1942.

II-2-1-2. Économie : tout pour le III^e Reich

« ... phosphates, tout avait été réglé à l'été 1940, conformément au cartel franco-allemand de 1933. Le 6 novembre à Wiesbaden, « les experts » industriels, Raoul de Bailliencourt, « délégué du comptoir des phosphates d'Algérie et de Tunisie » – associé d'affaires fructueuses et intime de Lehideux, son futur chef-adjoint puis chef de cabinet à la PI et filleul de Francisque –, « et des représentants de la Metallgesellschaft de Francfort » présentèrent les deux contrats conclus en octobre pour un an : **livraison « à partir du 1er décembre 1940 » d'engrais et « de phosphate métallurgique d'Algérie et de Tunisie à l'Allemagne », respectivement pour 60 000 et « 10 000 tonnes environ par mois »**. Les problèmes de prix furent réglés par les négociateurs privés, mais Vichy arguait encore que celui « de 190 fr. la tonne prévu [...] ne permettra[it] au Comptoir de verser à la caisse de péréquation que 10 % environ du montant de la vente » (Lacroix-Riz 2013, p. 92)

« La banque de France... soutint de ses grosses avances ses mandants... [décembre 1940] Des surcroûts de faveurs était accordés aux habituels gros calibres [BNCI...]. Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa... » (Lacroix-Riz 2013, p. 102).

« Les « engrais » n'avaient pas plus que les insecticides de clients français. Phosphates et azote, base des produits nitrés pour les poudres, allaient au Reich (...)

La vente annuelle privée des « phosphates de l'Afrique du Nord », discutée entre industriels allemands et délégué des industriels français, « M. [Raoul] de Bailliencourt », se poursuivit jusqu'au débarquement

anglo-américain. Elle enrichit énormément l'intéressé et son ami Lehideux : en tant que ministre de la PI, Lehideux se chargea des « discussions concernant la production [...] (pour la forme et afin de représenter la légalité) [...] Une partie de l'accord relative aux expéditions de phosphates donnait pouvoir à M. Lehideux et à M. de Baillencourt. Il fut également entendu que **les bateaux français et italiens transporteront les phosphates tunisiens...** (...) des expéditions d'Algérie et de Tunisie étaient dirigées sur Marseille pour transit et [...] sur des ports italiens. En résultat de ces accords **plus de deux millions de tonnes de phosphates quittèrent les ports nord-africains en 1941 à destination du continent européen. Pour les neuf premiers mois de 1942 le tonnage connu s'élevait à 1 365 142 tonnes** ». Baillencourt informait les Allemands des stocks et de la production : il remit en avril 1942 « ces renseignements » à un chef du bureau de la chimie du Reich venu à Paris pour « enquê[t...] sur divers produits intéressant l'industrie chimique [...], une "erreur regrettable"», commenta Lafond » (rival de Lehideux) » (Lacroix-Riz 2013 p. 188, 190).
 « les événements militaires [...] en Afrique du Nord » [débarquement allié], confirma bientôt Hemmen, ont provoqué l'« arrêt des livraisons courantes de phosphate et de minerai de fer à l'Allemagne », soit « 60 000 tonnes par mois en provenance d'Algérie et de Tunisie. » (Lacroix-Riz 2013, p. 165; Hans-Richard Hemmen à la tête de la branche économique de la délégation allemande de l'armistice).
 « En Tunisie le Ministre des finances était constitutionnellement un français. » (Carré de Malberg 2014, " p. 85). Comme en l'Indochine, c'était le travail de P. Guillaumat de superviser la bonne marche de tout ça, la raison même de son poste.

- La séance de l'Assemblée Nationale du 07 nov. 1950 décrit le comportement de la Cie Phosphate de Constantine, contre la Tunisie « qui a expédié 416 538 tonnes sur les pays de l'axe, en vertu de marchés passés directement par le comptoir des phosphates avec les acheteurs allemands et italiens... qu'elle a reçu des huiles et du charbon en provenance d'Allemagne et d'Italie », que la Cie poussait les ouvriers à une production accrue et que peu à l'aise avec l'arrivée des alliés, M. de Baillencourt (sic) directeur général du comptoir des phosphate a rejoint Vichy après le 08 nov. 1942.

En Algérie le directeur des finances (pour rentrée d'impôts, etc.) est Roger Goetze qui disait : « Je suis allé au Maroc, je suis allée en Tunisie. J'ai vérifié des hôpitaux, j'ai visité des usines... enfin bref, j'ai fait ce que j'avais à faire en tant qu'inspecteur des finances... Il y avait des impôts propres, essentiellement pour la population locale, c'est évident, les impôts traditionnels de la dîme, de la lezma, des palmiers, etc. ... pour tous les habitants » par dessus le code de l'indigénat. En Algérie il y avait tous les impôts de France, mais pas d'impôt sur le chiffre d'affaire (Carré de Malberg 2014 p. 85, p. 106). Le régime de vichy d'Algérie avait appliqué intégralement le statut des juifs dans toute sa rigueur sans aucune pression allemande et a interné 7000 communistes dans des camps du Sud Oranais, Colomb-Béchar et Djelfa (Carré de Malberg 2014 p. 121, p. 89).

- Pour ce qui concerne la Tunisie le cadre est simple. Il y a une grosse société, la CPCFG dirigée par un X-mines, qui possède aussi la cie qui fait leurs transports, et le haut-fonctionnaire de l'État vichyste Directeur des mines est l'X-Mines Pierre Guillaumat. Les ventes se font par le même Comptoir des phosphates dirigé par le même Raoul de Baillencourt.

La situation était la même pour le fer :

"« Les 2/3 de l'acier » utilisé par Krupp à l'été 1939 « provenaient des minerais français et en particulier de l'Afrique du Nord." (Archives militaires de Vincennes, in Lacroix-Riz, 2016, p. 56).

« A l'été 1940, la partie française n'eut qu'à renégocier une hausse des « derniers prix d'avant-guerre » des matières premières, des minerais... On reprit les bases sur lesquelles en 1939 « la Metallgesellschaft avait traité avec le comptoir des phosphates » métallurgiques d'Algérie et de Tunisie et on poursuivit la collaboration dans le cadre du cartel du 15 août 1933. En décembre 1940, Schöne, de la délégation allemande d'armistice (DAA) (haut fonctionnaire de l'office des devises et membre de la « commission gouvernementale française et allemande » de 1937), rappela que « dès avant la guerre, l'Allemagne était un des principaux clients et des plus sûrs pour les mines de l'Afrique du Nord », et avait « été de tout temps, un soutien efficace » de « la société de l'Ouenza » (« amodiatrice d'une minière et concessionnaire d'une mine de fer voisine dans le département de Constantine [...] le plus grand exportateur nord-africain de minerai de fer »). » (Lacroix-Riz 2013, p. 39).

« Les grandes entreprises « concentreuses » informaient toujours aussi peu l'État de leur affaires bilatérales... Bernard Lechartier... dévoué à l'occupant... se disait peu informé... ». A une demande de Barnaud à Boissanger du 19 mai 1942 de ces contrats existants manquaient les « contrats de vente de produits industriels tels que : alumine, magnésium, **minerai de fer de l'Ouenza, phosphates**, etc. » (Lacroix-

Riz 2013, p. 126-7). Étant sur place, de par leur affectation de responsables comptables d'une manière ou d'une autre, Pierre Guillaumat et Roger Goetze, eux, étaient au courant.

On a vu que la famille Mirabaud était entrée précocement dans la cie Mokta el Hadid où elle côtoie Léon de Nervo, compagnie qui tient fer et phosphate d'Algérie-Tunisie et leurs transports. On a mentionné aussi que pour 1941 les bénéficiaires ont été de 2 millions et que à la mi 1942 elle a procédé à une augmentation de capital de 70 millions de francs (guichets Société Générale et Crédit Lyonnais).

Durand l'année 1941 se fait la cession (de ses actions) par la banque Mirabaud fils et C^{ie} de sa Compagnie française des **mines de Bor** (Yougoslavie, cuivre un peu d'or et d'argent) au Reich qui les a « *achetées à titre exceptionnel exclusivement avec des francs d'occupation* ». Pour Mirabaud, « *sur ce total de « plus de 118 millions » de francs (avec « un complément de bénéfice considérable » grâce à la rectification des bilans de 1938 et 1939), le groupe Mirabaud aurait payé 11 à 12 millions d'impôts, au lieu des 80 dus par l'application du « droit commun » fiscal. La quasi-totalité du bénéfice « alimenta la trésorerie de la Banque, par incorporation à la réserve* ». Les « *dirigeants de l'affaire* » se partagèrent à titre personnel « 10 784 000 », dont « 2 264 640 » chacun pour le trio Mirabaud : Eugène et Pierre Mirabaud et Jean Boissonas ; Robert d'Eichtal et le rabatteur Jacques Puerari touchèrent « 1 995 040 » chacun... » (l'Allemagne était un client majeur avant la guerre depuis son ré-armement).

Jacques Puerari était « *associé-gérant de Mirabaud et C^{ie}, aussi attaché que Mirabaud... aux intérêts de Léon de Nervo, et administrateur de... - C^{ie} des Minerais de fer magnétique de Mokta-el-Hadid, C^{ie} des phosphates et du chemin de fer de Gafsa, C^{ie} du Djebel-Djerissa, S^{ie} Industrielle et commerciale des salins du midi, Charbonnages de Lyon* ». Jean Boissonas « *d'une famille apparentée directement aux Mirabaud, et lui-même associé-gérant de Mirabaud et C^{ie}, administrateur, comme Puerari et les Mirabaud, d'affaires de Léon de Nervo, dont « C^{ie} de fer magnétique de Mokta-el-Hadid* » (Lacroix-Riz 2013 p. 264-7, et 700). Pour Léon de Nervo, données de 1924 : il était alors, outre Président des phosphates CPCFG, aux CA de Mokta, de Krivoï-Rog, de la **Société du Djebel-Djerissa**, Président du CA de la Compagnie de construction mécanique et de l'Union commerciale de Bordeaux-Bassens, vice-président du CA des mines et fonderies de Pontgibaud et de la Société commerciale d'affrètement et de commission, SCAC, et au CA de la Société des Hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin (entreprises-coloniales, [la](#)).

II-2-1-3. La logistique des troupes de l'Afrika Korps en Cyrénaïque

Les allemands-italiens, avec l'Afrika Korps de E. Rommel, étaient une dangereuse menace pour le canal de Suez. En avril 1941 ils assiégeaient Tobruk proche de la frontière égyptienne.

▪ L'amiral François Darlan a été ministre permanent de la marine de 1926 à 1939. Il a soutiré beaucoup de fonds de la III^e république et la marine française en 1939 n'avait jamais été aussi puissante. En février 1941 il est : ministre de la marine, vice-président du conseil, ministre des affaires étrangères, ministre de l'information. Enfin en août 1941 s'y ajoutera qu'il est aussi ministre de la défense. Le 11 mai 1941 il est allé voir Adolf Hitler à Berchtesgaden et le 28 sont signés les protocoles de Paris dont le II stipule que le Reich peut utiliser le port de Bizerte pour acheminer le matériel nécessaire à l'Afrika Korps. Puis après le fiasco syrien F. Darlan réalise que cela devrait justifier une attaque anglaise sur ce port (l'Afrika Korps se bat contre les anglais) et le 08 juillet 1941 il se rétracte disant que le Reich ne donne pas grand-chose en échange (à ce moment le Reich est concentré sur le front soviétique, la Méditerranée est secondaire). Le 01 décembre 1941 la situation a changé en Cyrénaïque et c'est Philippe Pétain qui rencontre Hermann Goering à Saint Florentin, ce dernier cherchant à avoir une aide au cas où E. Rommel aurait à se replier en Tunisie. Dans le même mois « *Le général Alphonse Juin part pour Berlin le 21 [rencontrer H. Goering] ; il a pour mission d'examiner les répercussions militaires de la retraite de Rommel vers la Tunisie... En définitive, le gouvernement Darlan cède au Reich à peu près tout ce qu'il veut. Les Anglais ne peuvent pousser leur avance jusqu'en Tunisie, si bien que la question de donner asile à Rommel ne se pose pas. Mais Vichy fait bel et bien transiter du matériel militaire par la Tunisie. Des officiers français remettent des camions, des armes, de l'essence à l'intendance allemande, à la frontière libyenne, en janvier et février 1942.* » (Paxton 1997, p. 155-175). Car si les forces allemandes-italiennes ont du reculer en nov 1941 (sur El Agheila/Ajdabiya), en juillet 1942 elles étaient par contre proches d'Alexandrie et donc aussi du Caire et du canal de Suez.

«... en décembre 1941, à la suite de l'offensive victorieuse menée par le général britannique Auchinleck en Libye, qui mit Rommel et les Italiens en sérieuse difficulté, les gouvernements allemand et italien insistèrent pour faire transiter les approvisionnements des forces de l'Axe par le port de Bizerte... Les autorités françaises purent, cependant, en contrepartie, obtenir que ces transbordements fussent soigneusement

camouflés, de façon à éviter des représailles alliées. (...) La livraison de camions et de carburant constitua une contribution importante de la France à la campagne de Rommel. En février 1941, le gouvernement français donna son accord pour la fourniture de 13 000 camions à l'Allemagne et, en décembre 1941, d'un contingent supplémentaire de 1 100 camions militaires destinés à Rommel. Les livraisons françaises de carburant à l'Afrikakorps intervinrent en décembre 1941, et de nouveau, au début de 1942 (...)

Darlan « se montra, disposé à autoriser le transfert secret à l'Afrikakorps de quelques fournitures militaires non négligeables, notamment du carburant et des camions, qui se trouvaient déjà en Tunisie. Ces livraisons, effectuées en vertu des projets dits Delta et Gamma, venaient s'ajouter aux envois antérieurs prélevés sur les stocks de Tunisie au profit des forces de l'Axe en Libye. Elles faillirent provoquer une rupture des relations entre les États-Unis et Vichy... » (Paxton 2004).

▪ « Dans le protectorat tunisien, furent alors livrés en masse aux Allemands et aux Italiens, à la frontière tripolitaine, des camions « en excellent état [...] réservoirs d'essence pleins et complètement chargés de vivres, notamment de légumes verts. [...] Connues dans le public », ces prestations soulevèrent « des sentiments d'indignation et de haine » (Lacroix-Riz 2013, p. 148, parlant de 1941). J. Lemaigre-Dubreuil, patron des huiles Lesieur fournissait l'armée de E. Rommel (Lacroix-Riz 2019, p. 115).

« L'Afrique du Nord française est même devenue l'hinterland des forces de l'Axe qui combattent en Tripolitaine. Elle lui fait parvenir des armes et la quasi-totalité des céréales et des agrumes qui lui sont nécessaires. (...) Une mission d'achat dirigée par le major Danworth est donc envoyée à Alger, le 26 avril 1941. Selon un scénario bien rodé, elle commence par agiter le mirage d'une libération de 9000 prisonniers nord-africains. Le contrat, signé le 18 mai 1941, prévoit la livraison de 1 100 camions, 50 autocars, 300 voitures de liaison et 10 « camions-ateliers ». (...) Les protocoles de Paris (28 mai 1941) renforcent la collaboration militaire... L'armée d'Afrique livre les seules armes qui intéressent la Wehrmacht : ses canons de 115 avec obus et 50 camions supplémentaires. Outre le pétrole et le ravitaillement, Vichy fournit également le soutien logistique de la marine marchande française [dont la majeure partie en Tunisie-Algérie est filiale de la cie Mokta, "The" entreprise majeure des mines] et des chemins de fer tunisiens nécessaires au ravitaillement des troupes de l'Axe en Tripolitaine... (...) La collaboration militaire se soutient à la même cadence durant le premier semestre 1942. Les relevés détaillés effectués par des officiers de renseignements travaillant dans le Sud de la Tunisie pour le compte de l'Intelligence Service montrent que le trafic des wagons-citernes et des fûts correspond à un total de plus de 4,5 millions de litres d'essence et de 140 tonnes d'huile pour avion. Or la pénurie énergétique est devenue dramatique dans toute l'Algérie. » (Darmon 2014). Tout était loin d'arriver aux forces de l'axe, les raids aériens anglais détruisant grands nombres de camions sur la longue rouge côte libyenne.

II-2-2. La bataille de Tunisie

Roger Goetze (inspecteur et) directeur des finances à Alger depuis janvier 1941 raconte dans ses entretiens qu'il était « en Tunisie avec mon épouse le 1^{er} novembre... le 6 novembre 1942 ma femme était rentrée à Alger, moi j'achevais une vérification de la direction des finances de Tunis... je couchais au Tunis Palace... ». Étant un proche du groupe Lemaigre-Dubreuil qui organisait avec les américains la venue du gl. H. Giraud (cf. Annexe A-1.), un vice-consul américain vient le prévenir le 06 au soir qu'il faut repartir pour Alger, qu'un débarquement est imminent. Au téléphone sa femme à Alger (au contact du groupe et d'autres) lui confirme en mots codés que c'est très urgent, qu'il faut faire vite. Il tanne l'amiral J.P. Esteva la journée du 07 pour avoir un avion, qui lui annonce finalement le 08 au matin qu'il ne peut pas lui en procurer un. Toute l'amirauté vichyste de Tunisie s'attendait alors à une attaque en règle des alliés sur Malte pour casser le blocus de l'Axe. On allait au Cap Bon (endroit le plus proche de la Sicile) pour assister au spectacle de la bataille aéronavale qui n'allait pas manquer de se produire (Carré de Malberg 2014, p. 87).

Le dimanche 08 nov 1942, à la surprise générale c'est le début du débarquement allié au Maroc, à Oran et à Alger, opération TORCH.

Le 08 au soir Roger Goetze, nerveux, déjeune à Tunis avec l'X-Mines Pierre Guillaumat chez Jacques Lucius, du Conseil d'État et gendre de l'X Raoul Dautry, nommé en 1941 Secrétaire général adjoint du gouvernement vichyste de Tunisie. Mais c'est sans eux, que le lendemain matin le 09 que R. Goetze part, avec Jean Rigault des huiles Lesieur/groupe Lemaigre-Dubreuil et le frère d'un grand marchand d'huile algérien, dans les derniers passages jusqu'à la frontière de la colonie algérienne (Carré de Malberg 2014, p. 87-89).

Le 09 novembre 1942, contacté par les allemands, Vichy répondait qu'ils pouvaient utiliser les aéroports de Tunisie. La frontière Tunisie-Algérie est maintenant lieu de conflit militaire, les élites en Tunisie passent sous autorité militaire allemande ou italienne qui les maintient en place puisqu'elles collaborent avec l'Axe.

Idem à Alger mais là sous autorité américaine, qui maintient aussi la structure vichyste puisqu'elle se rallie à eux. Mais pas l'X-mines Robert Gibrat Secrétaire d'État aux transports du deuxième gouvernement Laval « *Bien que surpris à Alger par le débarquement allié, il revient à Vichy par loyauté envers le maréchal.* » : (Valode 2011, même si R. Gibrat quittera son poste un fois vue les uniformes américains aux commandes à Alger). L'amiral Jean-Pierre Esteva sera ramené à Paris par avion de l'axe comme le montre [la vidéo](#) (Ina), puis à son maréchal Philippe Pétain (et René Bousquet, l'X-Mines Jean Bichelonne, etc.), son devoir vichyste accompli.

L'amiral François Darlan, alors commandant en chef des forces de Vichy, était par le plus grand hasard à Alger depuis le 05 novembre pour une urgence médicale familiale (fils semblant avoir une attaque de poliomyélite). Le Gl. A. Juin était là aussi. Retenus quelques heures par de jeunes résistants en lien avec les américains (heure donnée par un code sur la BBC), les deux généraux devant le fait accompli finissent par négocier et donnent finalement l'ordre de cesser le combat en Afrique du Nord. Alger n'est pas un port de guerre, il y a peu de marine, néanmoins le 08 au matin un sous-marin français se sauve d'Alger pour rejoindre Toulon (ça sera donc pour aller se saborder là-bas).

Un contre-ordre de Vichy est exécuté au Maroc par le Général 5 étoiles Polytechnicien Charles Noguès Résident général à Rabat. Il y a de vifs combats, à Casablanca, Port Lyautey et Safi, pendant 3 jours. Le cuirassé neuf Le Jean Bart (long de 250 m, 58 000 t à pleine charge, qui manque de très peu le croiseur US Augusta sur le pont duquel se trouvait le gl. G. Patton qui est trempé par la gerbe), le croiseur Primauguet, 7 torpilleurs ou contre-torpilleurs, 2 avisos, 11 sous-marins..., et l'aviation de l'armée d'armistice, tous tirent plein feu sur l'armée américaine. Des torpilleurs font de même à Oran (qui dépend aussi de l'X C. Noguès). Voyant qu'ils n'ont pas le dessus, là aussi quelques commandants de l'armée d'armistice font saborder leurs sous-marins dans le port de Casablanca afin que les américains ne les aient pas (par ex. l'amphitrite... ; [ici](#))... Outre les tués et blessés des deux cotés (1350 morts, plus qu'à Mers-el-Kebir, et 2000 blessés coté Vichy, 480 morts coté alliés), un nombre de navires coulés, cela donne surtout un temps extrêmement précieux à Adolphe Hitler pour réagir.

Le 11 nov. à 01h du matin, en violation de l'armistice les allemands envahissent la zone "libre" de l'hexagone, et les italiens envahissent Nice et la Corse. Philippe Pétain interdit la moindre résistance et que quoi que soit ne parte pour le Maghreb où se trouve pourtant son Amiral F. Darlan qu'il désavoue. La majeure partie de l'aviation de la zone libre est saisie par la Wehrmacht (par exemple 173 chasseurs Bloch 152). La flotte après avoir attendu 15 jours au mouillage à 20 h de navigation d'Alger, sur ordre de Vichy se saborde le 27 sous l'autorité de l'Amiral et comte Jean de Laborde :

73 navires une partie modernes totalisant 235 000 tonnes payés par les contribuables au nom de la lutte contre "les bochs" sont envoyés par le fond dont le gros croiseur Strasbourg, 27 000 tonnes, 1600 hommes, qui avait pu se sauver de Mers el-Kebir, 2 cuirassés (Provence et Dunkerque), 3 croiseurs lourds (Colbert, Algérie, Duplex), 3 croiseurs légers, 49 torpilleurs et contre-torpilleurs, 1 transporteur d'hydravions, 12 avisos, 22 sous-marins, 75 navires auxiliaires (pétroliers ravitailleurs, patrouilleurs, dragueurs de mines, remorqueurs) ; 10 000 marins professionnels (payés/formés depuis des années pour défendre l'hexagone) sont mis à terre et se font sagement désarmer par le 3^{ème} Reich. Seuls cinq sous-marins n'ont pas obéi à l'ordre de l'amiral et ont quitté le port. Les allemands récupèrent 4 sous-marins et 5 torpilleurs et contre-torpilleurs dans le port.

La Tunisie est adjacente à l'Algérie mais Alger où sont arrivés les premiers américains, est à 400 km de la frontière tunisienne en terrain accidenté, alors que l'aéroport/port de Cagliari de l'Axe en Sardaigne est à 220 km de Bizerte, même distance entre Marsala en Sicile et Tunis.

Les alliés espéraient que les militaires français-vichystes en Tunisie, 14 000 hommes, allaient se joindre à l'alliance, ce qui aurait coupé les arrières à E. Rommel en Cyrénaïque et l'offensive TORCH aurait été terminée avec peu de sang versé à la fin du mois de novembre 1942.

- Le général Georges Barré, commandant supérieur des forces terrestres de Tunisie, reçoit des ordres contradictoires de Vichy et d'Alger. Il ne sait trop quoi faire. Les troupes vichystes pouvaient surclasser pendant un bon bout de temps (la variable temps étant essentielle) toute première tentative d'atterrissage/débarquement précaires de quelques coté qu'il fut (Axe ou alliés). Ces troupes étaient en bonne partie composées de tirailleurs maghrébins bons soldats parfaitement à l'aise sur leur terrain. Sur ordre du général A. Juin d'Alger, le gl. Barré retire le gros de ses troupes de Tunis, plus de 9000 hommes, la nuit du 13 au 14 nov. pour une vallée vers l'Ouest qui lui est indiquée, vers Bedja d'où il pourrait éventuellement se retourner contre l'axe.

Cet ordre du gl. A. Juin encore imbu de vichysme, c'est aussi la livraison de Tunis aux allemands.

Quant à l'amiral Louis Derrien, commandant de la base navale de Bizerte le 11 il avait fait couler un bateau pour bloquer l'entrée à quiconque. Mais dès le 12 les bateaux italiens pouvait entrer dans le port avec camions, tanks, etc. L'amiral laisse alors faire.

Le 15 nov le vice-amiral Charles Platon, maintenant Secrétaire d'État de P. Laval (il était le responsables des colonies jusqu'à avril 1942), arrive en urgence et demande qu'on laisse débarquer l'Axe et qu'on l'aide à cela. C'est ce que fait Louis Derrien qui l'a rencontré. Allemands et italiens débarquent dans l'urgence la plus absolue à Bizerte et à Tunis qui leur sont ainsi abandonnés, Jean-Pierre Esteva obéissant à Vichy. Et Vichy obéit au Reich : parallèlement, aux 400 millions par jour de frais d'occupation *stricto sensu* que Vichy doit inscrire sur les livres de la Banque de France, au nom de la *Reichskreditkasse*, il doit y ajouter 100 millions par jour « *au motif de couvrir des dépenses accrues du fait de l'occupation totale de la France et de la campagne de Tunisie.* » (Lacroix-Riz 2013, p. 25).

Le 19 novembre des petites unités allemandes très aguerries tiennent les quelques passages où arrivaient les premières petites unités anglaises plein gaz. A. Hitler a donné l'ordre d'un envoi massif d'avions pour les transferts sur la Tunisie. Et tout cela se déroule alors que le 17 novembre 1942 le général allemand Walther Nehring envoyé en rush pour organiser les opérations sur place, avait atterri à Tunis presque sans aucun moyen militaire, il doit utiliser des voitures locales, communiquer avec le téléphone local, et aurait pu être capturé avec peu de difficultés et de risques... s'il y eusse eu une petite *résistance* en Tunisie.

Pendant qu'allemands et italiens débarquent, les batteries de l'amiral Louis Derrien sont maintenant tournées contre les alliés. Un peu au Sud un bataillon du 15^e régiment de tirailleurs sénégalais, ensemble avec une unité italienne motorisée stoppe une colonne anglaise (Sidi Nsir le 21/11/42) pendant que à l'inverse d'autres troupes de tirailleurs plus à l'Ouest passaient sous la coupe anglo-américaine. Ces jours cruciaux ont permis que dans cette course de vitesse, le 25/11 les forces allemandes étaient montées à 15 500 et les italiennes à 9000 puis 50 000 et 18 000 respectivement le mois suivant, et ça continuera de plus belle. Le 12 décembre 1942 les marins français de Bizerte se laissaient désarmer à leur tour et leurs 12 navires passent aux allemands. Pendant ce temps là à Alger où les affaires internes sont laissées à F. Darlan (qui a aussi rappelé M. Peyrouton, vichyste) puis H. Giraud, les lois vichystes restent en cours jusqu'à un décret du 14 mars 1943. La ville n'était qu'intrigues, entre vichystes, giraudistes, gaullistes, monarchistes... Cela agaçait le gl. D. Eisenhower alors que ses boys mettaient leur vie en jeu en Tunisie mais c'était pour lui sur l'instant secondaire du moment que au moins ça ne gênait pas les alliés.

La bataille de Tunisie a été dévastatrice pour les anglais (au Nord) et les américains (au Sud), avec quelques français (des tirailleurs) entre les deux. Les troupes anglo-américaines n'étaient pas expérimentées, ni la coordination de leur direction. C'était contemporain au désordre du débarquement continu de matériel en Algérie-Maroc. Ces unités sont stoppées dans les djebels. Deux mois plus tard, fin janvier et février 1943 les américains, battus (E. Rommel vient d'arriver en Tunisie), doivent reculer dans les djebels du Sud presque jusqu'à la frontière algérienne, avec 2000 blessés-tués et abandonnant nombreux matériels. Ça ne sera que le 10 mai 1943, au bout de six mois de cette guerre, l'aviation alliée s'étoffant sérieusement (les avions arrivaient en kit au Maghreb), que la Tunisie grande comme 1/3 de la France sera finalement prise par les alliés. Les allemands ont eu le temps de préparer la défense de l'Italie.

III. Maghreb nov. 42 : nouvelle couche de peinture (politique) sur l'immuable élite

III-1. Les très hauts fonctionnaires sont *politique-proof*

Dans le reste du Maghreb, dès novembre 1942 on avait changé d'ère. Mi novembre l'Algérie et le Maroc étaient aux mains des alliés. Le 24 janvier 1943 alors que l'armement ne cessait de débarquer, F. Roosevelt et W. Churchill à Casablanca, avaient annoncé que la seule issue de la guerre était la capitulation sans condition des forces de l'axe.

Les français du Maghreb étaient vichystes à presque 100 % (sauf les israélites puisque persécutés).

Goetze chef des finances vichystes à Alger :

« *Je savais une chose, c'est que s'il y avait des gaullistes lors d'un débarquement allié en Algérie, ce serait la guerre civile.* » (Carré de Malberg 2014 p. 82).

J. Lemaigre-Dubreuil qui habitait alors à Alger avait prévenu de son côté l'américain R. Murphy : s'il y a des gaullistes dans une force de débarquement, l'armée d'Afrique s'y opposera par la force (Hoisington 2005, p. 70).

Comme à Madagascar l'élite a vite fait de retourner sa veste mais là, cela s'est fait en plusieurs étapes, courtes mais instructives. Ça a été "vive Darlan !" (qui s'exprimait « *au nom du Ml P. Pétain empêché* »), puis "Vive Giraud !" ... et puis la réalité incontournable du pouvoir est devenue de Gaulle. Comme tout cela s'est fait dans un court intervalle de temps, il a suffi de dire après coup qu'on était "avec" de Gaulle... "en 1943".

De la première étape, l'inspecteur des finances Hervé Alphanth* d'une grande famille de fonctionnaires a écrit dans ses carnets à l'époque (Alphanth 1977) : 29 novembre 1942 :

"Il y a dans cette politique quelque chose qui pue... Ce qu'on fait avec Darlan, pourquoi ne pas le renouveler demain avec Laval..."

et, 6 dec 1942 :

« Darlan est consolidé en Afrique. Il reste le chef de l'État reconnu par les américains. Les gaullistes, amis premiers et fidèles sont suspects. Les français pro-nazis entrent et sortent au gré de l'amiral. Tout cela est incompréhensible et odieux.... l'ombre de la paix négociée plane, qui permettrait, "pour lutter contre le bolchévisme", de reconstituer une Allemagne forte. ».

* pour H. Alphanth voir [ici](#) Annexe A-1.

Les grands médias américains aussi s'étonnaient de cet état de fait. Avec F. Darlan l'ancien cagouillard J. Rigault, obtient les affaires politiques incluant la police et l'information (Hoisington 2005, p. 83).

A la question : "Pendant cette année 1943, beaucoup d'inspecteurs des finances arrivent [de France] ?", R. Goetze répond :

« oui, il en arrive beaucoup. » ... « ils venaient théoriquement pour la guerre. Ils l'ont faite souvent dans des postes politiques qui leur convenaient mieux que d'être simplement commandant de batterie... » (Carré de Malberg 2014, p.114).

▪ La plus haute récompense qui est donnée au retournement de veste spectaculaire de l'inspecteur des finances Maurice Couve de Murville, qui en pas 2 mois passe du second poste de la finance de Vichy (sous Bouthillier puis Cathala) à celui Giraudiste (mars 1943), puis donc Gaulliste (commissaire aux finances, 5 juin 1943) a donné le grand signal du basculement en toute sérénité à 99,98 % de la haute élite de l'hexagone, le passage en douceur de la *Pax germanica* à la *Pax americana*.

« M. Couve de Murville. Directeur des finances extérieures et des changes, à ce titre deuxième personnage des Finances extérieures derrière le ministre – le grand synarques Yves Bouthillier (juin 1940-avril 1942) puis l'homme lige de Laval Cathala -, ce jeune et brillant inspecteur des finances (33 ans en 1940) avait apposé sa signature, au nom de Vichy, sur tous les grands accords financiers arrimant l'économie française à celle du Reich ou veillé à leur mise en œuvre : de la création des « sociétés mixtes » aux cessions de titres également marqués par la norme d'« élimination de toute influence juive de l'économie nationale », en passant par l'organisation du transport entre Kayes (Soudan) et Marseille, d'octobre 1940 à mai 1942, de « l'or belge » remis à la Reichsbank (les 200 tonnes d'or de la banque nationale de Belgique confiées en 1939-1940 aux bons soins de la Banque de France). » (Lacroix-Riz 2019, p. 126).

Et Lacroix-Riz (2019, p. 114) :

« ... interlocuteurs privilégiés de Murphy... dominant les capitaux d'outre-mer, en navette entre la France métropolitaine et les colonies : Jacques Lemaigre-Dubreuil, maître français de Giraud, Alfred Pose, président de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie [BNCCI], et Paul Baudoin, président de la Banque d'Indochine et ancien ministre des affaires étrangères de Paul Reynaud et de Pétain. Comment les Américains eussent-ils songé à punir « les gens riches et influents », leurs interlocuteurs exclusifs, qui combattaient de Gaulle avec la même énergie qu'eux ? »

L'inspecteur des finances R. Goetze *Directeur des finances* du gouvernement vichyste d'Alger depuis janvier 1941, qui mangeait avec Pierre Guillaumat du gouvernement vichyste à Tunis le soir du 08 nov. 1942, répétera toujours qu'avec sa femme qu'il a connue dans le militantisme à l'Action Française dans les années "chaudes" de 1930, ils étaient alors Weygandistes (dans cette petite ville d'Alger ils ont côtoyé M. Weygand jusqu'à son départ en nov. 1941). Il demeure *Directeur des finances* d'Alger sans interruption, changement de régime ou pas, jusqu'à sept. 1944. Sa franchise continue : *« je suis allé avec des gens que je considérais comme bien : M. Lemaigre-Dubreuil, qui était le grand industriel. »* (Carré de Malberg 2014, p. 82), un Weygandiste aussi.

La femme de R. Goetze, si pas lui, a participé aux émeutes du 06 février 1934 contre le parlement pour le déroulement desquelles J. Lemaigre-Dubreuil qui y était aussi, n'a pas été pour rien avec la *Fédération nationale de contribuables* (voir Annexe A-1.).

Pierre Guillaumat comme toute la haute élite, M. couve de Murville, R. Goetze, etc., a changé de régime tout en douceur comme un fait de droit.

III-2. P. Guillaumat zoro de l'opération TORCH selon la plume du journaliste P. Péan dans la "bible"

▪ Une partie des CV de Pierre Guillaumat qui circulent reproduisent en écho que « en 1943 », il « s'engage » dans le dit "BCRA" (par ex. sur anales.org, [là](#)), seule précision de son temps de guerre en dehors du fait qu'il était directeur des Mines, pendant au moins 3 ans, ce qui ne génère aucune remarque de personne.

- On reviendra sur ce BCRA. Toujours est-il que 1943, ça n'est pas 1942, ça n'est pas 1941, ça n'est pas la deuxième moitié de 1940. La feu administration vichyste, incluant son Directeur des Mines, se retrouve "libérée", se retrouve au milieu des alliés, à la chute de Tunis ce qui est le 10 mai 1943.

- « s'engage » en 1943 ? c'est la guerre voyons... Il est célibataire, 34 ans, l'X qu'il avait choisie après le lycée-prépa *Le prytanée* militaire de La Flèche où l'on porte déjà l'uniforme est une école qui dépend exclusivement du ministère de la défense, qui donne un grade militaire de droit, et uniforme toujours. En France, entre 1950 et 1992, 7 593 jeunes *Témoins de Jehovah* ont purgé des peines de prison totalisant 8 383 années en raison de leur refus du service militaire pour croyance religieuse, cela en temps de paix quand ce service ne servait à rien avant d'être abandonné ([là](#)). En plein milieu d'une guerre, P. Guillaumat est mobilisable, quand bien même ça ne l'enthousiasmait pas.

- Le grade de capitaine le qualifiait lui fils de général et issus d'écoles militaires pour commander une compagnie. Par exemple il allait bientôt falloir des compagnies courageuses pour dégager le Monte Cassino au milieu de la botte. Et le débarquement de Provence, le sol de son pays de naissance, ne pouvait pas avoir lieu tant que le III^e Reich tenait l'Italie. Pendant que d'autres allaient faire ce "petit travail", lui a obtenu une place dans « l'espionnage », basée à Alger libérée, et on pouvait aussi avoir à se balader, en remplissant quelques fiches standard.

▪ Et puis il y a ce qui remonte inévitablement vers, et s'arrête brutalement à, en fait s'écrase sur, toujours la même exclusive source : le journaliste Pierre Péan.

Est mentionné quelques fois, en complément, un livre *Les Émirats du pétrole* co-écrit avec Jean-Pierre Sereni, paru en avril 1982 (au trait vaste, pas ré-édité) mais est inévitablement cité, et le plus souvent seulement cité : le colloque et livre de *l'Institut d'Histoire de l'Industrie* (IDHI, présidé par J.L. Beffa de St Gobain, avec M. Boiteux et C. Stoffaës de EDF, l'X-Mines-CEA O. Laffite, aussi des représentants de l'Oréal, de Sagem, de Usinor...), spécifique sur :

« Pierre Guillaumat la passion des grands projets industriels »,

qui s'est tenu en janvier 1994 au ministère de l'Industrie sur invitation du Ministre de l'Industrie, avec publication en 1995. Cet hommage est sous responsabilité de deux historiens : a) G.H. Soutou « de l'Académie* » (qui sera membre du Conseil d'administration de Défense nationale à partir 2010 et responsable du Cours de Stratégie à l'École de Guerre de 2012 à 2014) et, b) Alan Bertran spécialiste sur l'usage de l'électricité et des grandes entreprises, tout particulièrement spécialiste d'EDF.

* Il s'agit de l'Académie « des sciences morales et politique » avec comme secrétaire perpétuel Pierre Messmer haut-commissaire de l'Afrique de 1952 à 1959, ministre des armées juste après P. Guillaumat de 1960 à 1969, aussi réputé pour avoir lancé le "Tout nucléaire" lorsque premier ministre en mars 1974. Dans cette académie se trouvait depuis deux ans Marcel Boiteux directeur puis Président d'EDF de 1967 à 1987, Yvon Gattaz président du CNPF de 1981 à 1986, et où ont siégé des grands de l'économie coloniale comme Edmond Giscard d'Estaing de 1960 à 1982.

C'est ce livre grandes-orgues, "gloire au grand du corps des mines", qui fait foi dans le monde, en toutes langues, toutes collections. Y écrivent l'X-Mines major promo fictive 1944 André Giraud (pétrole-CEA-Cogema-Défense-EDF-SFEN), l'X-Mines EDF Christian Stoffaës, le CEA Robert Dautray, B. Goldschmidt CEA sommité AIEA de 1958 à 1980 (Osirak comme suite à Dimona), l'X-mines Jean-Louis Beffa PDG de Saint-Gobain (entreprise qui a construit UP1 à Marcoule sous la direction de l'X Pierre Taranger et de R. Galley collègues de P. Guillaumat).

Cela pour le truand central insolent des avions renifleurs ! (cf. § XII).

Au milieu de toute cette sainteté, celui qui sculte dans le bois la vérité sur la période de guerre de P. Guillaumat est le fils du coiffeur sur sa grosse Honda avec son blouson de cuir en banlieue parisienne, P. Péan, sans co-auteur là.

Pierre Péan (1938-2019) est né dans la Sarthe à 30 km de là où Pierre Guillaumat est né ; jeunesse internat à Saint Julien Anger (1950-55), ville où il fait une licence de droit/sciences éco à la Catho (1955-59) ainsi que un

peu de politique, à droite dans cet environnement chez "les bons pères" jusqu'à 21 ans (quelques réunions à Action Française, quelques bagarres, est syndic de la corpo de droit... ; il dit lui-même que sa jeunesse ressemble à celle de F. Mitterrand). Puis s'autofinanciant il continue avec un DES de Sciences Politiques à Paris ([là](#)). Il part alors coopérant au Gabon (selon son fils via des relations, initialement éviter l'Algérie déjà...), aux cabinets finances puis affaires étrangères, en 1962-64, où il trouvera sa femme française. C'est l'époque de Léon M'Ba porté par les français, notamment le puissant forestier conservateur Roland Bru qui est au cabinet ministériel de M'Ba, et les rapports politiques dans la colonie ne sont pas tendres.

A son retour en France P. Péan fait trois ans dans l'immobilier.

C'est vers 1969 qu'il bifurque et trouve sa voie, le journalisme. Il travaille à l'AFP, à France-Soir, est reporter à l'Express (1970-74) puis au Nouvel Économiste (1974-82), pigiste (i.e. payé à l'article) ici et là dont le Canard Enchaîné. Il sait alors devenir célèbre ayant obtenu quelques bons scoops et livres sur des sujets choisis sulfureux délaissés par d'autres. Il finit par écrire pas loin de un livre par an et pouvoir en vivre. Pierre Péan est journaliste, le relationnel et des personnes "sources" sont les racines de ses écrits, avec un art de présenter des scénarios un peu mystérieux.

Comme l'origine de ce qu'il écrit est parfois obscure, il est alors le plus souvent cité tel quel comme une sorte de vérité, la chose écrite ne pouvant être réellement vérifiée ailleurs.

Ce n'est malgré tout pas le cas de tout le monde (des ex [là](#), ou [là](#), [là](#), [là](#) ou [ici](#)). P. Péan reconnaîtra que lorsqu'il s'intéresse à certains sujets (à moins que ce soit vice versa), arrive « discrètement » des (gros) dossiers (ex. J. Foccart, règlements de compte), ce qui n'empêche jamais la petite touche personnelle (typique de notre auteur comme l'idée d'une origine royale de J. Foccart qui a arrêté ses études avant le Bac). « *l'« affaire des diamants »... L'histoire sort sous la plume de Pierre Péan grâce aux informations fournies par un haut fonctionnaire, Maurice d'Espinasse. Mais l'affaire rebondit lorsque l'étrange journaliste Roger Delpy, confident de Bokassa et proche de Foccart, affirme à la presse détenir des documents explosifs.* » (Servenay 2021, p. 402). Ou encore, dans un autre genre, l'Élysée. C'est F. Mitterrand qui a décidé que certaines choses, qu'il n'a jamais eu l'intention de renier, pouvaient être écrites sur son passé, et l'Élysée invite P. Péan à venir voir ses archives (Borrel et al. 2021, p. 403, 675). Après avoir écrit un livre sur Omar Bongo qui aurait généré des colères, P. Péan en devient un proche. P. Péan écrira aussi en 2016 « *un ouvrage hagiographique... qui le transformera [Jacques Chirac] même en militant clandestin, dans les années 1960-1970, de l'African National Congress (ANC), le mouvement anti-apartheid de Nelson Mandela* » (Borrel et al. 2021, p. 494, 675, 771). P. Péan défend ensuite inconditionnellement la politique de F. Mitterrand au Rwanda ou celle de son fils Jean-Christophe.

Enfin P. Péan lui-même répétera, et un Emmanuel. Macron par exemple lors de son hommage à ce journaliste à sa mort le rappellera, que il avait (Fr24, 27/07/2019) :

« *le respect du secret défense et savait que la transparence absolue pouvait devenir une tyrannie* », et Pierre Péan lui-même avec franchise :

« *la transparence absolue pour moi, c'est la dictature absolue... Ne nous racontons pas d'histoires, le journaliste n'est pas un saint, il se salit les mains. Laissons la morale à d'autres... Je ne travaille que dans l'ère manipulateur. Toute personne que je rencontre essaie de me manipuler, c'est le jeu. C'est à moi de faire la part des choses* » (Le Figaro 28/03/19, [là](#), article recopié [là](#)).

Le P. Péan tel qu'il vient de se décrire a su se faire remarquer, i.e. il a de bonnes "sources" au sein du haut fonctionnariat, lui c'est plutôt coté renseignements généraux (E. Plenel c'est plutôt coté juridique alors que P. Péan est opposé à ça pour protéger les hauts inculpés), qui ont avec lui un bon moyen pour lâcher quelques patates chaudes, à moins que, certaines fois, ce soit plutôt le moyen de maîtriser une patate chaude échappée ?

Si quelques personnages secondaires peuvent être jetés aux lions, il sait rester dans les clous pour ce qui est des hautes personnalités, ce qui ne peut lui nuire. C'est un jeu, il n'ira pas "trop loin", ses sources le savent. Avec lui, un scénario se répète, entourant le scoop de base obtenu, qui fait vendre, un thriller avec des plus ou moins barbouzes par définition invérifiables (et très curieusement, c'est souvent selon sa plume au « BCRA ») qui peuvent détourner vers des voies de garage quand il le faut (ex. avions renifleurs §. XII).

- Lorsque P. Péan et J.P. Sérénis publient leur livre général sur l'histoire du pétrole français en 1982, Pierre Guillaumat est à la retraite mais il est promoteur-président du Comité des relations industrielles du C.N.R.S., le C.R.I.N., une structure réunissant responsables du C.N.R.S. et industriels.

Lambert (2016b, p. 94-6) cite Pierre Péan lors du fameux colloque de la consécration Guillaumat au ministère de l'Industrie 12 ans plus tard (extraits choisis par nous) :

« Oui... Pierre Péan, c'est moi... Vous savez, nous nous rencontrions régulièrement aussi Pierre Guillaumat et moi... Son passage, son brillant passage au BCRA... Les services secrets à Alger, la France libre, la Résistance... ça n'a pas été pour rien dans sa nomination à la tête du CEA... (...)

Ça ne l'a pas empêché de me révéler quelques anecdotes... la dernière fois que je l'ai rencontré... Ce n'est pas l'insulter que de dire qu'il avait la nostalgie de l'Empire et qu'il a pu jouer pleinement un rôle de gardien de l'Empire...

il s'est toujours comporté en homme de clan : les corpsards, les gens du corps des Mines, les anciens des services spéciaux, les compagnons d'après-guerre, qu'il réunissait chaque samedi autour d'une bouteille de Xérès... Seul le clan permet la connivence et le secret... Le club Xérès, ils s'appelaient eux-mêmes – enfin, il faut prononcer Quérès.

Guillaumat... je l'admirais, je le considère comme un des plus grands personnages de la France de l'après-guerre. »

Cette intervention du journaliste au milieu de la crème de l'élite fonctionnaire-industrielle cocorico est d'autant plus remarquable que Pierre Péan sait bien d'autres choses, vérifiables celles-là, grâce à un rapport de la Cour des comptes, sur la sainteté du jour, les avions renifleurs et les paquets de biffetons qu'il y a derrière. Lui-même a écrit un livre à sa manière autour de ça juste 10 ans auparavant (voir § XII).

● Passages de cette bible Soutou et Beltran (1995) sur P. Guillaumat cités comme émanant de P. Péan dans ce livre :

p. 12 : « A été mobilisé en Tunisie à la déclaration de guerre. Après la défaite, a été, quelques temps, en Syrie pour le S.R. et est revenu plus tard en Tunisie pour préparer secrètement le débarquement des forces alliées en 1942. A rejoint ensuite le BCRA après la campagne de Tunisie. Considéré comme un des officiers les plus prometteurs, d'abord au BCRA, et maintenant dans les services spéciaux. »

p. 16 : "Avec la fin des combats en Afrique du Nord, le poste de Tunis perd de son importance : "Lacat et Rauscher s'en vont bientôt pour créer un nouveau poste à Bari, dirigé vers les Balkans ; ils restent bien sûr, membres du SR rattaché à Giraud. Guillaumat, lui, gagne Alger et, cas exceptionnel parmi ses pairs du SR, il va rallier le BCRA et les gaullistes. Tournant capital que facilite la rencontre d'André Pélabon, copain de promotion à polytechnique. »

Belle historiette qui sent bon l'eau de rose selon laquelle P. Guillaumat aurait activement préparé le débarquement allié (tout en étant encore "service secret" Vichyste, et alors que les alliés maintenaient C. de Gaulle dans l'ignorance de TORCH). On attend avec impatience des déclassifications coté anglo-saxons. Et les alliés ingrats qui ne lui ont même pas décerné de médaille...

Ce qui est certain est que le 08 nov. 1942 au soir il mangeait à Tunis au milieu de l'élite vichyste avec des premiers allemands qui arrivent le lendemain où l'on pouvait encore rejoindre Alger comme le font certains (Goetze). Ce qui est certain est que lui du grade de capitaine fils de général de la *grande-guerre*, qui porte l'uniforme dans des écoles militaires depuis son jeune âge n'a pas suivi non plus le gl . Barré avec plus de 9000 hommes, qui de Tunis, se retirent à l'Ouest (vers Bedja) coté allié la nuit du 13 au 14 novembre.

Cette liberté de partir sur ces jours justement cette élite là, son directeur des mines inclus, ne l'utilise pas. Au contraire, elle veut maintenir le pouvoir vichyistes en place. Elle va être sept mois sur place à rien faire, sous surveillance de l'Axe, jusqu'à ce que celui-ci soit vaincu par les boys... anglais et américains.

L'élite vichyste s'était battue contre ces anglais en Syrie en 1941, contre les anglais à Madagascar en 1942 et « On offrait des facilités logistiques à l'Afrika Korps de Rommel » (Kitson 2008, p. 146) qui se battait contre les anglais, quasiment la veille.

On (Pierre Guillaumat via de Pierre Péan) nous propose de marcher sur la tête : recrutement de P. Guillaumat comme agent par les services spéciaux, ceux de Vichy avant « 1943 ». Ph. Pétain aurait-il lui aussi été si modestement *recruté* par les services spéciaux de Vichy ? Il avait de bonnes infos à leur refiler de Montoire. Dans les colonies/protectorat, tout le monde, armée, services secret, etc. se réunissait régulièrement autour de l'élite dont évidemment le grand chef des Mines, à plus forte raison dans un pays de mines comme la Tunisie. Ces réunions étaient nécessaires pour faire le point sur la gestion, tonnages, disponibilité de bateaux, camions (ceux qui ne partaient pas pour l'Afrika Korps...) la situation sécuritaire et politique dans les mines, rendement. Le travail de flics des services secrets est pour informer l'élite, pas l'inverse. Le chef des Mines est en échange permanent avec la Production industrielle et les ministres à Vichy.

Il est question dans cette reconstitution supposée de P. Péan de connaissances d'autres élèves fort peu connus, avant comme après, issus de l'X, dans des situations parfaitement invérifiables par personne. La dérivation de l'attention vers des personnages secondaires, c'est du classique chez P. Péan.

Ce qui est certain est que Pierre Guillaumat a des relations majeures au point de vue historique, les X-Mines André Fanton d'Andon son chef de "corps", Jean Bichelonne sorti majeur de l'X grand chef d'orchestre à la Production, Robert Gibrat (futur directeur de constructions pour le CEA avec P. Guillaumat, pendant des décennies) aux indispensables transports, Jean Berthelot, Henri Lafond... qui sont ses supérieurs. Tunis, c'est à 1,5 heure d'avion de Vichy, il y avait des liaisons régulières entre 1940 et novembre 1942. Le fer et les phosphates tunisiens sont du portefeuille du groupe Mirabaud-Nervo dont Henri Lafond, secrétaire général à l'énergie de Vichy est la figure majeure pour ce qui est minier. Et ce fer et phosphates alors, c'était pas pour les alliés.

Dix ans plus tard les mêmes (Lacroix-riz 2016, p. 132) : "A la mi-novembre 1950 « l'inclusion de l'Afrique du Nord dans le plan Schuman » réclamé par les sidérurgistes italiens clients des groupes français producteurs de minerai de fer fut traitée par l'État avec deux éminences de Vichy : l'ancien préfet de police (de février 1934 à avril 1941) Roger Langeron, président de l'Ouenza, la principale des sociétés algériennes concernées (mine d'or franco-allemande sous l'occupation), et l'éminent synarque (un des « 46 ») ancien « administrateur-délégué de l'Association minière et secrétaire général à l'énergie », Henri Lafond, « administrateur de l'Ouenza et président de plusieurs autres sociétés minières nord-africaines », membre du bureau du CNPF, administrateur de la Banque de l'Union parisienne, PDG (désormais) de l'Association minière, etc.

Lafond, flanqué de Langeron et d'Albert Denix, X du corps des Mines, chef de service de la Sidérurgie au ministère de l'industrie et du commerce, vint admonester l'adjoint de Monnet Étienne Hirsh... Les producteurs, déclara-t-il, ne toléreront « l'inclusion de l'Algérie, qui fait juridiquement partie du territoire français », ni du reste « de l'Afrique du Nord dans le plan Schuman ». Ils refuseront aussi « des contrats à longs termes entre les producteurs nord-africains et la sidérurgie italienne »... [Lafond]... Si l'État, menaçait-il, osait inclure « l'Algérie dans le plan Schuman..., il aurait à compter avec l'opposition déclarée des producteurs de minerai qui n'hésiteraient pas d'ailleurs à se soustraire aux décisions de la Haute autorité »"

Pendant presque 20 ans suite à la guerre Pierre Guillaumat a été membre du « groupe Lafond », repas amical une fois par mois, avec les H Lafond, R. Gibrat, Fanton d'Andon, L. Armand, H. Noguet... dix X-Mines vichystes (témoignage de l'X-Mines Raymond Fischesser, Dir. de cabinet de Lafond sous Vichy, ina.org, [la](http://la.org)). Ce sont des amis, militants, connaissances, de « pendant » la guerre, avant nov 1942, non pas qui ont démarré « après-guerre » comme l'a dit ce jour là P. Péan devant le prestigieux parterre.

Que Pierre Guillaumat se soit précipité du côté où le pouvoir a basculé en 1943, mais c'est la banalité (à de rarissimes exceptions près). Des artistes [ont mis en musique](#) ce comportement de ces milieux.

En dehors de celle classée comme juive, qui a du partir mais c'était d'abord pour sauver sa peau, et qu'on retrouve donc en pourcentage élevé coté alliés, de J. Monnet, et coté gaulliste, l'implacable fait est que la presque totalité de l'élite française s'est fort bien accommodée de la « révolution nationale » du vieux Philippe Pétain et sa collaboration avec le régime nazi. Cela convenait particulièrement bien au « corps des mines » qui a alors goutté à un pouvoir quasi-absolu.

Des milliers de l'élite ont retourné leur veste au moment du changement de pouvoir, à Madagascar d'abord, puis au Maghreb, enfin en France. C'était enfantin parce que les pouvoirs, l'ancien et le nouveau en cours de mise en place, s'arrachaient cette élite, acceptant de devenir de plus en plus myope au fil des mois, pour asseoir son pouvoir justement.

III-3. Les services secrets français pendant la guerre

▪ Avant la guerre les services secrets français étaient entièrement militaires, environ 3500 personnes. Ils passaient donc automatiquement avec l'armée d'armistice sous autorité du régime de Vichy. L'armistice n'autorisant pas de services spéciaux, ceux-ci ont été déguisés sous d'autres noms, comme "Travaux Ruraux", TR. Arboit (2014) :

« Les directives particulières pour la recherche du renseignement, prises par Rivet [hiérarchiquement au dessus de G. Ronin] le 22 juillet 1941, préconisant l'« élimination totale des agents dont les relations avec le SR de De Gaulle seraient établies », participaient, elles, des compétences politiques imposées au SR Guerre depuis le 5 juin 1940, sur décision de Weygang, et des instructions d'Huntzinger du 23 novembre suivant. ».

Ces services vichystes traquaient évidemment communistes, juifs et francs-maçons.

Pour ce qui est du service secret Air, le col. G. Ronin responsable est alors posté à Vichy, "la Centrale" et il a 8 antennes régionales : Limoges, Lyon, Marseille, Perpignan, Alger, Casablanca et Tunis.

- Les services secrets anglais et français s'échangeaient il va de soi tant qu'ils étaient alliés, au moins certaines choses. Après l'armistice une paire de services du régime de Vichy et des services anglais ont maintenu le contact sporadiquement. C'était le cas du col. G. Ronin du SR Air.

« *Même Passy, l'ancien leader des services secrets gaulliste et par conséquent rival de TR, affirmait qu'il y avait des échanges d'information entre les britanniques et les services secrets de Vichy. Il rapporte ce qui suit de l'attitude de Paillote et Ronin (directeur du renseignement des forces aériennes) : "Je connaissais le nom de ces deux officiers et étais au courant que, depuis 1940, ils avaient gardé un contact plutôt ténu mais néanmoins réel avec les services britanniques. Ils avaient aussi (comme m'avaient informé les directeurs de l'Intelligence Service) fourni des renseignements aux britanniques, mais Sir Claude Dansey m'avait informé qu'il considérait leur contribution insignifiante et, étant donné que seuls les britanniques étaient engagés dans la guerre, leur demande "qu'ils reçoivent une quantité égale d'information en échange" était particulièrement inacceptable... (...) Il ne s'agit nullement [pour Vichy] d'opérer la main dans la main avec eux [Serv. Secr. anglais], mais plutôt de tirer le maximum de profits des contacts en livrant aux Anglais le minimum de renseignements nécessaires au maintien de ce lien.* » (Kitson 2008, p. 78 et 82).

- De par les conditions de l'armistice, il y avait une Commission de l'Axe sur le sol africain. Au Maghreb, ce que les services secrets de l'armée vichyste d'armistice devaient surveiller c'était d'abord le contact entre ces allemands-italiens et les *indigènes* dont ils cherchaient à pousser la fibre nationaliste contre le colonisateur (la Commission de l'Axe a réussi à faire libérer H. Bourguiba en 1942 et de fait l'Axe a recruté des agents tunisiens et marocains, les français ont fusillé 35 tunisiens; Stead 1959, p. 145). Puis vers octobre 1942, quand on commençait à entrevoir qu'il y aurait une action des dits alliés coté Méditerranée-Maghreb, ces services devaient espionner les mouvements des vice-consuls américains (il n'y avait pas d'anglais puisqu'on les combattait dans les colonies), pour essayer de comprendre où cela se produirait (Stead 1959, p. 118). La politique officielle de vichy était alors de défendre le Maghreb contre toute agression quelle qu'elle soit, Alliés ou Axe.

▪ Coté gaulliste, le BCRA a été une création londonnienne de toutes pièces à partir de zéro, mi militaire-mi civil, et influencée par la structure du british M16, en janv. 1942. Il est très éclectique, André Dewavrin alias col. Passy, polytechnicien proche de la synarchie, agnostique, capitaine dans les services techniques, Gilbert Renault aux métiers divers, alias col. Remy, catholique qui a été sympathisant de l'Action française qui avait créé un gros réseau dans l'hexagone ("confrérie Notre Dame", 1000 personnes, qui sera trahie), Pierre Brossolette, normalien, socialiste républicain laïque, Maurice Duclos ancien cagoulard... A. Dewavrin et P. Brossolette sont en mission clandestine en France de février à avril 1943 où ils ont tout à craindre alors de Vichy et de ses services..

- Le général C. de Gaulle comme le BCRA ont été gardés dans l'ignorance du débarquement TORCH. Les alliés ne voulaient pas de gaullistes à ce débarquement. L'écœurement a été d'autant plus grand que cerise sur le gâteau, les alliés ont commencé en donnant le pouvoir pour ce qui est français, au grand collaborateur F. Darlan. Et ça n'était pas tout : «... dès l'entrée des alliés... à cela s'ajoute le fait que l'Office of Strategic Services (OSS) américain reçoit l'ordre de rompre avec le BCRA. Le représentant gaulliste est même expulsé. » (Francioli 2015).

▪ Coté Vichy fin 1942. Le Colonel G. Ronin et ses hommes se sont envolés d'Istre pour Alger une paire de jours avant l'arrivée des allemands. Les services secrets sont re-officialisés (DSR-SM) le 17 nov 1942 par l'amiral F. Darlan (assassiné par un jeune résistant le 25/12/42) et gl. H. Giraud (il y a eu les pro-Darlan contre les pro-Giraud). H. Giraud avait nommé (le maintenant gl.) G. Ronin, chef de ses services. H. Giraud envoie Georges Ronin en mission à Londres, en bateau, début décembre 1942 avec ordre d'ignorer C. de Gaulle. G. Ronin a eu une rencontre, glaciale, avec Passy et il refusera donc de rencontrer C. de Gaulle (Stead 1959, p. 108).

« *Par ailleurs, Passy a un contentieux à régler depuis novembre 1942 avec le colonel G. Ronin, patron des services spéciaux, militaires exclusivement, du général Giraud. En effet, l'une des conséquences du débarquement allié à Alger fut la dissolution de l'armée de l'armistice en métropole et la distribution des 750 tonnes d'armes à la résistance. Comme H. Giraud voulait créer sa propre organisation clandestine, G. Ronin n'en céda que 150 tonnes aux mouvements déjà structurés en liaison avec le BCRA qui avait, sur ce terrain, une bonne longueur d'avance.* » (Francioli 2015).

« *...Giraud avait sous ses ordres les services secrets de Vichy qui s'étaient repliés le 11 novembre 1942, après l'occupation de la zone libre (en abandonnant dans le Midi de la France des tonnes d'archives qui furent saisies par les Allemands [la Gestapo pour ça]). Aux yeux de ces grands professionnels, le petit B.C.R.A. était jugé d'une manière méprisante comme une bande d'«amateurs».* Cependant, grâce aux

Anglais, seule le B.C.R.A. avait la possibilité de maintenir des liens étroits et des contacts rapides avec la résistance. Le contrôle de ce service pour de Gaulle ou Giraud était un atout décisif dans la course à la légitimité. » (Cordier 2014).

▪ Au niveau dates, le BCRA n'existe à Alger qu'à partir de juin 1943, suite à l'arrivée de C. de Gaulle le 30 mai. A. Pélabon, qui l'installe alors était venu à la fin du mois de mars comme représentant officieux à la mission de liaison avec le général H. Giraud : relations tendues, il a dû quitter l'Algérie pour revenir seulement derrière le gl. C. de Gaulle.

André Pélabon polytechnicien (de la même promo X1928 de P. Guillaumat), puis école sup. aéronautique puis écol. de langues orientales, envoyé au service aéro de la marine au Maroc au moment de l'armistice, il est affecté à un atelier de Forces de l'air à Casablanca. Avec l'aide du Consul américain à Casablanca il rallie Gibraltar le 09 août 1942 puis Londres en septembre où il intègre le BCRA.

Le clash du BCRA avec les services secrets en place au Maghreb, comme entre les deux généraux, H. Giraud et C. de Gaulle, est immédiat. Il n'y a plus de guerre à Alger, le personnel au Maghreb de ces deux services est tout à son occupation de supplanter l'autre. Jean Monnet que l'administration américaine a placé aux côtés de H. Giraud dans le Comité Central bicéphale H. Giraud - C. De Gaulle de 14 membres à Alger rapporte :

« André Philip... avait l'Intérieur... Je ne suis pas sûr qu'il ait jamais contrôlé vraiment la police, en tout cas, pas les services secrets qui, ceux de de Gaulle ou ceux non moins puissants de Giraud, jouaient alors, chacun de leur côté et quelquefois l'un contre l'autre, un rôle considérable et inquiétant... (...) les choses restèrent de longs mois indécises sans que n'éclatassent les coups de force toujours menaçants... » (Monnet 1976).

« les relations avec Giraud et la situation générale empirent. « Les vichystes » reprennent la main jusqu'à envisager l'arrestation de De Gaulle tandis que la rue, agitée par les succès du général Leclerc, réclame ce dernier. » (Francioli 2015).

Et quatre mois après l'arrivée du second général (C. de Gaulle), le 20 septembre, le BCRA disparaissait (il n'y aura donc pas existé 4 mois). Les deux généraux, H. Giraud et C. de Gaulle, tentaient de créer un service commun, DGSS, Direction Générale des Services Spéciaux. Sur le papier... car c'était l'anarchie, les individus continuaient à surveiller et à informer qui ils voulaient, en même temps qu'une pléthore de combinards rentrent dans les effectifs gonflés, y compris des anciens collabos.

Pendant l'été 1945, "Passy", qui a été rappelé, licenciera 80 % des effectifs de cette intermède (Moutouh et Poirot 2018).

« Au fil des mois où le BCRA d'André Dewavrin [alias cdt Passy] gonfla sa liste des industriels et banquiers « résistants » et où se soudèrent les alliances franco-américaines, le courant progressiste du gaullisme perçut l'ampleur de sa défaite. « M. Lemaigre-Dubreuil, [...] chef réactionnaire français partisan avant la guerre et après l'armistice de toutes les abdications, ne peut déceimment se muer en agent de la victoire démocratique, protesta un informateur de mars 1943. Sa présence et celle de ses semblables garantissent aux fascistes une large marge de manœuvre au sein du camps alliés. » (Lacroix-Riz 2013, p. 562).*

*Pour Jacques Lemaigre-Dubreuil voir Annexe.

« la gauche gaulliste comprit que les droitiers de Londres, maîtres du Service de Renseignement avec André Dewavrin (que la banque Worms embaucha après-guerre [en 1953]), sauveraient les élites collaborationnistes. » (Lacroix-Riz 2013, p. 529).

Les américains aussi avaient de l'*Intelligence service* sur place. L'une des recrues (là d'oct. 1943 à juil. 44) qui avait été envoyée là parce qu'elle parlait le français a écrit ses mémoires, et s'appelle David Rockefeller (2002 p. 112-115). Il rapporte qu'en dehors de compter les points dans la lutte entre H. Giraud et C. De Gaulle, il n'y avait pas grand-chose à faire que de goûter les vins locaux et des bons mets dans les restaurants du marché noir dans cette belle ville d'Alger. Alors il circule et rapporte sur *« le mouvement anti colonial qui gagnait en force dans le Maghreb parmi les arabes et les berbères », « Il était clair pour moi que bien que l'Algérie ait été incorporée dans la "France métropolitaine", les arabes et les berbères avaient du ressentiment sur le contrôle français. On pouvait déjà voir pendant la deuxième guerre mondiale les débuts de la révolte arabe qui culmineraient dans l'indépendance algérienne en 1960. »*. Sétif c'était un an après ce constat.

IV. Avec le gl. Jean de Lattre

En 1943 au Maghreb c'est la préparation de l'assaut militaire de l'Europe aussi vite que possible. Les français qui se trouvent être là n'ont pas trop le choix, ils sont mobilisés. C'est quand même pour libérer leur pays que américains, anglais, tirailleurs algériens, marocains, tunisiens, "sénégalais" etc. vont aller exposer leur vie pour délivrer l'hexagone...

En mai 1943 à Tunis il y a deux armées françaises:

- Une toute petite troupe gaullistes-Leclerc-Koenig de 6000 hommes, les FFL, Forces Françaises Libre, à dominante noire-africaine, avec des tirailleurs du Pacifique et une grande variété, des gaullistes de la première heure, des antifascistes espagnols, italiens et allemands, tout le monde équipé à l'anglaise avec l'insigne de la croix de Lorraine en plus. Ils arrivent, sales, s'étant illustrés dans le désert de l'Est dans une guerre de mouvement contre une armée allemande dirigée par un redoutable soldat, E. Rommel, et n'ont pas à rougir de leur action. Neuf cent d'entre eux ont été tués il y a peu au combat de Bir Hakeim.
- une grosse armée sous direction vichyste, aux cadres français anglophobes qui faisaient chanter « *Maréchal nous voilà* » à des tirailleurs des colonies/protectorat, au repos en Afrique du Nord depuis 1940, armée passée contre sa volonté sous la coupe alliés.

Le gl. Leclerc refusera de rejoindre une armée sous le commandement de De Lattre "car : « *Le général de Lattre ne s'est pas conduit envers nous, en Afrique du Nord, d'une façon qui puisse me donner envie de le rejoindre.* »" (Cholvy 2011, p. 364). D'où cette colonne Leclerc, la 2^e DB, (avec quelques gaullistes de la première heure, d'autres sélectionnés par leur passé, des espagnols républicains...) qui débarquera avec les américains en Normandie, entrera premièrement triomphalement dans Paris puis dans Strasbourg le 23 novembre.

Pendant la pénible et meurtrière campagne d'Italie indispensable pour que le débarquement du Sud de la France puisse avoir lieu, le capitaine Pierre Guillaumat avait trouvé place dans le dit "renseignement" basé dans la ville d'Alger.

Garigliano, etc., plus de 60 000 tirailleurs *indigènes* musulmans de l'Empire français exposaient leur vie. Les premiers débarqués à Naples sont la 2^e division marocaine et la 3^e algérienne. Pour le seul CEF, Corps Expéditionnaire Français, de dec. 1943 à juil. 1944, il y a 6.407 tués, 20.913 blessés évacués dont beaucoup morts des suites de leurs blessures, et 4.201 disparus.

P. Guillaumat est « *Rentré en France avec l'armée du général de Lattre* » (Lévy 1993). Il apparaît avoir été assez près du général déjà puisqu'il est X-Mines-chef des Mines, et capitaine, qu'ils se sont côtoyés en Tunisie, ensuite, sans que J. de Lattre n'y voit rien (il a été complètement surpris à l'annonce), puisque P. Guillaumat en profite pour prendre le cœur de la très fidèle secrétaire particulière du général. Cette Armée d'Afrique remonte sans embûches le Rhône en compagnie de la 7th US Army sous commandement du gl. Patch. A. Hitler a ordonné le retrait ordonné de la Wehrmacht jusqu'à Colmar.

Jean De Lattre était d'un catholicisme intransigeant, à tendance monarchique et n'aimait guère les communistes (il ira combattre avec ardeur les "viet" en Indochine, en 1951 avec R. Salan). Il a servi dans la coloniale au Maroc de 1922 à 1927. En 1934, le Gl. M. Weygand avait choisi Jean De Lattre à l'État Major de l'armée.

En juin 1940, l'armée commandée par le gl. J. De Lattre s'est bien battue sur le front de l'Aisnes autour de Rethel pendant 2 jours où elle a stoppé les panzers. Après quoi il a fait une retraite ordonnée en vitesse avec la partie de cette armée qui a pu suivre, jusqu'à Clermont-Ferrand. Là de juillet 1940 à septembre 1941, il est Adjoint au commandement militaire de Clermont-Ferrand. Pour occuper les hommes il "*fait reconstruire par ses soldats et par quelques étudiants de l'université de Strasbourg, Opme* [Romagnat à quelques kilomètres des petits châteaux des René et Edmond Giscard d'Estaing], *un village abandonné..*" au pied du plateau de Gergovie (Paxton 1997, p. 268) et il y crée une école des cadres. En sept. 1941, avec sa famille, il est envoyé Commandant des troupes de Tunis un poste qui le met de nouveau sous le commandement de M. Weygand, puis sous celui de A. Juin. Là aussi au sein de l'armée statique d'armistice, J. de Lattre crée encore une école des cadres, à Salammbô, banlieue de Tunis.

Mais il n'y est resté que quelques mois étant nommé par Vichy Commandant de la région militaire de Montpellier. A cette occasion, le 14 juillet 1942, à la demande du proviseur, il fait le discours de la distribution des prix au lycée de garçons à Montpellier :

"*ce qui manque* « *c'est une foi, un idéal et aussi une méthode* ». *Mais définir cet idéal* « *en dehors du grand idéal de relèvement et de révolution nationale que le Maréchal Pétain, notre Chef, nous a donné à tous, ne paraît pas pour l'instant possible* ». *Il faut se garder de l'individualisme* « *sauvegarder les traditions humaines et chrétiennes de notre race, là est le devoir des Français* ». *Et de conclure sur une dernière référence au Chef de l'État* : « *C'est à l'Armée que la France est allée demander l'homme qui, par sa gloire et le prestige de son nom, était le seul autour de qui elle pouvait de resserrer dans ses malheurs [...] j'ai nommé le Maréchal Pétain* »" (Cholvy 2011, p. 361).

La rafle du Vel d'Hiv, parfaitement légale au vu des lois sur les juifs passées par Vichy sous la signature de Philippe Pétain, a lieu deux jours plus tard et il y en a d'autres en zone Sud.

Mais comme le 8-10 nov 1942 le gl. J. de Lattre s'attend à une descente des allemands qu'il refuse « de recevoir », qu'il parle de se retirer dans les montagnes avec les armes qu'ils possédaient, le 12 nov 1942 un de ses subordonnés le trahit, et P. Pétain le fait arrêter. De Lattre finira par s'échapper et, pris en charge par un (vrai) réseau de la Résistance, sera évacué sur Londres le 17 oct 1943 par un de ces petits vols nocturnes extrêmement risqués que faisait la RAF en lien avec la Résistance. Il est politiquement du côté du gl. polytechnicien Henri Giraud qui lui décerne une 5^e étoile et lui fait obtenir un rappel de solde. C'est l'Amiral Thierry d'Argenlieu (ecclésiaste-militaire qui militera efficacement pour imposer la sanglante solution militaire en Indochine, n'aime pas "les rouges") qui plaidera pour lui auprès du gl. de Gaulle. Finalement le gl. de Lattre arrive à Alger le 20 dec. 1943. Alors que le gl. A. Juin (les deux généraux ne s'entendent pas et veulent être séparés) part avec des troupes, majorité de tirailleurs du maghreb, pour la dure campagne d'Italie, de Lattre est pendant sept mois au Magreb chargé de veiller à la ré-organisation du reste de l'armée d'Afrique avec son tout nouveau matériel américain. Un but majeur de J. de Lattre, surtout une fois débarqué sur la côte d'Azur, a été d'agir promptement pour réunifier les français, anciens vichystes et résistants ou pseudo-résistants, il intègre tout le monde et dédie même une partie importante de son temps à cette tâche. Il y a d'autant plus de candidats que la victoire imminente est inévitable et que les 3/4 savent qu'ils n'auront quasi pas à combattre ou pas du tout, et pour d'autres cet « engagement » arrive à point nommé pour recouvrir leur passé ou celui de leurs famille sur les années précédentes... Les effectifs gonflent à toute vitesse. De Lattre a appelé amalgame cette tâche à laquelle il s'est attelé. Un Jean Monnet voulait la même chose.

Les CV de Pierre Guillaumat indiquent « nov. 1944 » pour son affectation au ministère industrie-énergie, i.e. son affectation aux bureaux ministériels dans la grande ville libérée. Lui avait donc quitté cette armée avant qu'elle n'ait eu réellement à combattre, et durement à cela, sur la « poche de Colmar »/Vosges, épisode pénible de l'hiver 1944-45. Pour la 1^{ère} armée française, selon le ministère des armées, c'est 4 800 tués, 18 000 « blessés, disparus et prisonniers », apparemment plus encore du côté des allemands, sans compter les pertes américaines qui sont venues donner le nécessaire coup de main final, cela compliqué du conflit entre généraux français (de Lattre vs. Leclerc). Ces soldats, ceux aguerris de la 1^{ère} armée française, en réalité l'unique, celle d'Afrique, sont en majorité les tirailleurs du Maghreb (qu'on ne voit pas souvent sur les photos, eux n'avaient pas d'appareil), ces « indigènes » dont beaucoup avant ont déjà fait la dure campagne d'Italie. Même si de nouvelles recrues hexagonales les ont rejoint dans le cadre de l'amalgame.

▪ Roger Goetze est cet autre très haut fonctionnaire qui a servi au Maghreb sous le régime de Vichy. Ils dînaient P. Guillaumat et lui le soir du 08 nov 1942 à Tunis. Il se trouve que leurs deux carrières dans les ministères de ce moment vont être parallèles et se toucher. Pour clore cette période-Sud de la Méditerranée, on peut citer R. Goetze à propos de l'évènement de Sétif (Carré de Malberg 2014, p. 103) :

« La répression de Sétif, 8 mai 1945, c'est parce que c'était encore la guerre, on ne l'a pas toléré. »

Levy lui écrit (1993, p. 46) :

« Pierre Guillaumat est appelé par le ministre de l'Industrie du premier gouvernement parisien du général de Gaulle en août 1944, à la direction des carburants. »

Jusqu'à août 1944 il y a un ministre de la « production industrielle » l'X-Mines J. Bichelonne. Lui vient de partir avec les nazis mais pas le reste du Ministère. Selon le site gouvernemental francearchives ([là](#)) : « À la Libération, Robert Lacoste devint ministre de la Production industrielle (septembre 1944-novembre 1945) ». Ce dernier est un juriste, fonctionnaire des finances, SFIO. Il est là parce que lui a été un résistant dans l'hexagone pendant la guerre (mais en 1947-48 il enverra les CRS sur les mineurs et sidérurgistes, et en 1956 sera le Résident d'Algérie lorsque se développe l'usage de la torture là-bas, [là](#)). Aux carburants P. Guillaumat rejoint un collègue X-Mines, Jean Blancard. Ce dernier est adjoint à la direction des carburants depuis mars 1942 sous Vichy, il le reste avec P. Guillaumat et encore après.

Le temps étant c'est simple, tout le carburant est fourni par les USA, la guerre est en cours fin 1944 comme début 1945.

C'est avec le général J. de Lattre, encore, qu'on trouve le capitaine P. Guillaumat en Allemagne à la mi 1945. Et c'est pour ses fiançailles avec la fidèle et pieuse secrétaire personnelle du général, Monique Villemain. A ce moment il y a de nouveau de la tension avec C. de Gaulle. Furieux en apprenant la veille au soir la place qui lui est donnée à l'estrade le 18 juin 1945 jour du grand défilé sur les champs Élysées, J. De Lattre s'éclipse le matin en avion pour le lac de Constance, ça sera ses derniers jours de commandement de la 1^{ère} armée. Comme le raconte Mme De Lattre dans son livre, le 02 août 1945 un petit groupe d'intimes, le couple de Lattre, François Valentin, le directeur de cabinet Bondoux, l'aide de camps particulier Ben Yakhou qui veillait à tout (la 1^{ère} armée était à majorité africaine)... organise la cérémonie de fiançailles de Monique et Pierre dans le chalet réquisitionné pour le chef de la 1^{ère} armée française, désormais d'occupation,

qui donne sur le Lac de Constance à Landau. Le mariage auquel assistera le ménage de Lattre aura lieu en février 1946.

Le gl. J. de Lattre, comme le gl. M. Weygand, le gl. H. Giraud, le gl. A. Frère ou ou le gl. A. Juin, n'adhérait pas au gaullisme, « *Celui-ci a gardé un lien avec plusieurs maréchalistes outre François Valentin [Dir. Adjoint puis Directeur général de la "Légion Française des combattants" de sept 1940 à juin 42], ne pas oublier Robert Garric pour les "Camps légers" expérimentés en 1946-47, Garric président du secours national... [de 1940 à 44] » (Cholvy 2011, p. 365 ; en 1941 la lutte contre la faim ne représentait que 28,7 % du budget du riche *Secours National*, incluant des biens spoliés aux juifs, c'était surtout également une machine de propagande vichyste).*

V. Première affectation d'après guerre : au sein du monde pétrolier (1945-51)

Demagny-van Eyseren rapporte (2005, p. 291) :

« *Jean Blancard rédigea lui-même le projet d'ordonnance qui fit du directeur du carburant le président du BRP, ce qui permit par la suite un glissement des équipes de la DICA vers le futur groupe Elf-ERAP.* »

Jean Blancard (2009) écrit (texte de 1990 pour ses petits enfants) :

« ... la création du Bureau de recherches de pétrole (BRP) en octobre 1945 par ordonnance du général de Gaulle. Son conseil d'administration était présidé à égalité, par le directeur des Carburants et constitué par des représentants des ministères... Au début, n'ayant aucun moyen financier, puisque à part le petit gisement de gaz de Saint-Marcet près de Saint-Gaudens, nous ne possédions aucune recette, nous avons fonctionné sur crédit d'État... l'ambiance générale était au scepticisme. Il était admis que le pétrole était un produit anglo-saxon et les français n'avaient rien à y voir... »

Pourtant il faudrait du pétrole pour la France, le BRP est pensé comme le levier d'État pour des recherches, sous crédits d'État, et une continuité nécessaire dans le temps.

R. Goetze raconte, lorsqu'il était Secrétaire général de l'Économie nationale de Mendès France à Paris :

« *L'autre activité que j'ai eu... ce fut de défendre la création du BRP, le Bureau des Recherches de Pétrole... c'est... non le chef du Service des Mines, mais le chef de la section « pétrole » des Mines d'Alger, Colot, qui est venu à Paris me recommander le projet de création du BRP du Ministère de l'Industrie et qui devait passer par l'Économie nationale... » ; « *J'avais fait passer le BRP avec Mendès France* » (Carré de Malberg 2014, p. 149, 221, 283)*

[le BRP est une reprise au goût du jour de l'Office national des combustibles liquides, ONCL, qui avait été créé en janv. 1925 pour prendre des responsabilités dans la prospection, mais qui n'avait jamais eu beaucoup de moyens].

P. Guillaumat est donc à la direction du BRP en octobre 1946. Cinq ans plus tard en nov 1951 il prendra le poste d'Administrateur du CEA. Il quittera alors la Direction des carburants, DICA, ministère de l'Industrie, qui revient à son collègue X-Mines J. Blancard. Mais il y garde un pied le "corps" l'ayant maintenu à la Présidence du C.A du BRP jusqu'à son entrée au gouvernement en juin 1958.

Jusque là Pierre Guillaumat a connu la vue d'ensemble des mines solides, charbon, phosphates, fer..., cela dans le contexte colonial : coolies, statut d'infériorité et d'obéissance de l'indigénat, surveillance militaire de cette abondante main d'œuvre. Puis lui a eu l'expérience de la collaboration avec le 3^{ème} Reich, acceptation honteuse comme en témoigne le mutisme de ses CV sur ces 3 longues années.

« ... *Pierre Guillaumat, initié au monde international du pétrole par Louis (sic) Kaplan de la Shell...* » écrit Ragon-Delmond (2004 p. 19).

Léon Kaplan était le dirigeant de *Jupiter*, nom de la société alors de Shell en France. Habitué aux transactions avec les anglo-saxons il était aussi un des rares connaisseurs des problèmes techniques de raffinage des différents hydrocarbures, de ses conséquences commerciales, cela bien avant la guerre. De plus lui pendant la guerre a eu l'expérience de directeur du *French Supply Council* en 1945, évoluant alors au sein de la puissante administration américaine (voir [ici](#) annexe A-3.). L. Kaplan chassé par les allemands a été de retour à son poste parisien Shell les premiers mois de 1946. En plus à ce moment il donne aussi un bref coup de main à l'équipe du Plan rassemblée par J. Monnet.

Le fond de soutien aux hydrocarbures (FSH) pour le BRP est un compte spécial du Trésor (CST). Le BRP va créer des filiales un peu partout dans les territoires de l'Union essentiellement pour faire des recherches. L'homme de main est toujours Jean Blancard. Le BRP ne découvre quasiment rien de 1946 à 1951.

La SNPA trouve un petit gisement de pétrole à Lacq en 1949, ballon d'oxygène à une société dont on commençait à s'interroger sur son avenir. Ayant été plus profond à 3500 m, deux ans plus tard en 1951 elle trouve du gaz à Lacq très chargé en soufre, toxique corrosif et il est considéré de ce fait initialement comme non exploitable. Cette année 1951 du pétrole est trouvé dans le N-W du bassin d'aquitaine, Parentis, mais c'est par Esso.

R. Goetze rapporte que la SN REPAL, Société Nationale de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en ALgérie : « venait de celui qui en sera le directeur général, c'est-à-dire de Colot [ingénieur géologue]. Il était venu à Paris me voir à l'économie nationale pour défendre la création du BRP, c'était un de mes amis, en Algérie, que je connaissais très bien. » - Celui-là même auquel vous aviez donné un accord favorable pour le BRP ? « Parce que c'était le BRP. J'ai été opposé au principe d'une société d'économie mixte... et quand j'ai donné mon accord, Colot a mis ses gants blancs... cette société, qui était 50 % Algérie, 50 % BRP... » (Carré de Malberg 2014). R. Goetze est pris comme Président du C.A. de SN REPAL, créé le 10 nov. 1946, capital à part égal du gouvernement général de l'Algérie et du BRP, rejoint par la Royal Dutch Shell en 1951 dans des financements d'opérations. R. Goetze va rester à ce poste jusqu'au 29 juin 1966, soit 4 ans après l'indépendance.

Les accords d'Evian respectaient les droits miniers et de transport, néanmoins la plupart du personnel français de REPAL à dominante *Algérie-française* (une partie sympathisante OAS) dont le directeur A. Colot est partie d'elle-même en 1962, à ERAP/SNPA. Ils ont pu être remplacés par des ingénieurs algériens formés au Polytechnicon de Lausanne notamment, ou en URSS, et une partie des français est encore restée 4 ans. REPAL sera remplacé par la SONATRACH, SOciété NAtionale de TRansport et Commercialisation des Hydrocarbures (Carré de Malberg 2014, 5^e partie chap. I et II).

Vers 1952-53 est formée la CREPS, *Cie de Recherche et d'Exploitation de Pétrole au Sahara* au sein de laquelle sont associés la RAP (54 %), la Shell Royal Dutsch (35 %), le BRP (4,5 %), SN REPAL (4,87 %) et la Société financière des Pétroles (1,63 %). « leurs premières recherches ont mis à jour du gaz du côté d'In Salah, mais qui était inexploitable. C'était du gaz et non pas de l'huile et à ce moment là on ne savait pas très bien comment se servir du gaz industriellement... la CREPS, la société qui avait 65 % à la RAP et 35 % à la SHELL, avait trouvé du pétrole à Edjeleh, en mars 1956. » (Carré de Malberg 2014, p. 285-6 et notes p. 302). Dans la CREPS on trouve l'X-Mines Paul Moch (prisonnier de guerre 5 ans à Lübeck, Président de la RAP, délégué général du BRP). Shell a aussi fait une société CPA, la Cie de Pétroles d'Algérie, qui était intégrée directement à 65/35 % et qui a 18% des parts de la Raffinerie d'Alger créée en 1960.

▪ Raffinage.

Les capacités de raffinage en France étaient tombées de 8 millions de tonnes en 1938 à 1,5 Mt en 1945 après la guerre. Les allemands avaient démonté une bonne partie des raffineries, des ingénieurs iront en reprendre des éléments après la guerre.

Mioche (1989) : « Le fuel bénéficie du soutien des États-Unis. Robert Nathan est un ancien membre de l'administration Roosevelt. Il a été employé par Jean Monnet comme consultant privé dans les services du Commissariat au Plan. Il écrit à Jean Monnet en août 1946 : « J'ai entendu dire que les charbonnages avaient réussi à empêcher dans certaines industries l'utilisation d'hydrocarbures en remplacement du charbon. Si cela est vrai, il faut s'y opposer. Toutes les ressources d'énergie doivent être utilisées".

Cet avis de Robert Nathan en 1946 est relayé en 1948 par le Plan Marshall. Les représentants CGT sont d'accord. Tout s'est très bien passé pour les raffineurs étrangers, et aussi la CFP** présente dans le raffinage depuis les années 1920, qui utilisent leur dommages de guerre (à la valeur des installations en 1938) : « Ils peuvent affirmer à l'orée du second plan en 1953 avec des accents de triomphe : « La reconstruction, l'extension et la modernisation de l'industrie du raffinage se sont effectuées à une allure record. La profession du pétrole peut être fière d'avoir su atteindre, malgré les nombreuses difficultés rencontrées, les objectifs réalistes qu'elle s'était fixés. »

Il a suffi d'accorder aux compagnies pétrolières, notamment étrangères, les garanties qu'elles demandaient : pas de nationalisation pour elles, dégrèvement fiscaux sur les reconstructions, rapatriement des bénéficiaires en devises, prolongation des autorisations de raffinage... Elles les ont obtenues sans contestation, il fallait de l'essence.



Fig. 1. Pierre Guillaumat et Jean Blancard en 1950 (in annales.org). Ces deux X-Mines sont passés en douceur du régime de Vichy au gouvernement provisoire à la IV^e république puis à la V^e. C'est ainsi que se sont construits ces deux piliers du "corps des mines". Tous deux passeront aussi à la Défense à un moment donné de leur carrière.

** La Cie Française du Pétrole, CFP, est constituée en 1924 par l'X E. Mercier sur la demande du gouvernement, mais avec les principales grandes banque, particulièrement la Banque de Paris et des Pays-bas, ainsi que des vendeurs de produits pétroliers (*le Cartel des dix* comme ils étaient connus alors) comme actionnaires. Par volonté de R. Poincaré, président du conseil, c'est un groupe privé. Cette constitution était pour reprendre la part allemande (Deutsche Bank), 25%, de la Turkish Petroleum company, qui revenait à la France de par le traité de San Remo, après le partage Syrie-Irak par les dits accord Sykes-Picot. En 1927 des gisements sont découverts dans la région de Kirkouk. Cela devient Irak Petroleum Cie, IPC en 1928. Suite à des débats parlementaires (et les craintes nées avec la crise de 1929) une loi de 1931 fixe la part de l'État dans la CFP à 35 % du capital. Elle reste à majorité privée (ce pourquoi E. Mercier s'est battu). La cie édifie deux raffineries, une à Gonfreville près du Havre, une à Martigues sur l'étang de Berre. Elle crée sa cie de transport du brut de l'Irak. Lors de la 2^e guerre mondiale la CFP était virtuellement en position d'ennemi vis-à-vis de l'Angleterre (E. Mercier mariée à une Dreyfus a du démissionner de ses mandats, son directeur qui devient Pdg, l'X Jules Meny est Dir. du *Comité d'organisation de combustibles liquides* sous le régime vichyste, régime qui avait permis au Reich d'utiliser les aéroports de Syrie). Aussi, après la guerre, la CFP a-t-elle du « dégeler » ses avoirs ce qui a exigé un travail diplomatique, un recours en justice... Mais contrairement au Sahara où c'est le tout début, ce pétrole du Moyen Orient coulait déjà et, avec ses raffineries, sur le plan français (pas international où elle est petite) la CFP est plus riche que les autres. La CFP n'est autre que TOTAL qui en 1954 est un simple nom commercial de cette CFP et de la CFR, Cie Fr. de Raffinage. A la fin des années 1960 c'est devenu TOTAL-CFP alors un groupe diversifié.

VI. Montage industriel pour la bombe, plan Félix Gaillard, Roger Goetze... (sept. 1951- mai 1958)

VI-1. Le duo "noyau-polytechnique" - Félix Gaillard

En 1951 disparaît Raoul Dautry, premier Administrateur général lors de la création du Commissariat à l'énergie atomique. Félix Gaillard a proposé ce poste à Louis Armand qui a refusé préférant les chemins de fer (il sera cependant aux Conseil Scientifique et Comité industriel du CEA). C'est un autre X-Mines, Pierre Guillaumat, qui accepte le poste. Il avait trouvé place à l'industrie pétrolière, qu'il ne quitte pas tout à fait, on le laisse cumuler ce poste d'administration du CEA avec le poste président du conseil d'administration du Bureau de recherche de pétrole, ce qu'il tiendra jusqu'en 1958 (Levy 1993; Wolff 1996 p. 68).

Certains savaient d'où il venait. Dans ses mémoires Yves Rocard rapporte :

« Si les communistes vous ennuiant au Commissariat, nommez Pierre Guillaumat administrateur général, et dans six mois ce sera une affaire Guillaumat pure et simple, où les communistes ne pèseront pas lourd. »
(in *fonucléaire*, [la](#)).

Car beaucoup plus à l'abri des lumières, mais fondamental, Pierre Guillaumat était du petit "groupe Lafond".

Henri Lafond (1894-1963) est un X-Mines qui n'est resté que 10 ans dans l'Administration, missions mines, France, Allemagne, Syrie. En 1927 Il monte une petite société d'essence synthétique à partir de lignite mais ça revient trop cher. Il militera à X-crise et aux *Nouveaux Cahiers*. En 1929, il entre dans la banque Mirabaud et devient Administrateur de plusieurs compagnies minières. On a vu que ce groupe était un des gros propriétaire

de Mokta-el-Hadid, dont le fer tunisien de Djerissa et la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa étaient filiales. H. Lafond et P. Guillaumat ont forcément eu un lien professionnel fort direct par ce biais là déjà (Mirabaud avant Vichy puis Vichy + Mirabaud). On a vu que Mirabaud a vendu ses mines d'or et cuivre, de Bor, au III^e Reich en 1941. Justement Henri Lafond a repris du service d'État avec le premier gouvernement Pierre Laval dès juillet 1940, prenant le poste de Secrétaire général à l'énergie sous la coupe de l'X-Mines Jean Bichelonne au coté des X-Mines Fanton d'Andon, R. Gibrat sous ses ordres (pour l'électricité), etc. auprès du normalien P. Pucheu, du sciencesPo F. Lehideux et de l'X J. Barnaud. Le haut fonctionnaire X-Mines P. Guillaumat à Tunis est leur subordonné. En février 1943, H. Lafond re-passe à la Banque de l'Union Parisienne, B.U.P. (administrateur) banque déjà proche du groupe Mirabaud, et qu'il co-dirige à partir de janvier 1944, puis dont il est le PdG à partir de 1951. En 1953 il fusionne ces 2 groupes bancaires. Il est PDG aussi du fer tunisien de Djebel-Djérissa après la guerre et il est au CA des phosphates de Gafsa, de Pechiney à partir de 1948, etc. Le groupe B.U.P. a aussi de la SNPA et Cie Géophysique, i.e. des intérêts pétroliers, dans son portefeuille. En tant que secrétaire à l'énergie de Vichy, H. Lafond avait été impliqué directement dans la création de la SNPA. Dès 1945 H. Lafond est l'un des créateur du CNPF (dans le Bureau il est très écouté du pd. son ami G. Villiers) pour remplacer la Confédération Nationale du Patronat, trop marquée par Vichy. Il est dit par ailleurs être l'oracle du parti Radical.

▪ A la sortie de la guerre H. Lafond a décidé de maintenir le contact avec ses collaborateurs, petit « **groupe Lafond** », amical, « *dont les déjeuners mensuels vont se poursuivre pendant quelque 20 ans avec une régularité et une assiduité dont il n'y avait eu jusqu'alors guère d'exemple.* » : H Lafond, H. Noguét, R. Gibrat, Fanton d'Andon, L. Armand, P. Guillaumat, R. Fischesser (et très certainement Jean Blancard)..., ils sont dix X-Mines, 2 X-Ponts, 1 X-Marine, 1 inspecteur finance, et on y suit de très près l'évolution du "corps" dont H Lafond a la réputation d'être une sorte de "parrain" (témoignage de l'X-Mines Raymond Fischesser, Dir. de cabinet de Lafond sous Vichy, [in](#) [anales.org](#), [là](#)).

Et au CEA, Pinault (2000, p. 489-90) : « *Tandis que le groupe des fondateurs s'effiloche, l'arrivée de Maurice et Louis de Broglie, de Leprince-Ringuet et Thibaud – tous quatre fort éloignés des milieux associés au Front populaire, à la résistance, voire liés à Vichy pour au moins deux d'entre eux, et proches de l'École polytechnique comme le sont aussi Dautry, Lescop, Ailleret, Bergeron et Bougès-Maunoury souligne la transformation du CEA en un nouveau bastion de polytechniciens. Lescop, chargé de l'intérim de l'administrateur général, est bientôt remplacé par Pierre Guillaumat, un autre polytechnicien... (...) Puis, au mois de mai 1951, les directeurs scientifiques sont écartés des réunions du Comité : « Ce fut, écrit Goldschmidt, le symbole de la disparition de notre influence au sein du CEA. Elle avait duré cinq ans ». C'est même la fin d'une expérience des « savants au pouvoir », si surprenante d'avoir été voulue et pensée comme telle par son principal inspirateur.* ».

- **M. et L. de Broglie**, frères aristocrates sont très atypiques. Maurice 76 ans en 1951, qui a débuté officier de marine puis recherche en physique expérimentale dans son laboratoire familial, avec quelques aides industrielles, avec les équipements les plus modernes, 27 rue Chateaubriand, un peu concurrent à celui de Marie Curie. Pendant la guerre, de 1942 à 1944 il a tenu la chaire de physique au collège de France sur appui de Frédéric Joliot, en remplacement de Paul Langevin écarté par les allemands (son petit fils Jean de Broglie sera assassiné sous V. Giscard d'Estaing le 24/09/76); le petit frère Louis, 17 ans plus jeune, brillant théoricien en physique, prix Nobel en 1929 pour avoir défendu la thèse de la nature ondulatoire des électrons (de thèse 1924), devient secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, Paris, à partir de 1942, et est membre du Conseil National de Vichy; ensuite enseigne à l'Université.

- **Jean Thibaud**, diplômé de l'école supérieure d'électricité de Paris, travaille pour M. de Broglie, passe une thèse sur les spectres X, β , γ puis avance sur l'idée du cyclotron (a travaillé aussi avec F. Joliot). En 1936 il est recruté par l'université de Lyon pour monter un laboratoire de physique expérimentale puis y crée un centre de perfectionnement en physique nucléaire (CPNL) dans un fort militaire. Arrive la guerre. Dès que Jean Perrin doit abandonner sa chaire de physique-chimie à la Sorbonne pour raison politique (comme Paul Langevin, il a été dreyfusard, défend le social, anti-fascisme) en oct 1940, Jean Thibaud pose sa candidature et l'obtient mais mal accueilli par les étudiants, quitte au bout de 3 mois. Il va ensuite pour le poste de collège de France mais F. Joliot fait prendre M. de Broglie. Mais il obtiendra finalement la direction de l'École de physique et chimie de la ville de Paris (ESPCI) au mois d'octobre 1941 (à la place de P. Langevin) jusqu'à août 1944, cela tout en gardant son laboratoire de Lyon. Il est suspendu 6 mois (avec demi-traitement) de ses fonctions puis réhabilité. Il est même sur le point de remplacer F. Joliot comme Haut Commissaire du CEA quand il est accusé de plagiat (par G. Charpak et F. Suzor) qui l'en prive (ce sera Francis Perrin) (univ-lyon, [là](#)). Mais plus tard, rapporte Y. Rocard, c'est chez Jean Thibaud à Lyon que l'armée enverra de ses gens se former à la physique nucléaire, plutôt que chez Joliot jugé trop rouge.

- **Louis Leprince-Ringuet** : X et fils d'X, professeur à l'X, connu pour ses émissions télé.



Fig. 2. A gauche au siège du CEA, 69 rue de Varenne, en 1953, de gauche à droite debout : Jules Guéron, Charles Eichner, Jacques Yvon, Jacques Mabile, Pierre Taranger, Bertrand Goldschmidt, Lew Kowarski. - Assis : Francis Perrin, Pierre Gillaumat, Jean Debiesse (ph. CEA). A droite Félix Gaillard en 1952, parti radical, Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil (de plusieurs présidents successifs)

« .. le banquier **Henri Lafond**, ancien Ministre de l'énergie sous le gouvernement de Vichy et président du CNPF, qui devait faire partie du Comité de l'énergie atomique, soutenu en cela par Maurice Bourgès-Maunoury [radical, Secrétaire d'État], se heurta à l'opposition de Francis Perrin à cette nomination. Celui-ci, qui devait succéder à Frédéric Joliot, menaçait de renoncer au mandat de Haut Commissaire... » (Mongin 1997). Les deux objections de F. Perrin sur H. Lafond étaient son passé au sommet de Vichy et les gros intérêts du capital privé qu'il représentait. Mais Henri Lafond participera plus tard aux travaux CEA comme membre d'un comité consultatif pour les questions minières.

▪ Les dites (car..., là) "Mémoires de" Monnet (1976) écrivent, c'est fin 1944 : "je m'attachais, pendant mon séjour à Paris, les services d'un jeune inspecteur des finances, Félix Gaillard, dont Mönick m'avait dit beaucoup de bien. Il fut plusieurs années durant mon chef de cabinet...". Au départ, c'était à Washington DC. Ainsi A. Bérard (1978, p. 19-20) conseiller à l'ambassade à Washington à partir de janvier 1945, rapporte quand il passait chez les Monnet : " Je me le rappelle sonnait à sa table : un grand garçon de paraître. « **Félix, appelez-moi Clayton** au département d'Etat » (le sous-secrétaire des Affaires économiques). L'autre de s'exécuter et Monnet d'ajouter : « Vous connaissez naturellement Félix Gaillard »". Puis, "Mémoires de" Monnet (1976) pour la fin de 1945 : "en novembre, je revins à Paris où je rassemblais ma fidèle équipe dans quelques chambres de l'hôtel Bristol. Là, avec Marjolin, Hirsch et Gaillard, nous réfléchîmes aux moyens de faire de la France un pays moderne... Gaillard... attira parmi nous un de ses collègues de l'inspection des Finances, Paul Delouvrier, alors directeur de cabinet de Pleven."

▪ Mongin (1997) :

« C'est Bertrand Goldschmidt qui avait pris l'initiative d'initier **Félix Gaillard** aux perspectives futures de l'énergie atomique... inquiet par les menaces pesant sur le budget CEA... demanda alors conseil à René Mayer* qu'il connaissait bien... qui avait été Ministre des finances... s'il connaissait un parlementaire de la Commission des finances... René Mayer (rad.) indiqua alors... Félix Gaillard. (...) Bertrand Goldschmidt proposa à Félix Gaillard de venir visiter le centre de Châtillon. La visite eu lieu le 8 avril 1949 au matin, suivie par un entretien de Félix Gaillard avec Frédéric Joliot qui dura trois heures. Après les entretiens qu'il eut avec Bertrand Goldschmidt et Frédéric Joliot, Félix Gaillard était ressorti convaincu des bienfaits de l'énergie atomique pour la France. »

* pour R. Mayer voir [ici](#) Annexe A-5.

▪ Pour les origines de Euratom (+CEE) qui démarrent à une conférence de Messine les 1-3 juin 1955, F. Gaillard accompagne les ministres Christian Pineau et M. Faure. Les négociations qui suivent pour les projets Euratom et éventuellement CEE ont lieu au château de Val-Duchesse en banlieue de Bruxelles sur la base du rapport Spaak. Cazenave rapporte (2011 p. 128) :

« Pendant dix-huit mois, chaque semaine, entre visites en Charente et séances à l'Assemblée, **Gaillard** prend le train gare du Nord. Direction le château de Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles. Avec ses complices, Louis Armand, Pierre **Guillaumat** et François Perrin [sic, c'est Francis], il travaille à la rédaction du rapport Spaak. Déposé en avril 1956, le document comporte les principes des futurs traités. »

Arrivé au moment des nominations, les rédacteurs des "mémoires de" Monnet (1976) écrivent : « Nous n'avions pas livré et gagné une si dure bataille pour remettre les institutions entre des mains incertaines. Ces institutions étaient en apparence économiques et techniques, mais leurs objectifs étaient politiques... J'écrivis à Adenauer et je vis **Gaillard**, devenu chef du gouvernement, pour m'assurer qu'ils nommeraient des hommes compétents et résolus à agir... nous n'eûmes pas de peine à nous mettre d'accord sur les noms de Hallstein et d'Armand. ».

● Pinault (2000, p. 490) : « Pendant l'été 1951, les débats au sujet du programme nucléaire français se développent. Perrin se montre d'abord hostile à la production massive du plutonium. Mais **l'arrivée de Félix Gaillard au Secrétariat d'État** [président du Conseil R. Pleven puis E. Faure, puis A. Pinay, puis R. Mayer; F. Gaillard chargé du CEA auprès du Président du Conseil] **dix jours après la mort de Dautry**, modifie les positions et lorsque, au début de septembre, Perrin rencontre, à sa demande et en compagnie de François de Rose, Gordon Arneson, le conseiller aux questions nucléaires au Département d'État, il lui annonce la mise en construction de piles productrices de plutonium. Tandis que **Gaillard agit dans une sorte d'urgence** pour obtenir la définition des objectifs à cinq ans du CEA afin d'aboutir avant le débat budgétaire, Perrin présente le 8 octobre devant le Comité un ambitieux programme de construction de deux piles à plutonium et d'une usine de retraitement, pour un coût évalué à 68 milliards de francs sur cinq ans. **L'argent arrive enfin, sans compter**. La réorientation du CEA vers une activité militaire se sera donc joué en trois mois. »

« **Félix Gaillard** s'employa à rassurer les parlementaires en affirmant que la relative faiblesse des crédits demandés – 40 milliards de francs (685 millions d'euros) sur cinq ans – ne permettrait pas la construction de la bombe [on verra ci-dessous que le CEA a dépensé beaucoup beaucoup plus]. L'intervention du ministre est un véritable hymne à la gloire du plutonium : « **Fabriquer de l'or est peu de choses auprès de ce qu'a réussi l'alchimie moderne en fabriquant du plutonium**, qui vaut beaucoup plus que l'or et qui deviendra plus vite que l'or la source de la richesse et de la puissance de pays qui en posséderont et sauront l'utiliser » ! Cette insistance sur le plutonium ne manque pas d'étonner – a posteriori - car le ministre ne fait référence à **aucune application civile** de ce radionucléide et passe sous silence que les quantités de plutonium fabriquées (50 kilos) seront amplement suffisantes pour fabriquer plusieurs bombes, information technique que seuls, à cette époque, quelques initiés – scientifiques, militaires et politiques – étaient capables de connaître en raison du secret. » (Barrillot 2012, p. 28).

Quelques années plus tard le même Félix Gaillard, Président du Conseil, constatera que le pays est en banqueroute avec nécessité immédiate d'aide du FMI et des États-Unis, ce qui clôturera la IV^{ème} république.

Sur le devant politique, l'initiative du plan quinquennal de l'énergie atomique adopté par le parlement le 03 juillet 1952 a donc été portée par cet inspecteur des finances dans la IV^e République dans laquelle on changeait de ministères tous les 6 mois.

Félix Gaillard cumule ces fonctions de cabinets ministériels avec celle de député, et de la présidence d'un **parti politique, Radical**. Cela lui permet de jouer sur les deux tableaux avec un avantage certain dans chaque : "Le plan prévoit d'attribuer au CEA 37 milliards de francs alors qu'au cours des six années précédentes ses crédits n'ont été que de 15 milliards de francs. Il s'agit là d'un «virage militaire non déclaré »" (Kropfinger 1997, p. 83). Les **crédits** sont présentés comme purement **civils**.

Felix Gaillard (1919-1970, mort d'un accident idiot sur son bateau de 11 m), est d'une très riche famille de négociant en Cognac (Barbezieux à 30 km au SE de la ville de Cognac d'où est une autre famille négociante : les Monnet) et non moins gestionnaire d'immeubles à Paris, investissement du grand-père lors du chamboulement Hausmann. Il fait ses études à Paris au lycée Carnot, inscription en droit et Sciences-Po à l'automne 1937, diplômes obtenus en 1940. Pendant deux ans il s'engage dans les chantiers de jeunesse du régime en zone libre (à la fin Compagnons de France). Il revient à l'Université, Clermont en 1942 puis Paris pour passer le concours d'inspecteur des finances (côtoie un moment M. Bourguès-Maunoury X-Sciences-Po qui lui quitte la France fin 1942), auquel il est reçu en avril 1943. Chaque ministère organise alors son propre concours. Le Ministre des finances est Pierre Cathala, fidèle de Pierre Laval s'il en est. Les sujets étaient « les hauts fonctionnaires », « l'autorité parentale », « le cinéma »...

Les jeunes adjoints à l'inspection commencent aussitôt leur métier, i.e. sont envoyés à faire des inspections « ici et là » (ce qui offre des facilités pour contacts divers). Ils sont désormais du « club » des inspecteurs de finances, avec réunion annuelle, etc.. Mais la situation internationale évolue vite alors et donc aussi chez eux,

l'un des plus importants des leurs alors, M. Couve de Murville vient spectaculairement de changer de camps en mars 1943. Et il est immédiatement renommé au plus haut poste dans l'autre camps au Maghreb où règnent désormais les invincibles États-Unis. Nombreux disent avoir fait de la « résistance » la dernière année dès lors qu'il y a une administration parallèle de l'autre côté de la Méditerranée qui accueille les anciens vichystes comme eux. F. Gaillard dit avoir été collecteur de fonds. Le 20 août 1944 le jeune F. Gaillard sera officiellement au côté de Alexandre Parodi, autre transfuge de camps au milieu de la guerre, au ministère. L'idée chez eux alors que les américains approchent de Paris était de ne surtout pas laisser un ministère vide que pourrait occuper les communistes. L'inspecteur des finances Emmanuel Mönick (rappelé du Maroc le 26 août 1941 par Vichy, probablement jugé trop familier des anglo-américains et sans réaffectation alors au corps ; mais E. Mönick, honnête, dit lui-même qu'il n'a jamais fait de résistance) raconte que sur demande de A. Parodi, il a été ramené en voiture de sa propriété de La Châtre (Berry, SE de Chateauroux) sur Paris par Blank accompagné du jeune inspecteur F. Gaillard, et que à Paris ce dernier faisait office de secrétaire. E. Mönick qui a été attaché financier aux États-Unis de 1930 à 34 puis à Londres de 1934 à 1940 a forcément eu à faire à Jean Monnet (qui dirigeait le Comité de coordination franco-anglais jusqu'en juin 40). C'est E. Mönick qui recommande F. Gaillard à Jean Monnet (qui a d'ailleurs connu le père de ce dernier dans le Cognac) pour une mission aux États-Unis (sept. 1944, à nov. 45). C'est le lancement de la carrière de F. Gaillard, caractéristique du régime de la IV^e République :

« Directeur du cabinet de Jean Monnet commissaire général au Plan de modernisation et d'équipement 1945 » (le ministre de la Construction et de l'urbanisme du 16 nov. 1944, jusqu'au 20/01/1946 est l'X Raoul Dautry); Directeur du cabinet de François Tanguy-Prigent sous-secrétaire d'État aux Affaires économiques 26 janvier 1946 ; Sous-secrétaire d'État aux affaires économiques du gouv. Schuman de nov 1947 à juillet 48 ; "Délégué à l'Assemblée de l'Europe à Strasbourg" 1949 ; Secrétaire d'État à la présidence du Conseil du gouv. René Plevin du 11/08/51 au 19/01/52; Président du Conseil supérieur de la fonction publique 1951 ; Secrétaire d'État à la présidence du Conseil et aux Finances du bref gouvernements d'Edgar Faure président du Conseil et ministre des Finances du 20/01 au 29/02/1952 puis (08/03/1952) d'Antoine Pinay président du Conseil et ministre des Finances et des Affaires économiques jusqu'au 7 janvier 1953), qui, le 06 juillet soumet au parlement le premier plan quinquennal de développement de l'énergie nucléaire de Félix Gaillard qui prévoit la construction de deux réacteurs plutonigènes (adopté par 518 voix contre 100 ; Lambert 2016b p. 118) ; Secrétaire d'État à la présidence du Conseil du gouvernement de René Mayer 8 janvier 1953-27 juin 1953. Président de la Commission du financement du Commissariat général du Plan 1953. Président de la délégation française auprès du Comité des délégués gouvernementaux institués par la conférence des ministres des Affaires étrangères de Messine 1955. Délégué de la France au comité intergouvernemental de Bruxelles (1955-1956); Président de la Commission de l'économie générale et du financement au Commissariat général du Plan 1956 (IGPDE, Comité pour l'histoire économique, [là](#)).

Il est enfin... ministre lui-même, des finances, dans le cabinet de M. Bourgès-Mauroury du 13 juin au 6 novembre 1957. Il a le temps de négocier une avance de 300 milliards de francs avec la Banque de France et fait adopter la loi du 26 juin 1957 portant assainissement économique et financier qui majore de 20% l'impôt sur les sociétés, les droits de timbre et d'enregistrement, et relève les tarifs de la SNCF (economie.gouv, [là](#)). Les restrictions d'un côté, mais l'argent coule d'un autre : "Au milieu de l'année 1957, le Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil chargé des questions atomiques donnait son accord pour la construction à Narbonne d'une usine capable de raffiner 1000 tonnes d'uranium par an et de les transformer en uranium métal... de pureté nucléaire... Par ailleurs devait être ménagée la possibilité de doublement de capacité de production de l'usine." (Roux 1961). A la chute de ce cabinet c'est lui, Felix Gaillard, qui monte sur le perchoir : Président du Conseil. Et c'est avec lui que chute cette IV^e République dont il était une bille du rouage.

Il est parallèlement tout ce temps député *Radical* ou *non-inscrit* de la Charente, Cognac, de 1946 à sa mort, et Président du Parti *Radical* de 1958 à 1965.

VI-2. L'argent public qui a nourri le champignon CEA

P. Guillaumat en 1986 ([là](#)) :

« je dis toujours, ce n'est pas l'ingénieur qui est responsable, c'est celui qui lui a donné l'argent. L'ingénieur, vous lui donnez de l'argent, il travaille bien ou il travaille mal, ça c'est une autre affaire, mais il est content, il construit des trucs... »

Pendant **cette période IV^e République** de 1951 à 1958 les **effectifs du CEA sont multipliés par plus de cinq, de 1500 personnes en 1950 à 5000 personnes en 1955, 10 000 personnes en 1958...** :

Saclay démarré fin 1952; début de construction de Marcoule en 1954; voyage en Madagascar et décision de donner des crédits pour y extraire l'uranothorianite en 1954; Limeil-Brévannes en 1954; le 29 décembre 1954 création du Bureau d'Études Générale, BEG, animé par le colonel Buchalet chargé du programme de la

bombe; centre de traitement chimique de Gueugnon 1955 (confié à la PEC); Vaujours; Bruyères-le-Châtel; début fabrication barres uranium à Annecy (SACM) en 1955; l'institut National des Sciences et Techniques Nucléaires, INSTN est créé à Saclay en 1955 (Georges Guille co-fondateur); le Centre d'Études Nucléaires de Grenoble en 1956; Moronvilliers/Pontfaverger; Valduc en 1957; le 10 mai 1957 classement en « terrain militaire » une zone de 108 000 km² au SW de Reggane; mi-1957 accord pour la construction d'une usine uranium-métal à Malvézi, en 1958 Centre de Cadarache pour réacteurs avancés...

Un autre budget est voté le 05 mai 1955 lorsque Gaston Palewski (lettres/SciencesPo, cabinet Reynaud, combat dans les forces libres, dir. Cabinet de Gaulle sept 1942 à janv 1946) est ministre délégué à la présidence du Conseil (à ce titre chargé des affaires nucléaires) sous la Présidence de Conseil de Edgar Faure (23 février 1955 au 01/02/56). 20 milliards sont prélevés sur le budget, mais celui de la défense nationale, pour assurer la pérennité du programme CEA. [G. Palewski pourra en goûter les produits de près, invité d'honneur lors du tir souterrain Béryl en mai 1962 sorti de la montagne de In Ekker, il a du, avec P. Messmer, être évacué en catastrophe. Eux ministres, car militaires et bidasses eux n'ont pas été évacués en catastrophe, et il y a des exemples avérés de graves conséquences sur leur santé par la suite].

Comme réplique P. Guillaumat quand on fait remarquer que les hommes politiques ne connaissaient pas grand-chose au nucléaire : « **je n'y connaissais pas grand-chose non plus** », il s'explique, **le décideur** : « **n'a pas besoin de savoir l'énergie atomique. Il a besoin d'avoir une idée sur la façon dont l'énergie atomique doit se développer en France.** » (par ex. [là](#)), **une idée... ologie... donc.**

même chose évidemment pour l'inspecteur des finances Félix Gaillard (Le Monde 25/11/1953, [là](#)), ou encore Roger Goetze qui décidait plus ou moins des montants budgétaires, qui dit : « **au Commissariat à l'Énergie atomique, j'étais membre du conseil d'administration mais je ne pouvais pas savoir ce que c'était, pas plus que tout autre personne à ce niveau. Cependant j'avais le sentiment qu'il fallait quand même qu'on en assure le développement.** » (Carré de Malberg 2014, p. 218).

Tout ce monde avait « la foi » en cette chose.

- Pour l'obtention des **budgets**, une petite pièce de théâtre était éventuellement organisée d'avance. Devant le ministre un des hauts fonctionnaires demandait une somme haute, l'autre une somme "basse". Le ministre coupait la poire en deux tombant sur le chiffre pour lequel les deux hauts fonctionnaires s'étaient mis d'accord avant. L'ancien collègue de P. Guillaumat au Maghreb en 1941-43, l'inspecteur des finances Roger Goetze, directeur du Budget sur cette même période, 1949 à 1957 (lui aussi double casquette, il est en même temps Président de SN REPAL), mentionne qu'une fois [probablement en janvier 1955] la méthode n'a pas fonctionné comme prévu. P. Guillaumat réclamait qu'il fallait plus que 10 milliards, R. Goetze s'offusquant devant le ministre qu'il ne dépasserait pas les 10. Mais le ministre des finances, E. Faure était réticent au nucléaire et acceptera 10 avec un : c'est déjà bien trop énorme.

R Goetze : « **je trouvais que la recherche pétrolière et les crédits du Commissariat à l'énergie atomique étaient trop secondaires et je ne voulais pas ennuyer le ministre avec cela. Je me suis toujours efforcé de régler ces problèmes moi-même. (...)** .. j'y tenais parce que, pour les pétroliers, je savais un peu ce que c'était et que en plus Paul Moch n'était pas très dispendieux (Carré de Malberg 2014, p. 218). Il précise (Carré de Malberg 2014, p. 296, 297) : « **En tant que directeur du budget, j'ai toujours considéré que le pétrole d'une part, l'énergie atomique d'autre part, étaient des choses trop délicates pour laisser les Ministres décider seuls de leur avenir et que dans ces conditions, comme le directeur du Budget discutait avec le Ministre, il fallait que je m'entende chronologiquement avec l'administrateur CEA d'une part et avec Monsieur Paul Moch, le directeur du BRP d'autre part, sur les crédits dont ils avaient absolument besoin.** », Quel était votre projet ? : « **Je n'avais pas de projet... C'était aux agents du BRP d'une part, du CEA d'autre part, d'avoir des projets. Cela ne me regardait pas.** » tout comme il répond que haut fonctionnaire vichyste en Algérie, la collaboration économique avec le nazisme, les fournitures à l'Afrika Korps en guerre contre les anglais, le statut des juifs, l'enfermement des communistes et étrangers, etc., tout cela *ne le regardait pas*, lui était juste chargé de tenir le crayon-en-chef des écritures comptables.

- « **il faut ajouter les crédits importants prélevés secrètement sur d'autres budgets pour permettre au CEA de poursuivre des études en vue de la fabrication de la bombe. Le professeur Yves Rocard mentionne que Pierre Mendès-France* qui fut président du Conseil du 19 juin 1954 au 22 février 1955 a fait virer de la défense nationale au CEA un crédit de 100 milliards de francs, avec comme mission « d'aller jusqu'à une explosion nucléaire »***

* P. Mendès France a été Président du Conseil 7 mois et 17 jours. C'est un défenseur de la science y compris atomique et de la formation scientifique large. Il a institué à ses côtés, un secrétariat d'État à la Recherche scientifique et au Progrès technique confié à Henri Longchambon professeur de minéralogie et jeune doyen de

la faculté des sciences de Lyon. C'est donc ce dernier qui était chargé des affaires et contacts scientifiques CEA compris, et il avait commencé par faire voter la ratification du CERN mais aussi, pour ne pas faire de jaloux dans l'hexagone, la construction de 2 accélérateurs de particules, mais qu'il voulait universitaires ce qui est en opposition frontale avec la position de P. Guillaumat. Il a créé de suite, juillet 1954, le 3^e cycle universitaire pour les sciences. Mais H. Longchambon refuse les applications militaires de l'atome et prend position contre la construction de la bombe atomique (Kropfinger 1997 p. 91).

Quand à P. Mendes France, qui outre la présidence avait le portefeuille des affaires étrangères, lui a eu intensément à faire pour détricoter des décennies de violence coloniale. Dans ses 7 mois il a réussi à clôturer la guerre coloniale d'Indochine et a probablement évité une guerre coloniale de Tunisie (les 'Algérie Française' ont donc vite fait tomber son gouvernement). Il souhaitait réduire les dépenses militaires qui étaient très élevées. L'expression "a fait virer" employée par Y. Rocard qui lui a su faire péter la bombe, comme si Mendès réclamait ces bombes n'est certainement pas représentative. Mendès voulait de la recherche, y compris atomique mais "l'impression que laisse cet exposé [livre de A. Peyrefitte] est que Mendès France a signé les papiers sans les lire, peut-être circonvenu par une présentation habilement anodine entérinée par quelque membre de son cabinet." (Dissident-media, [là](#)). Ceux qui écrivent légèrement comme on lit souvent, que la bombe a démarré là, sont trompeurs.

*A ces crédits virés au CEA par Mendès-France, nous devons **ajouter le budget de 20 milliards de francs** prévu sur 3 ans (1955-1957) dans le cadre d'un protocole signé le 20 mai 1955 entre les ministères de l'énergie atomique (Gaston Palewski) et de la défense pour construire la « pile » G3 et l'usine d'extraction de plutonium de Marcoule. En effet, il a fallu recourir à cet artifice pour mener à bien le programme militaire du CEA, le budget officiel du CEA ne permettant pas de couvrir les dépenses des constructions prévues à Marcoule.*

*De même, nous devons rajouter des crédits transférés secrètement en 1955 depuis les fonds du Sdece (services secrets) pour la construction du Centre d'études de Bruyères-le-Châtel consacré aux études militaires. Ces fonds ont été évalués à 1 milliard de francs (1955) par le général Buchalet... (...) ... Enfin, Félix Gaillard étant président du Conseil (à partir du 6 novembre 1957) et Jacques Chaban-Delmas, ministre de la guerre, **furent à nouveau virer 100 milliards de francs au CEA** depuis le budget de la défense « pour payer tout le programme jusqu'au premier tir nucléaire expérimental ». Ces crédits comprenaient notamment 30 milliards pour les réacteurs G1 et G2 et 15 milliards pour la fabrication du plutonium.*

*A ces crédits, **ont dû être ajouté 15 milliards de francs** pour les essais (payés par l'armée) qui avaient été « oubliés » dans les 100 milliards virés par Félix Gaillard. » (Barrillot 1999, p. 32-3).*

« A partir de 1955, des sommes importantes pour la construction de Pierrelatte furent prélevées sur le budget du ministère de la défense sous le titre sibyllin « section commune » est sans indication d'affectation. Mais le financement des usines militaires fut officiellement décidé le 7 mars 1957 et imputé sur les autorisations de programme de l'année 1957 dans le cadre du deuxième plan quinquennal (1957-1961) » (Barrillot 2005, p. 35 ; les usines elles même seront donc construites dans la V^e République donc on n'en parle pas ici).

Prenant ces "oublis" de tête de linotte en compte, et en ramenant à des francs-1993, B. Barrillot calcule 55,670 milliards F-93 de dépenses s'arrêtant à 1960 pour la bombe.

▪ Cela se produit lorsque la France paye une armée à faire des guerres coloniales. Or justement c'est Félix Gaillard qui devient Président du Conseil du 06 nov. 1957, jusqu'à sa mise en minorité par l'assemblée le 15 avril 1958. C. Pineau est ministre des affaires étrangères, J. Chaban-Delmas est à la défense et Maurice Faure, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. La situation financière est catastrophique ce que doit savoir le généreux (pour le CEA) F. Gaillard, ministre des finances dans le gouvernement Précédent. J. Monnet (1976) raconte : « Lorsque Gaillard, se souvenant des efforts de stabilisation que nous avons menés ensemble dix ans auparavant, me consulta en décembre 1957 sur les possibilités de remédier au déséquilibre des finances françaises, et d'abord au déficit de la balance extérieure, j'eus des entretiens approfondis avec Baumgartner, Marjolin et Schweitzer qui conclurent à la nécessité d'un effort considérable et d'une aide immédiate des instances monétaires internationales et du gouvernement des États-Unis... J'acceptai donc d'aller aux États-Unis négocier une aide immédiate, non sans avoir obtenu la mise en œuvre d'un plan de rigueur en France à défaut duquel ma mission serait vouée à l'échec. Cette mission difficile et extrêmement complexe eut lieu en janvier 1958. J'y engageai beaucoup de mon crédit et si elle aboutit à une aide inespérée de plus de six cents millions de dollars, elle n'évita pas quelques mois plus tard l'effondrement de la IV^e République. »

- Pendant que dans les années 1950 étaient poussées les dépenses publiques pour la bombe, du gaz puis du pétrole sont trouvés par les dépenses mixtes public-privé au Sahara dans la colonie algérienne. Du pétrole est exploité contre la frontière libyenne à partir de 1956 par la CREPS (dans des grès Carbonifère inf.-Dévonien, anticlinal d'Edjeleh, bassin Illizi) évacué via la Tunisie. Fin 1957 c'est la découverte du gros gisement de pétrole de Hassi Messaoud (grès Cambro-Ordoviciens, 350 km au Nord-Ouest du point triple Algérie-Tunisie-Libye par SN REPAL en joint-venture avec la CFP(A) (~ Total), puis du gros gisement de gaz + condensat de Hassi R'MEL (grès Trias inf.) 250 km à l'W-NW de Messaoud (les deux dans le "bassin salifère", i.e. sel du Trias sup. qui fait couverture). Cette énergie là est exploitée sur le champs (pipeline jusqu'au train de Touggourt et en nov. 59 l'oléoduc Hassi-Messaoud-Bougie 660 km). De nombreuses sociétés accourent vers ce nouvel Eldorado... « *Au cours des années 1957-1960, une vingtaine de nouvelles sociétés françaises et étrangères s'intéressent au Sahara algérien.* » (Perrodon 1989, p. 164-72). La guerre coloniale plus au Nord affecte peu la situation saharienne (le FNL ne touchera pas au pipeline). Les accords d'Évian, 20/03/1962 conservent les droits attachés aux titres miniers et de transport et ceux des actionnaires (le gouvernement algérien ne deviendra majoritaire dans les compagnies qu'en 1971, nationalisation partielle).

VI-3. Premiers montages industriels

- "En 1952, l'administrateur Général du CEA, Pierre Guillaumat, demanda à Monsieur Schneider l'appui de son groupe. Charles Schneider s'engagea personnellement à le soutenir. La SFAC [Société des Forges et Aciéries du Creusot], et tout particulièrement l'usine du Creusot, participa activement à la construction des premières centrales nucléaires françaises sur la technique «uranium naturel».." (Boulin 2010, p. 16). L'X philippe Boulin a été engagé par Charles Schneider en 1954 (autre X et inspecteur des finances, Valéry Giscard d'Estaing est marié à Anne-Aymone, petite-fille Schneider, depuis un an).

La fille de Charles **Schneider** (cousine d'Anne-Aymone épouse de VGE), raconte : "*Pour se lancer dans l'énergie atomique, il engagea le général Buchalet qui avait fait partie de l'équipe de la première bombe atomique française, en travaillant avec Guillaumat. Le général Buchalet [Saint-cyrien sans formation scientifique mais bon organisateur] était devenu un des meilleurs amis de mon père et fut le parrain de mon fils, une façon de plus de montrer que la famille et la Maison ne furent jamais éloignées...*" (Schneider 2010, p. 10).

- L'X-Mines P. Guillaumat arrive à faire mettre en place en 1955 une **Commission PEON, Production d'Énergie d'Origine Nucléaire**, « *consultative* » auprès du Président du Conseil. Créée au nom du ministre délégué à la présidence du Conseil Gaston Palewski et le ministre de l'industrie et du commerce André Mobice (arrêté du 21 avril, [ici](#)), elle est présidée par le patron du "corps des mines" (i.e. son vice-président), alors Lambert Blum-Picard, comporte des membres du CEA, de EDF, des représentants de Creusot-Loire, de la Société Alsacienne de construction mécanique (qui fait les barres de combustible uranium pour les "piles" à Annecy). Dans les années 1960 elle est le siège de conflits internes sur le choix des filières ce qui pouvait être la source de choix politiques plus objectifs. Mais on y retrouvera par la suite toutes les entreprises qui ont un intérêt direct au développement du nucléaire, outre ceux cités, CGE, Pechiney, Alstom, CEM, Thomson, Hispano- Alsacienne, Babcock & Wilcox, etc. Ainsi les réflexions et les choix finiront par être directement faits au sein d'un cocon polytechnico-industriel. Le cœur battant du lobby atomique est dans les bureaux feutrés du gouvernement. Les politiques "de passage" n'auront pas les moyens de s'opposer à une telle force de lobby, institué en instrument légal.

- L'établissement CEA-Marcoule a été inauguré le 10 oct. 1955 par P. Guillaumat (Barrillot 1999, p 56). En janv. 1956 le CEA met en service la "pile" G1 (jusqu'en 68), 120 tonnes d'uranium. C'était aussi le début de l'association CEA-industriels. Quatre sociétés sont impliquées, la Société Alsacienne de constructions Mécaniques, SACM, la société Alstom, les Forges et aciéries du Creusot, SFAC et la société Rateau. La SFAC a fait office d'architecte industriel (coordination) pour G1, la SACM pour G2 et G3.

Cette pile G1 va essentiellement "servir de leçon" : surchauffe des barreaux d'uranium dont l'un éclata, arrêté dès novembre pour un an, puis gainage qui refuse de se détacher qui mettent d'entrée hors d'usage l'atelier télécommandé tout neuf. Il a fallu les envoyer en Angleterre à travers les villages et gares de France et sur la Manche. Les anglais qui le traitaient ont annoncé que le plutonium, peu abondant, contenait l'isotope 240 (non voulu par le CEA pour sa bombe). G1 était presque le même que celui de Windscale qui a eu un incendie en oct. 1957 avec rejets radioactifs dans l'environnement, il a fallu jeter le lait de la région, etc. Cela était dû à un effet dit Wigner et G1 était susceptible d'avoir le même problème. Par ailleurs G1 a été vanté dans les médias comme produisant de l'électricité (imiter les anglais) « *mais pratiquement jamais un seul*

kilowatt ne fut débité sur le réseau » les gaz n'étant pas assez chauds (J. Goujon in Sciences et avenir n°135, mai 1958, ce qui a été confirmé par R. Carle : « 3 mégawatts... qui n'a jamais marché d'ailleurs »). G1 consommait de l'électricité. C'est aussi le début pour Marcoule des rejets radioactifs (Argon 41 en fonctionnement normal). C'est à ce moment, sept. 1955 que l'X Pierre Guillaumat prend sous sa coupe le jeune X Remy Carle, 23 ans, qui se fait les dents sur G1-G3 puis E14 avant d'avoir à construire les réacteurs EDF notamment Superphenix.



Francis Perrin et Pierre Guillaumat lors de la divergence de G1 à Marcoule en 1956

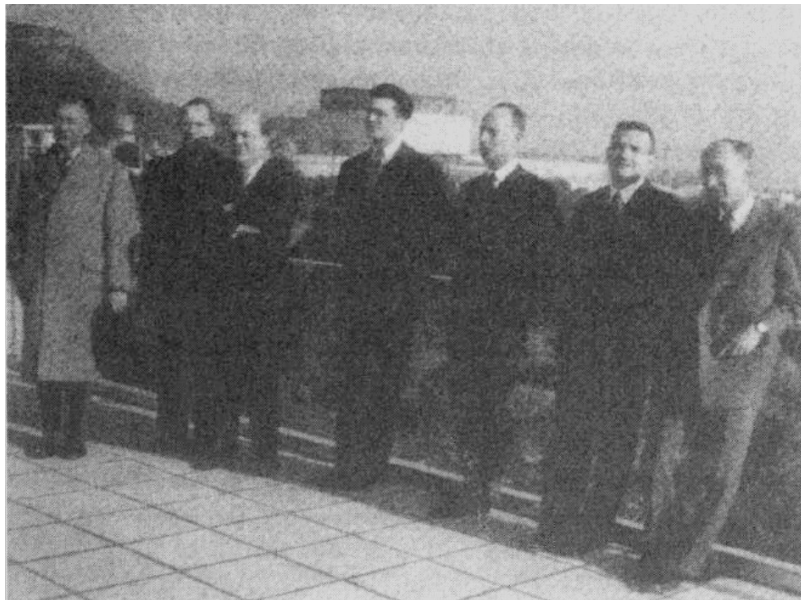


Fig. 3. Divergence de G1 à Marcoule le 07 janv. 1956 pour le plutonium de la future bombe. A gauche F. Perrin et P. Guillaumat (ph. CEA), à droite : « Felix Gaillard à Marcoule lors de la divergence du réacteur G1 » (in Soutou 1993). Ce réacteur avec une suite de problèmes aura surtout été un "essai" grandeur nature.

- En 1958 démarre une deuxième "pile", G2 (jusqu'en 1980) avec du CO₂ en place de l'air (120 puis 150 tonnes d'U métal, 1200 t de graphite artificiel, accident du même type que G1, plus grave encore, le 14 dec 1959 avec rejet aérien quasi volontaire dans l'environnement), puis en 1959 d'une troisième quasi identique à la précédente G3 (120 puis 150 tonnes d'U-métal, 1200 t de graphite artificiel, jusqu'à 1984). Ceux-là vont produire en urgence le plutonium 27 canaux canaux complets (il y en a 1200) pouvant être déchargés en 24 h soit 3 t de combustible. G2+G3 produiront 2780 kg de plutonium "qualité militaire" (la France n'aura des capacités pour enrichir de l'uranium 235 à "qualité militaire", comme pour Hiroshima, qu'en 1967 à Pierrelatte). Elle avaient des turbines tenues par EDF d'une puissance de 30 MWé.
- L'ancien autre vichyste l'X-mines Robert Gibrat, avec lequel P. Guillaumat a forcément eu des relations pendant la guerre, du « groupe Lafond » bien sûr, est chargé en 1955 de créer-gérer un groupement financo-architecte industriel pour le CEA, Indatom, siège 48 rue de la Boétie, Paris. En 1963, Indatom sera présenté comme le n° 1 en Europe pour la construction de piles atomiques (a construit Brennilis, pile de recherche à Grenoble...).

Indatom est issu du regroupement de moyens de la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Compagnie des ateliers et forges de la Loire (CAFL), la Compagnie électro-mécanique (CEM), la société Babcock et Wilcox, Neyrpic, Péchiney (autre collaborateur connu à vaste échelle avec le III^e Reich), la Compagnie des forges de Châtillon, Commentry et Neuves Maisons (CCNM), la société Saint-Gobain Nucléaire (SGN), la Société générale de télégraphie sans fil (CSF).

- C'est sous le gouvernement Félix Gaillard que les armées commencent à aménager la base-vie de "Reggane-plateau", le poste et le champs de tir de Hamoudia avec le gl. Ailleret désigné responsable.
- Juste "avant" sa démission, le 11 avril 1958 Félix Gaillard signe l'ordre de tenir une bombe atomique prête **pour le début de l'année 1960**. Plus précisément : « le 15 avril, le gouvernement Gaillard tomba ; mais à la demande de Chaban-Delmas, Félix Gaillard signa le 22, alors qu'il n'expédiait plus que les affaires courantes, un décret **antidaté** du 11, ordonnant d'acheter les terrains de Pierrelatte, destinés à l'usine de séparation et de procéder au premier trimestre 1960 à l'explosion de la première bombe atomique. » (Soutou 1993; Barrillot 1999, p. 351).

Pierrelatte (qui démarrera en 1964) est alors pour faire de l'uranium hautement enrichi pour usages militaires futurs, la bombe le temps étant est faite avec le plutonium extrait des "piles". Et pourquoi Pierrelatte ? Parce qu'on venait de construire là, avec surtout l'argent du plan Marshall une usine hydroélectrique de 300 MVA, inaugurée en 1952 (Barrillot 2005, p. 53). L'enrichissement par diffusion gazeuse est extrêmement énergivore. La centrale et la dérivation de ce grand fleuve français va donc être surtout pour le CEA militaire... afin de faire des bombes atomiques ou combustible très enrichi pour propulsion nucléaire militaire.

Jusque là les crédits du CEA étaient prétendus être pour des usages civils, mais la finalité militaire est, pour la première fois, annoncée là officiellement, sans qu'aucun débat n'ait eu lieu au parlement pour autant. Mais l'usage militaire du plutonium n'était plus qu'un secret de polichinelle.

- Début 1958, les USA (via Lewis Strauss, chairman de l'AEC) ont accueilli secrètement une mission "aurore" du CEA sur le site du Nevada sur le thème des dispositifs lors de tirs atomiques.

- En août 1954, P. Guillaumat a pris la décision de l'exploitation de l'uranothorianite de la colonie Madagascar, « *il décide de lancer l'opération, d'accorder des crédits pour l'exploitation minière et pour la construction en France d'une usine destinée à séparer par voie chimique uranium et thorium qui fait l'objet d'un contrat d'exportation vers les États-Unis.* » (Ndong (2012, p. 279-280).

Mais, « *Le CEA a vendu à l'étranger une partie du nitrate de thorium produit au Bouchet..., une autre partie, jamais utilisée, est entreposée à Cadarache.* », avec, à Cadarache : « *Le bâtiment 411 abrite un entrepôt de 2 265 t de thorium sous forme de nitrate cristallisé produit par le traitement d'uranothorianite au Bouchet. Cogéma est propriétaire du nitrate de thorium. Ces composés de thorium « constituent des matières nucléaires sans emploi », selon l'Andra, et n'entrent donc pas dans son inventaire des déchets.* » (Davis 2001, p. 19 et 252). Or (Davis 2001, p. 167) : « *Le CEA a estimé en 1967 [année d'arrêt de l'extraction de l'uranothorianite] que l'usine traiterait au total 5400 t de concentrés physiques pour obtenir 935 t d'uranium et 2 892 t de thorium.* ».

Il manque donc 627 t de thorium (vendu aux USA ou autres usages), i.e. 78 % du thorium attend aujourd'hui dans des fûts.... Le poids donné est celui de l'élément, pas celui réel plus important sous la forme de sels où ils sont.

ASN (2017, p. 78-80) : « *Les fûts de nitrate de thorium d'Areva sont entreposés à Cadarache dans l'installation MMB du CEA. Entre 2005 et 2012, ces fûts ont été sur-enfûtés dans des fûts en inox et entreposés... sur des palettes métalliques.* " [c'est ce qui s'appelle des poupées russes...]. Davis (2001, p. 234) signalait que dans l'inventaire 1997, l'Andra classait l'hydroxyde de thorium parmi la catégorie déchets. Il semble qu'il faille remettre en terre ce que P. Guillaumat en a fait sortir là-bas (avec les déchets de process pour le sortir, comme les sulfates de plomb radifères classés MAVL, aussi les 32 600 fûts de cette usine mis dans une ancienne carrière au dessus du village de Issy-l'Evêque, etc.).

VI-4. La bombe israélienne

- Selon Soutou (1993, p. 4). « *on sait que Bourgès-Maunoury [X-Sciences-Po alors à la défense] n'avait aucun scrupule de principe à l'égard de la prolifération nucléaire ; en novembre 1956, il contribuait à un impressionnant rapprochement franco-israélien en matière atomique.* ».

- Barrillot (1999, p. 311) : « *En septembre 1956, le CEA, sous la direction de Pierre Guillaumat, s'engage dans une entreprise très secrète de construction d'un réacteur nucléaire dénommé EL 102 dans le désert du Neguev. Dans l'esprit de ses promoteurs tant français qu'israéliens, l'objectif de ces travaux était d'aboutir à la fabrication de la bombe israélienne. Il a fallu constituer dans la plus grande discrétion un consortium d'entreprise – toutes déjà liées à la mise en place des installations du CEA depuis 1945 - qui est chargé du chantier. Pendant cinq ans plus de 500 personnes (des Français) ont travaillé dans le secret. Il ne s'agissait pas d'offrir des conseils techniques à l'État d'Israël. Pierre Péan cite une liste succincte des objets destinés à EL 102, transférés de France jusqu'à Dimona sans éveiller l'attention : « une cloche cylindrique en métal de 46 mètres de diamètre, des pompes pour la circulation de l'eau lourde, un chariot destiné à transporter le combustible nucléaire de 4 tonnes, un hotte de plomb de 27 tonnes... ».* La construction de l'usine d'extraction du plutonium, conçue par les experts du CEA, a commencé dès la fin 1959 et se poursuivra jusqu'à la fin 1960, date où le général de Gaulle mettra fin à la coopération nucléaire franco-israélienne. Mais à la fin 1966, Israël possède sa première bombe A. »

- Jules Guéron « *fut l'artisan d'un accord tripartite d'échange d'informations, sur les méthodes de préparation de l'eau lourde, entre CEA et les organismes de recherches nucléaires anglais et israéliens.* » (Roth 1994, p. 603).

▪ Selon Wilsoncenter.org ("Interview with Bertrand Goldschmidt", [là](#)) « *Alors qu'il était au CEA, Goldschmidt a été impliqué dans le développement des liens franco-israéliens précoces et a facilité l'avancement des échanges commerciaux à la fois sur la technologie nucléaire et le développement de politique nucléaire. Sur demande du gouvernement, Goldschmidt est allé en Israël en 1954 pour parler des questions nucléaires avec le Premier Ministre Ben Gurion. De 1956 à 1957, Goldschmidt était parmi les quelques officiels expérimentés du CEA qui ont participé aux négociations qui ont amenées à la réalisation de l'établissement nucléaire de Dimona en Israël.* »

VII. L'Euratom des fédéralistes européens

VII-1. Euratom

En avril 1952 la Communauté Européenne du Charbon et de l'acier, CECA, première institution comportant une autorité supranationale entre 6 pays continentaux européens, au pouvoir très limité, a été établie. L'étape suivante voulue par les américains était la création d'une Communauté Européenne de la Défense, CED, dans le cadre de laquelle évolueraient des unités allemandes à mettre en face de l'URSS. Les parlements de cinq pays l'ont accepté, mais une majorité du parlement français l'a refusé le 30 août 1954, à la grande déception des atlantistes.

Pendant ce temps, le 08 décembre 1953, le président D. Eisenhower avait prononcé son discours « Atom for peace » devant l'assemblée générale de l'ONU à New York. Les états unis venaient de décider de faire des devises avec cette nouvelle industrie qui, sur le plan militaire, lui coûtait fort cher.

▪ Cela a donc été l'aubaine des fédéralistes pour relancer la machine à internationaliser. Selon Mallard (2009), Jean Monnet « ... joue surtout un rôle essentiel dans la création de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom) ». « *L'institution d'Euratom poursuivait en effet les efforts de Jean Monnet visant à sortir des secteurs d'activité stratégique comme le nucléaire de la juridiction des États-nations européens pour les placer sous l'autorité d'une nouvelle institution communautaires.* ». J. Monnet était l'homme des américains donc l'une des courroies (quelque peu idéalisé par ses dites mémoires qui sont un livre collectif d'atlantiste au but d'en faire un personnage mythique), mais loin d'être seul, il y a l'histoire de l'uranium "belge" (congo) qui a servi à balayer les grosses villes de Hiroshima et Nagasaki et le belge P.H. Spaak mêlé à la transaction secrète n'était pas le dernier ([là](#)).

Et il y avait Etienne Hirsch, cousin germain par alliance Jules Guéron. Ce dernier est l'un des trois français qui ont travaillé pendant la guerre au Canada en parallèle au projet Manhattan, il est ensuite directeur de chimie du CEA, premier directeur du CEA Saclay (J. Guéron est en Fig. 2)

Si l'Administrateur du CEA préside la délégation française pour ce qui est de la préparation du traité Euratom. Il n'est pas seul de la maison, « *Jules Guéron avait joué un rôle discret, mais important, dans la négociation du traité d'Euratom... le traité, où Jules Guéron fit insérer un volet sur la recherche et le développement...* » (Roth 1994).

Cazenave rapporte (2011 p. 128) :

« *Pendant dix-huit mois, chaque semaine, entre visites en Charente et séances à l'Assemblée, Gaillard prend le train gare du Nord. Direction le château de Val Duchesse dans la banlieue de Bruxelles. Avec ses complices, Louis Armand, Pierre Guillaumat et François Perrin, il travaille à la rédaction du rapport Spaak. Déposé en avril 1956, le document comporte les principes des futurs traités.* »

Riondel (1994) :

« *Guy Mollet a confié la charge de négocier les traités d'Euratom et du marché commun, à... Maurice Faure. (...) Placé sous l'autorité de Maurice Faure d'un vice-président, Robert Marjolin*, ancien secrétaire générale de l'OECE, la délégation était constituée de deux sections : l'une préparant le marché commun, présidée par Jacques Donnedieu de Vabres [juriste, entré au Conseil d'État sous Vichy en 1941, plus tard sera président de Campenon Bernard], l'autre négociant Euratom et dirigée par Pierre Guillaumat. (...)*

* Pour R. Marjolin voir [ici](#) Annexe A-4.

Pour Euratom les négociations ont été très laborieuses particulièrement coté France et Allemagne qui n'avaient pas les mêmes droits et du fait que les industriels US faisaient déjà beaucoup de propositions en bilatéral aux allemands leur donnant des raisons d'hésiter. P. Guillaumat lui dit... :

"[Carl Friedrich] Ophuls, qui était ambassadeur d'Allemagne à Bruxelles, un homme avec qui je me suis très bien entendu et qui était un des rédacteurs du traité Euratom avec moi..." (Damoclès n°67, p. 18).



Fig. 4. Signature d'Euratom et de la CEE à Rome (au Capitole, salle des Horaces et des Curiaces, un jour de pluie diluvienne) le 25 mars 1957. L'X-Mines Administrateur du CEA Pierre Guillaumat est assis au 2^{ème} rang derrière le belge J.C Snoy et proche de Christian Pineau et Maurice Faure. Lui était là pour le traité Euratom, qui écrit notamment : « *mission... croissance rapide des industries nucléaires* »

Mallard (2009) argumente que les différends n'ont été réglés dans le comité Spaak que par l'opacification des énoncés juridico-politiques. On y parle d'un « *contrôle en conformité* » [conformité à quoi ?] et non plus d'un « *contrôle en finalité* ». Il s'agissait de laisser la France faire sa bombe sans quoi les diplomates savaient les négociations vouées à l'échec. Et pour satisfaire le côté allemand « *l'ambassadeur français en RFA, [l'ancien haut financier vichyste] Maurice Couve de Murville, nota que ce compromis avait été obtenu grâce à un tour de passe-passe juridique, qui mettait tout le monde d'accord : la Communauté Euratom disposerait d'une « propriété sui generis », vieille notion qui se différencie de la propriété du droit romain...* » et qui n'ouvre les droits que en cas de violations en dehors de quoi il y avait propriété de fait de matières fissiles.

▪ Les premiers Présidents d'Euratom seront français mais l'impression est trompeuse, car ce sont des fédéralistes qui ont voulu cette structure comme une étape vers une Europe supranationale. Le CEA lui travaillait, quoi qu'il puisse raconter, à la bombe furieusement nationale. Euratom "*ne correspondra jamais à une réelle mise en commun des efforts nationaux, ne servira en fait qu'à ouvrir l'Europe aux industries atomiques américaines et sera parallèlement torpillé par le gouvernement français (entre autre).*" (Gazette Nucléaire n°21, p.3, [là](#)).

E. Hirsch*, cet ancien chimiste de Kuhlman qui, capté par J. Monnet, a ensuite fait 14 ans de planification était un ardent pro-nucléaire. Mais il a reproché au CEA de ne pas jouer le jeu Euratom dont il a été le 2^{ème} Président de fév. 1959 à janv. 1962 :

« *Louis Armand, président de la Commission d'Euratom, tombé malade, selon moi, d'être éloigné de sa passion, les chemins de fer, ne pouvant plus exercer ses fonctions, Monnet, fort inquiet pour la survie de l'institution, a suggéré au Gouvernement français de me proposer la succession d'Armand... Guillaumat m'a donné l'assurance de son appui auprès des hommes de confiance qu'il avait placés au CEA. A l'expérience, il n'en est rien résulté... Avant même ma prise de fonctions à Bruxelles j'ai invité à déjeuner au Plan Francis Perrin, haut-commissaire au CEA... J'aurais voulu, dès le départ, organiser, sous une forme à déterminer en commun, une collaboration dans la filière des réacteurs à neutrons rapides et dans le développement du nouveau centre de recherches de Grenoble. Sur ces deux points, Perrin a été catégoriquement négatif et il ne m'a fait aucune proposition. Il était bien clair que les relations avec le membre français d'Euratom seraient des plus difficiles... Le hasard avait bien fait les choses pour moi. Le directeur général de la recherche et de l'éducation était mon beau-frère Jules Guéron... Alors qu'aucune activité de recherche n'avait été entreprise, il y avait déjà à Bruxelles un effectif de 600 fonctionnaires, évidemment incompressible... A Paris, nous avons été reçus d'abord par Michel Debré, Premier ministre. Il nous a exposé que, dans le Traité d'Euratom, il y avait des dispositions qui ne lui convenaient pas.* » (Hirsch 1988 p. 147-153)

* pour E. Hirsch, voir [ici](#) Annexe A-2.

- Robert Gibrat, un de ces X-Mines de Vichy qui construit certains réacteurs du CEA avec Indatom et fait partie avec P. Guillaumat du petit « groupe Lafond », a été Président du Conseil scientifique et technique de EURATOM en 1962-1963.
- Les réacteurs franco-belges Chooz et Tihange ont été des joint-ventures dans le cadre de Euratom.
- Jean-Claude Lenny, qui va diriger Framatome pendant 26 ans pour construire en France des réacteurs sous licence américaine, a fait ses premières armes au centre Euratom d'Ispra en Italie sur une filière dite Orgel dont on n'entendra pas parler.

VII-2. De l'atome fédéral militaire aussi

Le 17 janv. 1957 les ministres de la défense français et allemand, Maurice Bourgès-Maunoury et Franz Josef Strauss avaient conclu un accord de coopération dit de Colomb-Béchar (où leur a été faite une démonstration de tirs de missiles) : un "Comité militaire" travaillera à « *harmoniser... doctrine d'emploi et d'armement de leurs forces armées, en particulier, dans le domaine des armes nouvelles, et créer les moyens de combat nécessaires pour réaliser ces conceptions.* ».

Le 25 nov 1957 les ministres de la défense français, allemand et italien (Chaban-Delmas, F-J. Strauss, Paolo Emilio Taviani) signaient un protocole reprenant cet accord avec : « *concernaient en priorité, la production dans le domaine de l'aéronautique, de la technologie de missiles et **des utilisations militaire de l'énergie atomique*** » C'était un peu revenir à une CED avec l'ajout du nucléaire (pour la propulsion ? pour la Bombe ?, les deux ?).

▪ Cela est mis en application par le gouvernement Félix Gaillard le 08 avril 1958, les trois ministres de la défense, c'est bien à but militaire !, J. Chaban-Delmas, F-J. Strauss..., signent à Rome un protocole de trois pages concernant le financement de l'**usine d'enrichissement isotopique d'uranium 235** dont la France se proposait de commencer la construction à Pierrelatte, ouvert aux allemands et italiens (Mallard 2009; Soutou 1993). Franz Josef Strauss, ministre de la défense en 1956 voulait que l'Allemagne soit dotée de l'arme atomique.

VII-3. OECE

Courant 1956 Pierre Guillaumat a fait partie aussi d'un Comité de Pilotage pour l'Énergie Nucléaire de l'OECE (qui devait proposer un système de contrôle qui rend les échanges européens aussi libres que possible).

La structure large de l'**OECE**, **O**rganisation **E**uropéenne de **C**oopération **É**conomique (OEEC Organisation for European Economic Cooperation), avec la Grande Bretagne, la Grèce, la Norvège, la Suisse, le Danemark, la Suède, l'Autriche, le Portugal..., a été créée initialement pour répondre à une exigence des USA pour une organisation ordonnée de l'attribution des fonds du plan Marschall. Son Secrétaire jusqu'à 1955 était Robert Marjolin, très proche de Jean Monnet (voir [là](#) Annexe A.4.).

Des pays (comme l'Allemagne) souhaitent garder vivante cette structure, qui s'est révélée utile par exemple dans les échanges monétaires. A partir de juin 1955, l'"atom for peace" de dec. 1953 étant passé par là, le sujet de l'énergie nucléaire y est abordé entre autres. Cela arrive via les rapports sur les sources d'énergie la demande en énergie étant grandissante. Le modèle de l'élite européenne d'après guerre était les USA et il fallait leur aide technique. Cela se produit parallèlement au projet Euratom lui limité à six : c'est la petite et la grande Europe, avec à peu près les mêmes raisons.

Mais à l'OECE il n'était pas question d'une supranationalité où les décisions devaient se faire par unanimité sur des projets concrets. Là les pays non intéressés étaient libres de ne pas participer à un projet ou de participer au degré qu'ils l'entendaient.

Le 29 février 1956, le conseil des Ministre de l'OECE met sur pied un Comité Spécial sur l'énergie nucléaire qui doit créer des sous-groupes spécialisés et lui faire des propositions pour juil. 1956. D'autres groupes plus spécifiques seront formés.

Le premier projet supporté par l'OECE, Eurochemic à Mol, entité d'extraction de plutonium, se fera finalement en dehors de l'OECE sous la forme d'une Cie internationale indépendante à actions. 13 pays sont impliqués, l'Allemagne et la France étant les plus importants metteurs de fonds (signature initiale déc. 1957, constitution en 1959 avec un capital de \$ 21,5 millions). Le CEA était divisé sur Eurochemic, Jules Guéron et Jacques Mabile étaient pour, P. Guillaumat et Pierre Taranger contre. Les plans de base ont été établis par Saint-Gobain qui était déjà sur UP1 Marcoule (raison pour laquelle P. Guillaumat se ralliera avec le fait que des connaissances US pourraient être obtenues via eurochemic).

En février 1958 l'OECE créa en son sein l'Agence Européenne pour l'Énergie Nucléaire, AEEN (*European Nuclear Energy Agency*, ENEA). Pierre Huet (conseiller d'État qui était avec R. Marjolin dès la création de l'OECE) en sera DG de 1958 à 1964. Douze membres de l'AEEN dont les 6 de Euratom, et avec les USA, ont signé un contrat d'exploitation du réacteur expérimental bouillant à eau lourde de Halden construit par le *Norwegian Institutt for atom energi* à coté d'Oslo. Le 23/03/1959 les mêmes participants s'engagent dans un projet commun de \$ 38 millions, de construction d'un réacteur haute température refroidi au gaz, *Dragon*, à Winfrith, Dorset, GB, en co-opération avec un projet de même type aux USA. A partir d'avril 1961, on parle à l'AEEN de navires à propulsion nucléaire, etc. Le nom de ces institutions qui restent inchangées est modifié en 1972 pour devenir respectivement **O**rganisation de **C**oopération et de **D**éveloppement **É**conomique, **OCDE** (OECD) et **A**gence d'Énergie **A**tomique, AEN (NEA).

VIII. Dans le gouvernement (juin 1958-nov. 1962)

VIII-1. Un Ministre gérant une sale guerre coloniale sur fond de pétrole et de bombe atomique (juin 1958 – fév. 1960)

Hirsch rapporte (1988, p. 145) :

«... j'étais invité à me préparer à être à la disposition du général de Gaulle. La même invitation a été faite à François Bloch-Lainé, Wilfrid Baumgartner et Pierre Guillaumat. J'étais certain de l'acceptation de ce dernier... C'est à Vincent Auriol, qui curieusement apportait son concours à de Gaulle pour la constitution de son cabinet, que j'ai fait connaître mon refus. Le refus de Bloch-Lainé et de Baumgartner a conduit le général à faire appel à Pinay, qu'il n'aimait pas. »

Le 1^{er} juin 1958, pendant un an et demi, P. Guillaumat est donc ministre des armées dans le gouvernement Michel Debré de C. de Gaulle.

Ces derniers héritent de la situation où en était la IV^e République (dont P. Guillaumat était un haut fonctionnaire majeur), à savoir : 1) en plein dans sa guerre coloniale d'Algérie et en même temps 2) met en place l'exploitation du pétrole fraîchement trouvé en Algérie, alors que, 3) la maintenant grosse maison CEA finit la bombe et l'autorisation gouvernementale est déjà donnée de la faire exploser prochainement dans le désert d'Algérie.

C'est le personnage historique C. de Gaulle, qui s'occupe de la politique avec un grand P sur l'Algérie, s'il arrive au pouvoir c'est avant tout pour ça. Mais avec cela vient aussi les questions du pétrole et à la bombe, des sujets stratégiques que P. Guillaumat connaît puisqu'il a été un des grands responsables de la chose pendant la IV^e République. Plus particulièrement pour la bombe, P. Guillaumat le revendique : c'est lui, au moins dit-il pour en avoir raccourci l'obtention

Mais autre aspect encore, c'est la guerre même si le mot est banni, et c'est l'affaire spécifique du ministre des armées.

● Pétrole :

« c'est dans son bureau du ministère des armées, rue Saint Dominique, que fut prise la décision de créer l'Union générale des pétroles [UGP] pour assurer la commercialisation du pétrole saharien. Il en fut le président dès sa création et assura le lien organique entre l'ERAP et la SNPA... » (Demagny-van Eyseren 2005, p. 291). En fait pour ne pas faire de jaloux, la présidence de l'UGP était tournante et c'est Paul Moch de la RAP qui l'a eu le premier.

L'oléoduc qui relie Hassi Messaoud à Bougie/Béjaïa sera inauguré en déc. 1959, celui entre Fort-Polignac/In Amenas et le port tunisien de Skhira est mis en service en 1960.

● Atome :

« Toutefois, du point de vue de l'histoire de l'intégration européenne, la tactique d'opacification des fédéralistes européens ne fut pas sans coût, car son succès supposait une continuité dans l'action, qui dans le cas européen, fit défaut aux desseins atomiques des fédéralistes européens. En effet, tous les accords tripartites signés par la France, la RFA et l'Italie en 1957 furent annulés le 17 juin 1958 par le Général de Gaulle après son retour au pouvoir. Sa décision, prise lors de son premier Conseil de Défense, fut transmise au ministre de la Défense allemand, Franz-Joseph Stauss, par Pierre Guillaumat, devenu ministre des armées en juillet 1958 ; et lorsque le Général Lavaud proposa au ministre allemand furieux, qui lui déclarait que seuls les éléments nucléaires intéressaient les Allemands, de continuer la collaboration tripartite à l'usine d'enrichissement de Pierrelatte, il fut immédiatement contredit par le Général de Gaulle,

qui mit son veto à ce projet. Les allemands payaient là le prix de la tactique d'opacification des promoteurs d'Euratom. Le grand dessein européen de Monnet et d'Eisenhower de laisser à un "supreme Allied Commader" européen la décision de l'allumage du feu nucléaire en Europe, avec des bombes atomiques européennes [dans le cadre de l'OTAN], fut donc brisé par le retour au pouvoir du Général. » (Mallard 2009).

Par contre le 11 juillet 1958, C. de Gaulle maintient la construction de l'usine militaire nationale d'enrichissement de Pierrelatte (Barrillot 1999, p. 31) et le 22 juillet 1958 C. de Gaulle maintient l'ordre signé de F. Gaillard d'avoir une bombe atomique prête pour début 1960. La première bombe atomique française ("gerboise bleue") explose à Reggane le 13 février 1960. L'ONU venait de demander en novembre 1959 à la France de renoncer aux « essais » (tirs) nucléaires.

« Nulle part on n'a ressenti une augmentation sensible de la radioactivité, affirmait Pierre Guillaumat au conseil des ministres juste après le premier essai nucléaire de février 1960. Un millier d'hommes se trouvaient employés aux alentours immédiats du polygone de Reggane. Ces hommes, malgré leur position exposée, n'ont ressenti aucun effet fâcheux à la suite de cette expérience. » (cité in Borrel 2021, p. 218).

Dire ça aujourd'hui ne passerait pas mais c'était le discours de l'époque et qui a prévalu longtemps. Le matraquage de propagande officielle incrustait dans les esprits l'image d'un CEA au pouvoir surnaturel dont toutes possibilité de défaut ou d'erreur était exclue. Il faudra atteindre les enquêtes patientes de Bruno Barrillot qui dévoileront l'insolence de l'ampleur inouïe de cette intox mensongère des nucléocrates.

● napalm

En octobre 1958 le gl. Maurice Challe (futur putschiste) est nommé commandant en chef des forces armées du ministre Pierre Guillaumat. C'est une relance militaire avec le plan Challe, une suite d'offensives ravageuses de "ratissage" des campagnes d'Ouest en Est, avec appui aérien,

- «... avec l'approfondissement systématique de la guerre, et en particulier le « plan Challe » [du 06/02/1959 au 06/04/1961] à partir de 1959, le napalm a pu être utilisé à un stade qui n'avait plus rien d'expérimental... Les autorités politiques ont laissé faire. Conscientes des conséquences politiques et diplomatiques d'un tel aveu, elles ont toutefois continué à préférer le déni global. ». C'est que que son utilisation est proscrite par les conventions internationales que la France a signées.

- Le napalm est du kérosène gélifiée par mélanges (naphténate d'aluminium, et acide laurique) qui brûle entre 900 et 2000 °C selon sa composition et ajouts, et longtemps, tout en adhérent aux surfaces sur lesquelles il est projeté. « largué par les airs, le napalm enflamme immédiatement la surface sur laquelle il se reprend, ce qui le rend particulièrement redoutable dans les régions boisées ». Un témoin raconte : « une odeur horrible, ils se roulaient par terre et leurs chairs restait sur les pierres. Ils criaient. » (Branche 2022). "Opération" en février 1959 « Débris humains découverts dans une zone traitée aux bidons spéciaux.. » ; « Le caporal Jean Forestier évoque aussi de « gigantesque gerbes rouges surmontées d'énormes champignons noirs » provoquées par le napalm. Un matin d'avril 1959, sa section est envoyée au rapport : « Vingt et un corps sont dénombrés, une dizaine d'autres sont retrouvés brûlés par le napalm » (Branche 2022).

Des anciens racontent maintenant (une partie de) ce qu'ils faisaient, exemple l'opération *Etincelles* l'été 1959, chaque Douglas B-26 pouvait porter 4 bidons de napalm (P.C. Renaud, *Aerostories*, [là](#)).

« un caporal avait adressé une lettre au journal [Le Monde] pour dévoiler la réalité cachée derrière une dépêche officielle parlant de « rebelles mis hors de combat avec l'aide de l'aviation » : « Ayant participé à l'encercllement et à la réduction de la ferme où (les rebelles) étaient retranchés, je puis vous indiquer qu'ils ont en réalité été brûlés vifs, avec une dizaine de civil dont deux femmes et une fillette d'une dizaine d'année par trois bombes au napalm lancées par des appareils de l'aéronavale », non loin de Sétif, le 14 août 1959. ». Le 29 sept. 1959, le napalm est largué sur un camps rebelles, etc. (Branche 2022).

● En Algérie la justice militaire traite un grand nombre des cas (sans délai, défenseur pouvant être désigné d'office), cet appareil ayant un rôle répressif important : ~ 200 inculpés par mois, non compris ceux pris avec une armes qui partent directement dans des camps militaires ce qui est 2700 personnes en 1959.

● Cette armée mène par ailleurs une guerre de type coloniale au Cameroun contre l'UPC, Union des Populations du Cameroun, parti le plus important et populaire jusqu'à son interdiction par les autorités françaises (cf. § XI-4-2.). Cette guerre se devait d'être très secrète parce que le Cameroun étant alors un territoire sous tutelle ONU, il fallait attirer aussi peu que possible l'attention de cette assemblée où Ruben Um Nyobé, leader charismatique de l'UPC avait été reçu à plusieurs reprises. Ce dernier était originaire de la région côtière la Sanaga-maritime où il avait du se réfugier avec l'interdiction. Sur ces années 1957-1959 l'armée "nettoie" la Sanaga-maritime. Um Nyobé lui-même est tué dans la forêt par l'armée française le 13 sept. 1958.

- Pour la situation politique générale algérienne cela avait commencé par un État de grâce un peu de tous les cotés. Mais le langage de C. de Gaulle est double, itératif, évolue vite. Pour l'Algérie, finalement un 16 sept. 1959, un peu plus d'un an après son arrivée lors d'un discours radiodiffusé C. de Gaulle mentionne parmi les possibilités d'un futur à faire, l'« autodétermination ». Ayant entendu ce mot une partie des pieds noirs s'est radicalisée. Le 24 **janvier 1960**, suite au limogeage du militaire J. Massu qui avait critiqué la politique du Président C. de Gaulle devant un journaliste allemand, c'est la « semaine des barricades » à Alger, par des pieds noirs militants Algérie-Française. Le gl. M. Challe s'éclipse de la ville. Au cours de la nuit du 25 au 26, M. Debré avec des collaborateurs, et le ministre P. Guillaumat, font un saut éclair à Alger, où ils ont rencontré officiers et élus et sont repartis aux premières heures de la matinée (*Le Monde* 27/01/60). Le 26, en pleine crise, M. Debré et P. Guillaumat présentent leur démission. Elle est sèchement refusée à un tel moment (Horne 1977, p. 366), mais le 05 février 4 jours après la fin de la crise P. Mesmer était nommé ministre des armées.

VIII-2. Gardé par Michel Debré (fév 1960 - nov. 1962)

Michel Debré qui reste premier ministre garde néanmoins P. Guillaumat à son coté comme son « *délégué* », qu'il met à l'éducation nationale et la recherche.

Michel Debré a appartenu au cabinet de Paul Reynaud en 1938-40, il a été promu Maître des requêtes par le ministre de la justice de Vichy Joseph Barthelemy en 1942 ; il a viré coté gaulliste en février 1943 puis il est devenu un partisan du général.

Il résulte de cette position de '*délégué auprès de*' que lorsque M. Debré a du sortir du gouvernement après avoir été battu dans son fief aux législatives en nov. 1962, il a entraîné P. Guillaumat avec lui.

De cet intervalle de plus de 1,5 an on trouve la signature de P. Guillaumat au bas de décrets par exemple du 22/04/60 et 17/08/61 sur les enseignants d'éducation physique, derrière celle de Michel Debré, des ministres de l'éducation Louis Joxe puis L. Paye, du ministre des finance (cette fois) Wilfrid Baumgartner, et enfin du secrétaire d'État au finances V. Giscard d'Estaing.

IX. Présidence de l'UGP et de Rhône-Alpes-Feyzin, un passage aux conséquences détonantes (1962-64)

P. Guillaumat redevient membre du Conseil Général des Mines en 1962 (il l'avait été entre 1955 et 1958) et ne le quittera plus jusqu'à sa retraite (1978, [la](#)). C'est dans ce Conseil Général qu'est décidé collégalement entre soi qui va diriger quoi, les grands postes technocratiques de la France.

IX-1. UGP

Il prend la **présidence** de l'UGP, **Union Générale des Pétroles** (première étape d'union qui va aboutir à Elf/Erap 4 ans plus tard). Celle-ci a été créée en 1960 suite à une demande du chef de l'État en 1959 au Ministre de l'Industrie Jean-Marc Jeanneney pour avoir quelque chose d'étatique moins dispersé et qui puisse être plus contrôlable que la CFP. à fonds privés dominants. L'UGP dont le siège est à Paris regroupe les "pétroliers nationaux" dispersés de la zone franc (RAP, SN REPAL, SNPA, SPAEF...) cela en dehors de la CFP qui n'est pas ravie. Le but est d'assurer le transport, le raffinage et la distribution (rachat du petit américain Caltex à Texaco) en compétition avec la CFP et les Cies étrangères. Il faut pour cela de l'aide du budget public avec le ministre des finances V. Giscard d'Estaing opposé dans le principe à l'extension des groupes d'État mais donc supporté par C. de Gaulle qui voulait une indépendance française.

Trois raffineries sont programmées, une près de Lyon dont la demande à la Direction des hydrocarbures est déposée en juin 1961, et Grandpuits (ouvrira 1967) et Gargenville (ouvrira 1968) dans la région parisienne. En février 1963 un décret monte la licence d'importation des cies française de 46,6 à 61,3 % du marché (dont 14,5 % pour l'UGP) ce qui n'a pas été sans remous, avec la Commission Européenne déjà, qui seront calmés par d'autres attributions (raffinerie Esso à Fos, pipeline traversant la Méditerranée...; Naughton 1999, p. 62-66).

IX-2. Rhône-Alpes-Feyzin

En 1963-64 c'est le même Pierre Guillaumat qui **préside** la société Rhône-Alpes (qui sera dans le groupe Elf, 35%) créée pour la construction du bébé de l'UGP, sa grosse raffinerie, en partenariat avec avec la société belge Solvay (28%), SNPA (17%), Société chimique d'Ugine (10%), Progil (10 %), ces deux derniers déjà dans le capital de Rhône-Alpes. C'est sur 180 hectares, la plus grande partie de la zone industrielle de Feyzin-Pierre Bénite le long du Rhône à l'extrême limite Sud de l'agglomération lyonnaise (10 km du centre

ville). Il n'y a guère à discuter, tous les services de l'État sont derrière, les expropriations, démolitions et travaux ont lieu en 1963. L'ingénierie est confiée à la société Technip de l'IFP. L'exploitation débute dans un rush en juin 1964.

Avant le lever du jour le 04 janvier 1966, jour froid et sans vent, une purge/prélèvement de routine ne se passe pas normalement, sphère mal conçue, selon certaines récapitulations les valves étaient d'abord bouchées par de la glace, qui saute, d'un coup puis ils n'arrivent plus à refermer. Une 20 aine de minutes passent avec formation d'un nuage de propane, qui est plus lourd que l'air, et s'étend sur un mètre de haut au sol sur 150 m en traversant l'autoroute du Sud A7 qui n'est qu'à 23 mètres des sphères. Le personnel de la raffinerie essaie seul, comme il peut, de stopper le trafic de l'A7 ce qui génère une pagaille épouvantable. Une voiture sur le chemin de bordure de l'autre coté de l'autoroute, qui aborde le nuage, qui ne se voit pas, l'allume (le jeune conducteur mourra, [là](#)). Incendie d'abord puis explosion vers 08h45 qui a brisé des vitres jusqu'à 8 km, endommagé des toitures jusqu'à 2,2 km, une pièce de 48 tonnes a été éjectée à 325 mètres. La boule de feu produite en même temps a été de 250 m de large sur 400 de haut et a fait 13 victimes, après quoi les pompiers/personnel prennent leurs distances. De fait une deuxième explosion de sphère vers 09h45, puis encore une autre, le tout dans un gigantesque incendie (1012 tonnes de propane, 2027 tonnes de butane et 1500 tonnes de LPG). Il y aura 18 morts dont 11 pompiers, et 89 blessés sérieux (des mois d'arrêt par ex., brûlures graves etc., chiffres du ministère, ne comprenant pas les multiples petites blessures notamment près des fenêtres). Les dégâts alentours sont innombrables, vitres soufflées, fenêtres cassées, cloisons et plafonds écroulés (jusqu'à 4,2 km), 6 camions de pompiers... des maisons du quartier proche devenues inhabitables, leurs habitants ont du déménager. Les habitant-e-s de ce quartier des Razès (de l'autre coté de l'autoroute) avaient bien compris le danger imminent et dans le froid du matin, elles/ils avaient quitté d'elles/eux-mêmes leurs maisons. Revenu-e-s l'après midi ça a été pour avoir ordre de repartir pour la nuit (mais débrouillez-vous où, et comme vous le pouvez...). Par chance les élèves du groupe scolaire endommagé de ce quartier des Razès, plein de vastes fenêtres soufflées, n'étaient pas présents, c'était le dernier jour de vacances de Noël. Il faudra 48 heures pour avoir un contrôle de la situation.

Le préfet protégera les industriels, les renseignements généraux fichèrent les habitants trop vocaux (ex. tel ouvrier est fiché parce qu'il a mis une petite pancarte sur sa voiture, "Feyzin calme le jour, peur la nuit", etc.). Ceci dit, la raffinerie réglera en amont via les mairies les 1475 plaintes émanant de 21 communes séparément une par une avec diligence afin d'étouffer une contestation qui ne sera jamais organisée (Le Naour 2013). Les responsables pétroliers s'entendront vite avec les grands titres régionaux pour un discours consensuel. La commune alors rurale d'Irigny sur la rive opposée du Rhône avait bien contesté le projet, ainsi que le syndicat agricole de Feyzin (pas le maire qui est dans le haut de Fezin, plus loin), ainsi que des habitant-e-s, ainsi que... mais « *L'opinion publique... qu'est-ce que c'est l'opinion publique ?* » a répondu toute sa vie l'X-Mines Pierre Guillaumat Président de *Rhône-Alpes Feyzin*, le responsable ultime de la construction à bâtons rompus et démarrage en rush de cette raffinerie ([là](#)). Un petit exemple, il aurait fallu un mur plein pour empêcher que le propane lourd puisse s'écouler sur l'autoroute du Soleil, axe majeur à 22 mètres des cuves à circulation constante. C'était une évidence que les services de secours avaient donc réclamé à plusieurs reprises avant le drame, mais la demande était restée vaine. A *Rhône-Alpes Feyzin* on battait les records de vitesse de construction, probablement de coût, et de rapidité de mise en production... on voulait être dans les "Grands" le plus immédiatement possible.

« *Le procès eu lieu en 1970, après quatre ans d'instruction. Les deux opérateurs à l'origine de la fuite furent condamnés, ainsi que le Directeur de la raffinerie et de la société Rhône-Alpes... Les responsables de la raffinerie ont fait preuve de négligence en matière de mise en œuvre de mesures de sécurité. (...) La raffinerie a pu commencer à fonctionner, avec l'accord d'un ministère, sans que le permis de construire ait été délivré... la demande d'autorisation d'exploiter ne tenait pas compte de l'évolution future de l'activité tant en capacité qu'en nature... (...) moyens de secours de la raffinerie avaient été jugés suffisants, mais on se rendit compte, après la catastrophe, qu'ils avaient été largement sous-estimés... la catastrophe de Feyzin fut... le premier cas d'explosion d'une sphère de propane au monde.* » (Wolpin 2007), bel exploit du *Guinness book of Records* pour *Rhône-Alpes-Feyzin* parce que c'est deux sphères qui ont explosé, l'une 45 mn après l'autre. Ont donc été condamnés quelques lampistes « *pour négligence* ». Depuis la loi du 19 déc. 1917, c'était bien le Service des Mines qui avait la charge du contrôle des raffineries. Et celle-là est construite par une société présidée par un X-Mines. Mais on ne connaissait pas bien encore dans ce milieu le comportement physique dans ces sphères d'hydrocarbures qu'il faisait construire (le BLEVE, Boiling Liquid Expanding Vapor Explosion).

X. Autre *passage*, uranium-graphite-gaz à EDF (1964 - déc. 1965)

Du 30 janvier 1964 à décembre 1965 Pierre Guillaumat obtient le poste majeur de **président du C.A. d'EDF**.

Son prédécesseur à ce poste, l'X-pont Roger Gaspard de 1962 à déc. 1963, était un vieux de la vieille puisque D.G. de EDF depuis mai 1947, mais envoyé chez Schneider par demande de l'État.

Son successeur en 1966 à 1968 sera l'X-Pont haut commissaire au plan Pierre Massé, touché par la limite d'âge, puis l'inspecteur des finances SciencesPo Paul Délouvrier, de 1969 à 1979.

Dans les historiques sur EDF, le nom de P. Guillaumat est mentionné sans commentaire, ou alors il n'est pas mentionné du tout. C'est un moment où "on faisait", i.e. on dépensait, sans connaître les aboutissants et cela allait bientôt aboutir au clash de la "guerre des filières". Les tensions exprimées apparaissent en effet début 1966 juste après le départ de P. Guillaumat, et aboutiront même à la démission de André Decelle (D.G. EDF de 1962 à sept. 1967, remplacé par Marcel Boiteux). Toute l'élite technocratique et commerciale partageait la volonté de faire et de vendre de plus en plus d'électricité. Par ailleurs construire notamment du nucléaire était leur évidence du moment.

X-1. La production d'électricité des années 1960

En 1960 la production de 72 TWh a été produite à 55 % par l'hydraulique, le reste par le thermique-charbon. L'hydraulique avait été prioritaire à la sortie de la guerre dans le plan Monnet avec l'aide financière du plan Marshall sur une argumentation de production autarcique.

A partir de 1959 les nouveaux investissements dans l'hydraulique décroissent (~ 30% des investissements), la majorité va au thermique, des centrales de plus en plus grosses. Dans ce thermique le charbon commence à avoir de la concurrence, par le gaz, le fioul lourd (produit de distillation pour l'essence), aussi certaines centrales neuves sont conçues pour être mixtes pouvant brûler soit l'un soit l'autre. Le gouvernement demande à EDF d'acheter principalement le charbon français, qui compte pour 234 000 emplois en 1959, mais il commence à être plus cher que sur le marché mondial (autorisation d'importation de charbon américain pour les nouvelles centrales du Havre 250 MWé en 1963, et 600 MWé en 1964), mais surtout par comparaison au fioul.

En 1965, la production est de 101,5 TWh dont 55 % en thermique, 45 % en hydraulique (Scheurer 1987).

Il y a des progrès techniques dans tous les domaines (centrale charbon de référence en 1952 : cycle à vapeur à resurchauffe à 125 bars- 540°C, la consommation spécifique est passée de 4 400 mth/kWh à 2 500 mth/kWh).

Le prix du fioul baisse en 1965 alors des programmes fiouls de 250 MWé sont engagés pour 1967. C'est l'entrée dans la période du thermique à fioul, qui va devenir la nouvelle référence. La France dépendra alors beaucoup du Moyen-Orient (14 millions de tonnes de fioul importées pour le thermique EDF en 1973). Il n'y a presque plus d'investissements dans l'hydraulique dans les années 1960. En 1975 l'hydraulique ne représentera plus que 33 % de la production électrique.

Autre concurrent du thermique-charbon, le thermique-nucléaire apparaît à la fin des années 1950 avec la filière UNGG dont la construction est en plein dans cette paire d'années P. Guillaumat (temps de construction long, problèmes techniques, c'est cher, elle sera abandonnée fin 1968-début 1969).

X-2. Une part importante des "dépenses de production" va dans l'atome-filière UNGG

Depuis Hiroshimat-Nagasaki, la création du CEA, "l'atom for peace" de D. Eisenhower, les votes européens de Euratom, l'adoption de l'énergie nucléaire allait de soi pour l'élite qui a toujours pensé (et pense toujours) à son triomphe imminent.

Cela était prévu pour la France avec la filière UNGG, Uranium Naturel [métal] Graphite Gaz. EDF en 1966 y consacre près du quart des « dépenses de production » (et lève un emprunt en 1967) pour une participation proportionnelle à la production alors insignifiante (en 1964 EDF-1 a produit 168 GWh après 5 mois d'arrêts) et dont le maximum ne dépassera pas des années plus tard, pour un temps relativement court, 8 %.

L'époque est celle des essais de filières et de prototypes. Mais à ce moment les américains Westinghouse comme General Electric (se basant sur une estimation de rapport capitalistique qui se sera révélé deux fois trop optimiste à la mi-1970, car ils se basaient alors sur deux réacteurs 200 MWé) font une offensive mondiale en pratiquant des prix dumping (Gazette Nucléaire n°21, [là](#), p. 3). Aux USA 49 réacteurs eau légère sont commandés en 1966-67. C'est que en sept. 1957 le « Price-Anderson Act » avait limité la responsabilité

des exploitants/industriels en cas de catastrophe atomique, exception unique dans le droit américain, ce qui avait libéré les industriels de tout danger financier excessif.

Pour l'Europe, c'est national ou via Euratom.

- Par exemple sur 1958-1961 les Italiens ont lancé la construction de 3 types différents de réacteur : un Magnox/UNGG (Latina, 200 MWé par ENI), un General Electric (Garigliano, 150 MWé par la SENN) et un Westinghouse (Selni, 260 MWé, par Edison group), les trois dans le cadre de Euratom.
- En 1965, outre des prototypes, les britanniques ont déjà 24 réacteurs totalisant une puissance de 3876 MWé ce qui est le double de la puissance installée aux États Unis, tous des ~ UNGG, appelés Magnox (Calder Hall, 60 MWé a commencé en 1956). Ils changent en 1964 pour une filière cousine à eux l'AGR (Advanced Gaz Cooled Reactor) à graphite mais à uranium sous forme d'oxyde, légèrement enrichi (Gazette Nucléaire n°21 p. 3).
- La France aussi avait ses prototypes au début des années 1960 :
 - par les CEA-EDF (site EDF) un réacteur à 100 t d'eau lourde et 100 tonnes d'uranium oxyde légèrement enrichi et refroidissement CO₂ avec turbosouflante, EL4, 70 MWé. Décision en 1961, site monts d'Arrée/Brennilis choisi en 1962, commencera à fonctionner en 1967 (mais suite à un arrêt prolongé de 1968 à 1971 pour déjà changer les générateurs de vapeur, ne fonctionnera réellement que entre 1971 et 1981 en rejetant proportionnellement 1000 à 7000 fois plus de tritium que les réacteurs eau légère).
 - dans le cadre d'une coopération franco-Belge (SENA, Société d'Énergie Nucléaire des Ardennes) sous l'égide d'Euratom un réacteurs à uranium enrichi de Westinghouse Chooz A, 350 MWé. La signature par EDF avec les Belges avait eu lieu en 1960 avec l'accord du ministre de l'industrie J.M. Jeanneney (Soutou 1991, p. 371) et bien sûr du Président C. de Gaulle. Il commence à fonctionner en 1966 mais en avril 1967 ce réacteur est arrêté. La chape du secret sur le fond sera gardée pendant un paire de décennies. Car il s'est agi d'un monumental coup de chance puisque son arrêt à été « presque » (!), trop tard. Le cœur était en train de se dessouder, accident majeur imminent assuré. La presse probablement non consciente des faits restera remarquablement muette sur Chooz. Ce réacteur a donc du être remis en travaux (nombreuses soudures, etc.) pendant deux ans mais cette fois sur du matériel radioactif. Il fallait changer sans cesse les soudeurs pour « limiter la dose ».
- Mais à ce moment la France/EDF a sa filière nationale de nouveaux réacteurs de puissance UNGG. C'est en dehors du cadre Euratom parce qu'il faut garder la liberté d'un usage militaire (cas de EDF-2 et EDF-3). C'est le GAAA, Groupement Atomique Alsacienne-Atlantique, regroupant à l'époque déjà les Chantiers de l'Atlantique et l'Alsacienne de Construction mécanique, qui construit les UNGG.

La filière UNGG ne demandait pas d'uranium enrichi que seuls faisaient alors les USA ou encore l'Union soviétique, mais c'était la guerre froide... H. de Laboulaye, Chef des programmes CEA écrit dans la revue Euratom de déc. 1964 « Le programme atomique français » :

« on voit se développer une querelle entre familles de réacteurs qui nous paraît assez stérile... Pour sa part, ayant choisi après mûre réflexion la filière des réacteurs à graphite et gaz comprimé pour équiper ses centrales nucléaires... Il est envisagé de construire par la suite d'autres centrales dérivées d'EDF-4. Mais le nombre de celles-ci dépendra des résultats qu'on obtiendra de la centrale quasi-prototype EDF-5... si EDF 5 est un succès, la lignée future des réacteurs graphite-gaz français en dérivera... (...) Et les centrales à eau ordinaire ? La France aura acquis l'expérience de celles-ci par sa participation à l'entreprise commune de Chooz... Mais elle ne voit pas aujourd'hui de raison majeure pour en faire la base de son programme. »

En 1965 sous présidence EDF P. Guillaumat, le 5^e plan (pour 1966-1970) acte la filière UNGG comme choix principal avec la construction prévue de 2500 MWé. La construction d'un réacteur UNGG 650-700 MWé à Fessenheim débutera fin 1967 et était donc en gestation à EDF (elle est encore actée dans un rapport PEON d'avril 1968; les travaux seront arrêtés à la fin de 1968).

- La centrale nucléaire EDF-1 (Chinon A1), caisson en acier (qui s'est fissuré avant la mise en service; les caissons des UNGG suivants seront en béton précontraint), 70 MWé est commencée en 1956 pour être démarrée début 1963 (et définitivement arrêtée en 1973), EDF-2 (Chinon A2), 210 MWé, avec des éléments de combustible d'un modèle différent démarre en 1965. Celle EDF-3 (Chinon A3), 480 MWé, démarre en 1966.

La construction de EDF-4 (St Laurent des eaux A-1), 480 MWé a commencé en 1964 et la décision de construction de EDF-5 (St Laurent des eaux A-2), 420 MWé de même type est prise en 1965 (les échangeurs de chaleur sont maintenant dans le caisson alors qu'ils étaient en dehors avant).

Chaque réacteur est différent du précédent. En 1965 EDF lance la construction de Bugey-1, 540 MWé. Il s'agissait d'une nouvelle disposition, annulaire, du combustible améliorant le rendement, que EDF cette

année 1965 voyait comme tête de série. Elle prévoyait d'en construire six de ce type, des 500 MW à partir de 1967, sur le site de Barfleur (Soutou 1991, p. 372).

En 1972, quand les six UNGG qui ont finalement été construits seront pendant un court moment tous en fonctionnement, ils produiront 8 % du besoin français du moment en électricité.

Dès avril 1966, la nouvelle usine CEA de La Hague commencera à extraire du plutonium de ces réacteurs EDF (CEA-Marcoule avait commencé en 1956 pour G1, G2, G3).

▪ En 1966 les choses changent avec la baisse du prix du pétrole qui rend moins tolérable pour une entreprise comme EDF le coût plus élevé de l'électricité nucléaire. Cette année là, toutes les filières atomiques connaissent des problèmes techniques, à la fin de l'année Chinon A3 sur lequel les techniciens avaient fondé beaucoup d'espoir a plusieurs fuites aux échangeurs de vapeur (et il n'y a pas d'enceinte) et un mauvais fonctionnement des détecteurs du cœur, réclamant des réparations coûteuses, Chooz à un comportement bizarre jusqu'à son arrêt au printemps 1967, et Brennilis à l'arrêt 3 ans à peine démarré. Cela génère des tensions sur les responsabilités financières avec les entreprises privées qui ont construit ces réacteurs. Ces problèmes révélés dans la presse affectent la réputation d'EDF.

Du coup les gestionnaires regardent de plus près les rentabilités (en fonctionnement normal) et estiment alors que sur le plan économique, la filière UNGG est nettement moins bonne (officiellement de 20 %) que la filière uranium-enrichi américaine. Les intérêts entre EDF et le CEA ne sont alors plus les mêmes, le CEA Jules Horowitz maintenant qu'il fallait le temps étant continuer de construire des réacteurs UNGG (Soutou 1991, p. 373) argumentant que les défauts de construction était une mauvaise maîtrise de EDF dans la construction. Et la filière eau légère a le défaut d'être sous brevet américain. Le directeur d'équipement de EDF, Jean Cabanius, défendait la filière eau légère, se basant sur le nombre de réacteurs en commande aux USA (il y a un accident 4 mois après le démarrage de St Laurent des eaux A1, le 17/09/1969; G. Pompidou tranchera en faveur de la licence américaine le 14/11/1969).

Quelques remarques :

1) C'est l'X-Mines Robert Gibrat, une vieille connaissance de l'X-Mines P. Guillaumat, les deux subordonnés alors du Secrétariat à l'Énergie l'X-Mines Henri Lafond à production industrielle vichyste qui est Directeur du groupement Indatom créé en 1955 pour des constructions de réacteurs pour le CEA (R. Gibrat a été Directeur de l'Électricité du premier gouvernement Laval en octobre 1940, l'ai resté sous Flandin puis Darlan. Puis en avril 1942 il est passé Secrétaire d'État aux transports du deuxième gouvernement Laval quand celui-ci déclarait vouloir la victoire du III^e Reich). Pendant presque 20 ans après la guerre ces trois personnages se sont vus une fois par mois en repas amical : le « groupe Lafond ».

Indatom a la charge de la construction du réacteur CEA-EDF de Brennilis sur ces années là (on a vu ci-dessus les problèmes majeurs qu'il a eu).

2) Il est notoire que Chinon 2 et 3 "civils", qui s'appelaient EDF-2 et EDF-3, ont fourni du Plutonium 239 pour la bombe. Ces deux là avaient été équipés de machines de chargement-déchargement rapides (fort coûteux et délicats) capables de soutenir le rythme imposé par les cycle plutonigènes militaires : extraction des cartouches dès que le taux de combustion atteint 200 à 400 Mwj/t au lieu de 1500 à 3000 Mwj/t en "civil" pour les UNGG, tout en maintenant les réacteurs à leur puissance électrique nominale. Les UNGG pas que civils d'EDF sont donc restés hors du cadre Euratom alors que le Magnox/UNGG italien de Latina, même technologie, était lui dans le cadre Euratom.

3) Le graphite pour les UNGG était fabriqué à partir d'un mélange de coke malaxé à 165°C avec un brai de houille en provenance (pour raison de composition en certains éléments mineurs) de 2 raffineries américaines, puis cuit entre 800 et 1200 °C pour cokéfier le liant. Il est ensuite graphité entre 2500 °C et 3000°C pour obtenir la structure cristalline hexagonale, cela à moins de 10 km des glaciers de Chamonix (Chedde). Ce graphite étant le cœur des réacteurs, y ont été créés des produits d'activation : Cl-36 (T = 300 000 ans), Be-10 (T = 1,6 millions années), Ca-41 (T = 100 000 ans), C-14 (T = 5730 ans), Ni-63 (T = 100 ans)...

Les cartouches d'uranium naturel métallique gainées d'un alliage de magnésium et zirconium étaient elles-mêmes logées dans une chemise ou manchon de graphite consommable. Selon le CEA ces derniers consistent en 0,8 m³ par tonne d'uranium retraité, jetés en vrac dans des silos pendant toute l'activité.

De cette filière éteinte UNGG, outre i) des vieux "verres" très radioactifs et ii) les embouts magnésium MAVL (très altérables et inflammables, en grande partie toujours en vrac dans des fosses vers 2020), et iii) des bitumes (dans un très sale état) du vieux "retraitement" de Marcoule, il reste ≈ 23 000 tonnes de ce graphite radioactif des cœurs dont on prévoit que ça fera 100 000 mètres cubes après conditionnement.

Selon EDF, Chinon devrait être démantelé en 2050. Les cinq autres UNGG doivent être démantelés par nos arrière-arrières petits enfants en 2100. La *World Nuclear Association* résume en 2021 pour l'usine d'extraction de plutonium de Marcoule, UP1, construite pour la bombe lorsque P. Guillaumat était administrateur, que le CEA a commencé le démantèlement, que celui-ci va s'étaler sur 40 ans et coûter € 5,6 milliards (prévisions...).

XI. Le pétrole-gaz national, Elf-Erap, SNPA (1966-1977)

Cadre : décembre 1965 de Gaulle, 75 ans, mis en ballottage est réélu président (55,2%) et garde comme Premier Ministre G. Pompidou dont c'est le 3^e gouvernement. V. Giscard d'Estaing qui a pratiqué une politique de « *modération salariale* » peu populaire est remplacé par Michel Debré de retour, au ministère de l'économie et des finances, rue de Rivoli. Ils cherchent toujours à créer des "champions français".

XI-1. Compartimentage des hydrocarbures par les X-Mines

A ce nouveau départ politique, d'entrée début 1966, P. Guillaumat est retiré de la présidence de l'EDF pour revenir au pétrole, la partie du pétrole qui est sous la responsabilité directe, notamment financière, de l'État, avec pour cela une double nomination, d'une part la présidence de la SNPA, d'autre part le regroupement des RAP, BRP et UGP sous le nom de Erap.

1) La SNPA, *Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine* avait découvert en 1951 l'important gisement de gaz de Lacq au NW de Pau. A cause des problèmes dus à sa richesse en soufre son exploitation n'avait pu commencer qu'en 1957. C'est 200 milliards de m³. Dans les années 1960 il fournissait 90 % de production nationale (33 millions de m³/jour à l'optimum). La SNPA avait donc des revenus confortables et sans risques. Elle était détenue à 55 % par l'État le reste privé dont 16 % à la CFP.

La SNPA a été créée par loi du 10 nov. 1941 pour, suite à la découverte de St Marcet juste avant la guerre, explorer le Sud-Ouest de la France, 2,8 millions d'hectares avec droits de prospection et de production que se réserve l'État (le régime de Vichy n'a alors plus aucune source de pétrole). L'X-Mines J. Bichelonne était alors Secrétaire Général au Ministère de la Production industrielle de Vichy. A ce moment le régime a 55 % des parts, le reste en actionnaires privés : la CFP, St. Gobain, Pechiney, Rhône-Poulenc (Naughton 1999, p. 48). En 1943 la *Kontinental Oel* du III^e Reich était venue s'impliquer dans les recherches en Aquitaine (Lacroix-Riz 2013, p. 385 et 402).

2) A côté de la SNPA, l'X-Mines P. Guillaumat est chargé du regroupement en ERAP, Entreprise de Recherche et d'Activités Pétrolières, société d'État à 100 %, avec :

- la RAP (*Régie Autonome des Pétroles*). Le Centre de Recherches du Pétrole du Midi, CRPM, émanation de l'État, avait découvert le champs de gaz de St Marcet (180 000 m³/j) au 2^e forage en Hte Garonne le 14 juillet 1939, peu avant la déclaration de la guerre. Pour raisons stratégiques il est entreprise d'État. Il a été renommé en RAP par décret du 12/04/1941. La RAP était le principal actionnaire de la CREPS créée en 1952 qui avait trouvé le gisement de gaz de Edjeleh.
- les filiales dispersées du BRP dans les colonies,
- les filiales de l'UGP,
- mais donc pas la SNPA avec ses fonds privés avec laquelle cependant sont prévus des ponts (mais en 1976 peu avant le départ définitif de P. Guillaumat, ERAP et SNPA devront fusionner pour donner "Elf-Aquitaine").

La structure et nom du « groupe » ERAP avait été prédéfinie dans un rapport de juin 1965, surtout par les X-Mines du pétrole. Le décret précise que le président devait être un haut fonctionnaire. RAP et BRP qui disparaissent en tant que tels étaient subventionnés par le Fonds de soutien aux hydrocarbures. Il se pourrait que la décision de ne pas inclure la SNPA était notamment pour pouvoir continuer à prétendre à ces fonds publics, et protéger la rentabilité de la SNPA (Naughton 1999, p.70). Et de fait P. Guillaumat-J. Blancart vont claquer un fric monstre en Iran et Irak, perdu à jamais.

Cela étant acté, c'est l'un des leurs, P. Guillaumat, qui chapeaute les deux en même temps... (accepté par G. Pompidou). Jean Blancard est vice-président à l'exploration-production (assisté de Raymond Lévy) et Paul Moch vice-président pour le raffinage et distribution (assisté de Jean Meo) : tous sont de ce petit groupe élitiste des X-Mines, chasse gardée.

En 1967 est ainsi créée une marque commerciale unique Elf(-ERAP) qui remplace les anciennes enseignes (quelque chose qui était en délibération depuis 6 ans).

- P. Guillaumat va rester à ce/ces poste(s) jusqu'en 1977, onze ans et demi. En même temps il est au C.A. de la CFP (~ Total, où le gouvernement a des parts). Et c'est par ailleurs un poids lourd du "corps des mines" qui contrôle d'autres domaines (énergie, mines...).
- Depuis déc 1964, le directeur de la DICA, Direction des carburants, Ministère de l'Industrie, est l'X-Mines André Giraud, jusqu'en 1969 puis Michel Vaillaud de 1969 à 1973 (rentre alors à Schlumberger).

J. Blancard qui fonctionne souvent en duo avec P. Guillaumat (cf. Fig. 1) est là aussi : fiche-CV telle qu'écrite sur le site anales.org ([là](#)) :

« devient lors de la création de l'ERAP en 1966 vice-président directeur général chargé de l'exploration et de la production. Délégué ministériel à l'Air auprès du ministre des armées en 1959, président de la SNECMA (1964-1968), délégué ministériel pour l'armement à partir de 1968. Délégué général pour l'Énergie en 1973, il fait décider le programme de production d'électricité nucléaire. Président de Gaz de France (1975-1979) et vice-président du Conseil général des mines de 1969 à 1982. ».

Dans le système français le chef du "corps des mines" est son vice-président, le Président étant le ministre la plupart du temps économiste qui nomme le vice-Président puis disparaît du paysage. Pour ce qui est des choix énergétiques au moins, dans la pratique le personnage le plus important de France est le vice-président du "corps des mines" (les ministres n'ont pas les moyens de s'opposer).

On constate que Jean Blancard (1914-2008), qui a commencé sa carrière à Châlons-sur-Saône puis a enseigné à l'École des mines de Paris sous Vichy avant de passer dans le pétrole-énergie-armement comme résumé ci-dessus a été un de ces personnages de l'ombre, et qui lui n'en a pas été sorti par une grand messe comme P. Guillaumat, extrêmement puissant (site Total, [ici](#)).

XI-2. Algérie, ERAP n'a pas su négocier

L'Algérie est politiquement indépendante depuis 1962. La législation en place pour les hydrocarbures (très très favorable au départ pour les compagnies pétrolières, les textes ayant été modifiés in extremis avant l'indépendance à cette fin) a été respectée. Le nouvel état algérien s'aperçoit petit à petit de ces conditions et augmente son emprise sur la ressource, en participation, par les droits d'explorations, réclame du re-investissement des bénéfices en Algérie pour la pérennité de la ressource, cherche la formation de techniciens pétroliers algériens. Erap était un exploitant du pétrole algérien (les feu filiales/participations du BRP). En février 1971 H. Boumedienne annonce : i) la nationalisation du transport terrestre, ii) la nationalisation du gaz naturel, iii) le contrôle à 51 % des sociétés françaises (ou l'État Algérien avait déjà entre 37,5 et 50 %). Ceci est prévu avec compensations et en annonçant vouloir fournir la France à un prix fixé à une réunion à Tripoli.

L'OPEP a été créé en 1965. L'Algérie en fait partie qui reçoit la 20^e conférence en juin 1970 à Alger. Le contexte international est celui de négociations sur l'augmentation de la fiscalité et des prix du brut engagées par l'OPEP avec les grosses compagnies pétrolières qui jusqu'ici fixaient seules le cours du baril. A la 21^e conférence en décembre 1970 à Caracas, c'est tout l'OPEP qui a décidé de changer les taux et tarifs.

Le 16 janvier 1971, réunis à Washington les grosses compagnies pétrolières et pays consommateurs formant cartel, donnent une réponse à l'OPEP, ce qu'elles acceptent, et ce qu'elles n'acceptent pas. Ni l'OPEP (le Shah d'Iran est beaucoup plus modéré) ni le Cartel (dont se retire Elf-Erap) ne sont homogènes et unanimes. Un accord est finalement signé entre l'OPEP et le Cartel qui accroît les revenus des pays de l'OPEP.

Les discussions franco-algériennes piétinent indépendamment et se bloquent et c'est à ce moment que H. Boumedienne a fait l'annonce ci-dessus. Les pourparlers entre France et Algérie sont bloqués la France tentant le forcing en boycottant le pétrole algérien dont la production est divisée par deux. Mais les choses se calment, le 30 juillet 1971 il y a un accord entre la CFP et la Sonatrach (cette dernière créée le 31/12/1963 pour construire, avec succès, un pipeline que les Cies françaises, alors, voulaient construire sans les responsables Algériens... chose que le jeune pays n'était pas prêt d'accepter). Les deux créent une société de droit algérien pour le gisement d'Hassi-Messaoud-Nord où la CFP aura 49 %. Pour la CFP le pétrole algérien continue donc à couler.

Pour Elf-Erap les choses vont différemment. Au raisonnement plus rigide elle avait déjà été accusée par le quotidien national *El Moudjahid* de néo-colonialisme. Déjà dans une conférence de presse le 08 juillet 1970 Pierre Guillaumat avait dramatisé psychologiquement la situation (alors différente) annonçant que Elf-Erap allait considérer s'il restait ou s'il partait d'Algérie. Il référait à la relation spéciale entre la France et l'Algérie, parlant de l'importance de l'immigration et de la dette algérienne, mettant en cause l'ensemble de la coopération bilatérale qui avait bien fonctionné depuis 1965... (Naylor, 1985, p. 184). Résultat Elf-Erap

quitte l'Algérie où elle perd les 3/4 du patrimoine qu'elle avait là (Fitte 1972) qui représentait 80 % de son brut (CREPS, CPA, Sofretal...). Erap est une entreprise d'État or le résultat de cette diplomatie imbue de néo-colonialisme se retourne contre l'intérêt de l'État (Naughton 1999 p. 77-79; de fait comme on va le voir Erap n'arrivera plus à s'en tirer, et à ses 10 ans d'existence disparaîtra devant être sauvée par la fusion avec la SNPA).

XI-3. En zone hors franc : le flop

● En Iran

Face à l'inconnue algérienne, en 1963 la compagnie d'État avait décidé de faire un gros investissement en Iran connu pour ses réserves de pétrole, "d'huile" (dans le Nord). Un à côté de cela a été les reproches de l'Algérie parce que l'argent que ERAP gagnait alors chez elle partait dans un autre pays pétrolier pour investissements. En 1966 est établie la *Farsi Petroleum Company* association de Erap, SNPA et NIOC *National Iranian Oil Company* qui obtient de grands permis mais hors de la province pétrolière (d'huile) du Nord où sont les anglo-saxons, c'est plus au Sud. C'était un type de contrat nouveau, sans droit de concession ou de propriété en cas de découverte (remboursement a posteriori et quota réservés) et ERAP n'était pas remboursée des frais de recherches au cas où elle ne trouverait rien. Or à la mi-1968 les découvertes ne sont pas au rendez-vous. Alors Erap et SNPA entrent dans un consortium européen avec Agip, Petrofina, Hispanoi et l'Autriche, pour continuer les recherches. Cette fois le consortium trouve d'important gisements de gaz (ex. champs de Kangan en 1972, sur la côte, ville de ce nom). Mais le gaz s'exploite différemment du pétrole. Le profit se calcule sur du beaucoup plus long terme, il faut des pipelines et un marché proche, qu'il n'y avait pas, ou bien des usines de liquéfaction et une flotte de méthaniers, d'où la nécessité de faire encore de nouveaux investissements. Suivent alors des années de négociations avec la NIOC mais qui n'aboutissent pas à un accord. Erap se désengage d'Iran en 1976 et y aura laissé beaucoup de plumes (Naughton 1999, p. 86-87).

● En Irak

Après la guerre des 6 jours de juin 1967, la France se dépêche de profiter de sa bonne presse au Moyen-Orient due à sa neutralité politique dans le conflit (quand sa presse auparavant était très mauvaise à cause de la guerre d'Algérie, maintenant du passé). En Irak suite à la révolution de 1958 se succèdent des gouvernements nationalistes. Jusqu'en 1961 les zones pétrolières étaient totalement concédées à l'*Irak Petroleum Company*, IPC dont la CFP était partie, exclusivité créant un contentieux dans le nouvel ordre politique d'où de nouvelles négociations. La DICA (Ministère de l'industrie, A. Giraud a priori en support à la CFP historiquement présente avec des attributions importantes, c'était 20 % du pétrole pour la France) a rendez-vous en Irak. Mais P. Guillaumat la devance, signe un peu avant, le 03 fév. 1968, un contrat pour ERAP avec la *Iraki National Oil Company*, INOC. C'est un contrat de type dit « d'agence » où Erap intervient comme opérateur rémunéré de l'INOC qui donne en échange une garantie de quantité de brut dans des conditions fixées pour 3 blocs à explorer dans le Sud Est de l'Irak.

Des difficultés apparaissent rapidement, sur les taxes, une partie des blocs sont dans le Shott-el-Arab et inclue des surfaces revendiquées par l'Iran, une réunion des producteurs du golfe le 15/02/1971 à Téhéran décide d'une augmentation des prix de vente et des taxes... Des quantités exploitables de pétrole sont bien trouvées en phase exploratoire dans le bloc de Buzurgan (tout contre la frontière iranienne, Est de Amarah) mais il est lourd et sulfureux. Dès 1971 la rentabilité du contrat paraît douteuse. De plus, suite à des changements dans les systèmes de taxation, dès 1972 ce type de contrat a priori plus intéressant pour le pays producteur et s'il était accepté par des compagnies les dernières arrivées, c'était afin de pouvoir s'infiltrer entre les *majors*, perd de son attrait général. Cela se passe parallèlement aux discussions sur la nationalisation de l'IPC, qui est conclue fin mai 1972, mais suite à quoi la CFP garde l'attribution d'une quantité inchangée de pétrole (13 millions de tonnes de Kirkouk par an pendant 10 ans).

Le n°2 du régime, Saddam Hussein, est en visite officielle à Paris les 14-15 juin 1972. Le 01 déc. 1974, c'est le premier ministre de V. Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, qui est à Bagdad pour signer des contrats commerciaux. Pour pouvoir continuer le projet, Erap à court de financement s'associe à la cie japonaise Sumitomo qui amène ses capitaux pour 40 % des parts, ce qui apporte du cash puisque la part est comptée à partir du départ des dépenses d'exploration de Erap. Deux nouveaux forages sont réalisés en 1975-76, dont un productif mais en zone de tension avec l'Iran. Parallèlement, fin 1975, la France vendait un puissant réacteur nucléaire de recherche, Osirak à Saddam Hussein. D'une part il fonctionne à uranium hautement enrichi ("qualité militaire"), d'autre part, avec des "couvertures" d'U238 autour du cœur, il eut été possible de fabriquer assez de plutonium pour une bombe atomique par an avec Osirak. De plus la France vend

beaucoup d'armement à l'Irak sur toute cette période (en avril 1968, l'X-Mines Jean Blancard, directeur général chargé de l'exploration et de la production d'ERAP a été nommé délégué à l'armement).

Les travaux de mise en production, que Elf-Erap a confié à la société américaine Bechtel sont plus coûteux que prévu. Maintenant c'est Elf et Bechtel qui vont se faire procès pendant des années devant la chambre internationale de commerce. Le premier point de production effective démarre en oct. 1976 (Fig. 5). Mais à peine arrivé à ça les irakiens veulent revoir l'accord sur les prix garantis au vu des variations des prix internationaux. Cinq mois de négociations n'arriveront à rien, l'accord initial est caduque. C'est le « take over » par les irakiens dès le 07 juillet 1977 et on peut suspecter que c'est ce qu'ils comptaient faire dès le départ. Selon l'accord de sortie de Elf-Sumitomo les irakiens payent ce qu'ils doivent. Un volet prévoit de réserver une partie de la vente du pétrole de ces champs pétroliers précis (pas d'autres) à Elf-Sumitomo sur cinq années, cet intervalle là déjà chiffrée, et peut-être sur 27 ans. Hélas, ces champs là sont en zone de bataille 4 ans plus tard. Même des discussions sur le suivi technique n'aboutiront pas, les irakiens se sont débrouillés seuls ou autrement.

Dès les premiers jours de 1978 Elf-Irak n'était plus qu'une société fantôme. En fait elle n'existait plus que pour le différent avec Bechtel qui va traîner jusqu'en 1983 (Bakka 2009).



Fig. 5. Pierre Guillaumat (lunettes) le 30/10/1976 lors de l'inauguration du site de Buzurgan tout contre la frontière iranienne dans le Sud-Est de l'Irak avec les dirigeants de l'INOC et de Sumitomo (Bakka 2009). L'année suivante l'Irak en prenait le contrôle total. Au même moment la France construisait le réacteur Osirak (détruit par l'armée israélienne en juin 1981) et vendait beaucoup d'armement à l'Irak. Le 22 sept. 1980 Saddam Hussein envahit l'Iran par surprise. Pendant 8 ans toute cette zone du Sud-Est ne sera qu'un champs de bataille comparable à celui de Verdun.

● Autres zones hors-franc

Cherchant désespérément des sources d'approvisionnement et à diversifier, Elf tentera sa chance dans une quarantaine de pays. Les échecs seront nombreux. Il y aura néanmoins une bonne chance, au Canada. D'importants gisements étaient en exploitation au piedmont-Est des Montagnes rocheuses, on savait donc la zone intéressante, mais les espaces sont si grands. Dans une zone incertaine Mobil « farm out » son permis à Aquitaine Company of Canada (ACC). Une étude sismique avait déjà été faite, ACC doit faire les forages et si le résultat est positif (il l'a été) aura un intérêt de 50 %. C'est le gisement de *Rainbow* à l'extrême NW de l'Alberta.

Elf rentre aussi dans des associations sur les recherches en mer du Nord et trouvera en 1971 le gisement de gaz de Frigg au large des côtes de Norvège. Mais les investissements sont élevés dans cette vaste mer agitée. Il faudra plusieurs années et beaucoup de dépenses pour pouvoir le relier à une côte.

XI-4. Pour Erap il reste l'Afrique...

Avec l'indépendance politique algérienne, pour les BRP/UGP/Erap le curseur des recherches s'est déplacé naturellement vers les zones d'Afrique noire de l'ancien empire, et là où elle avait déjà du pétrole, ce qui est la zone du golfe de Guinée. Il existe des suintements d'hydrocarbures sur toute la côte de l'Afrique Équatoriale Française signalés par les explorateurs dès 1894, puis vus dans les carrières en exploitation dans

les années 1920, ce qui explique des recherches assez précoces. En 1972 des 7,4 millions de tonnes de pétrole produits par l'ERAP, 7 millions viennent du Golfe de Guinée (Bakka 2009 chap. IV, p. 89), c'est dire comme cette région est vitale pour Elf-Erap... (pour la France cela représentait 7,8 % de sa consommation).

XI-4-1. Le Gabon.

Le Gabon, c'est 267 670 km², moitié de la France, très peu peuplé avec 500 000 habitante-s dans les années 1960 dont 80 % vit encore traditionnellement d'artisanat et d'agriculture vivrière (l'Afrique équatoriale probablement déjà peu peuplée a perdu en population sur la fin 19ème - début du 20ème : chantiers de routes, etc. brisant la vie traditionnelle et foyers de maladies, colons-rois armés confisquant les ressources et profitant du statut colonial avec le travail forcé, fuite dans la forêt inhospitalière...).

Le Gabon est sur l'équateur géographique (entre 2°20' Nord et 3° 55' Sud), le climat y est pluvieux, 1,8 à 2,25 m de pluie par an en moyenne, avec deux saisons des pluies correspondant au balayage de l'équateur météorologique et deux saisons sèches (juin à septembre et janvier et février). C'est la brousse/forêt dense pour 85 % de sa superficie.

C'est donc pour sa forêt que cette zone a été exploitée par les colons. L'essence commerciale est vite devenue l'okoumé, bois léger tendre de déroulage pour les contreplaqués, dont la zone a le quasi monopole : 518 000 m³ de ce bois en 1953.

En partie à cause de retournements politiques qu'il sait provoquer (cela apparemment avec de l'argent), qui ne lui font pas que des amis, c'est Léon M'Ba qui se trouve être le premier chef d'État du Gabon en 1960. C'est lui que soutient les forestiers conservateurs dont Roland Bru, français, de Libreville, Pdg de plusieurs sociétés de bois, au CA soc. Transports aériens, de Banque centrale des États d'Afrique équatoriale et du Cameroun *, gouv. Suppléant de la BIRD, et qui a eu aussi des postes d'élus colonial.

* Cette banque qui gère la monnaie de 5 pays, est une émanation de l'Institut d'émission de l'AEF. De 1959 à 1968, c'est l'inspecteur des finances François Giscard d'Estaing, cousin germain presque jumeau de Valéry, tous les deux de la même promo de l'ENA, tous deux grands adeptes de la chasse de la grande faune africaine, qui en devient le Directeur à 33 ans. C'est lui qui décide de l'attribution de crédits à tel ou tel pays. Il faut dire que la SOFFO de son oncle Edmond investit dans cette zone (bois, caoutchouc, palme...) une partie des compensations financières qu'elle reçoit de l'État français suite à la perte du Tonkin.

L. M'Ba nomme R. Bru à son cabinet ministériel, fait arrêter des opposants, établit un pouvoir présidentiel très personnalisé. En 1964 il dissout l'assemblée mais il est renversé par un coup d'État le 18 fév. 1964 qui rétro-cède le pouvoir à des élus civils de longue date comme Jean-Hilaire Aubame, élu député en 1946 et dont le parti est régulièrement premier aux élections.

L'armée française intervient aussitôt, le 19/02/1964, il y a une 20aine de tués, et M'Ba est remis au pouvoir, ses opposants en prison. La marine française avait un corps de 800 hommes stationné près de Libreville mais ce sont des parachutistes venus en avions de Dakar qui ont fait ce petit travail là

Pendant ce temps la succession se prépare. Albert-Bernard Bongo (1935-2009) finit sa scolarité dans la capitale de l'Afrique Équatoriale Française et gouvernement général, Brazzaville. Ayant été admis au concours des élèves officier de réserve, il fait deux années de service militaire, au sein de l'armée de l'air, de 1958 à 1960, ira dans les chefs-lieux : Brazzaville, Bangui, Fort-Lamy, où il s'est marié (avec Marie-Joséphine Kama), et sort Lieutenant.

A ce moment en Algérie c'est le conflit militaire, au Cameroun aussi (cf.paragraphe suivant).

Tout remue dans les encore colonies (re-labellisées "territoires français") et cette fois le Président C. de Gaulle de retour a compris qu'il fallait prendre les devants afin de contrôler une indépendance qui devenait inévitable. Pour l'administration française, il s'agissait de trouver pour chacune une élite locale francophile qui soit sûre.

Suite à son passage dans l'armée française, l'AEF s'étant transformée en 5 républiques ("membres de la communauté"), A.B. Bongo obtient vite divers postes gouvernementaux au Gabon, affaires étrangères (donc relation avec la France) sous J.H. Aubame. puis en 1962 directeur de cabinet du président L. MB'a dont la santé va déclinant.

Car A.B Bongo est gabonais né à coté de Franceville (Haut Ogooué). Or depuis 1953 on exploite le manganèse dans sa région (COMILOG, US steel et Mokta). Et depuis 1957 a commencé le dégageant à coté Franceville d'uranium (+ vanadium) Gabonais via la COMUF composée essentiellement de Mokta et du CEA. On a vu plus avant ce qu'est Mokta, qui a construit sa richesse sur les mines de fer et les phosphates d'Algérie et Tunisie, leurs transports... Et Mokta et le CEA dont l'Administrateur Général était alors P. Guillaumat ont choisi Jacques Lucius, le gendre de Raoul Dautry, comme Président de la COMUF. On se rappelle que P. Guillaumat et J. Lucius ont servi le régime vichyste à Tunis pendant la collaboration avec le

3^e Reich (l'un aux mines justement et J. Lucius du Conseil d'État dont la tâche est de valider les lois, alors vichystes) alors que Mokta y faisait de gros bénéfices. L'activité à Mouana est intense en 1957-58 car on découvre encore (minéral francevillite) : déboisement de la forêt équatoriale, très nombreux petits forages, puits de 80 mètres, routes..., village en dur, (il y aura d'autres zones d'extraction que mouana qui fermera en 1975, Oklo, Boyindzi, etc) A-R incessant avec les laboratoires du CEA (et on rappelle pour la petite histoire que c'est le président de la COMUF Jacques Giscard d'Estaing qui fermera la maison en 1999, qui laisse 7,5 millions de tonnes de boues d'extraction d'uranium dont 2 millions à la source de la rivière Ngamaboungou où les femmes font tremper le manioc boues de traitement qui contiennent du thorium 230 et radium 226 de période de dizaines de milliers d'années).

En nov. 1966 A.B. Bongo devient vice-président du Gabon. Un tel poste n'existait pas, il a été pensé juridiquement, et créé dans l'urgence à partir de Paris qui réussira à avoir une signature de M'Ba. Ainsi à la mort de M'Ba peu après en nov. 1967, A.B. Bongo devient le Président tout en douceur. Il à 30 ans, et de suite, 1968, instaure le parti unique. Son régime autocratique va durer 41 ans. Car aussi A.B. Bongo arrive à un bon moment, la rente pétrolière de ce petit pays en terme d'habitants ne cesse d'augmenter.

Déjà pour L. MB'a « *une garde présidentielle est créée par B. Maloubier, un ex-agent secret français, et cofinancé par les compagnies pétrolières françaises* » (« éloigné du service action du SDECE en 1956, après avoir monté en Algérie un service « exécution » qui a « mal tourné » selon ses propres termes, B. Maloubier s'est établi au Gabon comme forestier puis pétrolier » ; Servenay 2021, p. 282). Et à partir de l'intervention militaire suite au coup d'État sur L. M'Ba, c'est J. Foccart (voir Annexe A-2.) et Elf-SPAFE qui avaient pris la relève politique des forestiers et se sont faits promoteurs de l'ascension au pouvoir puis du maintien dans le temps de A.B. Bongo (Cantoni 2010, p. 66, 68).



Fig. 6. Le 05 janv 1968, le très nouveau président du Gabon, Albert-Bernard Bongo, 32 ans, et sa femme Marie-Joséphine, 23 ans, avec Jacques Foccart à la sortie de l'Élysée suite à un dîner avec le Président C. de Gaulle (Getty images)

▪ Pétrole

Depuis les années 1930 la France menait des recherches de pétrole dans cette zone difficile de l'Afrique Équatoriale Française via la SERP, *Syndicat d'Études et de Recherches Pétrolières* regroupant l'ONCL, la colonie et la CFP. Il y a peu d'affleurements et avec les méthodes de l'époque il n'y avait guère de progrès. Finalement avec les méthodes géophysiques de plus en plus élaborées la SPAEF (*Société des Pétroles de l'Afrique Équatoriale Française*, créée en 1949 : BRP 65 %, colonie 21 % et CFP 12 %, suite de l'ancienne SERP et futur Elf Gabon) finira après nombreux forages par trouver en janv. 1956 du pétrole à Port Gentil sur la côte. Son exploitation a commencé en 1957 (la SPAEF a été renommé SPAFE, *Société des Pétroles d'Afrique Équatoriale*, à l'indépendance du Gabon en 1960). Puis ont été découverts petit à petit, avec des accords techniques avec Shell et Mobil notamment, des gisements offshore, pas de grande taille mais plusieurs se relayant, à partir de 1962 toujours dans la zone de Port Gentil. Ça n'était pas le pétrole le moins cher mais vu la rupture avec l'Algérie... Ainsi la production passe de 1,5 million de tonnes en 1966, à 3,5 Mt en 1967 puis une montée régulière jusqu'à 11 Mt en 1975, toutes compagnies confondues, dont 7,5 Mt pour

Elf-Gabon. Cela bouleverse les revenus du Gabon. Jusqu'à 1960 des 11,8 milliards FCFA d'exportations, les 3/4 venaient du bois, en 1983 des 762 milliards FCFA d'exportation plus des 3/4 viennent du pétrole (bien que les exportations de bois aient doublé, il vient en second très très loin derrière le pétrole, suivi de près par le manganèse, l'uranium arrivant en dernier, Cantoni 2010, p. 71). Or les taxes sur ces exportations, qui sont guidées par ce que demande l'OPEEC à laquelle le Gabon adhère en 1973 (pour mieux se faire voir et accepter à l'OPEEC, Bongo se convertit à ce moment à l'islam devenant Omar), passent dans quelques mains seulement. Aussi comme dans les pétromonarchies du Moyen Orient O. Bongo n'a pas besoin de lever d'impôts chose dont une population n'a pas à se plaindre, et au contraire peut faire de cadeaux...

Avec la montée du prix du pétrole lors de la crise pétrolière, entre 1973 et 1975 les rentrées pétrolières du Gabon ont été multipliées par cinq (Elf-SPAFE y double alors ses investissements; Naughton 1999, p. 82).

XI-4-2. Au Cameroun

Le Cameroun n'était pas une colonie française. Ancienne colonie allemande, *Kamerun*, c'était avec le Togo un territoire sous tutelle de l'ONU administré par la France depuis 1919. La France était sensée favoriser l'évolution « *vers la capacité à s'administrer eux-mêmes, ou l'indépendance* ». En 1948 s'y est créé un mouvement très dynamique, l'UPC, Union des Populations du Cameroun, indépendantiste. S'appuyant sur la charte des Nations Unies il réclame l'indépendance. Son leader charismatique Ruben Um Nyobé est convié à trois reprises entre 1952 et 1954 au Conseil de tutelle de l'assemblée générale des Nations Unies. Il est très populaire dans son pays, tout le sud, dans les villes comme dans les campagnes.

L'UPC refusant de se déclarer l'ennemi du communisme l'angle d'attaque de l'élite coloniale va être, comme partout, de le décrire comme *Viêt-minh africain* dont le marxiste serait caché. C'est l'anticommuniste obsessionnel Roland Pré qui est haut-commissaire fin 1954 à « *Il profite d'un vaste mouvement social, qu'il fait réprimer dans le sang en mai 1955, pour accuser l'UPC d'être l'instigatrice des « troubles » et fait emprisonner des centaines de militants. Traqué, Ruben Um Nyobé se réfugie dans sa région natale, la Sanaga-maritime [région côtière, Edéa Sud de Douala et à l'Est de Edéa]. Le reste de la direction, emmené par son président Felix Moumié, fuit au Cameroun britannique. Le 13 juillet 1955, le gouvernement Edgar Faure signe l'interdiction pure et simple de l'UPC.* ». En Avril 1956 le haut-commissaire devient Pierre Messmer (jusqu'en fév. 1958). Des élections sont organisées en dec 1956, le mouvement populaire majoritaire en étant donc exclu. Le Scrutin ne peut se tenir dans la Sanaga-maritime. « *le Cameroun s'enfoncé dans une guerre qui ne dit pas son nom. Une guerre secrète et illégale, qui ne respecte aucune des dispositions onusiennes.* ». On « *peigne* » les villages un par un, camps spéciaux derrière barbelés pour des centaines de militants, incursions punitives dans le Cameroun anglais, élimination pure et simple.... Se sont distingués dans l'organisation de cette tache Louis-Paul Aujoulat député du Cameroun, Maurice Delauney qui sera un peu plus tard ambassadeur au Gabon voisin, le gendarme Georges Mètrier (sera plus tard au Gabon avec Delauney), Daniel Doustin (passe à DST, service de Contre-espionnage policier, en 1961), le col. Jean Lambertson (suivra P. Messmer au ministère)... Le nombre de morts est inconnu sans doute plusieurs milliers dont le chef emblématique de l'UPC Um Nyobé tué en sept. 1958 sous le ministère de Pierre Guillaumat. Et Félix Moumié en exil qui a succédé à R.U. Nyobé à la tête de l'UPC sera empoisonné au thallium à Genève en oct. 1960 par William Bechtel du service action du SDECE.

Pour l'indépendance le 1 janv. 1960 les français ont mis à la tête du Cameroun Ahmadou Ahidjo homme du Nord du Cameroun qui donnait tous les gages de son loyalisme pro-français, l'armée dont ce grand jour le ministre est toujours P. Guillaumat, restant encadrée par des français. Ce qui ne met pas fin à la guerre. Après le « *nettoyage* » de la Sanaga-maritime entre 1957 et 1959, c'est la région Bamiléké [zone de plateau, Ouest du Cameroun], département du Mungo et du Wouri [continuation de la Sanaga-maritime vers le Nord] qui sont en ébullition. L'indépendance étant proclamée, d'un point de vue armée française il s'agit maintenant d' « *opération externe* » : « *Sous le commandement du général Max Briand, expert chevronné de la guerre contre-insurrectionnelle, l'armée française organise en quelques mois le « regroupement » forcé de centaines de milliers de personnes et procède pour la première fois à des bombardements aériens. Les « troubles » engendrés par ces opérations font plus de 20 000 morts en six mois, selon Briand lui-même. Alors que la torture se systématisait, les Français et leurs auxiliaires locaux organisent des macabres « opérations psychologiques » : les insurgés sont fusillés en place publique et leur têtes tranchées sont exhibées sur le bord des routes. Cette politique de terreur ne parvient pas pour autant à venir à bout de la « rébellion » qui subsistera pendant des années.* » (Deltombe 2021). Le napalm était utilisé, cela a été reconnu, mais beaucoup plus tard, en interview par P. Messmer : documentaire de G. Leroy & V. Osouf, "Cameroun, Autopsie d'une indépendance", *ici* (l'aveu est à 42', ce documentaire a été plusieurs années en accès libre sur Vimeo).

A. Ahidjo régnera sur le Cameroun jusqu'en 1983 en régime parti unique.

La filiale BRP SEREPCA, *Société de Recherches et d'Exploitation des Pétroles du Cameroun*, depuis les années 1950 n'avait fait que des découvertes modestes [c'est pendant la guerre violente décrite ci-dessus]. Ce n'est que dans les années 1970, lorsqu'elle s'associera à Shell avec des méthodes nouvelles d'analyses géologiques que les découvertes augmenteront à partir de 1975. Dans les années 1980 la production de Elf Erap au Cameroun sera la moitié de celle du Gabon (Naughton 1999, p. 85).

XI-4-3. Au Nigeria

Adjacent au Cameroun, le pays en lui-même est grand, 924 000 km², jusqu'au lac Tchad au NE (Sahel). C'est aussi le pays de loin le plus peuplé avec alors 50 millions d'habitants.

C'est uniquement tout au Sud, zone de forêt humide, delta du Niger, ses mangroves et marais que se trouvent les hydrocarbures. Cette zone Sud est à 480 km à vol d'oiseau de Libreville (Gabon). La côte à l'Est du fleuve Niger faisant un angle avec celle du Cameroun, cela forme la "baie du Biafra".

Les premières recherches pétrolières ont commencé en 1937 et reprennent après la guerre. Les découvertes par Shell-BP n'arrivent qu'en 1957-59 mais alors en série. Cela attire de suite nombre d'autres compagnies. Le Nigeria colonie anglaise devient indépendant en 1960. Le nouvel État obligea l'association Shell-BP, qui avait jusque-là le monopole des recherches et de l'exploitation du pétrole sur l'ensemble du territoire, à rendre une importante partie de la surface de ses permis pour la mettre aux enchères (ils gardent les meilleures).

En 1961 le BRP et la RAP avaient créé une filiale commune, la SAFRAP, *Société Africaine de Recherches et d'Activités Pétrolières*. Blancard (2009) écrit :

« mon géologue, Hirtz, me proposa quatre blocs avec des versements qui me parurent acceptables. Notre filiale, BRP-Nigeria, les demanda et les obtint. Au premier forage, à **Obagi** fut rencontré un fort beau gisement... »

C'est en 1964 que la SAFRAP a trouvé ce champs d'Obagi sur un ancien permis shell-BP.

La production de l'ensemble de la zone du delta ne cesse d'augmenter, 21 millions de tonnes en 1966. Mais elle promet beaucoup plus et Shell fait la plus grosse découverte en 1967 (ce ne sont pas des gros gisements mais ils sont nombreux dans la zone du delta).

Le 30 mai 1967 la région à l'intérieure de laquelle se trouve le champs d'Obagi, le S-E du Nigeria, via son gouverneur C. Ojukwu, se déclare République du Biafra. C'est la zone des Igbo. Commence cette guerre civile interne résultante de la complexe structure de ce pays face à la nouvelle donne de l'indépendance, l'arrivée aussi de ce nouveau revenu magique qu'est le pétrole qui comptait beaucoup dans les prévisions des uns et des autres.

Or un mois plus tard éclate la guerre des 6 jours qui bloque le canal de Suez route habituelle des tankers du Golfe et plusieurs pays arrêtent de vendre du pétrole à la Grande Bretagne (Libye, Algérie). Au Nigeria environ 65 % de la production de pétrole vient de la zone Biafra telle qu'elle a été définie par les sécessionnistes (Uche 2008, p. 111). Shell-BP produisait alors 84 % du pétrole nigérian (2/3 provenant de la zone du Biafra s.l. et 1/3 à l'Ouest du Niger), l'américain *Gulf Oil Nigeria* 9 % (mais cela off shore) et la SAFRAP 7 %. Et 40 % de l'export total était acheté par la Grande Bretagne.

En juillet 1967 la GB n'a pas choisi son camp. Elle réfléchit comme devant une partie d'échec. Un ordre d'un paiement de £ 250 000 de Shell-BP est parti pour C. Ojukwu (qui l'exigeait) mais il a été finalement bloqué sur ordre politique anglais (Uche 2008, p. 124). Cet ordre a mécontenté les deux cotés. Puis la GB calcule, même sans connaître le vainqueur, qu'elle a plus à perdre à soutenir C. Ojukwu et bascule coté fédéral. Dès lors pour elle, le mieux est que le conflit soit réglé au plus vite. Quant aux puits, initialement la majorité a dû être arrêtée le transport étant bloqué. Maintenant, secrètement, Shell-BP promet les versements coté fédéral, £ 5,5 + 1,25 millions d'avance en décembre 1967.

Du point de vue d'une partie de l'élite française, si ce gros pays anglophone qui divise en deux son pré-carré africain, et qui, en janv. 1961 avait expulsé son ambassadeur en protestation aux tirs atomiques dans le Sahara, arrivait à être morcelé, ce ne serait pas une mauvaise nouvelle. Ceci dit la France ne reconnaît pas le Biafra et sur le plan officiel tout au moins proclame un embargo sur les armes en juin 1967. Quant à la SAFRAP, son exploitation était au Nord de Port Harcourt et elle avait 6 permis surtout situés dans la zone Igbo. « sans surprise, la compagnie a accepté de payer les £ 100 000 demandés par les biafrais comme royalties en juin 1967. » (Uche 2008, p. 129). Arrivé à décembre 1968, la France et les quelques pays qui témoignent d'un certain support au Biafra (l'Organisation d'Unité Africaine, OUA, étant majoritairement en faveur de l'unité du Nigéria) ont compris qu'il ne gagnerait pas. Ni les anglais ni les français n'ont révélé le support apporté à leur coté respectif. C'était facile et sûrement de plus grande ampleur coté anglais-fédéral (bien que modeste par rapport aux guerres actuelles). De plus l'Union Soviétique était aussi coté fédéral. Par

ailleurs avec un terminal dont la construction se termine coté fédéral, et des zones pétrolières gagnées petit à petit par l'armée fédérale, des puits situés à l'Ouest du fleuve Niger ou dans les zones côtières, Shell-BP a pu relancer pendant la guerre même la production et le transport de pétrole. La production 1969 a été très supérieure à l'année précédent le conflit, 540 mille baril/j contre 415 mille en 1966. L'argent coulait donc de plus en plus dans les caisses fédérales pour financer l'effort de guerre quand le blocus devenait intenable dans l'enclave Biafraise de plus en plus petite dont le dernier lien avec l'extérieur après la chute de Port Harcourt en mai 1968 était des avions qui devaient atterrir de nuit sur une portion de route transformée en aéroport à Uli.

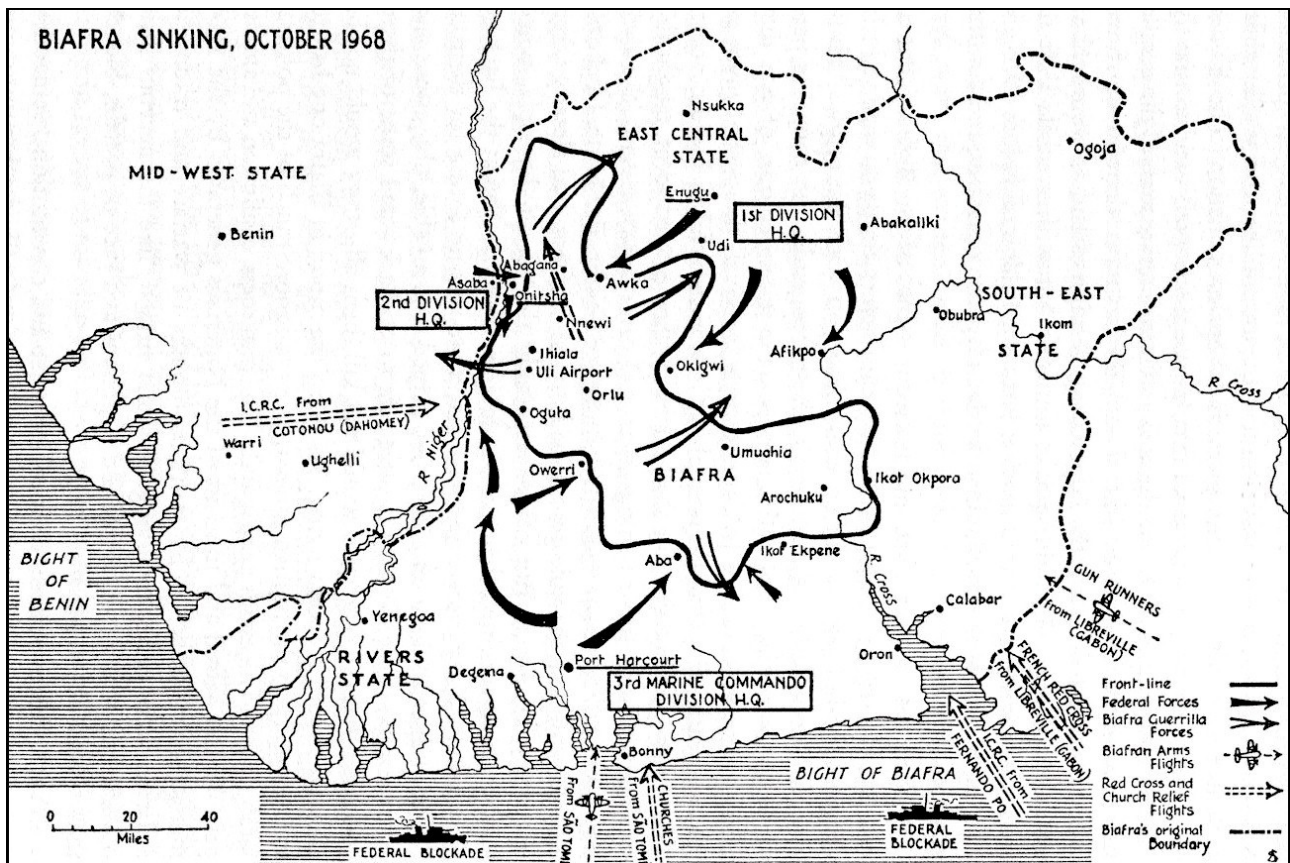


Fig. 7. L'enclave encerclée de la sécession biafraise à partir d'octobre 1968 (de John de St. Jorre's *The Nigerian Civil War* ; Hodder & Stoughten, 1972)

Depuis le début de la sécession, l'approvisionnement du Biafra, de l'armement notamment, venaient de l'île alors portugaise de São Tomé (600 km au Sud, les liens principaux étaient avec Lisbonne, A. de Oliveira Salazar n'aimait pas le Nigeria), certains de Libreville (quand en août 68 des français livrent des armes sur DC3; « Bongo a d'ailleurs très rapidement l'occasion de donner des gages de fidélité en laissant le Gabon devenir la base arrière du soutien clandestin au Biafra, soutien coordonné, depuis l'Élysée, par Jacques Foccart. », Turpin 2015). A partir de mi-1968 la croix rouge internationale a fait 2000 vols de l'île espagnole de Fernando Poo/Bioko puis de Cotonou, la seule qui l'a fait avec l'accord fédéral. La croix rouge française a fait des livraisons de Libreville parfois avec des armes cachées. Caritas, Diakonisches Werk (protestants, allemands) et Nordchurchaid ont fait 5000 missions humanitaires de São Tomé (Seibert, 2018). Le carburant de pratiquement tous les avions, fédéraux comme des aides aux sécessionnistes, venait de divers entrepôts Shell. Le nombre de morts apparaît inconnu (plusieurs centaines de milliers de personnes). Ce qui est certain est que la population déplacée aléatoirement avec un déficit gravissime de protéines se combinant aux maladies d'absence d'hygiène, les enfants étant les plus fragiles, a durement payé (la zone comportait 14 millions de personnes à la déclaration de sécession, majoritairement chrétien surtout protestants, C. Ojukwu

lui-même est catholique, mais son opposant fédéral, le président Y. Gowon, même si ses troupes ont une majorité musulmane, est chrétien aussi, du Nord).

Blancard (2009) rapporte que :

« Ojukwu... fut enfin obligé de s'enfuir par avion de notre aérodrome de service, près d'Obagi... nous fumes interdit d'exploitation pendant plusieurs années. Tout s'est tassé depuis. »

C. Ojukwu (et sa famille) a trouvé refuge chez l'un de ses principal supporter, F. Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire.

A la fin de la guerre du Biafra en 1970, Elf-SAFRAP perd un certain nombre de ses permis, subit une augmentation des taxes et doit laisser une part plus importante de son capital à la compagnie Nationale Nigérienne. En 1974, la SAFRAP se fait peau neuve en Elf-Nigeria qui découvrira encore du gaz. En 1977 sa production nigérienne de pétrole brut était à peu près la moitié de celle du Gabon (Naughton 1999, p. 83).

XI-4-4. Au Congo Brazzaville (Moyen-Congo),

Adjacent au Gabon, il est un peu plus grand, 340 000 km², en diagonal sur 1200 km, mais sa section maritime est assez étroite. Il a environ 1 million d'habitant-e-s en 1970.

▪ Un modeste champs de pétrole exploitable de suite a été découvert sur la côte à terre en 1957 juste après le Gabon (il est mis en exploitation). La SPAEF avait aussi pris un permis maritime qui expirera en 1966 sur lequel elle fait des études générales au début. Le permis terrestre est valable jusqu'à 1989 sous la condition de travaux d'exploration « active et continue ». Mais à commencer 1963, la SPAFE ne fait plus aucune nouvelle recherche au Congo. Est-ce parce que depuis 1963 s'est instauré un régime qui se veut « marxiste-léniniste » ?, remplaçant un abbé-président Fulbert Youlou pro-français avec agents secrets français à ses cotés. Mais si le pays entend exercer désormais une souveraineté intégrale sur ses ressources, qu'on y parle de nationalisation, il sort d'une emprise française de 80 ans. Il est très pauvre, le français est la langue officielle et le tissu économique-social établi les décennies précédentes, transports, commerce, administration, est aussi très francisé, Brazzaville étant l'ancienne capitale de l'A.E.F. Aussi la coopération avec la France reste pragmatiquement à l'ordre du jour.

▪ Potasse

Les sondages pétroliers de la SPAFE à la fin des années 1950 ont trouvé de la potasse abondante à faible profondeur, - 300 m, apparemment facile à prendre, à Holle 45 km au Nord-Est de Pointe Noire et contre la ligne de chemin de fer. C'est le domaine du "corps des mines". Une société des potasses du Congo, CPC, a été créée en 1964 avec l'Entreprise minière et chimique [Azote + potasses d'Alsace] EMC (36,125%), le BRGM (36,125%), la SPAFE (12,75%) et 15 % pour l'État congolais. Il est question d'un gisement d'envergure mondiale de plusieurs milliards de tonnes.



Fig. 8. A gauche l'un des effondrements à la surface, profondeur 20 mètres, au dessus de la mine de potasse de Holle suite à son inondation brutale définitive en juin 1977, mine dirigée par l'EMC et ELF-ERAP (in Feuga 2009). A droite, 45 ans après l'exploitation, autre vestige : le "glacier de sel" (photo "ici Brazza")

D'énormes investissements sont réalisés pour la CPC avec emprunts notamment à la *Caisse française de développement* dans le cadre du FIDES, la BEI, *Banque Européenne d'Investissements* et la BIRD, *Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement*. La reconnaissance géologique avait été limitée, raison spécifiée pour laquelle la société américaine *American Potash*, sollicitée, a refusé la proposition de se joindre à ce gros projet (Sirven 1973, p. 191). Et de fait l'exploitation s'avère de suite nettement plus complexe

que prévue sur de multiples points de vue. Déjà il y a vite des venues d'eau qui doivent être stoppées à coup de plusieurs campagnes d'injection de ciment. Il est vite compris que l'affaire ne sera pas rentable, elle est même financièrement catastrophique. Cela témoigne au passage que les données de la SPAFE pour la recherche de pièges à pétrole étaient alors grossières, la zone ayant été donnée comme monoclinale de composition homogène alors qu'elle est plissée faillée non homogène.

La production a été de 200 000 tonnes K₂O en 1970, montée doucement à 280 000 t en 1975 et 256 000 tonnes en 1976. A ce moment les 3 partenaires veulent se débarrasser de leurs parts sur le gouvernement congolais. La France rembourserait les emprunts et garantirait l'achat d'un an de production. Ce n'était pas signé fin 1976 mais a dû l'être début 1977 puisque Malonga et Saul écrivent (2010 p. 125) : « *La Compagnie des potasses du Congo, dirigée par ELF-ERAP et l'entreprise minière et chimique est nationalisée...* ». Seulement de suite, en juin 1977, la mine doit être abandonnée en quelques jours, et définitivement, suite à une voie d'eau non maîtrisable, avec 3 effondrements de surface (Fig. 8.). La société est liquidée et un accord franco-congolais du 09 sept 1977 prévoit la prise en charge du solde de liquidation de la compagnie par la France (le prêt FIDES de la caisse française de développement, 43,9 millions de FF-1963 passera en compte perte du Trésor public en... juin 1996). Reste le "glacier de sel" un peu après Hinda en remontant une rivière, (Fig. 8), qui depuis 40 ans est lavé par les pluies du Mayombé. En aval plus rien de pousse et l'eau est salée dans toute la région.

L'embarcadère de 1,7 km de long construit sur la côte sauvage pour cela, abandonné, est toujours à s'altérer dans les années 1990.

▪ Pétrole

Fin 1965 les autorités Congolaises demandent à la SPAFE de reprendre des travaux d'exploration nécessaires au maintien de son titre minier. Il faudrait de suite engager de grosses dépenses et travaux ce qu'elle ne peut pas faire à ce moment précis. Or si elle renonce, le code minier congolais stipule qu'elle ne pourra faire de demande sur le même permis. Et il y a de la concurrence sur la zone, Agip, Mobil, Shell... L'éviction qui s'annonce est évitée par une manœuvre de haute voltige, un montage-crédit sur le papier d'une nouvelle société, Elf-Congo, en 1969, de droit congolais, avec 20 % pour l'État du Congo (désormais obligatoire), qui récupère ces droits sur les deux permis terrestres et marins auxquels de l'autre côté renonce la SPAFE. Les recherches doivent alors obligatoirement reprendre. Et de suite en 1969, toujours dans la région de Pointe Noire, mais au large, près des eaux territoriales portugaises du Cabinda, un gros gisement de pétrole dense, appelée *émeraude*, est mis en évidence à faible profondeur. Agip, filiale de ENI, participera à 35 % au développement *émeraude-sud*. Elf-Congo est présidée de 1970 à 75 par André Tarallo (énarque, qui reste ensuite directeur des affaires africaines d'Elf-Erap; il aura un super appartement Quai d'Orsay et villa corse sur financements occultes Elf; Lambert 2016a, p. 72-78). L'inauguration de *émeraude* a lieu en 1971, la production commence en 1972. Mais elle ne monte qu'à 1,8 Mt en 1976, le pétrole est visqueux et difficile à extraire et Elf-Congo fait alors des pertes. Il avait été fait mention au moment des contrats d'une production de l'ordre de 10 Mt et plus. Le régime Congolais avait alors misé sur ce type de production et donc une rente bien meilleure que celle qui arrive. Il avait augmenté le SMIC, diminué le prix des médicaments, et il faut compter aussi sur les détournements de fonds de fonctionnaires hauts placés qui eux aussi se basaient sur les rentes annoncées... Il risque de ne pouvoir verser le salaire de tous ses fonctionnaires.

En février 1976 le Congo dénonce les "conventions d'établissement" avec Elf-Erap et Agip, or celles-ci sont des garanties voulues par les organismes prêteurs. Cela arrête le financement des activités. Le président Marien Ngouabi accuse Elf Erap d'être de mauvaise foi. Suite à des vérifications sur 1971 à 1974 le Congo avait aussi adressé en 1975 un redressement fiscal à Elf Congo et Agip que ceux-ci contestent. Cela entraîne une saisine (très brève) de leurs comptes bancaires. Cherchant un dénouement à la crise les négociations reprennent à Paris début mars 1977 (le plus grand risque était une nationalisation comme en Algérie, qui laisse un mauvais souvenir au Président P. Guillaumat, d'autant plus que le Congo pouvait avoir l'argument en faveur de cela : EMC et Elf-Erap ne cherchaient-ils pas au même moment à faire nationaliser la CPC non rentable pour s'en débarrasser...).

Mais tout se débloque d'un coup avec l'assassinat du jeune président Marien Ngouabi, assassinat toujours entouré d'un opaque mystère à ce jour. Le nouvel homme fort le col. J. Yhombi-Opango accorde dans la foulée des conditions plus favorables aux compagnies. Et comme un remerciement Elf Congo et la nouvelle Elf-Aquitaine accordent dès prêts en 1977 à l'État congolais. Ils obtiennent des nouveaux permis de recherche (Malonga et Saul 2010). Peu après, sous Albin Chalandon et en 1981 le groupe obtiendra le quart de son pétrole brut du Congo-Brazzaville (Naughton 1999, p. 84). Il y avait donc des raisons d'y rester en évitant une nationalisation.

XI-5. Les pratiques de cette création Elf

- « Elf [BRP alors] crée des filiales un peu partout en Afrique ; en 1956, le montant de ses participations s'éleva à plus de 46 milliards de francs courant [argent public pour ce qui est de BRP-Elf]. Celles-ci sont le plus souvent supérieures à 50 % pour les sociétés suivantes : SAFAP (80%), SPM (Madagascar, 65%), SERPCA (Cameroun, 51%), SPAEF (AEF, 57,8%), CEP (57,5%), SAFREP (66,4%), SPS (Sénégal, 30%). En 1970, Elf[-Erap] possède plus de 50 % des sociétés suivantes : Elf Congo, Elf Afrique, Elf Libye, Elf Somalie, la SEREPCA ou Elf Cameroun, SPAFE, SAFRAP (Nigeria). Aucune de ces sociétés n'a son siège social en France et chacune échappe donc au droit français des sociétés pétrolières ; en revanche, elles sont soumises au droit local de l'État où elles ont leur siège social. La France n'a aucun droit à contrôler la gestion financière de chacune de ces sociétés alors que Elf, dont elles sont des filiales, peut intervenir ; la formule du « bilan consolidé » facilite les glissements comptables de l'une à l'autre, sans que l'État français y ait à redire. Par ailleurs, Elf crée en Suisse, dans le cadre du holding, une société Elf Aquitaine International : la France ne saurait donc en contrôler l'activité financière. » (Nouschi 2008, p. 554).
- C'est le Gabon qui va servir de modèle au « système Elf ». La politique du pays y est sous surveillance étroite « A tel point que, lorsque le président gabonais Mba est renversé par un coup d'État en 1964, la décision de le remettre en selle militairement est prise conjointement par Jacques Foccart, conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines [cf. Annexe A-2.], Pierre Guillaumat, le PDG de l'UGP [qui selon la presse vient d'être nommé Président du C.A. de EDF depuis une quinzaine de jours], Maurice Robert, patron du service Afrique au sein du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (Sdece) et Robert Ponsaillé, conseiller du groupe pétrolier et du président gabonais. » ; « Agent secret de haut vol, véritable ministre bis de l'Afrique, Maurice Robert devait rejoindre Elf-Erap en 1973 [sous Guillaumat] pour y développer un service de renseignement parallèle orienté vers l'Afrique, avant d'être nommé, en 1979 [donc par Giscard], ambassadeur de France au Gabon. (...) Bongo : un ancien des services secrets français [en fait récupéré/façonné durant son service militaire à l'école sous-officier de l'AEF] dont l'ascension politique a été téléguidée dès 1960 par Maurice Robert. Une vraie créature de la France... (...) A partir de sa plate-forme gabonaise, Elf va progressivement étendre son influence à une grande partie de l'Afrique noire. (...) [ce mélange des genres] Mis en place par Pierre Guillaumat, le système perdurera sous ses successeurs.» (Tristant Gaston-Breton, Les Echos 09/08/2006). Jean Tropel est un autre ancien barbouze du SDECE embauché par l'Elf de P. Guillaumat.
 - Maurice Robert, anticommuniste, était en charge de la politique africaine du SDECE, est donc militaire (colonel, il a fait l'Indochine du début des années 1950). Il est un peu marginalisé au sein du service avec l'arrivée en 1970 du comte de Marenches, aussi il démissionne de l'armée et du SDECE en 1973. C'est à ce moment que « avec le concours de G. Ponsaillé, il est recruté à Elf pour y créer une cellule de renseignements à la demande du directeur de la firme, Pierre Guillaumat. La compagnie pétrolière d'État devient, en cette décennie 1970, le refuge des « foccartiens ». (Bat 2015)
 - Guy Ponsaillé est un ancien administrateur de la France d'outre-mer. Il a été préfet de la région de Port Gentil au Gabon. Il a été embauché comme directeur du personnel de l'UGP, mais surtout comme conseiller aux affaires africaines en tant que connaisseur du terrain (géographie, culture mais aussi les gens). Il est un lien commun entre J. Foccart et P. Guillaumat. Lorsque l'élite envoie ses paras pour rétablir M'Ba au Gabon, G. Ponsaillé est dans l'avion avec eux, et J. Foccart le laisse comme conseiller spécial de M'Ba et pour organiser des élections législatives pour re-légitimer M'Ba (Bat 2010). G. Ponsaillé a démissionné de l'UGP mais Elf est toujours au Gabon et il continuera d'en être un représentant.
- « Bastion de la compagnie, le Gabon constitue l'appendice africain de la nébuleuse foccartienne. Un vrai bouillon de culture : militants du Service d'action civique (SAC), officiers de renseignement à la retraite, journalistes à gages, politiciens ripoux, affairistes, mercenaires... Toute une faune navigue entre le palais présidentiel d'Omar Bongo, les bureaux d'Elf-Gabon et les coulisses de l'ambassade de France. Laquelle est occupée par le très foccartien Maurice Delauney, déjà titulaire du poste de 1965 à 1972, qui revient à Libreville en 1975... » (Servenay 2021, p. 402). «... plaque tournante sera le Gabon. Louis Pierre Martin prend ainsi la tête de la Garde présidentielle gabonaise, remplaçant à ce poste Robert Maloubier (cofondateur du service Action du SDECE en 1947)... "Loulou" Martin a participé au putsch des généraux en 1961 à Alger contre de Gaulle mais il a écopé d'une sanction modérée... il a quitté le service actif en 1963... Après une opération au Yémen au côté de Bob Denard, il va faire la « GP » (la garde présidentielle) et de ses 1 200 hommes triés sur le volet un aimant pour cadres français expérimentés. » (Borrel et al 2021, p. 411).

- Naughton rappelle que A.B. Bongo avait une carte majeure dans son jeu (1999, p. 82) : « *Les relations entre le président gabonais, Albert Bernard Bongo et Elf étaient complexes. Si Elf assurait plus de la moitié du budget de l'État gabonais, le Gabon fournissait presque la moitié de la ressource en pétrole brut de Elf.* ».
- En nov. 1975, sous le patronage de Maurice Delauney ambassadeur de France à Libreville et de Maurice Robert chef de sécurité de Elf-Gabon, une dizaine de mercenaires dirigés par René Dulac, ancien officier du SDECE épaula des rebelles indépendantistes et des troupes zaïroises pour tenter d'arracher à l'Angola l'enclave de Cabinda, cette zone pétrolifère adjacente au Congo-Brazzaville. L'opération échoue (Borrel et al. 2021, p. 412-3).
- Loïk Le Floch-Prigent (l'un des 4 PDG qu'a eu Elf) devant les juges lors de son procès en 2003, passablement énervé parce que quelques règlements de comptes se font à la barre (Lambert 2016a, p. 103) :
 « *On va appeler un chat un chat : Elf a été créé pour maintenir l'Algérie et les rois nègres dans l'orbite française par le biais du pétrole. Avec les Algériens, ça a capoté. Avec les rois nègres, ça se poursuit. Le système a été créé pour permettre cette opacité. Le président d'Elf est donc ministre bis de la Coopération. C'est pourquoi le général de Gaulle, avec son homme de l'ombre Foccart, a placé à sa tête un homme des services secrets. Et c'est pourquoi Elf a de tout temps financé les services secrets. Elf avait donc trois objectifs : industriel, diplomatique et politique.* »
- P. Guillaumat est toujours Patron d'Elf sous la présidence de V. Giscard d'Estaing lorsqu'est décidée et réalisée le 15 janv 1977 l'opération crevette d'élimination du président marxiste béninois Mathieu Kérékou dans sa capitale à Cotonou. « *Portée sur les fonds baptismaux par Paris, via Elf et Maurice Robert, ainsi que par Rabat et Libreville... le Gabon offre la case de départ. Omar Bongo, en 1976, a nommé Bob Denard conseiller technique, en guise de couverture avant l'opération, au côté du chef de la sécurité présidentielle, Pierre Debizet, patron du SAC... la Société gabonaise de service (SGS), dont Bongo, Robert, Delauney, Debizet et Denard sont tous indirectement actionnaires (par l'intermédiaire, le plus souvent, de leurs épouses ou compagnes).* ». C'est un fiasco et des civils sont tués « *la presse fustige les activités subversives de la France en Afrique, qui se perpétuent... Le fiasco a terni ... l'image du Gabon, de la France...* » (Borrel et al. 2021, p. 413-4).

XI-6. Activités autres

- **Antar** était une compagnie privée créée en 1928 pour la vente du pétrole du petit champs pétrolier de Pechelbronn en Alsace. De là, dans les années 1950 elle avait étendu ses activités au raffinage et à la distribution dont elle tenait 10 % du marché de l'hexagone avec des stations-essence bien placées. Lorsque les principaux actionnaires, Worms et Rothschild, ont laissé entendre en 1968 qu'il désiraient vendre leurs parts, P. Guillaumat prend. La transaction faite en mars 1970 rend Erap majoritaire (40 % + 10 % de l'État français). Mais les raffineries n'étaient pas modernes, Antar n'avait plus de source de brut et avec la perte de brut algérien et la crise pétrolière qui arrive peu après (difficulté à avoir du brut, baisse de consommation), le résultat n'a pas été heureux pour Erap (Naughton 1999, p. 92).
- **ATO** (pour **A**quitaine et **T**otal). La SNPA avec sa gestion du champ gazier de Lacq, le soufre, avait étendu son activité dans la pétrochimie (des associations avec Ugine, avec Progil...). Mais les investissements à faire sont gros. Victor de Metz pour la CFP-Total et P. Guillaumat pour la SNPA négocient une activité commune en pétrochimie-plastiques, qui sera conclue en 1971 avec parité à tous les niveaux, y compris dans la décision. Il y a eu un bon départ puis avec le choc pétrolier, les différentes approches entre les deux groupes, en 1976 la régression est de 35 % (Naughton 1999, p. 93-4).
- A partir de 1969 P. Guillaumat est membre du conseil de perfectionnement de l'**École Polytechnique** dont il devient **Président du C.A.** de 1971 à 1974. En 1972, afin de lutter contre la « *subversion gauchiste* » qui commence à prendre pied, est-il dit, à l'X, il fait nommer le général Pierre Briquet à la tête de l'institution avec pour mission d'y rétablir l'ordre. En trois années, ce dernier parviendra effectivement à ses fins.
- **Le Rapport Schwartz** de novembre 1974. Le choc pétrolier de 1973-4 a attiré les regards vers les pétroliers. Eux n'en ressortaient pas appauvris... Le rapport du député UDR de Lorraine Julien Schwartz a dénoncé un certain nombre de pratiques : i) jouant sur les législations existantes, les compagnies pétrolières ne paient pratiquement pas de taxes, ii) les prix d'achat qu'elles ont donnés pendant la crise étaient falsifiés, iii), elles s'entendent entre elles pour évincer les petits moins disant ce qui est surtout choquant de la part d'ERAP, qui est dans le lot, puisque créé pour éviter ça. Par ex. une autre compagnie d'État, Air France, était pénalisée par ces pratiques; iv) la relation entre l'administration et les compagnies pétrolières est ambiguë

puisque ce sont les mêmes individus qui passent d'un bord à l'autre (DICA, BRP, Schlumberger, ERAP...) (Naughton 1999, p. 99-101).

● **Finalement regroupement de Elf-Erap et SNPA.** Après le choc pétrolier et les divers choix le long de sa courte existence, la dette d'Elf-Erap était considérable et déjà a du vendre ses petites parts ici et là (Canada, Côte d'Ivoire...). Avec d'autres compagnies européennes ils demandent la continuation de faveurs à la CEE. Ils ne les obtiennent plus, les accords du traité de Rome (Fig. 4.) devant bien être appliqués un jour. Pour la survie d'ERAP cette fois il fallait fusionner avec la riche SNPA (qui elle a profité du choc pétrolier). L'annonce de la fusion a fait baisser la valeur des actions de la SNPA. C'est donc *Elf-Aquitaine*, SNEA, qui est formée en janvier 1976, par un décret (approuvé par les actionnaires en juillet; mais le nom Elf-Erap en tant que holding est toujours employé). La logique d'avoir gardé les deux groupes séparés comme l'avaient décidé les X-Mines en 1966 n'était pas évidente pour tous. Autre changement, les rênes de la maison allaient quitter le "corps des mines" pour Albin Chalendon (non fonctionnaire, ayant quitté l'inspection des finances en 1955, il faut modifier en vitesse le décret constitutif original rédigé par les X-Mines pour qu'il puisse prendre le poste).

XII. Bouquet final : au centre du nœud de vipères au sommet

On connaît, enfin... on croit connaître, l'histoire des avions renifleurs. Aldo Bonassoli petit réparateur de télé bricoleur italien à l'aimable culot spontané, qui n'a pratiquement pas fait d'étude, suite à un petit tour qu'on l'emmène faire en avion aurait pointé du doigt à la direction X de Elf l'endroit où la société nationale, en plein dans son fief géologique que ses géophysiciens et géologues scrutent de toutes les manières et fore depuis 35 ans, doit faire un forage de 3500 m pour que du pétrole jaillisse à gogo.

Tout le monde est pris comme imbéciles-de-première, à commencer, c'est « semble-t-il », pendant 3 ans, par le Président de la République Valéry Giscard d'Estaing, X-enarque, ministre des finances de 1962 à 65 puis de juin 1969 à mai 1974, avec président de la Commission des finances du parlement entre les deux, et son Premier ministre, professeur réputé d'économie à Sciences Po et Assas, Raymond Barre.

« ... choc psychologique chez les gens d'Elf qui, à partir de ce début mai 1976, et pendant trois ans, se comportent comme des zombies dont une partie du cerveau ne fonctionnerait plus normalement » trouve-t-on au détour d'une page dans P. Péan (1984).

Mais ce que le journaliste nomme ici avec un grand vague : « gens », c'est exclusivement trois individus, les grands chefs, ceux de la grande École qu'il est fort déconseillé aux autres de contester au sein de la maison. C'est en premier le Président X-Mines Pierre Guillaumat, puis l'X-Mines Gilbert Rutman, vice-président et D.G. de la branche Exploration-Production depuis 1968, et derrière l'X diplômé de l'école Nat. Sup. des pétroles Paul Alba Directeur de l'informatique et ancien officier de l'armée de l'air.

● Un rapport de la Cour des comptes sur certaines dépenses de recherches effectuées entre 1976 et 1979 (i.e. le dit reniflage) par Elf-Erap a été réalisé par François Gicquel conseiller référendaire, et rendu en janvier 1981.

A la demande du Premier Ministre Raymond Barre au Premier président de la Cour des comptes, ce rapport a du être considéré comme « *Très secret défense* », qualification étonnante pour de la technique pétrolière, ce qui permettait de **cacher son existence même**. Bernard Beck **premier président** de la Cour des comptes dira par écrit qu'il **a détruit par lacération** les trois exemplaires de réserve de ce rapport **ainsi que le manuscrit original** de F. Gicquel lorsqu'il a quitté la présidence en novembre 1982, alors sous gouvernement Mitterrand-Mauroy. Des 3 exemplaires restants Valéry Giscard-d'Estaing en avait emporté un à la maison, et Raymond Barre deux à la maison, ne laissant aucune trace derrière eux.

Il s'agit pourtant d'un rapport qui appartient à l'État, en aucun cas à des individuels.

L'affaire arrivera cependant dans les médias. Parce que au vu de transferts de fonds irréguliers d'environ 1/2 milliard de F, indiqués par des vérificateurs à la direction générale des Impôts, un fonctionnaire probablement indigné, plus courageux que beaucoup d'autres, fera fuiter. Il trouvera un journaliste preneur. Pour la petite histoire, ce journaliste se trouve assez bien connaître P. Guillaumat avec qui il a déjà eu des entretiens apparemment passionnés pour un livre sorti 1,5 an auparavant, et qu'il va plus encore décrire comme un glorieux résistant gaulliste dans un cadre officiel au sommet par la suite (cf. § III-2.).

Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre se trouvant alors sous forte pression médiatique, finalement ce dernier rendra à l'État, au Premier Ministre du moment, un exemplaire. Il sera rendu public par P. Mauroy le 02 janvier 1984.

Ce rapport d'enquête au pouvoir limité dévoile des faits très simples. C'est ce qui est le plus cruel pour certains.



Remise de la Grand Croix de la Légion d'honneur à l'Hotel Matignon, le 25/10/1978, par Raymond BARRE

Fig. 9. Avions renifleurs : des polytechniciens, Pierre Guillaumat, "corps des mines", Gilbert Rutman, "corps des mines" et Paul Alba, comme s'ils avaient toujours le doigt sur la couture du pantalon, disent avoir obéi à la lettre.

Cette fois c'était à ce que leur disait de faire Aldo (à gauche), réparateur autodidacte de télévisions dont les écrans prévisionnels de la "boîte noire" vide zoomaient sur des croquis qu'on lui fournissait qui étaient glissés dedans avant l'épreuve de vérité.

A droite, cérémonial : le Président du C.A. de l'École polytechnique de 1971 à 1974 et depuis 1969 membre de son Conseil de perfectionnement, figure centrale de l'escroquerie du reniflage, l'X-Mines Pierre Guillaumat, reçoit les suprêmes honneurs d'une autre sommité de l'élite plongée elle aussi jusqu'au coup dans l'escroquerie en cours (le grand économiste a donné des ordres de transferts illégaux)

Ça n'est pas comme le livre que sort P. Péan, le journaliste preneur, quelques mois plus tard (01 juin 1984). Il y a des fac-similé de pièces rendues publiques en annexe, mais son texte aiguille vers une cascade d'historiettes, d'illuminés-écolos, savant-fous, avocats-espions, cercles internationaux de grands-pères anti-rouges, de mystérieux abbés du Vatican... dont le résultat est de noyer le poisson et fait se dire comme conclusion aux lect/riche/eur/s : « on ne saura jamais ». Vraiment ?

Le relationnel de ce journaliste de choc avec le personnage P. Guillaumat déjà (mais probablement pas seulement) qu'il dira *admirer* est complexe. On a vu en § III-2 que, au milieu de tout ce qu'il y a d'industriels passés du nucléaire, P. Péan est un pion essentiel dix ans plus tard, dans la consécration de l'X-mines P. Guillaumat comme une nouvelle Jeanne d'Arc tricolore. Ce jour là dans les locaux du ministère de l'industrie, il avait complètement oublié le génie des avions renifleurs et leurs transferts occultes de fonds.

▪ Extrait donc de ce rapport de la Cour des comptes, ici (on met en gras et souligne, et petits commentaires en couleur) :

« L'analyse... fit très vite apparaître l'évolution apparemment aberrante de l'un des postes... sous-compte 636 [de 3,6 à 198,5 millions de francs] (...) »

Au moment où il s'apprêtait à [poser des questions] au service comptable, le rapporteur fut **prévenu**... correspondait à une opération exceptionnelle et **hautement confidentielle**... » Par conséquent :

« impossibilité de conserver ou de reproduire les pièces écrites »... (...) »

« Conclusions :

1. Les pertes financières directes subies par le groupe Elf-Aquitaine atteignent un chiffre compris entre 740 et 790 millions de francs, répartis sur quatre années – soit de l'ordre d'un milliard de franc 1980 [l'inflation sous direction de l'économiste réputé R. Barre était très forte alors]...

[renifleurs :] La charge nette découlant du premier accord signé en mai 1976 est de 520 millions de francs environ, celle du second accord et de la période postérieure à juin 1978 est comprise entre 220 et 265 millions de francs.

2. Aucune retombée positive n'apparaît ni sur le plan technologique, ni sur le plan scientifique, ni sur le plan économique.

... Les appareils Delta et Oméga, reconnus **truqués**, ont été rendus aux « inventeurs ».

3. ... absence de précautions relatives à l'existence même d'une invention... Loin de chercher systématiquement une mise à l'épreuve des inventeurs et de leurs procédés, **les responsables d'Elf-Aquitaine ont fourni délibérément les informations techniques et géologiques** dont ils disposaient sur les gisements connus et sondages anciens...

... Aucune enquête n'a permis en temps utile de connaître la personnalité et le passé scientifique de M.M. Villegas et Bonasoli... Ainsi on s'aperçut en juin 1979... que M. Bonassoli manquait singulièrement de références comme chercheur.

4. (...) a) Les comptes sociaux de l'ERAP n'ont pas fait apparaître l'emprunt de 200 millions de francs suisses contracté en 1978 auprès de l'Union des banques suisses... (...) [**UBS**]

c) Des participations ont été prises sans autorisation (souscription au capital de IOMIC pour 10 millions de dollars, financement du premier appel de capitaux, un million de dollars, assuré par une avance de l'Union des banques suisse ; une pyramide de filiales, sous-filiales, pseudo-filiales, a été montée **clandestinement**, selon des mécanismes qui ne paraissent pas convenir à une grande entreprise publique ; domiciliation des sociétés à **Panama** (IOMIC) ou au **Liechtenstein** (Sidana, Amden, AGB), utilisation de prête-noms (pour l'achat de Mischabel, pour l'acquisition de la villa de Rueil, pour la constitution de la S.C.I.T.), opérations en France menées à travers une filiale de droit suisse (Unindus).

d) Certains transferts ont été fait sans autorisation de la direction du trésor (paiement de 2 250 000 dollars en septembre 1978 au centre de recherche fondamentale de Rivieren).

6. (...) Selon les termes même de la lettre du Premier Ministre en date du 28 février 1978, le contrat de 1976 « n'a fait l'objet, **avec l'accord du Président de la République**, d'aucune information au Conseil de l'ERAP ni auprès des autorités de tutelle ». Quant à l'accord de 1978, il a été autorisé préalablement par le **Premier Ministre** et ses instructions ont été données directement au Directeur du Trésor [**un certain Jean-Yves Haberer** dont on reparlera pour le Crédit Lyonnais de manière plus conséquente encore] pour qu'il signe l'arrêté donnant la garantie de l'État à l'emprunt de 200 millions de FS.

Mais ces autorisations ne paraissent pas de nature à exonérer les dirigeants du groupe Elf-Aquitaine de la responsabilité encourue du fait de l'absence de précautions prises au moment d'engager l'opération, de la façon dont elle a été conduite et de l'insuffisance des informations qui ont été données aux hautes autorités de l'État.

7. (...) Aucune de ces considérations n'interdisait aux intéressés de faire preuve de vigilance et d'esprit critique, comme on peut légitimement en attendre de responsables de l'une des plus grande entreprise industrielle françaises.

8. Vu l'importance considérable des sommes engagées et irrémédiablement perdues, il appartient aux pouvoirs publics de tirer les conséquences de cette affaire exceptionnelle. (...)

- M. **Pierre Guillaumat** a engagé l'affaire, faisait procéder aux premiers tests et signant le contrat de mai 1976 ; **il a continué d'en assumer la responsabilité**, même après son départ de la Présidence de l'ERAP, en vertu de la mission qui lui a été confiée **par le Premier Ministre** (et confirmée par lettre du 21 février 1978). (...) **Il l'a suivie personnellement**, disposant d'un bureau au siège de l'entreprise, occupant des fonctions de conseiller à Unindus et de membre du Conseil d'administration d'IOMIX. (...)

- M. Albin Chalendon semble avoir été embarrassé de la situation dont il héritait... (...)

- ... M. Gilbert **Rutman** [**autre X-MInes**] a joué un rôle déterminant... présent comme expert dès les premiers tests, **il a suivi de bout en bout** l'opération à l'échelon le plus élevé... (...).

- M. Paul **Alba** [**autre X**] a été la cheville ouvrière d'Elf-Aquitaine dans l'opération. Présent comme expert dès mai 1976, **participant personnellement** à presque toutes les campagnes de prospection... comme M. Rutman, il a toujours cru. Il affirme encore aujourd'hui qu'on n'est pas absolument assuré qu'il n'y avait pas « quelque chose »... [**traitant le monde en imbéciles-finis, seul solution sinon faut passer à l'aveu...**]

- Les autres membres de l'état-major... n'ont pas eu la responsabilité de la conduite des opérations...

[= **c'est une magouille des seuls 3 X avec le Président de la R. et le Premier Ministre**]

- Les **géologues et experts scientifiques** avaient pour mission de faire preuve d'une collaboration exemplaire avec les « inventeurs » : ils s'y sont tenus.

[t'obéis et tu reste discret, sinon ta carrière..]

9. L'enquête de la Cour n'a pas permis de faire la lumière sur tous les aspects de l'affaire. De nombreuses **interrogations** restent sans réponse... **la destination des fonds** versés à la société Fisalma... les quelques 65 millions de dollars qui représentent le solde net des comptes Fisalma, auxquels s'ajoutent les 45 millions de francs versés directement en Belgique par la SNEA...

Villegas... connaît de sérieuses difficultés financières... M. Bonassoli n'aurait guère profité de la manne...

Tous ces points, qui relèvent d'autres compétences que celle de la Cour, demanderaient des enquêtes supplémentaires. »...

C'est on ne peut plus simple et clair non ?

● L'affaire éclate à la fin 1983. La violence intérieure et le culot du personnage Valéry Giscard d'Estaing devient soudain visible, toute télévision ouverte, à 20h pile au journal de TF1 du 11 janvier 1984, lorsque la gauche est au pouvoir. Il y dit que le Premier Ministre du moment « bave » sur lui et il demande la démission du Président de la République du moment..., rien que ça.

et puis ?

et puis plus rien...

- une commission parlementaire écrit un gros rapport rempli de zones d'ombre, i) **il semble qu de nombreuses personnes au sein d'Elf aient eu connaissance de l'escroquerie**, ii) sources sérieuses terriblement absentes..., iii) **où est passé l'argent**, il a bien atterri quelque part, les deux petits escrocs en carton pâte n'en n'ont rien eu,

- nulle enquête policière,

- aucune suite judiciaire.

● V. Maurus dans *Le Monde* du 27/07/2006 : « Où est passé le magot ? Mystère. Seul le magistrat Jean Cosson osera, en 1986 une explication : l'opération était, dit-il, une « fausse escroquerie », montée à fin de financement politique. Et le "scandale" de 1983 visait à partager le pactole entre la droite et la gauche... »

[O.K., pas d'enquête policière et judiciaire mais... car il n'y en a pas eu !]

▪ « Voilà ce que Jean Cosson appelle les « escroqueries simulées ». Trois critères doivent être réunis pour les distinguer des autres » (Binst et Ramsa 1987 p. 123) :

1) les escrocs ne sont pas crédibles,

2) les escrocs ne sont pas en possession de l'argent disparu,

3) la victime ne porte pas plainte ou porte plainte bien longtemps après les faits.

▪ « Dans son ouvrage *Les Industriels de la fraude fiscale* [la version mise à jour 1986-7 via une édition de luxe assez confidentielle], Jean Cosson, ancien chef de la section financière du parquet de Paris, devenu conseiller à la Cour de cassation, démontre qu'il s'agit d'une fausse escroquerie. En effet, selon l'ouvrage, les escrocs n'étaient pas crédibles et la somme aurait pu être récupérée. S'appuyant sur le rapport parlementaire et sa propre enquête, Jean Cosson conclut que la décision d'accepter, en toute connaissance de cause, cette fausse escroquerie et ce vrai détournement, incombe au Premier ministre de l'époque, c'est-à-dire Jacques Chirac [qui a démissionné en août 1976, l'affaire continue longtemps sous Raymond Barre, l'ensemble sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing]. Il conclut également que les sommes ont servi, au moins en partie, à constituer une caisse noire électorale pour la droite française. » (Newsletters HaOui 10/07/12, [là](#)).

● Un fonctionnaire avec du courage ayant donc décidé d'éventer l'existence de transferts occultes de fonds, le "triple-X" Pierre Guillaumat, Gilbert Rutman et Paul Alba n'est pas plus loquace pour autant.

Une lettre de P. Guillaumat dans *Le Monde* du 05/01/1984, citant un courrier-cesti, un courrier-cela [car déjà révélés dans les rapports], est le pied de nez insolent et définitif du personnage central de l'affaire en ce que

cette lettre est une coquille entièrement vide sur l'in vraisemblance technique, économique, industrielle et politique de l'affaire.

Ces dits « grands commis d'État » se savent complètement intouchables car ça touche l'élite la plus sommitale. Débiller leurs escroqueries menacerait le sommet, eux-aussi, mais il y a convergence d'intérêt de ce petit monde. Ils continueront de plus belle à courir de présidences en Conseils d'Administration. Cette manière de faire continuera à faire des petits (Lambert 2016a).

XIII. Retraite

- Atteint par la limite d'âge, P. Guillaumat doit quitter son poste de Président d'Elf début août 1977.
- Il prendra la retraite de son "corps" des Mines le 02 janv. 1979.
- Dès 1977 il est dans la promotion d'un club CNRS-Industrie qui aboutit à la création en 1980 du Comité des relations industrielles du C.N.R.S., le C.R.I.N., structure réunissant responsables du C.N.R.S. et industriels dont P. Guillaumat est le Président de 1978 à 1990.
- P. Guillaumat n'abandonne pas Elf pour autant. Il est gardé responsable de ce qui concerne les renifleurs. Le Premier Ministre Raymond Barre l'indique au nouveau Président A. Chalandon dans un courrier du 21 fév. 1978. Par ordre direct du sommet, pour ce sujet particulier, c'est le Président de la Société d'État qui devra assister le retraité P. Guillaumat et pas l'inverse :

« Je vous ai informé, lorsque vous avez été nommé Président de l'ERAP, qu'en raison des conditions dans lesquelles évoluent ces relations, l'importance qui s'attache à leur consolidation et à leur développement, M. Guillaumat continuerait d'assurer l'ensemble des relations avec le groupe détenteur de ces procédés et à veiller personnellement à assurer à notre pays la disposition la plus large de leurs possibilités dans tous les domaines.

M. Guillaumat devra rendre compte au gouvernement de l'évolution de ces relations, des problèmes qu'elles soulèvent, des engagements réciproques qu'elles paraissent devoir appeler. Il proposera en temps opportun les orientations, les décisions et les moyens nécessaires.

L'ERAP et son groupe étant le partenaire français choisi par ses interlocuteurs, M. Guillaumat se concertera avec vous pour les questions générales posées par cette association pour l'application des procédés V.D.S. dans les domaines d'intervention du Groupe Elf Aquitaine.

Vous voudrez bien apporter, de votre côté, à M. Guillaumat, toute l'assistance nécessaire pour l'exécution de sa mission. » (fac-similé dans annexes Péan 1984).
- Pierre Guillaumat entre au C.A. des Galeries Lafayette en juil. 1979, puis il entre dans celui de la banque Courtois en déc. 1979.
- Par ailleurs, celui qui était aux commandes du CEA pour l'urgence de la fabrication de la bombe atomique française, et pour cela des réacteurs atomiques militaires avec une usine de séparation du plutonium à Marcoule avec cheminée de rejets et tuyau de rejets dans le Rhône, de tritium, strontium-90, césium-137, Plutonium et américium (jusqu'en Camargue), rejets qui sont bien sûr secret-militaire, puis qui était à EDF pour construire le même type de réacteurs le long de la Loire, Pierre Guillaumat, prend la présidence de la Ligue Nationale contre le cancer de 1981 à 1991.

Annexe

A-1. Jacques Lemaigre-Dubreuil

(1894 - 1955)

J. Lemaigre-Dubreuil, industriel politiquement actif, est surtout connu comme la personne qui, avec Robert Murphy l'envoyé de F. Roosevelt, a fait venir le général H. Giraud à Alger début novembre 1942

Issu d'une famille bourgeoise des environs de Limoges, son père l'envoie faire ses études à Paris, École catholique Gerson (avec Janson de Sailly à partir de la 4^e ?) puis Institut d'Études Politiques. Il s'est engagé de 1914 à 1922, a servi en Roumanie et, après la guerre, en Syrie (le prince Fayçal qui a combattu coté allié pendant la guerre est militairement délogé en dépit des promesses et anglaises et Françaises antérieures : gl. H. Gouraud Haut Commissaire). Il finit avec le grade de capitaine. Ensuite il commence courtier de bourse mais se marie rapidement avec Simone Lesieur, fille du fondateur Georges Lesieur de Dunkerque, qui meurt en 1931. J. Lemaigre-Dubreuil devient PDG à 37 ans en partage avec un frère de sa femme, Paul Lesieur, qui prend la présidence du CA en 1937 et qui s'occupe de l'usine de Dunkerque et des transports. J. Lemaigre-Dubreuil à Paris s'occupe lui de la partie nationale et internationale, les achats de cacahuètes à partir surtout du Sénégal, et du marketing de vente.

● **Fédération Nationale des contribuables, 1934-1939**

Les années 1930 sont une période très agitée politiquement. En 1934 a été constituée la *Fédération nationale des contribuables* (financée entre autre par E. Mercier) en relais à l'ancienne *Fédération nationale des syndicats et groupements de contribuables* créé en 1923 par Louis Large (cabinet de contentieux fiscal), financée à ce moment là par le fabricant de parfum François Coty qui avait *Le Figaro*. J. Lemaigre-Dubreuil en est un actif. C'est un ensemble de petits investisseurs, petites affaires, petits propriétaires, des agriculteurs eux-mêmes très organisés avec *Défense paysanne* (Henri d'Halluin, dit Dorgères), qui revêt une signification sociale hostile à la République.

La *Fédération nationale des contribuables* est l'un des groupes, une des nombreuses « ligues », avec l'Action française, les Jeunesses patriotes... (le col. de la Rocque lui n'ira pas au bout) qui provoquent les graves émeutes devant et contre le parlement le 06 février 1934. J. Lemaigre-Dubreuil en était (sur un pont dit-il).

En mars 1935 J. Lemaigre-Dubreuil est élu président de la Fédération, ce qu'il sera jusqu'à la guerre en septembre 1939. S'y trouvent aussi Louis Franchet d'Esperey (général qui flirtait avec à l'extrême-droite et proche de P. Pétain) et Joseph Barthelemy (juriste constitutionnel, opposé au Front populaire, défenseur des accords de Munich, futur ministre de la justice de Pétain et qui fera appliquer durement la « révolution nationale »). Il prend Jean Rigault, jeune journaliste de tendance royaliste dure, un créateur de la Cagoule, comme second chargé de la partie relation médiatique.

J. Lemaigre-Dubreuil devient alors visible en politique, à des meetings, par des articles repris dans les journaux bien calés à droite (parmi les financeurs de la Fédération, E. Mercier, François de Wendel; Lacroix-Riz, 2010, p. 275). Il utilise la ligue comme un groupe de pression contre le front populaire, disant qu'il est impossible de réformer le budget sans réformer l'État. Les brochures réclament un État ayant une main autoritaire, avec un régime basé sur les corporations. Le logo est une hache, sorte de demi francisque, tenue par une main. Les tracts étaient d'une grande agressivité.

Les 29-30 septembre 1938 c'est les accords de Munich (E. Daladier) que la revue *L'Action contribuable* de la Fédération considère comme une défaite diplomatique. La revue s'inquiète de l'avenir de la France. La situation était sérieuse et J. Lemaigre-Dubreuil suggère des mesures extraordinaires comme la suspension de la chambre de députés et du sénat et d'établir un gouvernement de Sûreté publique (Hoisington 2005, p. 44). La déclaration de la guerre en sept. 1939 suspend l'activité de la Fédération.

● **Synarchie, cagoule, journaux**

- [archives policières :] « ... « note sur la société secrète fasciste appelée France 1950 (ou F. 1950) », groupe synarchique dont un tableau du 17 avril 1937 citait 38 « cadres directeurs » et 26 « membres » (un dossier sur les activités de chacun « avant 1939 et depuis 1940 » avait été constitué). Y figurent, avec des politiques et des idéologues, des hommes de la grande industrie, Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et Comité des Forges inclus – Raoul Dautry, Auguste Detoef, Jean Fraissinet, Edmond

Giscard d'Estaing [SFFC], Jacques Lemaigre-Dubreuil, Ernest Mercier, Georges-Jean Painvin, Eugène Schueller [président de l'Oréal, Monsavon et peinture Valentine], Émile Taudière, Pierre Waline, etc. - et de la Haute Banque, tel Jean Tannery, gouverneur de la Banque de France en 1935-1936, et « MM. Ardans frères », les inspecteurs des Finances Gabriel et Henri (« président de la Société générale et du comité d'organisation des banques »). » (Lacroix-Riz 2010, p. 38).

- « Les RG alignèrent des listes... « sur la liste [de cagouards] remise à Jean Rigault, secrétaire de Lemaigre-Dubreuil » par « le général Duseigneur ». La liste fut ensuite « cachée au siège de la Fédération nationale des contribuables », citait « de nombreux officiers [...], notamment les généraux Naboule, Vuillemin, Béthouart, les amiraux Marquis, Laborde, Fenard » ; elle se confondait probablement avec le « Comité de défense des patriotes emprisonnés » (les cagouards) d'après novembre 1937. » (Lacroix-Riz 2010, p. 287). Des rumeurs et déclarations insistantes venant du milieu cagouard, ont été que J. Lemaigre-Dubreuil sait pourquoi Navachine a été assassiné (idem p. 293-5).

- « Monarchiste et synarque [J. Lemaigre-Dubreuil] « bailleur de fond du Comité secret d'action révolutionnaire » [CSAR, dite "Cagoule", créée en réaction à la dissolution des ligues en janv. 1936] de [polytechnicien Eugène] Deloncle, l'avait lié à sa « Ligue des contribuables [pour] contrecarrer les lois sociales du front populaire ». Son secrétaire Jean Rigault, « créateur en France du CSAR, avait passé les leviers de commande... à M. Deloncle, après avoir organisé les attentats de la rue de Presbourg et de Bagnoles-de-l'Orne » [l'un à Paris au siège du patronat pour faire croire à un crime anarcho-communiste, l'autre assassinat de deux ennemis antifascistes de Mussolini en échange de fusils semi-automatiques Beretta] . Adeptes de la ligne « que le meilleurs gagne », Lemaigre-Dubreuil stipendiait tout et son (apparent) contraire. Versant à « la Cagoule... une part importante de ses fonds », il finança « en 1937 L'Insurgé », hebdomadaire aux rédacteurs cagouards (tel l'Action française Talagrand dit Thierry Maulnier, devenu Solidarité française et ami d'Abetz), qui, dans « les quelques mois de sa vie éphémère, entretenit une polémique violente avec » son homologue « de gauche, La Flèche, de Gaston Bergery » avant d'apprendre « un beau jour » qu'il émargeait à la même caisse. C'est sans doute lui [Lemaigre-Dubreuil] que désignait Pertinax dans le « grand notable de l'industrie... au même carrefour des affaires et de la politique » que l'équipe Worms liée (via Pucheu) à la Cagoule. » (Lacroix-Riz, 2010, p. 275).

- Jean Lemaigre-Dubreuil, avec son beau frère, rachètent le quotidien *Jour-Écho de Paris* en juil. 1939 . Jean Rigaud et Louis Goury du Roslan (baron, assureur, grande propriété en Sologne, financeur de Dorgères) sont éditeurs mais ils gardent le directeur Jean-Camille Fernand-Laurent, député (coté P. Laval, J. Doriot, P. Taittinger). Avec l'invasion l'ancien propriétaire, Leon Bailby, partira à Nice où il démarre un autre journal, ultra-pétainiste, *L'Alerte*.

Le *Jour-Écho de Paris* lui déménage à Clermont-Ferrand. En août 1940 J. Lemaigre-Dubreuil fait une demande aux autorités pour que le quotidien puisse reprendre à Paris. Il argumente que le journal travaillera à la « rénovation nationale avec tous les risques politiques que cela implique » et amène la France, comme il l'avait espéré avant la guerre « vers un ordre politique, social et économique nouveau » mais n'a pas obtenu l'autorisation allemande (le journal avait dénigré l'Allemagne les premiers mois suivant son rachat). D'octobre 1940 à juillet 1941 *Jour-Écho de Paris* est installé à Marseille, retourne à Clermont-Ferrand et cessera en mars 1942 (Hoisington 2005, p. 53-55).

● Via la Banque de France : blocage de l'or républicain espagnol : la main tendue à Franco

En accord avec son attitude anti-parlementaire, la *Fédération nationale des contribuables* ne propose pas de candidats aux élections, mais elle commente et dénonce. C'est le Front populaire qui gagne, l'inverse de ce que veut la *Fédération*. Le Front populaire a l'intention de privatiser la Banque de France et il dévalue le franc (à contrecœur, L. Blum avait dit qu'il ne le ferait pas), les deux sont vigoureusement attaqués par la Ligue qui lance une action en justice.

Aussitôt, J. Lemaigre-Dubreuil se présente au siège d'un des deux conseillers élus par les actionnaires de la Banque de France à son Conseil général. Cette assemblée salle pleyel le 15 oct 1936 hue le gouverneur de Banque Émile Labeyrie nommé par le Front populaire à la place du synarque Jean Tannery (qui est aussitôt recueilli à la Banque de l'Union Parisienne qu'il préside dès l'année suivante) et élit triomphalement J. Lemaigre-Dubreuil, une belle revanche pour la *Fédération nationale des contribuables* dont J. Lemaigre-Dubreuil reste Président. Les banquiers avaient fait acheter des actions pour le portefeuille de leurs clients et se faisaient donner les pouvoirs, afin de contrer le gouvernement.

J. Lemaigre-Dubreuil va briser la tradition du silence de la Banque, il commentera ce qu'il saura dans *L'Action contribuable* et ses nombreuses connaissances et relais médiatiques, s'en servant comme levier politique.

A ce moment le Front populaire face à la guerre civile en Espagne est pris entre une sympathie de principe et, en pratique, le choix froid d'une stricte neutralité.

Pour des crédits pour acheter des armes, en juin et sept 1931 la Banque d'Espagne a envoyé 53 tonnes d'or pour dépôt à la Banque de France. Cela s'est fait secrètement mais J. Lemaigre-Dubreuil a des informations partielles qui est que la somme équivalente a été donnée en billets à la Banque commerciale d'Europe du Nord et la Banque populaire de Moscou. Il publie haut et fort ce qu'il pressent en feignant de ne regarder que l'aspect financier.

En 1938 la Banque d'Espagne rembourse le prêt et demande le retour de l'or.

Ce n'est plus le Front populaire, L. Blum a démissionné en juin 1937 lorsque le Sénat refuse sa demande de pouvoirs financiers exceptionnels ; se sont succédés : gvt Chautemps juin 37 à mars 38 avec G. Bonnet aux finances, puis gvt L. Blum 28 jours, puis gvt E. Daladier avec Marchandeu puis P. Reynaud à partir de nov. 1938 aux finances.

J. Lemaigre-Dubreuil soutenu par ses réseaux fait alors pression pour que l'or ne soit pas renvoyé à la Banque d'Espagne dont le gouverneur est républicain et qui est aussi le gouvernement légal de la Banque.

Un directeur de la banque est du côté Franco-Burgos, et réclame aussi l'or... Et Pierre Fournier (aux qualités vantées par la droite dure) le gouverneur qui a remplacé E. Labeyrie en juillet 1937 se range du côté de J. Lemaigre-Dubreuil. Il est décidé sur argument de ne pas se mêler d'affaires politiques internes à la Banque d'Espagne de garder l'or jusqu'à l'issue du conflit privant la République de son avoir à un moment critique de la guerre. Le solde, plus de 40 tonnes d'or est rendu une fois que le général Franco a fini sa conquête militaire avec l'aide sur le terrain des forces de Adolphe Hitler et Benito Mussolini. C'est l'inspecteur des finances H. Moulin de Labarthète [ancien camelot du roi, futur directeur de cabinet de Pétain de juil. 1940 à avril 1942] attaché des finances de l'ambassadeur Ph. Pétain à Madrid, qui ... :

« Pétain, peu rompu à ces questions... lui accorde toute confiance pour mener à bien la restitution au pouvoir nationaliste de l'or républicain entreposé dans les coffres de la Banque de France, conformément aux accords Bérard-Jordana conclus le 25 février 1939. Pétain, malgré l'hostilité de Reynaud à cette restitution sans condition, obtient gain de cause. Du Moulin, chargé de superviser le transport de l'or le 30 juillet 1939, gagne alors l'estime et la confiance du maréchal... » (Cotillon 2002).

« Inscrit au point 1 des accords Léon Bérard-Juan Jordana de février 1939, le transfert eu lieu le 31 juillet suivant, en toute connaissance par la Banque de France de la destination de l'or : il solderait la lourde dette que Franco avait contracté auprès de ses tuteurs de l'axe Rome-Berlin, l'allemand surtout. Trait frappant, si éclairant sur les liens entre l'impérialisme français et son État, le risque, théoriquement gravissime, de poursuites judiciaires pour un acte violent grossièrement le droit international fut écarté. Un décret-loi du 1^{er} juillet 1939, selon l'usage rédigé par la banque elle-même, signé du ministère des finances et ultra-secret (non publié au Journal Officiel), prétendit qu'elle s'était pliée à une injonction étatique. L'État (le contribuable français) assumerait donc seul les conséquences d'une éventuelle poursuite des plaignants républicains, à craindre si Franco était chassé un jour. » (Lacroix-Riz 2016, p. 62).

J. Lemaigre-Dubreuil bénéficiera d'un retour d'ascenseur. Ne sachant à quoi s'attendre de la Commission de Purge des anciens du régime de Vichy créée en décembre 1943 par le Comité d'Alger, il ira se mettre au chaud quelques mois chez Franco à la mi 1944 (cf. Plus bas : "Blanchi par un tribunal militaire").

● Mois de guerre

A la déclaration de la guerre en sept. 1939 J. Lemaigre-Dubreuil doit rejoindre une unité de réserve (capitaine). Mais en février 1940, en tant qu'homme d'affaire et conseiller de la Banque de France, il est chargé d'une mission économique, pour l'armée, en Roumanie liée à la France par la petite entente tripartite, pour évaluer ses échanges avec l'Allemagne.

La Roumanie vend alors 36,8 % de son pétrole à l'Allemagne, ensuite à l'Italie, et la Grande Bretagne. Pourtant en 1940 des cics françaises contrôlent 16,6 % de ce pétrole et les capitaux français représentent 40 % des investissements dans le pétrole roumain (avec des capitaux belges, de Grande Bretagne et d'Amérique). La Roumanie achetait aussi de plus en plus à l'Allemagne qui était donc devenue de loin le premier partenaire économique dans les deux sens. Puis sur le plan politique arrivent les deux coups de tonnerre de Munich avec la partition de la Tchécoslovaquie puis le pacte germano-soviétique qui fait que sur le plan politique aussi, la Roumanie peut douter de la France.

Là-bas J. Lemaigre-Dubreuil qui a l'habitude de commander, pas l'inverse, rentre en conflit avec l'ambassadeur et le chargé du pétrole. Il repart le 24 mars à Paris, fait un rapport qui va dans le sens du point de vue de M. Weygand (sur le plan militaire la Roumanie tombe dans la zone orientale dont le gl. M. Weygand avait la charge à partir de Beyrouth). C'était de ne pas laisser glisser la Roumanie côté Allemagne sur le plan économique : le III^e Reich était en train de gagner le pays sans un coup de feu. Et J. Lemaigre-

Dubreuil parle de projets sur le pétrole, les matières minérales..., avec une mission économique avec des personnalités qu'il propose : Jacques Georges-Picot (inspecteur des finances, à la Cie du canal de Suez depuis 1936, sera au secrétariat d'État au ravitaillement en 1941-42) ou Henry Du Moulin de Labarthète (inspecteur des finances qui a milité aux Jeunesses Patriotes avec lesquels il est dans les émeutes du 06 fév. 1934, et qui 3,5 mois plus tard sera directeur de cabinet de P. Pétain et un des meneurs de la « révolution nationale »). En Avril M. Weygand est de passage à Paris et ils en discutent. Puis ils rencontrent P. Reynaud et Paul Baudoin qui bientôt avaient d'autres chats à fouetter, la campagne norvégienne tournait au désastre (Hoisington 2005, p. 52).

Courant mai 1940 J. Lemaigre-Dubreuil retourne hâtivement dans son unité motorisée, il est brièvement capturé à Nogent-sur-Seine, se sauve. On peut vérifier que c'est à la mi-juin que les allemands arrivent à cette localité. A ce moment là ils progressaient de 50 à 100 km/jour. Il se réfugie chez son frère en Haute-Vienne.

● Début du Régime de Vichy, Business, Lesieur et autres

J. Lemaigre-Dubreuil va voir M. Weygand à l'Hôtel du Parc à Vichy qui est maintenant le ministre de la défense de P. Pétain. Et il va se replonger dans le business Lesieur pour lequel la période d'occupation va se passer plutôt bien.

- Avant la guerre Lesieur est leader dans la production d'huile végétale comestible ou industrielle et savon. Elle est très implanté dans l'Est de la France. Le capital est de 52 MF, avec la raffinerie à Couderkerque-Branche à 3 km du port de Dunkerque (banlieue Sud de l'agglomération) qui avec 800 employé-e-s en 1938 a traité 120 000 tonnes de cacahuètes d'Afrique de l'Ouest et des Antilles et produit 45 000 t d'huile d'arachide non raffinée, 40 000 tonnes d'huile d'arachide raffinée, 55 000 t de gâteaux de procédés et 11 000 tonnes de savon. L'usine a été endommagée lors de la prise de Dunkerque mais était de nouveau en opération à la fin de l'été 1940. Dunkerque est dans une zone allemande rattachée à Bruxelles. Il y a eu la bataille d'Angleterre puis le blocus anglais donc plus de cacahuètes par la Manche, l'usine a alors suivi les directives : faire des condiments et détergents.

Lesieur a continué son business autant qu'elle le pouvait, tant qu'elle le pouvait. « *Elle s'est soumise à des ordres allemands de réquisition de glycérine en septembre 1940 [pour des usines d'explosifs évidemment] et aux termes de l'accord économique d'armistice sur l'huile végétale répartis entre l'État français et le gouvernement allemand à Wiesbaden.* ». Mais les livraisons se faisaient sous l'égide du SIRPO toutes compagnies mélangées (Hoisington 2005, p. 58).

En 1938 avait été créée une centrale unique d'achat pour toute la branche, SIRPO, Société d'Importation et de Répartition de Produits Oléagineux, principalement d'Afrique de l'Ouest, en lien avec le ministère du commerce. En mars 1940 s'était imposée l'idée de construire une raffinerie dans ou proche de la zone de production d'arachides pour une raison double de sécurité à distance des champs de bataille suspectés et d'économies de transport.

Vichy installé relance le projet. Pierre Boisson gouverneur général d'Afrique de l'Ouest y était favorable. Parmi les industriels liés dans le SIRPO, en oct. 1940 seul Lesieur représenté par J. Lemaigre-Dubreuil est intéressé (les autres sont surtout en zone libre à Marseille). Intéressé à condition que..., vu le « risque considérable » Vichy lui accorde des quotas d'importation favorables et que l'huile pour la métropole soit sans taxes. Vichy accepte toutes ces conditions et c'est signé en janvier 1941 par le ministre des colonies, l'amiral Charles Platon (ancien cagouillard, proche groupe Worms, signataire du décret du 22 juil. 1941 sur les juifs) et le Résident du Maroc (le gl. 5 étoiles Auguste Noguès), période très turbulente entre le renvoi de P. Laval et la nomination de F. Darlan.

Le projet consiste en une usine de broyage et d'extraction d'huile de cacahuètes à Dakar, une raffinerie à Casablanca pour raffiner l'huile de Dakar et une troisième unité à Alger pour compléter le travail de Casablanca et faire du savon. La chose lancée, Lesieur a démonté et transporté des parties de l'usine de Dunkerque en Afrique, presque 8000 tonnes, avec la pleine autorisation des autorités allemandes surtout parce qu'elles voyaient que le Régime dépensait des sommes pour acheter de la nourriture. Tout a commencé vite puis cela s'est ralenti avec la complication d'obtenir les pièces complémentaires entre les États-Unis ou l'Allemagne. Aussi La production à Dakar commencera en 1943 et pour Casablanca et Alger bloqués par les opérations militaires liées au débarquement allié, le démarrage sera respectivement en 1944 et 1948. Lesieur-Afrique S.A. est créé en 1941, siège social à Casablanca, avec J. Lemaigre-Dubreuil comme Président. Objet : « fabrication et commerce de toutes huiles végétales ou animales, comestibles ou industrielle, de savons de ménage ou de toilette et leur dérivés, ainsi que tous sous-produits de ces industries ». L'investissement initial était de > 60 MF mais le pari risqué réussira.

L'avoir de Lesieur a augmenté de 30 MF entre 1939 et 1941 et d'un autre 20 MF entre 1941 et 1946, boosté par le cours de la guerre, et de plus tout est prêt pour une expansion une fois la guerre finie (Hoisington 2005, p. 58).

« *Le cadre de l'OSS [service secrets US] William Langer le décrivait ainsi en 1947 : « rentré au capital de la banque Worms [et...] étroitement lié à des hommes comme Pucheu, [Gabriel] Le Roy Ladurie et Barnaud », Lemaigre-Dubreuil avait « après la chute de la France servi d'intermédiaire à la Commission économique franco-allemande de Wiesbaden et [...] d'agent aux Allemands pour leurs achats en Afrique du Nord et de l'Ouest »* (Lacroix-Riz 2016 p. 160)

J. Lemaigre-Dubreuil fournissait l'Afrika Korps de E. Rommel (Lacroix-Riz 2019, p. 115).

- J. Lemaigre-Dubreuil est gros actionnaire du magasin du Printemps (4000 employé-e-s en 1939) géré par son beau frère (marié à la sœur de sa femme, Germaine Lesieur) arianisateur, Pierre Laguionie, éminent membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.
- Également, Fontaine écrit (1967, p. 88) : « ... *Lemaigre-Dubreuil, que nous connûmes et avec lequel nous déjeunâmes quelques fois au « Chantecler » à l'Hôtel Aletti d'Alger, était administrateur de la Société Générale des Huiles de pétrole, filiale de la British Petroleum (ex-Anglo-Iranian Oil cy) trust numéro 2 britannique et associé avec la Royal Dutch-shell... »*. Son titre de administrateur adjoint de la Royal Dutch et confirmé un peu partout (par ex. Lacroix-Riz 2016, p. 160). R. Goetze dit aussi : « *Dans notre petit groupe, Lemaigre-Dubreuil, qui avait beaucoup d'intérêts aux États-Unis. A Alger... il n'y avait que des américains. Parmi les américains il y avait au moins 17 vice-consuls. Il y a eu une bonne troupe, des gens charmants.* » (Carré de Malberg 2014 p. 83).
- La SFFC de E. Giscard d'Estaing (qui était avant guerre dans la même société synarchique F. 1950 que J. Lemaigre-Dubreuil) dont la guerre n'affecte guère les affaires non plus prend des intérêts dans Lesieur-Afrique via sa filiale Sofitra, *Société Financière Transafricaine* fondée à Casablanca le 28 nov 1941. A partir de là, plus tard, se repliant du Tonkin suite à Diên Biên Phu, et indemnisé par l'État (contribuables) la SFFC/Giscard d'Estaing re-place notamment en Afrique. Et dans les années 1950 il aura pris la relève de Lesieur-Afrique avec l'X Paul-Henri Bernard vice-Président SFFO qui en devient Président (avec toujours des fils Lesieurs dans le C.A. ; entreprises-coloniales, [là](#)).

● **Murphy - Lemaigre-Dubreuil - Giraud**

En septembre 1940 le président F. Roosevelt a nommé Robert D. Murphy, un cadre des affaires étrangères qui avait plus de dix années d'expérience à l'ambassade américaine à Paris, comme son représentant personnel en Afrique, ayant autorité de négocier avec Maxime Weygand sur les affaires économiques.

« *Ses relations [Lemaigre-Dubreuil] avec Robert Murphy datent du premier semestre 1941.* » (Lacroix-Riz 2019, p. 115). C'était un bon contact, avec ses relations politiques et économiques s'étendant de Dunkerque à Dakar avec la construction des usines Lesieur, en passant par Paris et par Vichy. J. Lemaigre-Dubreuil connaissait bien Henry du Moulin de Labarthète (déjà du temps des ligues), influent chef de cabinet civil de P. Pétain et gérant des intérêts bancaires coloniaux du groupe de Nervo, le ministre de la justice Joseph Barthélemy, ancien collègue de de la *Fédération Nationale des contribuables* et le puissant ministre de la Production industrielle François Lehideux. Il y avait (encore) le *Jour-Echo de Paris* avec Jean Rigault toujours bien renseigné.

De plus J Lemaigre-Dubreuil avait connu dans les affaires avant la guerre un certain R. A. Solborg, en train de devenir chef du renseignement des USA sur l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Nord. On peut discuter officiellement et librement, les USA sont neutres à ce moment. Ils ont un ambassadeur à Vichy, l'amiral W. Leahy jusqu'à mai 1942 (qui passe alors chef d'État-major personnel de F. Roosevelt), ils ont un Chargé d'Affaires à Berlin, Leland B. Morris, et un ambassadeur à Tokyo, J. C. Grew (ces deux derniers jusqu'à Pearl Harbour début décembre 1941).

Arrière plan d'importance, ni R. Murphy ni J. Lemaigre-Dubreuil n'aimaient les communistes. Autre fait fondateur, le Président F. Roosevelt (renseigné notamment par J. Monnet) jugeait C. de Gaulle comme un fanatique et dictateur en puissance et voulait l'écarter.

- A partir de leur entrée en guerre en déc. 1941, les USA regardent l'Afrique du Nord avec d'autres yeux. Puis M. Weygand est rappelé en France en novembre 1941 pour répondre aux pressions de l'Allemagne. A ce moment R. Murphy obtient carte blanche pour cultiver le contact, chercher de futurs partenaires. Son premier choix aurait été le gl. 5 étoiles Charles Noguès Résident général à Rabat. Mais ce dernier est resté hermétique, catégoriquement fidèle à Vichy. R. Murphy avait aussi le contact avec M. Weygand qui, à son retour en métropole, a été un moment en Provence sans poste : idem, sa fidélité à P. Pétain était totale (Stead 1959, p. 118).

J. Lemaigre-Dubreuil a une villa à Dar Mahieddine, à la périphérie d'Alger. Et à partir de début 1942, Jean Rigault est avec lui. J. Lemaigre-Dubreuil était en bonne entente avec M. Weygand (notamment depuis leur collaboration à des projets roumains début 1940) et connaissait aussi des officiers de son entourage notamment le capitaine André Beaufre qu'il a vu à Paris en avril 1940 (que M. Weygand fera plus tard arrêter lorsqu'il lui suggérera de prendre son indépendance vis-à-vis de Vichy). Il est frustré par le rappel en France de M. Weygand, et peut-être R. Murphy aussi.

Le 17 avril 1942 J. Lemaigre Dubreuil échange pendant une heure avec Pierre Laval (il aura ses contacts avec P. Laval jusqu'au bout, juin 1944), et le lendemain, le 18, c'est avec R. Murphy. Ce qui sépare J. Lemaigre-Dubreuil de P. Laval, ce sur quoi leurs chemins s'écartent, c'est que le premier qui peut rester en Afrique si nécessaire et avec ses contacts internationaux, pense que l'Allemagne avec tous les fronts qu'elle a ouverts ne pourra plus gagner, alors que le second très centre-hexagonal pense qu'elle maintiendra longtemps sa grippe sur l'Europe (Hoisington 2005, p. 67).

Il se trouve que à ce moment, passé la mi-avril 1942, un gl. cinq étoiles Henri Giraud, déguisé en touriste alsacien, se sauve sans entrave de sa prison dorée de Königstein près de la frontière Tchèque jusqu'à la Suisse (cela avait été organisé notamment avec le cdt Lecoq et le col. Linarès et les faux papiers allemands et Suisse étaient prêts, Stead 1959 p. 119). Ce général vient manger avec Philippe Pétain à Vichy, le gouverneur général d'Algérie, Yves Châtel, était aussi à la table. Puis, tout auréolé de son exploit H. Giraud se retire (avec protection) en campagne près de Lyon. Les allemands n'étaient pas très contents mais avaient libéré le gl. A. Juin bien avant, et venaient plus récemment de libérer le gl. R. Prioux, un ami très proche de H. Giraud, pour raison de santé.

Robert Murphy et son contact très mobile J. Lemaigre-Dubreuil, s'intéressent à ce nouveau personnage. Le 19 mai 1942 J. Lemaigre-Dubreuil va voir Henri Giraud dans sa retraite et ils discutent.

H. Giraud se dit convaincu que l'Allemagne ne pourra pas gagner et échafauder de grands plans de soulèvements dans l'Europe occupée, notamment de l'armée d'armistice et de celle d'Afrique qui permettraient aux américains d'ouvrir un deuxième front dans le Sud de la France. Mais il prête aussi une oreille intéressée à la suggestion de J. Lemaigre-Dubreuil qui est simplement, « quelqu'un » pour couper le cordon ombilical du Maghreb avec la métropole et que pourraient aider les américains, comprenant par là qu'il a des contacts de côté là très sérieux. J. Lemaigre-Dubreuil envoie alors Jean Rigault plus à même de voir les aspects pratiques avec le général. Il y aura au moins trois rencontres, les 30 mai, 02 juin et mi-juin, cette dernière avec un militaire du groupe Beaufre, Van Hecke. R. Murphy est dans l'affaire. D'autant qu'à ce moment la défense furieuse de Vichy contre les anglais à Madagascar motive les américains/R. Murphy à trouver des voies pour éviter un scénario semblable au Maghreb.

H. Giraud maintenant est accroché à cette filière, voit grand, et il a quelques militaires de confiance au Maghreb et avec qui les dit *cinq** pourront fomenter sur place, en général dans la villa de J. Lemaigre-Dubreuil, notamment le général de division Charles Mast (mais presque à titre individuel).

* Le dit groupe des cinq est composé de : J. Lemaigre-Dubreuil et Jean Rigault qui sont les deux têtes actives, Tarbé de Saint-Hardouin (assistant secrétaire-général de M. Weygand puis de Y. Châtel, et ami des Goetze qui dit qu'il parlait plus qu'il n'agissait), le col. Jean Van Hecke, commissaire des quasi-militaires chantiers de jeunesse, et le Lieutenant Henri d'Astier de la Vignerie royaliste/Action française aussi aux chantiers de jeunesse. R. Goetze dit qu'il était proche de ce groupe.

J. Lemaigre-Dubreuil & cie commencent à comprendre des sous-entendus de Robert Murphy qu'il y aura un débarquement alliés. Ensemble **ils préviennent alors que s'il y a des gaullistes dans une force de débarquement, l'armée d'Afrique s'y opposera par la force** (Hoisington 2005, p. 70). De même R. Goetze : « *Je savais une chose, c'est que s'il y avait des gaullistes lors d'un débarquement allié en Algérie, ce serait la guerre civile.* » (Carré de Malberg 2014 p. 82).

En août 1942 R. Murphy va chercher ses directives à Washington, dont le but n'est pas d'évincer Vichy mais de protéger le Maghreb des forces de l'axe. H. Giraud ne devra apparaître qu'à la dernière minute.

J. Lemaigre-Dubreuil, lui, passe 6 semaines en France et confère 3 fois avec H. Giraud qui continue à exposer ses plans européens avec lui-même comme grand généralissime (les 11 et 22 août et 9 sept.).

Le 11 oct il revoie R. Murphy qui lui laisse comprendre que - le quelque chose qui doit se passer - approche. Les *cinq* se voient les 15, 18 et 19 oct 1942 avec R. Murphy pour mettre quelques éléments sur papier écrivant notamment que le Maghreb et autres possessions resteraient sous souveraineté française comme elles l'étaient en 1939 et que la France devenait une alliée. F. Roosevelt dira plus tard que ça dépassait les pouvoirs de R. Murphy. Par contre il était écrit que le pouvoir militaire serait américain (aux français "dès que possible").

Il y a une dite *fameuse* rencontre secrète entre autorités militaires dans un hôtel isolé, Cherchell, sur la côte 150 km à l'Ouest d'Alger les 21-22 octobre 1942 dont on lit ici et là que c'était les français désireux de préparer TORCH. Elle a été demandée par le gl. C. Mast une fois que R. Murphy lui a confirmé que les américains débarqueraient à un moment ou un autre. C. Mast y a exprimé les volontés du gl H. Giraud : un débarquement au Maghreb et un débarquement dans le Sud de la France devaient être presque contemporains, la flotte et l'armée françaises comme un seul homme suivrait le gl. Giraud qui devait avoir la commande suprême. La réponse du gl. Mark W. Clark, sans donner de date, à été de mettre les pendules à l'heure. Il a annoncé un débarquement d'une taille presque dix fois de ce qu'allait être TORCH, qu'il n'y aurait rien en Provence et que H. Giraud devra attendre pour la commande suprême. Le gl. Mast savait que la taille annoncée était absolument impossible, nombre de bateaux, etc. et a "compris le message" qui signifiait qu'on les gardait hors du coup (Hoisington 2005, p. 72, 74). Sinon les français présentes toutes tendances, il y avait B. Karsenty pour la communauté juive dont les jeunes vont avoir un grand rôle, s'accordent pour : neutraliser des points capitaux d'Alger le jour J et pour cela un code est donné ce jour là qui, lorsqu'il sera émis par la BBC déclenchera les opérations ("allo Robert, Franklin arrive", lancé sur les ondes dans la nuit du 07 au 08 novembre).

J. Lemaigre-Dubreuil repart voir H. Giraud les 24 et 25 oct. près de Lyon, le persuade d'accepter le temps étant malgré tout. Le gl. vient à Marseille le 27 oct. remettant ses demandes hors-sol par écrit. Puis à la stupéfaction de C. Mast, brutalement tout va très vite, le sous-marin anglais (déguisé en américain pour ne pas offenser le gl.) prend le gl. Giraud à Le Lavandou l'amène à Gibraltar à Eisenhower, J. Lemaigre-Dubreuil n'ayant pas arrêté la navette avec H. Giraud.

R. Murphy de son coté avait eu sa surprise, le col. Jean Chrétien chef du renseignement pour toute l'Afrique du Nord, donc "du gros", l'avait abordé secrètement le 12 ou 13 oct pour tâter le terrain pour une éventuelle aide américaine si dès fois F. Darlan se décidait à traverser la Méditerranée avec la flotte de Toulon... (Hoisington 2005, p. 72).

A Gibraltar H. Giraud est stupéfait (via interprète) que D. Eisenhower n'est même pas au courant des exigences qu'il ne cesse d'édicter et re-édicter depuis le 19 mai, mais on lui dit qu'il sera aux commandes des forces françaises. Cela est annulé aussitôt l'amiral F. Darlan se trouvant par pur hasard à Alger. Or il est un atout beaucoup plus intéressant du point de vue américain pour faire cesser la résistance vichyste puisqu'il est à ce moment le Commandant en chef des forces légales de Vichy (F. Darlan nomme néanmoins H. Giraud sous sa coupe). C'était ça le soucis du moment des alliés.

Dans la confusion d'Alger la nuit du 07-08 plusieurs groupes de résistants suite à la réunion de Cherchell, des jeunes juifs, quelques bretons, C. Mast et quelques dizaines d'hommes, tiennent des points critiques plusieurs heures, dont l'amiral F. Darlan et le général A. Juin !, et les télécommunications. Cela a sûrement aidé au basculement des deux hauts-gradés puisque une fois libérés par un des leurs, ils savaient que plusieurs milliers d'alliés étaient déjà à terre, ce qui n'empêche qu'ils font emprisonner ces jeunes résistants par l'armée vichyste... Le capitaine J. Lemaigre-Dubreuil qui avait ressorti son uniforme pour l'occasion, l'a vite retiré quand ça tirait dans tous les sens, et n'a été que spectateur. Quand à Jean Rigault, employé de Lesieur-Afrique, il était à Tunis le 08, avec le frère d'un grand marchand d'huile, et ne sera de retour que dans un Alger américanisé (Carré de Malberg 2014, p. 88).

▪ Les nominations de F. Darlan sont assez surprenantes, calquées semble-t-il sur les quelques contacts de H. Giraud, le groupe des *cinq* : l'ancien cagoulard J. Rigault, historiquement le plus proche collaborateur de J. Lemaigre-Dubreuil, obtient les affaires politiques incluant la police et l'information, le lieutenant Henri d'Astier de la Vignerie pour tenir l'intérieur, et le col. Jean Van Hecke secrétariat à la jeunesse (Hoisington 2005, p. 83). Et il semble que le commissaire André Achiary (commissaire de police à Alger depuis 1935, et contre-espionnage, qui sera sous-préfet à Guelma lors des massacres de Sétif), proche du dit groupe des *cinq* est à la Sûreté (Carré de Malberg, N. 2014, p. 104).

Mais F. Darlan est assassiné par un jeune le 25 décembre 1942. Les américains doivent donc finalement mettre H. Giraud comme chef de file qui ne connaît pas beaucoup de civils en dehors de J. Lemaigre-Dubreuil. Ce dernier est par conséquent son conseiller civil.

J. Lemaigre-Dubreuil est invité à Washington où il arrive le 25/12/1942, jour de l'assassinat de F. Darlan. A partir de là son esprit et son but ne va plus déborder de deux choses : a) le leadership de "son" H. Giraud (ce qui lui garantirait une place de choix), et 2) ce qu'ils avaient réussi à faire signer aux américains pour enclencher l'aventure-Giraud début novembre 1942.

Mais si les américains sont résignés à prendre H. Giraud comme personne visible n'ayant guère d'autre choix, pour le reste ils verront petit à petit. Ils ne vont certainement pas s'obliger à suivre des papiers liés au

transport ubuesque de H. Giraud signé à la va-vite par quelques détachés. A s'obstiner sur ces papiers J. Lemaigre-Dubreuil leur devient une personne énervante. Ainsi pendant que le Secrétaire d'État Hull disait l'écouter à Washington, on ne l'informe même pas qu'avait lieu au même moment la rencontre au sommet d'Anfa avec F. Roosevelt, W. Churchill, H. Giraud et C. de Gaulle...

De retour à Alger, le 21-22 janv 1943 J. Lemaigre-Dubreuil est au cent coups à propos de H. Giraud qui a été seul, sans lui, à Anfa. Il écrit de suite à Jean Monnet qu'il a du rencontrer là-bas (Hoisington 2005, p. 91). Mais Hubert Giraud s'en est plutôt bien sorti seul à Anfa. En tout cas, dans la mesure où lors d'une discussion de une heure, il a plu à Harry Hopkins, conseiller personnel de F. Roosevelt, et ami de Jean Monnet. H. Hopkins va demander à F. Roosevelt d'envoyer J. Monnet auprès de H. Giraud (J. Monnet disant de son côté dans "ses" mémoires [là, § II-9] que c'est lui qui a demandé à y aller).

▪ Le 07 février 1943, les Affaires extérieures, Washington, envoient un télégramme à J. Lemaigre-Dubreuil. Elles lui proposent de « *bâtir la figure du général Giraud* ». Elles suggèrent un article sur les évasions du général ainsi qu'un article d'environ 2000 mots du général intitulé « *Pourquoi j'ai confiance dans les États-Unis* ». « *Si M. Poters peut recevoir rapidement ces articles, il se charge d'en faire un grand succès journalistique* » dans les revues grand public *Readers Digest*, *Saturday Evening Post* et *Courrier du Pacifique*. Il demande aussi l'autorisation d'entamer des négociations avec les Cies de cinéma pour la réalisation d'un film sur les évasions (Rémy 2007, p. 696).

- « *A l'heure où les Américains s'arc-boutaient contre la venue de De Gaulle à Alger, « des contacts étroits avaient lieu... entre M. Baudoin, ancien ministre [des Affaires étrangères, président] de la Banque d'Indochine, et M. Lemaigre-Dubreuil, conseiller économique auprès de l'ex-général Giraud. Un gros travail [était] accompli par M. Baudoin actuellement à Marseille pour favoriser l'achat d'actions de sociétés africaines pour des financiers américains. M. Baudoin était également en rapport avec M. [André] Meyer de la Banque Lazard ainsi qu'avec [Hugh] Fullerton, ex-consul général des États-Unis à Marseille* » désormais installé « à Alger » (Lacroix-Riz 2019 p. 125).

A Alger H. Giraud a nommé un moment A. Pose à l'Économie au sein du Haut-Commissariat. Alfred Pose était président de la BNCI (Carré de Malberg 2014 p. 123), BNCI « qui était par excellence le groupe de Laval » (Lacroix-Riz 2010, p. 28) qui depuis l'invasion allemande collaborait particulièrement activement avec le III^e Reich.

- Jean Monnet est arrivé à Alger le 27 février 1943 au soir. Il ne connaissait pas Henri Giraud et H. Giraud ne le connaissait pas (mais comprenait qu'il était l'homme des américains, i.e. de l'armement et des sous). Très vite J. Monnet obtient un succès avec le fameux discours *démocratique* du 14 mars qu'a fini par prononcer H. Giraud, et qui condamnait le vichysme. Jean Rigault démissionne brusquement qui explique à H. Giraud : « *vous avez dit que le pouvoir vient du peuple, pas le mien donc je m'en vais* », et J. Lemaigre-Dubreuil démissionne 11 jours plus tard le 26 mars 1943, lui aussi avait été tenu à l'écart (Hoisington 2005, p. 82, 95). C'est Jean Monnet* qui le remplace et qui ne le mentionne pas dans "ses" mémoires. Tarbé de Saint-Harduin démissionne aussi.

* CV Jean Monnet [ici](#).

Les médias américaines accueillent ce discours avec enthousiasme. Les critiques pleuvaient sur les premiers pas politiques d'Alger : maintient des proconsuls de Vichy Châtel, Noguès qui a donné l'ordre de résister aux Américains, du statut des juifs, etc., était-ce pour ça que nos boys allaient se faire tuer ?

● **Blanchi**

J. Lemaigre-Dubreuil reste dans sa villa d'Alger. Il est inquiet de la prise de pouvoir par C. de Gaulle et plus encore d'une possible *déferlante communiste*. En septembre 1943 la majorité du Comité d'Alger crée une commission de purge sur la collaboration. Bien que lui ne rentre dans aucune des cases pré-définies, il finit par quitter Alger pour Casablanca en mai 1944, et finalement en Espagne (Hoisington 2005, p. 96). Il écrit au Secrétaire d'État Hull, qu'il avait vu à Washington : « *de Gaulle veut prendre le pouvoir en France* », mais que lui, avec leur aide d'Amérique pourrait éviter ça vu que sûrement l'Amérique ne veut pas C. de Gaulle. On ne lui répond pas.

Il retrouve l'inspecteur des finances François Piétri, ambassadeur de P. Pétain auprès de Franco de 1940 à 1944. Ce dernier avait conseillé antérieurement à P. Laval (au cabinet duquel il a été en 1931-32) d'entrer en contact avec les USA pour négocier le futur de la France. Ce dernier n'avait pas voulu en entendre parler avant le débarquement. Mais une fois le débarquement en cours P. Laval avec Otto Abetz envoient des intermédiaires en Espagne pour des discussions avec les américains qu'ils pourraient voir. Ils ont cru un moment, à l'entendre, que J. Lemaigre-Dubreuil avait toujours des contacts très influents au sein de

l'administration américaine, mais comprendront que ça n'était plus le cas. Ces contacts via l'Espagne ont duré jusqu'à mi juillet 1944 (Hoisington 2005, p. 96).

▪ Lacroix-Riz (2023, p. 131) : "Lemaigre-Dubreuil... avait, après les tractations de Madrid de l'été 1944, sous l'égide de l'ambassade américaine, rejoint les États-Unis. « Il y mena une campagne résolument antigauilliste. A son retour, il reprit son activité contre le gouvernement. ». « Le 24 novembre 1944, au moment où [...] il présentait son arrestation en raison de son activité politique contre le général de Gaulle pendant la guerre », il avait solennellement « lancé [...] un appel à l'ambassade des États-Unis » Celle-ci ne put empêcher son arrestation avec son « secrétaire » et alter ego complotiste depuis les années 1930, Jean Rigault, le 22 janvier 1945, pour « complot monarchiste contre de Gaulle ». Mais sa protection réduisit leur séjour à trois mois, suivi d'un non lieu, le 6 mai 1945.", par un tribunal militaire.

Il passe alors une grande énergie pendant quelques années à blanchir son nom, rassemble documents, attaque en justice ceux qui l'attaquent. Pour H. Giraud il considère que son échec est de n'avoir pu le convaincre de l'importance des choses diplomatiques.

▪ Lacroix-Riz (2023, p. 133) : J. Lemaigre-Dubreuil " fut la cheville ouvrière française « du comité France-USA », fondé à l'initiative de « l'ambassade des États-Unis à Paris » et déclaré le 25 septembre 1945 comme association loi de 1901... (...) L'ambassadeur des États-Unis, Jefferson Caffery, et « plusieurs autres personnalités » américaines avaient participé « à la première réunion » publique du comité, salle Pleyel, le 6 novembre 1945... (...) Autre obligé de Washington, « le général Giraud », ex-chef cagoulard, s'agitait « également dans les coulisses de l'association. Les dirigeants officiels et occultes de France-USA visaient, sous le couvert du rapprochement culturel franco-américain, à attirer le plus grand nombre d'adhérents possible, particulièrement dans les sphères intellectuelles, de l'armée, de la finance et de la grosse industrie, afin de former par la suite un mouvement politique réactionnaire puissant. »"

● Au Maroc

En 1949, il vend sa villa d'Alger et achète Dar Balek dans le district Oudaïas de Rabat au dessus de la rivière Bou Regreg vers Salé, bien que le siège social de Lesieur-Afrique soit à Casablanca moins de 50 km au SW. La raffinerie de Casablanca ouvre en 1944, celle d'Alger en 1948. Les liens entre Lesieur-Afrique et Lesieur-France sont compliqués. Dunkerque reçoit encore des cacahuètes et de huile brute de Dakar, mais il en part aussi pour Casablanca et Alger pour être raffiné et mis en bouteilles et exporté dans l'Union Française. Et il y a des cacahuètes locales. Dans la décennie qui suit la guerre Lesieur décolle, son avoir est de 1,4 milliard francs en 1953, c'est le 1^{er} producteur français et il assure 71 % des ventes au Maroc. J. Lemaigre-Dubreuil est actif, trouvent des investisseurs, fait du marketing (Hoisington 2005, p 99).

Mais se pose maintenant la question marocaine. Les français ont tout pouvoir depuis le traité de Fez du 30 mars 1912 instituant un protectorat (ce qui avait de suite généré une insurrection que la France a "pacifié" par H. Lyautey). Le sultan veut changer ça. La pression monte doucement.

Suit alors toute la "période marocaine" de J. Lemaigre-Dubreuil, avec une foison d'articles qu'il fait passer dans les grands journaux, dont *Le Monde*, *Combat*, accusant presque toujours le gouvernement, et lui J. Lemaigre-Dubreuil ayant toujours des changements à proposer, d'ouverture, pour que.. rien ne change. Avec Lesieur il est un de ceux qui ont le plus à perdre si les choses tournent mal au Maroc.

Il y a des violences, plusieurs européens et des centaines de marocains sont tués. Le 20 août 1953 la France exile le sultan Mohamed Ben Youssef. Et loin, à Madagascar, et encore, là-bas, sur le plateau, loin des côtes... Il est remplacé par un vieux sultan docile. Le maintenant maréchal A. Juin, qui a été résident général du Maroc de 1947 à 1951 siège au Comité de Coordination d'Afrique du Nord où se faisait la politique du Maghreb.

Cela n'arrange rien bien au contraire, ça déclenche une période de terrorisme et de contre-terrorisme, le vieux sultan notamment est assassiné, mais pas que. Puis le monde apprend que la puissance française est militairement battue dans une de ses colonies à Diên Biên Phu.

A Paris dans son appartement rue Émile-Menier du 16^{ème} arrondissement, J. Lemaigre-Dubreuil peut recevoir madame et le maréchal Alphonse Juin, avec le pasha de Marrakech.

J. Lemaigre-Dubreuil a créé un journal *Maroc-Presse* avec un forum à succès. Il fallait maintenant lâcher du lest, ça J. Lemaigre-Dubreuil le savait.

A son tour il est tué (ça n'est pas le seul attentat du moment), 13 balles dans le dos, dans un règlement de compte intra-français le 11 juin 1955. Deux mois auparavant, lui ancien proche de la cagoule qui sait de quoi il parle, avait envoyé un rapport sur le contre-terrorisme (colons-police style OAS) au Maroc à Pierre July, ministre des affaires tunisiennes et marocaine (qui n'en n'a rien fait, ou alors... pas dans le sens auquel

pensait J. Lemaigre-Dubreuil..., ce alors député avait montré à quel point il était raciste et mauvais lors de son intervention à la chambre le 06 mai 1947 lors de l'insurrection des campagnes malgaches).

L'instabilité continue de plus belle à divers endroits du Maroc.

Finalement le gouvernement français ramène Mohammed Ben Youssef qui est réinstallé triomphalement sur son trône en novembre 1955, et qui se faisait déjà appelé Mohamed V. La monarchie est officiellement proclamée en août 1957.

A-2. Jacques Foccart

(1913 - 1997)

● Avant la guerre

Jacques Foccart est né d'une famille assez riche de la Mayenne (château du Tertre, chasse à cour). Ils avaient des bananeraies en Guadeloupe, à Gourbeyre, avec une belle demeure et dépendances où le petit Jacques a passé la toute petite enfance, jusqu'en 1919. Sa mère est une békée, descendante de la deuxième famille française qui s'est installée en Guadeloupe (Turpin 2015).

En 1925 son père décède et il se retrouve interne chez les salésiens à Laval puis comme il a des problèmes de santé sa mère le met à Monaco pour la classe de seconde et la première partie du bac. Et ses études s'arrêtent là, un an avant le Bac.

Entre temps pour diverses raisons, dont un faux administrateur apostolique auquel sa mère avait donné procuration, une grande partie des biens de la famille s'était évanouie. Le jeune Jacques a préféré commencer à travailler, en qualité de prospecteur chez Renault. Puis il fait son service militaire en 1934-36 et s'y fait un fidèle copain, Henri Tournet.

A la sortie il entre dans l'affaire d'une relation familiale comme commissaire exportateur, notamment vers les Antilles. Fidèle à son milieu Jacques est anti-communiste, lui même dit qu'il était alors proche de l'Action française. Il se marie en 1939 juste avant que n'éclate la guerre. Il est démobilisé à Agen le 04 août 1940.

● La guerre

▪ « Jacques Foccart s'est présenté, sa vie durant, comme un résistant de la première heure au nom d'un patriotisme chevillé au corps » (Turpin 2015).

Mais c'est un petit peu plus compliqué qu'il n'a bien voulu le raconter dans ses mémoires...

▪ Business

Bien que les Antilles restent longtemps pétainistes, le commerce avec elles devient bientôt impossible. Dans un premier temps en 1941 à Râne où il a des bois, avec son ami H. Tournet ils font du charbon de bois en forte demande pour les gazogènes.

« En 1942, il crée, avec son associé Henri Tournet, une exploitation de bois dans l'Orne. L'entreprise fournit l'organisation Todt mise en place par l'occupant pour construire l'appareil de défense dans les territoires occupés. Accusés d'escroquerie par les Allemands, les deux entrepreneurs sont incarcérés à Saint-Malo une dizaine de jours en août 1943, puis libérés sous caution moyennant un million de francs » (Servenay 2021, p. 276).

Turpin (2015) : « M. Pohl, qui avait en charge la surveillance de l'entreprise, aurait ainsi constaté la disparition de dix mille stères... (...) L'affaire prend un tournant dramatique puisque le corps de Pohl est retrouvé sans vie dans le port de Saint-Malo le 28 janvier 1943. .. (...) Jacques Foccart dément, pour sa part, être mêlé à cette mort suspecte (meurtre ou suicide?) et prétend même n'avoir « jamais entendu parler de ce Pohl », ce qui paraît très douteux. Ces différents éléments conduisent les autorités allemandes à suspecter Desprez de graves malversations à leur détriment. Il est arrêté en mai puis, le 26 juin, c'est l'un des hommes de main placé par lui dans l'exploitation de Rânes, le contremaître René Fejean, qui est incarcéré, soupçonné d'avoir exécuté Pohl qui aurait pu en savoir trop. Quelques semaines plus tard, le 17 août [1943], c'est au tour de Tournet puis de Foccart d'être conduits à la prison de Saint Malo pour y être déférés devant le tribunal militaire de l'armée d'occupation. L'affaire se termine plutôt bien pour les deux associés puisque, moyennant une lourde caution d'un million de francs, il recouvrent la liberté le 27 août. Tournet qui prétend être à l'origine du deal, obtient par l'intermédiaire de sa belle-famille le prêt nécessaire auprès de l'agent de change parisien Courballée. Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera relèvent d'ailleurs, à cette occasion, que le « reçu de la caution comportant la mention « In Sachem Desprez » (affaire Desprez), le motif purement commercial de l'arrestation des deux associés... » (Turpin 2015). A partir de ce moment là, l'entreprise forestière Tournet-Foccart est réquisitionnée.

«... si l'on s'en tient à la date officielle de son rattachement à un réseau recevant ses directives de Londres, ses activités commerciales avec Desprez et donc avec les Allemands...relève de la collaboration avec l'ennemi. C'est d'ailleurs cette interprétation qui est privilégiée par l'enquête du contrôleur principal Serge Sole du Contrôle économique de l'Orne qui établit, après la libération, que « d'importantes hausses illicites avaient été relevées » pour la période 1942-été 1943 (avant la « réquisition »). L'enquête conclut même que « MM. Tournet – Foccart et Desprez se sont livrés à un commerce intense avec l'ennemi pendant la période

1942-1943 ». Le dossier a donc été transmis, en octobre 1946, au Comité de Confiscation des Profits illicites de l'Orne qui le classe finalement sans suite, ce qui n'a pas manqué de susciter de nombreuses interrogations. Il est vrai que les accusations concernaient indistinctement le cas d'un collaborateur et repris de justice notoire – Georges Desprez – et deux entrepreneurs qui, depuis l'été 1943, s'étaient illustrés dans la Résistance.

Des interventions en haut lieu ont très probablement permis d'éteindre une procédure naissante... » (Turpin 2015).

▪ L'entrée dans la Résistance

J. Foccart raconte que en septembre 1943 il reçoit un émissaire du BCRA, Georges (sic) Palaud*. Lui vient donc juste de se tirer d'affaire avec son ami H. Tournet mais avec sur le dos un endettement de 1 million de F, alors que à cause de cette histoire, leur affaire forestière est passée sous statut réquisitionnée.

- En septembre 1943 des armées d'élites du Reich ont été capturées à Stalingrad, l'Algérie et le Maroc sont dans les mains alliées depuis 9 mois et toute l'Afrique depuis 3 mois. Outre les messages de la France Libre sur la BBC toute proche, il y a un gouvernement français provisoire à Alger depuis plusieurs mois. Les américains ont pris la Sicile et entrent en Italie. Des premiers bombardements alliés massifs sur l'Allemagne ont eu lieu.

* Il s'agit de Noël Palaud, militaire de carrière originaire du S-W de la France, prisonnier, évadé d'Allemagne qui a difficilement rejoint Londres en avril 1943. Il est parachuté à Tour le 12 sept. 43, sa tâche est de courir partout dans le réseau Nord pour recruter des volontaires pour actions futures. Il ne connaît pas personnellement l'histoire de ceux qui se portent volontaires (il est arrêté le 21 mars 1944 et repart prisonnier en Allemagne).

Le but voulu de Londres était d'avoir une résistance locale équipée notamment d'armement anti-char qui devra intervenir à commencer du jour "J" du débarquement pour freiner l'arrivée de renforts en chars allemands (l'Orne est base arrière de la Normandie), ce qui a été appelé *plan Tortue*. J. Foccart est alors dans la constitution de petits groupes dont il semble se positionner comme chef. L'activité (d'autres et d'eux) courant 1944 consiste à recevoir et à cacher des armes. Mais la Gestapo va décimer divers groupes de résistants de la Mayenne et de l'Orne en avril-mai 1944, soixante trois personnes sont arrêtées dont 43 sont déportées, les armes sont souvent perdues. Dans le même temps les Foccart eux possèdent un appartement avenue Kleber à Paris où ils peuvent aller et c'est là qu'il prend contact avec le successeur de Palaud, Paul Grenier. J. Foccart ne revient même dans l'Orne que le 05 juin (Turpin 2015; le débarquement commence le 06 au lever du jour) et dira par conséquent aux autres organisations résistantes encore le 09 juin que son groupe n'est toujours pas prêt (cf. André Mazeline ci-dessous). Il s'agira en attendant l'arrivée à cet endroit de l'armée américaine le 06 août d'escarmouches sur des véhicules allemands avec des petites armes automatiques qui ont échappées à la Gestapo. Et le groupe Foccart a caché deux semaines deux aviateurs américains dont l'avion a été abattu.

▪ Deux assassinats liés au groupe Foccart

1) « Jacques Foccart et son réseau ont été associés à plusieurs affaires d'homicides en 1944... le 16 juin, du maire de Joué-du-Plain Émile Buffon... une dizaine de personnes du groupe Jacques Foccart, réunies dans une grange de la ferme de Metz le 11 juin, votèrent la mort d'Émile Buffon en se fiant aux propos de Jacques Bachelier qui l'accusait d'avoir « vendu » son dépôt [d'armes].

Dans le contexte crispé de la Libération et des années ultérieures, l'affaire a rapidement pris une tournure polémique. Émile Buffon et son frère Georges, membre du réseau de Jacques Foccart, entretenaient des rapports exécrables... Foccart aurait donc été le complice consentant d'un véritable assassinat de droit commun sous le couvert de fait de résistance. D'autant que l'enquête de gendarmerie s'est de suite orientée vers les neveux du défunt (René et Jean). Leur tort est d'avoir servi de guide à l'agent exécuteur... (...) L'historien Stéphane Robine a pu établir que le groupe Foccart a fait appel à l'agent saboteur du BCRA « sidéral » pour exécuter un « traître »... ». (Turpin 2015; aussi Vigouroux et Cosson 2012).

2) « L'assassinat de François Van Aerden illustre à la fois les zones d'ombre de la libération et la dureté implacable de Jacques Foccart et des siens contre ceux qu'ils jugent être des traîtres. Le 1^{er} septembre 1944, celui qui avait servi d'interprète à l'organisation Todt, en particulier lors des discussions avec les associés de l'exploitation forestière de Rânes, est retrouvé mort criblé de balles dans une carrière à Lougé-sur-Maire... (...) L'affaire aurait pu en rester là – faute de coupables, de preuves et le plus souvent de volonté de les élucider – si la veuve de la victime n'avait pas tenu à ce que la justice fasse jusqu'au bout son travail. L'enquête est donc rouverte et, quelques années plus tard, le 21 mai 1953, l'officier de police Bolloch remet au juge un rapport qui ne manque pas de contradictions. Il soupçonne Jacques Foccart et Henri Tournet d'avoir eu « intérêt à supprimer ou à faire supprimer un témoin par trop au courant d'activité pro-allemandes peu en rapport avec leur nouvelle situation [de héros de la résistance] ». Mais il conclut qu'« il

ne nous a pas été possible d'établir que M. Foccart ou M. Tournet aient joué un rôle quelconque dans ce meurtre ou qu'ils en aient été les instigateurs ». En septembre 1955, le juge rend une ordonnance de non-lieu mettant fin à l'aspect judiciaire de l'affaire et laissant entier le mystère sur l'assassinat de François Van Aerden. » (Turpin 2015; aussi Vigouroux et Cosson 2012).

▪ La Résistance de J. Foccart racontée par le chef FFI de l'Orne

André Mazeline justement est un résistant phare de l'Orne. Instituteur, des petits actes du style graffitis, il passe à la résistance organisée comme directeur de secteur à la mi 43 jusqu'à devenir chef départemental des FFI de l'Orne en juin 1944 quand commence le *plan Tortue*. Il reste dans l'armée après la guerre (2 ans en Indochine puis dans divers pays) jusqu'au grade de lieutenant-colonel puis revient à l'enseignement, histoire-géographie en lycée.

En 1947 A. Mazeline avait publié « *Clandestinité* », une description de première main du maquis de l'Orne et notamment l'action « *Tortue* » en juin-août 1944. Ce livre est ré-édité en 1994 et de nouveau en 2020. Il y mentionne un groupe de résistants constitué par J. Foccart avec (p. 57-58) :

« il est impossible, faute de renseignement précis, de s'étendre ici sur le rôle et l'activité de ce groupement qui a fait cavalier seul et qui n'eut que des rapports très indirects avec les autres organisations si ce n'est avec le B.O.A. »

J. Foccart a déjà pas mal fait parler de lui alors. Particulièrement il a réalisé de nombreuses démarches ayant trait à la caution de un million de francs, cette caution qu'avec son ami Henri Tournet ils ont empruntée pour être libérés par leur client allemand furieux d'avoir été bernés dans une transaction, qu'il faut maintenant rembourser. Il joue sur son passé de résistant qu'il clamait « *de toujours* », et se présentait notamment comme le héros du *plan Tortue*.

Comme cela ne se correspondait pas tout à fait à la mention de A. Mazeline dans son livre, ce dernier a été interrogé. Puisqu'on le lui demandait, dans une lettre du 22 mars 1948 au secrétaire d'État aux Forces Armées A. Mazeline a alors été beaucoup plus clair. Cette lettre figure en annexe (p. 132-35) de la réédition 1994 de son livre aux éditions Tiresias ([ici](#)) :

« Il n'entrait pas, dans le cadre de mon ouvrage, de traiter du plan Tortue à l'échelon régional, puisque je me suis borné à l'étude de la Résistance pour le Département de l'Orne seulement. Et le sujet m'était facile, car, l'application du Plan y fut l'œuvre, dans sa presque totalité, des F.F.I. placés sous le commandement de Desmeulles et le mien (...)

Peut-être n'ai-je pas attribué les mérites de cette exécution du Plan à ceux qui, par la suite, les ont accaparés et s'en réclament officiellement. Mais, ayant vécu la période de Janvier à Août 1944 d'abord comme adjoint au Chef départemental A.S. puis comme Chef départemental F.F.I. moi-même, j'étais assez bien placé pour juger de la question... je comprends fort bien pourquoi les conclusions de mon étude ne coïncident pas avec celles de ces rapports officiels.

Aussi une mise au point m'apparaît-elle utile :

Le héros « accredité » du plan Tortue pour les régions de l'Orne, de la Mayenne et du Calvados serait M. Foccart, pseudo « Bineau » sous-Officier en Janvier 1944, sous-Lieutenant en février, Capitaine en août, Commandant en septembre, Lieutenant-Colonel en novembre 1944. Primitivement M. Foccart ne semblait nullement destiné à une aussi rapide et glorieuse fortune. Il était en effet chargé de la responsabilité du sous Secteur A.S. de Ranes (étendue territoriale d'un canton). Il faut croire que ce commandement modeste ne correspondait pas à ses ambitions puisque, sans même en référer à ses Chefs directs, il est entré en contact avec une autre organisation afin d'y jouer un rôle toujours demeuré assez mystérieux.

L'organisme en question était le Réseau Action Tortue.

Néanmoins, la responsabilité de l'exécution du plan pour l'Orne fut confiée à Desmeulles, Chef Départemental A.S., à la suite d'entretiens avec Sylvain, Eric, Fantassin et auxquels j'assistais en tant qu'adjoint de Desmeulles à l'époque.

Ce dernier reçut la mission d'adapter aux conditions géographiques et aux circonstances les consignes d'ordre général reçues à ce sujet, avec l'aide de son État-Major F.F.I. Il conçut un Plan d'action, constitua des équipes spéciales, prit en charge l'armement anti-char et en assura la distribution.

M. Foccart, qui prétendait avoir une activité autonome, ne participa nullement à cette action préparatoire. (...) Il est d'autant plus étonnant de voir M. Foccart se l'attribuer que le 9 juin 1944, ses agents, reçus par Desmeulles et moi au Maquis de Francheville nous déclarèrent que l'heure de l'action immédiate n'avait pas encore sonné pour eux et que les groupes anti-panzer « Bineau » n'étaient pas encore entrés à cette date dans une phase active de combat.

Il eut pourtant semblé normal qu'il en fut autrement, puisque les opérations de retardement de montée des

renforts ennemis avaient d'autant plus d'intérêt qu'elles étaient entreprises au cours de la période critique du début du débarquement.

Cette entrevue de Francheville fut d'ailleurs le seul contact que les F.F.I. de l'Orne eurent, jusqu'à la Libération, avec celui qui se prétendit par la suite leur responsable « Tortue ».

Par ailleurs, de son activité personnelle, aucun écho ne nous est parvenu. Aussi, les agissements de M. Foccart, en septembre 1944, n'ont-ils abusé personne parmi les F.F.I., lorsqu'il a revendiqué pour son compte personnel le bénéfice d'une action qu'il n'avait ni montée, ni réalisée, ni dirigée et lorsqu'il a incorporé à son Réseau des déportés et des morts qui étaient avant tout et seulement F.F.I. (...)

La question de l'Histoire de la Résistance est délicate, elle doit s'entourer de garanties sérieuses. Et il est certain que le témoignage de ceux qui l'ont vécu en offre bien davantage que les rapports de ceux qui en ont vécu. »

Turpin (2015) : « *La belle guerre de Jacques Foccart n'enlève rien au fait qu'il ait su tirer profit de la disparition de ses différents chefs à l'heure où la délivrance du territoire national est devenue une réalité. Il a « capitalisé » sur son nom sa propre action mais aussi celle d'autres compagnons résistants décédés sous les coups Allemands et de leur auxiliaires français. La création, après-guerre, du Réseau « Action Plan Tortue » illustre bien cette captation d'héritage. » (...)* « *De fait il manque à Jacques Foccart le physique correspondant à son statut d'homme d'action – et du Service Action – car la nature ne l'a pas doté d'une anatomie particulièrement propice à la pratique intensive du sport. Foccart le sait et compense par une volonté de fer... ».*

● **Le recyclage en politique de la « Résistance-qui-s'affiche »**

Jacques Foccart suit un moment les américains comme français résistant mis dans un 18^e régiment d'infanterie et se fait inscrire dans l'armée. Il est alors affecté dans la région militaire de Anger jusqu'à avril 1945. Mais ça c'est sur le papier, en réalité « *il effectue... de nombreux voyages à Paris afin de traiter des questions intéressant l'Inspection Mobile de l'Armée dirigée par le général FFI Jacques Chaban-Delmas ».* Il s'est fait classé agent P2 du « réseau Tortue » du BCRA auquel a succédé maintenant la DGER. « *Dans la reconstitution de ses services après la guerre, il sera alors mentionné comme affecté à la DGER à compter du 1^{er} octobre 1944.* » (Turpin 2015). Jacques Soustelle est alors le patron du DGER.

Jacques Foccart n'a pas perdu son temps, « *le décret du 26 avril 1945, qui le nomme chevalier de la Légion d'Honneur est particulièrement élogieux. Il qualifie d' « officier d'un exceptionnel courage » et présente sa résistance telle une sorte d'épopée, débutée à la défaite de 1940, qui trouve son apothéose avec le Plan Tortue. Les portes d'une carrière politique lui paraissent d'autant plus entrouvertes qu'il est remarqué par l'entourage du général de Gaulle.* » (Turpin 2015). Le décret sera publié plus tard, dans le J.O. du 21 juin 1946. Il faut dire que au cours de l'été 1945, la guerre finie, J. Foccart a été chargé de la liquidation administrative du réseau « Action Plan Tortue », on n'est jamais mieux servi que par soi-même.

A la date officielle de sa décoration, 26 avril 1945, la guerre n'est pas terminée. Les armées alliées, y compris celle française, sont en Allemagne qu'elles finissent d'envahir.

▪ Pour le gl. C. de Gaulle qui a pris l'ascendant politique à Alger et l'entourage indispensable qui se constitue autour de lui arrive ce moment où il faut transformer la phase de fin de guerre en un système politique de gouvernement. F. Roosevelt qui voyait le gl. de Gaulle comme un dictateur en puissance a toujours prévenu que les français-e-s allaient devoir choisir leur élu-e-s.

Il fallait organiser des élections et pour pouvoir en tirer parti, il fallait une étiquette. De manière concrète pour le clan qui se rallie autour de la stature de C. de Gaulle, il fallait très vite, à partir de peu de liens, ceux de la résistance sont les plus évidents, trouver des candidats pour tous les départements. Pour la Mayenne, c'est Jacques Chaban-Delmas qui a poussé ce J. Foccart résistant issu d'une famille traditionnelle de là-bas, qui venait le voir, à se présenter pour les élections d'octobre 1945 de la première constituante. Puis finalement c'est J. Soustelle (ancien DGER) parachuté qui y est mis tête de liste, J. Foccart second (Turpin 2015). Seul J. Soustelle, premier de liste sera élu, n'empêche que J. Foccart est déjà dans le club de ce qui est en train de se créer le gaullisme politique (d'après guerre).

▪ Parallèlement, dans un univers complètement différent, confidentiel celui-là, les "services" n'arrêtent pas d'être réajustés, là aussi dans une situation nouvelle d'après guerre. Turpin (2015) parlant de J. Foccart : « *... au cours de l'été 1945 il a été chargé de la liquidation administrative du réseau « Action Plan Tortue ».* Dans cette tâche ardue, il est secondé par un jeune capitaine, ancien des jedburghs*, Paul Aussaresses. Au début de l'année 1946, Aussaresses est également chargé d'élaborer, avec l'aide de Foccart qui y est « étroitement mêlé », un fichier de forces spéciales françaises. Le fichier que les deux hommes

constituent sert, quelques semaines plus tard, de vivier dans lequel puisent les fondateurs du Service Action du tout nouveau Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE). ».

* Petites équipes triées et entraînées par les anglais et parachutées un peu partout en France au moment des débarquements pour encadrer et armer la résistance existante et gêner le plus possible l'armée allemande.

▪ L'État éponge la dette de 1 million de francs des compères forestiers Foccart-Tournet

« A la libération, M. Courballée, par l'intermédiaire de sa société – la Franco-belge de courtage et de gestion -, réclame avec insistance sa créance (plus les intérêts de 8%) que les deux associés forestiers de Râne sont incapables d'honorer. Binot [non de résistance de J. Foccart, il y a plusieurs orthographes] fait alors jouer sa stature de héros de la Résistance afin de bénéficier des procédures spéciales permettant l'indemnisation des victimes des allemands pour obtenir le remboursement du prêt... l'affaire fut loin d'être simple... Jacques Foccart obtient finalement gain de cause, non sans avoir fait intervenir d'autres grands résistants comme Jacques Chaban-Delmas qu'il côtoie alors à l'inspection générale des armées ou encore Maurice Bourguès-Maunoury. Enfin, comme il le reconnaît lui-même, il a bénéficié de l'appui de son ami Fernand Bonnier de La Chapelle en charge de ces questions avec l'inspecteur des finances François Bloch-Lainé... Mais à la suite de la demande du ministre de la guerre, André Diethelm, le 15 mars 1945, faite auprès de son homologue des finances, Jacques Foccart reçoit finalement, le 18 décembre suivant, la somme de 1,1 millions de francs au titre du « remboursement de la caution versée aux Allemands pour sa mise en liberté » (Turpin 2015).

● Car les affaires restent les affaires

Alors qu'il est officiellement résistant en train de risquer sa vie pour le *plan Tortue* caché dans les bois de l'Orne avec du matériel antichar, alors qu'il avait sur le dos avec H. Tournet l'emprunt de 1 Millions de F, mais qu'il a un appartement à Paris, J. Foccart « se décide à louer **au début de l'année 1944** un appartement boulevard Bineau à Neuilly et un grand local commercial à l'angle du boulevard des Italiens et de la rue Scribe... il crée parallèlement sa société d'importation et d'exportation en nom propre avec son ami... Henri Tournet ; la mère de celui-ci investissant 500 000 francs. La Safiex est née... » (Turpin 2015). On est dans Paris occupé par le III^e Reich.

Le business ne commencera réellement qu'à l'automne 1945 mais il sera très fructueux avec les Antilles et la Guyane où sa famille tant maternelle que paternelle est connue quand il ne s'agit pas de parentés. Après des années de séparation de l'hexagone ces territoires ont besoin de tout (la **Safiex** achète, emballe et envoie là-bas ce qui s'y vend bien) et en retour il importe rhum et bananes que l'hexagone ne voyait plus depuis des années. Il devient alors en même temps canal politique et intermédiaire dans les affaires, pour les Antilles-Guyane d'abord, et cela va s'élargir à l'Union, pour longtemps.

Toujours lorsqu'il sera Mr Afrique des Président C. de Gaulle-G. Pompidou de 1959 à 1974, « Il conserve bien évidemment son bureau au sein de sa société commerciale, au **3 rue Scribe**, qu'il fréquente très régulièrement. » (Turpin 2015).

● Promotion dans le gaullisme, au service du commandeur dans sa traversée du désert

En décembre 1946 on lui a fait rencontrer le général de Gaulle pour la première fois. Il faut des militants et candidats pour le nouveau parti en création, le RPF, Rassemblement du **Peuple Français**.

▪ En mars 1950 il est élu conseiller de l'Union Française sous l'étiquette RPF (ce Conseil de la IV^e République, sorte de Sénat, est purement consultatif). Cette position institutionnelle s'avérera d'autant plus précieuse qu'il y siège après la mise en sommeil du RPF, jusqu'en 1958. Il peut jouer pour ses visites outre-mer soit de sa casquette de parlementaire conseiller de l'Union, de celle de gaulliste auprès des compagnons RPF dissout, ou d'entrepreneur (chambres de commerce, négociants, colons, d'autant que les parlementaires RPF font obstruction au projet de Code de travail outre-mer).

A coté de ça, pendant près de dix ans, d'octobre 1949 à décembre 1958, il écrit, c'est souvent l'éditorial lorsqu'il n'est pas en tournée, dans *La lettre de l'Union Française* pour les adhérents installés outre-mer, hebdomadaire puis bimensuel. Les premières années le ton est particulièrement virulent. Cela plaît aux militants et par ce canal et par de nombreux voyages se forme un réseau d'informateurs. Par exemple, l'un des abonnés, et que J. Foccart a été rencontrer sur le terrain, le commandant Maurice Robert, rentrera au SDECE plus tard à son retour d'Indochine en 1954, et il sera un futur collaborateur. Pour le ton alors, lorsque F. Houphouët-Boigny en 1951 début 1952 se lie au gouvernement français de la IV^e République (alors V. Auriol, R. Pleven, F. Mitterand) *La Lettre* dénonce cela comme une manœuvre :

« Le député voudrait nous faire oublier qu'il est à la base, avec son camarade d'Arboussier, des émeutes, des pillages, des tortures, en un mot du climat de terreur dans lequel la Côte d'Ivoire a vécu et dont elle

n'est sortie que par la puissante volonté d'un gouvernement énergique... notre volonté de voir les vrais coupables châtiés comme ils le méritent. » (cité in Borrel et al. 2021, p. 165).

Mais le ton de la publication va s'assagir au fur et à mesure que J. Foccart grimpe dans la hiérarchie en métropole aussi.

- Pour l'Indochine J. Foccart fait partie de ceux qui réclamait une solution militaire suite à un voyage là-bas en nov.-déc. 1952 en tant que conseiller de l'Union, puis il a exprimé un scepticisme initialement sur les pourparlers de Genève (Turpin 2015).
- Pour le RPF les législatives de 1951 sont ratées. Début 1952 une partie des députés RPF jouent la carte de l'entrisme dans le gouvernement de la IV^e république. Le RPF se dégonfle, le service d'ordre, SO, officiel du parti (ça castagnait dur à l'époque au moment des élections, meeting, affiches..., les communistes avaient aussi leurs gros bras; avec l'inflation galopante et les salaires bloqués le monde ouvrier s'était soulevé en 1947) qui a atteint 15 000 hommes au printemps 1948 est retombé à plusieurs milliers fin 1952. Pour ceux attachés à ce SO commence une époque plutôt de réseaux, amitiés, ou passé partagé, des liens avec le bras armé du SDECE. C'est par ce biais indirect de réseaux que J. Foccart va rencontrer certains des gros bras du SO du RPF, dont lui homme d'outre-mer n'était pas, qui est la pépinière d'où naîtra le SAC en janv. 1960. Il tient à rester réserviste du Service Action du SDECE dont les périodes effectuées à ce titre au camps de Cercottes (banlieue Nord d'Orléans) servent de lieu de rencontre.

Début 1953 J. Foccart prépare et accompagne une tournée africaine du gl. C. de Gaulle qui cependant, suite au revers électoral du RPF juste après, repart pour Colombey. Le 06 mai 1953 C. de Gaulle interdit aux groupes parlementaires des trois assemblées de porter l'étiquette « RPF ».

Le 8 mai 1954 c'est le coup manqué du gaullisme pour secouer le régime. Le gl. C. de Gaulle avait fait savoir qu'il venait à l'arc de Triomphe. Le service d'ordre qui a fait la pub pour l'évènement est bien présent et actif (voir trop actif) mais la foule n'est pas au rendez-vous. C'est un flop, et le général quitte les lieux au bout de 15 mn. Cette fois C. de Gaulle met en sommeil le RPF, donc plus besoin de son service d'ordre. Les plus actifs se verront dans d'autres associations. Cette machine là ne se remettra en place que en mai 1958. C'est dans cette descente aux enfers que J. Foccart lui gravit les marches. Il devient d'abord Secrétaire général adjoint du RPF et puis Secrétaire Général de ce parti déjà bien moribond. Mais pour lui être arrivé jusque là est une consécration. C'est la deuxième marche après celle du commandeur, même si avec le retrait du gl. le parti devient une coquille vide dès la fin 1955.

« ... Jacques Foccart. Jusqu'en 1954, ce dernier était resté éloigné de l'appareil de sécurité du RPF.

Spécialiste de l'outre-mer et de l'Afrique, conseiller de l'Union française à partir de 1952, il entra au conseil de direction du RPF en mars 1952. L'année suivante, de Gaulle le nomma secrétaire général du Rassemblement, en charge de payer les dettes, répondre au courrier et maintenir une structure militante de veille. Proche du Général durant la Traversée du désert, il y gagna une proximité qui lui valut plus tard à l'Élysée d'être choisi comme conseiller présidentiel sur les questions relatives à l'Afrique, l'outre-mer, les services secrets et la politique intérieure. C'est après la débâcle des municipales de 1953 que ce fidèle se rapprocha des gros bras, dernier carré de la Garde... » (Audigier 2021).

● Les gaullistes au pouvoir, l'Algérie

Le 13 mai 1958, les militaires d'Alger se révoltent et fondent un Comité de Salut public présidé par le général Massu qui réclame un pouvoir fort, C. de Gaulle est déjà cité dans des journaux. Le 15 le gl. C. de Gaulle se déclare « prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Tous les réseaux gaullistes s'étaient remis à l'action (Chaban-Delmas est là-bas). Le 19 C. de Gaulle fait un autre discours plus explicite (sans désavouer officiellement le coup d'Alger qui lui retirerait sa marche d'accès). Le 27 mai, il annonce avoir « entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain capable d'assurer l'unité et l'indépendance du pays ». Le 29 finalement, le Président René Coty fait appel à lui avec plein pouvoir. Il sera le dernier Président du Conseil de la IV^e République.

Resté au service du commandeur pendant la nuit gaulliste, J. Foccart se trouve automatiquement être l'un des « conseillers techniques » dans le cabinet du Président du conseil C. de Gaulle à Matignon (le directeur de cabinet est G. Pompidou).

« Jacques Foccart fut aussi un acteur majeur de mai 1958, centralisant depuis la rue de Solferino les initiatives gaullistes à Alger comme en métropole... payant de sa personne lors de la manifestation parisienne du 13 mai sur les Champs-Élysées où il fut arrêté par la police. Bien placé pour appréhender la part prise par les anciens du SO [Service d'Ordre du feu RPF] dans ces « complots » de mai, Jacques

Foccart s'était désormais lié à ces hommes qui partageaient son tempérament combatif, sa culture du secret et sa foi gaulliste. » (Audigier 2021).

Coté gaulliste la période est intense (gros bras, renseignement...) puisque le 28 septembre 1958, c'est le vote pour une nouvelle constitution rédigée par eux, dénoncée par d'autres comme coup d'État (mais qui passe facilement). Aussi il faut un parti plus large que le RPF qui ne convient plus. C'est le UNR, *Union Nationale pour la République* qui obtient la majorité aux législatives en novembre. J. Foccart a eu un rôle dans sa formation puisqu'il était encore il y a peu le secrétaire du RPF. Le 21 décembre 1958 C. de Gaulle est élu premier président de la V^e République.

J. Foccart suit le gl., en janvier 1959 il glisse à l'Élysée. Dès ce moment les archives témoignent qu'il récupérait les affaires sensibles :

« Il est l'une des personnalités qui décident des affaires les plus secrètes : les opérations « homo » (homicides), exécutées clandestinement par le service Action du SDECE. Plusieurs documents, issus de ses archives, montrent qu'il approuve de tels décisions, les annoté parfois et les signe pour indiquer le « feu vert » donné aux services spéciaux par le sommet de l'État. Dans les années sanglantes de la guerre d'Algérie cette liste d'objectifs - « trafiquants », « politiques » mais aussi « Français pro-FLN » - est constamment mise à jour, transmise au directeur du SDECE, le général Paul Grossin, pour exécution. A en croire les mémoires de Constantin Melnik, responsable de la coordination des services secrets à Matignon après la nomination de Michel Debré comme premier ministre en janvier 1959, plus d'une centaine de personnes auraient ainsi été envoyées « ad Patres » au cours de tels opérations. » (Servenay 2021, p. 278).

J. Foccart connaît bien, on l'a vu, Paul Aussaresses depuis 1945-46. Ce dernier est le seul qui a reconnu sans fard la torture (jusqu'à la mort des torturés au petit matin raconte-t-il), l'a revendiqué et ne l'a jamais regrettée dans le contexte.

● Monsieur Afrique

▪ La présidence charge J. Foccart de l'Afrique, le nomme *Secrétaire Général pour les affaires africaines et malgaches* de fév. 1960 à 1974, quatorze ans. Ses fonctions, qui avaient été précisées à l'origine dans l'article 9 de l'ordonnance du 19/12/1958, puis par le décret du 18 mai 1961, consistent à tenir informé le Président (C. de Gaulle puis G. Pompidou) de ces affaires et à veiller à la bonne transmission de ses directives. C'est donc un poste de confiance (G. Pompidou avait au début pensé en faire un ministère). La matrice fondamentale des rapports franco-africains se tisse autour de la haute figure du général de Gaulle, qui demeure pour les élites africaines anciennement françaises une sorte de grand Ancien, un chef hors hiérarchie respecté comme tel.

Le poste occupé par J. Foccart n'a pas été défini comme un travail "perso", c'est un service d'État. Ses services situés au 138 rue de Grenelle, à l'hôtel de Noirmoutier, comportent une centaine d'agents qui analysent, qui filtrent, qui trient, qui préparent... Nombre de ces personnes viennent de l'École Nationale de la France d'Outre-mer, ENFOM et/ou des personnes ayant de l'expérience outre-mer. Ce service utilise du papier à en-tête de la présidence de la République. Car J. Foccart *« ne s'est pas brutalement transformé en conseiller d'État ou en professeur de droit. Sans complexe, il joue sa partition : le maintien de la ligne gaullienne et les contacts humains. »* (Turpin 2015). Lui assure les rapports personnels entre le président et les chefs d'État et ambassadeurs africains. Pour cela il y avait souvent l'audience du soir par le Président, à 19h, brève ou plus longue où J. Foccart arrive avec le dossier du jour préparé par ses services, lettres à signer, télégrammes qui méritent d'être lus, note de synthèse... Il avait à cette fin un bureau à l'Élysée. *« le chef de l'État regarde tous les accords de coopération, du moins sur toutes les questions de souveraineté. Pour Jacques Foccart, c'est très dur, car il n'y connaît rien. Il demeure néanmoins fidèle à sa ligne de conduite : « il faut que cela marche ». »* (Turpin 2015). Cela le faisait passer pour une sorte d'oracle parce qu'il savait avant tout le monde ce que pensait et voulait le Président, aux termes près qu'il mémorisait. C'est avec le ministère des finances que les rapports étaient les plus difficiles parce que le chef d'État ne voulait pas s'occuper de ça. Les relations avec le Ministère des Affaires étrangères qui devait lui avoir une vision d'ensemble du monde, pas seulement ce qui intéressait l'intérieur du petit pré-carré qu'était l'Afrique francophone, étaient souvent crispées. Dans les années 1970 sous G. Pompidou il y aura une réunion hebdomadaire tripartite du Secrétariat à la Présidence Foccart et collaborateurs, avec les Affaires étrangères et la Coopération sur les affaires africaines.

▪ La méthode Foccart

L'efficacité de J. Foccart réside fondamentalement dans sa capacité à entretenir des relations de confiance avec les principaux décideurs africains. Il y avait personnalisation des rapports. Cela convenait à C. de Gaulle dans la mesure où il savait que sa haute personnalité historique en était le socle et que lui maintenait

une certaine distance vis à vis des chefs africains pour entretenir son image de prestige. Dans ce système J. Foccart est « celui à qui on ose poser les questions ou solliciter des faveurs en lieu et place de la figure gaullienne du Commandeur... (...) Pour les dirigeants africains, qui se sentent encore très « français » d'esprit et de cœur même des années après les indépendances, « la France n'est pas devenue un pays étranger avec lequel on traite par les voies diplomatiques ordinaires. Elle reste la "maison mère", où l'on est chez soi et où l'on n'admet pas d'être accueilli ou considéré autrement qu'en membre de la famille. » (Turpin 2015). Cela convenait très bien à J. Foccart pour qui « en Afrique, on travaille avec des hommes, pas avec des institutions. ». Exemple : « M. Foccart attire mon attention – écrit Michel Debré à un membre de son cabinet en novembre 1960 – sur le fait que nos relations avec M. Léon M'Ba risquent de se détériorer si, d'une manière ou de l'autre, on ne donne pas satisfaction à ses deux protégés. » (Turpin 2015).

J. Foccart a une culture de départ très limitée et il restera imbibé de l'ancestrale obsession de la concurrence anglo-saxonne et de la *subversion communisme*. C'est le côté anti-anglo-saxon qui met J. Foccart à fond pour soutenir la rébellion biafraise (avec Jean Mauricheau-Beaupré comme responsable tactique des opérations), un point de vue condamné par le ministère des affaires étrangères.

L'envoi secret de mercenaires aussi pour aider l'État sécessionniste du Katanga de Moïse Tschombé, à partir de décembre 1960 avait été piloté par J. Foccart. Mais dans ce cas ça a été avec le « feu orange » du président C. de Gaulle et le recrutement des hommes a été fait par le Ministre des armées Pierre Messmer (Turpin 2015).

▪ Le réseau de barbouzes

J. Foccart a ses toiles d'araignée qu'il garde relativement indépendantes. Son jeu est parfois à plusieurs jokers. « ... réseaux du SDECE en Afrique – et ailleurs – dans les années soixante. Ils constituent, selon Pierre Messmer, « son principal réseau en Afrique », ce que tendent d'ailleurs à prouver les nombreuses notes de ce service présentes dans les archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Foccart s'appuie également sur ses propres réseaux semi-officiels constitués de personnalités politiques gaullistes, de « barbouzes » – dont le charismatique Jean Mauricheau-Beaupré* –, d'hommes d'affaires liés aux intérêts français installés en Afrique (petites et grandes sociétés, notamment pétrolières). Il tisse ainsi un « excellent dispositif de sociétés d'import-export » qui servent tout à la fois de couverture et de rétribution des services rendus. Cette multiplication des circuits d'informations parallèles plus ou moins affairistes conduit, selon Alexandre de Marenches et bien d'autres, à une véritable « confusion des genres » (Turpin 2015).

* Jean Mauricheau-Beaupré (1920-1996) fils du conservateur du musée du château de Versailles, jeune militant de l'Action française en 1936. Lieutenant de réserve de l'armée de l'air, il intègre pendant la guerre un réseau (Marco-SR Kkéber) dans la zone de Paris-Versailles, sera classé P2 pour la période août 1943-sept. 44, assimilé DGER et légion d'honneur. Pendant 10 ans après la guerre il occupe des postes de direction dans plusieurs Bureaux ou Sociétés. Il repart dans le militantisme à partir de 1956, *Volontaires de l'Union française*, organe anticommuniste, anti-IV^e République et est familier du RPF. En 1957-58 il est un proche de Michel Debré pour un changement de régime (journaux *Grand Soir* et *Courrier de la colère*). Ce dernier le met dans Secrétariat général de la Communauté, SCG de 1959 à janv. 63 qu'il n'apprécie guère, et ses notes vont plutôt directement à M. Debré et J. Foccart. Il crée *Progrès et Communauté*, une association de prise en charge des étudiants africains en France. En 1960 il s'implique directement dans les événements au Congo belge, support de M. Tschombé au Katanga par des mercenaires qu'il juge nécessaires, et abbé Fulbert côté français qu'il accompagne (au titre de la coopération) et dont il rédige des discours (échec pour lui, Fulbert est renversé en 1963). Il devient alors *coopérant* auprès de Houphouët-Boigny qui l'embauche ensuite directement comme conseiller jusqu'à sa mort. De là en 1966 il s'occupe du Tchad puis de la sécession biafraise reconnue par Houphouët-Boigny et Bongo (Bat et Geneste 2010).

Pour l'Afrique, au SDECE le responsable était Maurice Robert (les deux hommes s'entendent depuis l'époque de *La lettre de l'Union Française*, M. Robert a ensuite fait l'Indochine où J. Foccart l'a rencontré lors d'un voyage en tant que conseiller de l'Union en nov.-déc. 1952). L'un des amis du SA, M. Chaumien a déjà établi un réseau *Jimbo*, qui s'appuie notamment sur le chef d'escale de la Cie UAT (Union Aéromaritime de Transport qui fusionnera en UTA en 1963). On est dans les franges les plus réactionnaires de la galaxie gaulliste. Il « recrute notamment parmi les militants de choc du Service d'action civique (SAC), service d'ordre gaulliste créé en 1960. ». C'est le président du SAC, Pierre Debizet*, qui est installé auprès du président Tchadien F. Tombalbaye. P. Debizet va ensuite à Libreville au Gabon, cette troisième capitale de la Françafrique, après Paris et Abidjan.

* Pierre Denizet (directeur commercial dans le civil), d'une carrure impressionnante, qui a fait de la résistance dans le Réseau Nord pendant la guerre, a été un gros bras du service d'ordre gaulliste dès le début du RPF en 1947. Il a co-créé le SAC en janvier 1960 mais en démissionne de suite (début mars 1960 suite à la semaine des barricades) plus d'accord avec C. de Gaulle sur l'Algérie (laisse le SAC à Paul Comiti). On perd plus ou moins sa trace jusqu'à fin

1966 où J. Foccart place P. Denizet (semble-t-il sur demande du ministre C. Fouchet ami de P. Denizet) en proie à des difficultés financières, au Tchad auprès de F Tombalbaye. Cela se passe moyennement bien et fin 1967 il passe au Gabon conseiller technique d'O. Bongo pendant un an (Audigier 2021). Rappelé au SAC en France en 1968 par J. Foccart pour organiser l'opposition aux mouvements de gauche.

J. Foccart connaît bien le Président du Cameroun Ahmadou Ahidjo mis en place par la France quand elle exterminait l'UPC nationaliste, ancien collègue à l'Assemblée de l'Union française. Ce dernier lui demande l'élimination d'un opposant, l'UPC Félix Moumié, qui vit en exil entre la Suisse, le Ghana et la Guinée. Il est empoisonné en Suisse par un réserviste du Service Action. Mais la mort est un peu trop rapide et la réussite est politiquement désastreuse puisque le SDECE est publiquement mis en cause (Turpin 2015).

▪ Jacques Foccart ne démordra pas jusqu'à la fin de ses amitiés barbouzes : *« C'est un autre « retraité » des Services, Paul Aussaresses, qui travaille à Pretoria pour le compte d'une société d'import-export, qui réalise l'exfiltration de Denard des Comores vers l'Afrique du Sud. Mais, comme il le reconnaît, c'est Foccart « qui s'est remué » pour le sortir de ce mauvais pas. C'est également le même homme qui, bien qu'immobilisé par la maladie, continue, « très discrètement mais très vigoureusement », à intercéder en faveur de la libération de Bob Denard en 1995 et 1996. »* (Turpin 2015).

Bibliographie

(les ebook n'ont pas la pagination des versions papier, dans ce cas on ne met pas de n° de page parce qu'il est facile par recherche numérique d'arriver aux extraits)

- Alphanth, H. 1977, "L'étonnement d'être – Journal 1939 – 1973", Fayard, 656p., [là](#).
- Arboit, G. 2014, "Des Services Secrets pour la France – Du Dépôt de la guerre à la DGRSE (1856-2013)", CNRS édit., 447p.
- ASN 2017, "Plan National de Gestion des Matières et des Déchets Radioactifs 2016-2018", fév. 280p.
- Audigier, F. 2021, "Histoire du SAC – Les gaullistes de choc 1958-1969", Perrin édit., 384p., [là](#).
- Bakka, K. 2009, "Elf Erap en Irak, de 1968 à 1977", Mémoire, Université de Montréal, ~ 138p, [ici](#).
- Barrillot, B. 1999, "Audit atomique – Le coût de l'arsenal nucléaire français 1945-2010", Centre de la Documentation et de recherche sur la Paix et les Conflits, <http://obsarm.org/>, Lyon, 374p.
- Barrillot, B. 2005, "Le complexe nucléaire – Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire", Observatoire des armes nucléaires françaises/CDRPC, Réseau Sortir du nucléaire, 139p.
- Barrillot, B. 2012, "Essais nucléaires français – L'héritage empoisonné", Observatoire des armements, CDRPC, Lyon, obsarm.org, 319p.
- Bat, J.P. 2010, "Le rôle de la France après les indépendances – Jacques Foccart et la pax gallica", Afrique Contemporaine n° 235 : 43-52, [là](#).
- Bat, J.P. 2015, "La fabrique des « barbouzes »", édit. Nouveau Monde, ~ 360p.
- Bat, J.P. - Geneste, P. 2010, "Jean Mauricheau-Beaupré : De Fontaine à Mathurin, JMB au Service du Général", Relations-Internationales, n° 142 : 87-100, [là](#).
- Bérard, A. 1978, "Un ambassadeur se souvient (2): Washington et Bonn: 1945-1955", Plon, 624p, [là](#).
- Binst, O. - Ramsa, G. 1987, "Banques : le grand secret", Stock, 166p.
- Blanc, J. 2008, "Les mines d'uranium et leur mineurs français : une belle aventure", Réalités Industrielles, août: 35-43.
- Blancard, J. 2009, "La politique de l'énergie – Souvenirs du XX^e siècle racontée à mes petits-enfants", (revue) Commentaire SA, n° 126 : 395-406, [là](#).
- Borrel, T. - Boukari-Yabara, A. - Collombat, B. - Deltombe, T., 2021, "L'empire qui ne veut pas mourir – Une histoire de la Françafrique", Seuil, 999p.
- Boulin, P. 2010, "Charles Schneider", Bulletin de l'Académie François Bourdon, n°11, mars: 15-17.
- Branche, R. 2022, "France-Algérie, Deux siècles d'Histoire – Quand l'armée française « pacifiait » au napalm", Orient XXI, 21 mai, <https://orientxxi.info/magazine/quand-l-armee-francaise-pacifiait-au-napalm,5638>
- Cantoni, R. 2010, "Une étude de la prospection géophysique française du pétrole au Gabon de la fin de la Seconde Guerre mondiale au premier choc pétrolier (1945-1973)", Master, Paris-VII, 194p., [là](#)
- Carré de Malberg, N. 2014, "Entretiens avec Roger Goetze, haut fonctionnaire des finances – Tome 1 – Rivoli - Alger – Rivoli", E-book, OpenEdition, Institut de la gestion publique et du développement économique, IGPDE, éditeur, en cinq parties, <https://books.openedition.org/igpde/3000>
- Cazenave, S. 2011, "Félix Gaillard, le Président", Ginkgo édit., Paris, 318p. [Là](#) (président du parti Radical)
- Cholvy, G. 2011, "Jean de Lattre ou le bon choix ?", Acad. Sci. Let. Montpellier, 07nov, B.A.S.M.M. n° 42 : 357-366,, [là](#).
- Cordier, D. 2014(2011), "Jean Moulin – La république des catacombes (Tome 2)", Folio-histoire, 896p.
- Cosson, J. 1987(1971, 1974 en poche), "Les industriels de la fraude fiscale", Jean de Bonnot édit. (Nlle édit avec mise à jour de l'auteur), 280p.
- Cotillon, J. 2002, "Un homme d'influence à Vichy : Henry du Moulin de Labarhète", Revue Historique, n° 622 : 335-85, <https://www.caim.info/revue-historique-2002-2-page-353.htm>
- Darmon, P. 2014, "L'Algérie de Pétain – Les populations algériennes ont la parole, septembre 1939 – novembre 1942", édit. Perrin, 522p., ou ebook.

- Davis, M. 2001, "La France nucléaire, matières et sites - 2002", WISE-Paris édit. 336p.
- Deltombe, T. 2021, "Un laboratoire de la Françafrique : la guerre du Cameroun", *in* Borrel, T. - Boukari-Yabara, A. - Collombat, B. - Deltombe, T., 2021, "L'empire qui ne veut pas mourir – Une histoire de la Françafrique", Seuil, 999p, chap. II-2 : 231-41.
- Demagny-van Eyseren 2005, "La direction des carburants du ministère de l'Industrie français et les projets de politique pétrolière communautaire (1957- 1974)", *in* Bradel, L. - Jeannesson, S. - Piers Ludlow, N (dir.), "Les administrations nationales et la construction européenne – Une approche historique (1919-1974)", Presses Interuniversitaires Européennes, Bruxelles : 287-304
- Feuga, B. 2009, "Les effondrements dus à l'exploitation du sel", Géosciences, BRGM : 86-95, [là](#).
- Fitte, 1. 1972, "La crise pétrolière franco-algérienne de 1970-1971", Cahiers de la Méditerranée n°4 (1): 36-48, [là](#).
- Fontaine, P. 1967, "L'aventure du pétrole français", Les sept couleurs, Paris,
- Francioli, M. 2015, "Jacques Soustelle, l'ami qui a défié de Gaulle", Éditions du Rocher, Monaco, ebook.
- Hirsch, R. 1988, « *Ainsi va la vie* » 1988, Fondation Jean Monnet, Lausanne, 258p, [là](#).
- Hoisington, W.A. 2005, "The Assassination of Jacques Lemaigre Dubreuil – A frenchman Between France and North Africa", Routledge édit., 184p., .
- Horne, A. 1977, "A Savage War of Peace – Algeria 1954-1962", The Viking Press, New York, 604p.
- Kitson, S. 2008, "The Hunt for Nazi Spies – Fighting Espionage in Vichy France", The Univ. of Chicago Press, 218p. (ce livre et paru d'abord en français en 2005)
- Kropfinger, G. 1997, "Henri Longchambon (1896-1969)", Mémoire de maîtrise, Paris VI-Sorbonne, juin: 115p. http://www.histcnrs.fr/publications_electroniques/longchambon.pdf
- Lacroix-Riz, A. 2010 (2006), "Le choix de la défaite – Les élites françaises des années 1930", Armand Colin, 2^e édit., 679p.
- Lacroix-Riz, A. 2013, "Industriels et banquiers français sous l'occupation", Armand Collin édit., 815p.
- Lacroix-Riz, A. 2016, "Les Élites françaises entre 1940 et 1944 – De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine", Armand Collin édit., 496p.
- Lacroix-Riz 2016(2014), "Aux origines du carcan européen - La France sous influence allemande et américaine", Delga édit. , 165p. (ces citations ont toujours des guillemets internes, il s'agit de citations textuelles de sources, cette historienne travaillant au plus près d'écrits d'archives dont les références, non reproduites ici sont données dans ses livres)
- Lacroix-Riz 2019, "La non-épuraton en France – de 1943 aux années 1950", Armand Colin, édit. 664p.
- Lacroix-Riz, 2023, "Les Origines du Plan Marschall - le mythe de « l'aide » américaine", Armand Colin, 871p.
- Lambert, N. 2016a, "Elf, La pompe Afrique", édit. L'Échappée, 126p.
- Lambert, N. 2016b, "Avenir Radieux – Une fission française", édit. L'Échappée, 127p.
- Le Naour, G. 2013, "Feyzin (1959-1971) : composer avec les débordements de l'industrie dans le sud lyonnais", *in* Le Roux, T. et Letté, M. (sous la dir. de), "Débordements industriel – Environnement, territoire et conflit – XVIII^e-XXI^e siècle", Presses Univ. de Rennes : 99-114, [là](#).
- Levy, R.H. 1993, "Pierre Guillaumat (28), 1909-1991", La Jaune et la rouge, mai : 46-50.
- Mallard, G. 2009, "L'Europe puissance nucléaire, cet obscur objet du désir", Critique Internationale, n°42 : 141-63, <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2009-1-page-141.htm>
- Malonga, F. - Saul, S. 2010, "Elf-Erap et le Congo : Les vicissitudes d'un mariage de raison (1968-1978)", *rv. d'histoire économie et société*, 2010/2 : 109-125, [ici](#).
- Margairaz, M. - Rousso, H. 1992, "Vichy, la Guerre et les Entreprises", Histoire, Économie et Société, Vol. 11, n°3 : 337-367, .
- Mioche, P. 1989, "La perception de la puissance française par le patronat pétrolier vers 1948 : les carburants face à la modernisation de la France", *in* Frank, R. - Girault, R., "La puissance française en question ! - 1945-1949":201-17, [là](#).

- Mongin, D. 1997, "La Bombe Atomique Française 1945-1958", Bruylant édit., 487p.
- Monnet, J. 1976, "Mémoires", Fayard, disponible en ebook.
- Moutouh, H. - Poirot J. 2018, "Dictionnaire du Renseignement", Perrin édit., 848p.
- Naughton, H.M. 1999, "The Ambiguous Partnership : Elf Aquitaine and the French Government 1976-1986", Phd thesis, London School of Economics and Political Science, Univ. London, ProQuest dissertation publishing, 310p, [là](#).
- Naylor, P.C. 1985, "A Post-Colonial Decolonisation : French Algerian Hydrocarbon Relations, 1962-71", Proc. Of the Meeting of the french Colonial Historical Society, Vol. 8 : 179-90, [là](#).
- Ndong, R.E. 2012, "La recherche de l'uranium en Afrique française et la naissance de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF), 1946-1958", *Outre-mers*, t. 99, n° 374-375 : 275-97, https://www.persee.fr/doc/outr_1631-0438_2012_num_99_374_4933
- Nouschi, A. 2008, "Essai sur les réseaux d'influence constitués par le groupe pétrolier ELF en Afrique", in *L'esprit économique impérial (1830-1970). Groupes de pression & réseaux du patronat colonial en France & dans l'empire*. Société française d'histoire d'outre-mer, Publication 6 : 547-62, [là](#).
- Oliel, J. 2013, "Les camps de Vichy en Afrique du Nord", *Rev. d'hist. de la Shoa*, n°198 : 227-244, [là](#).
- Paxton, R.O. 1997(1973), "La France de Vichy – 1940 – 1944", édit. Du Seuil, 478p.
- Paxton, R.O. 2004(1966), "L'armée de Vichy – Le corps des officiers français, 1940-1944", Talandier édit., ebook, texte original en anglais 1966
- Péan, P. 1984, "V..., enquête sur l'affaire des « avions renifleurs »", 1 juin, Fayard, 169p.
- Péan, P. - Séréni, J.P. 1982, "Les émirs de la République – L'aventure du pétrole tricolore", avril, Seuil, 224p.
- Perrodon, A. 1989, "Le pétrole à travers les âges", Nil édit. Boubée, Paris, 265p.
- Pinault, M. 2000, "Frédéric Joliot-Curie", édit. Odile Jacob, 721p., [là](#)
- Ragon-Delmond, C. 2004, "La politique économique du pétrole en Algérie", *L'Algérieniste*, n° 107 : 16-26.
- Rémy, P.J. 2007, "Diplomates en guerre", JC Lattès édit., 1079p.
- Riondel, 1994, "Maurice Faure et la négociation des traités de Rome", in « Europe Brisée, Europe retrouvée », Bossuat G. et Girault, R., édit de la Sorbonne, p.347-64, <https://books.openedition.org/psorbonne/49063>
- Rockefeller, D. 2002, "Memoirs", Random House edit., 517p.
- Roth, E. 1994, "Guéron, Jules (1907-1990). Professeur de chimie appliquée à la science et à l'industrie nucléaire (1951-1961)", in, *Les professeurs du Conservatoire National des Arts et Métiers. Dictionnaire biographique 1794-1955. Tome 1 : A-K Paris : Institut national de recherche pédagogique : 596-611, [là](#)*.
- Roux, J. 1961, "La Nouvelle usine française de raffinage d'uranium de Narbonne", Rapport CEA n° 1884, 11p.
- Scheurer, F. 1987, "Histoire des centrales thermiques de 1946 à 1980", *Bull. Hist. Électricité*, n° 10: 121-42, [là](#).
- Schneider, D. (fille de Charles Schneider) 2010, "Charles Schneider, Maître de forges : 1898-1960", *Bulletin de l'Académie François Bourdon*, n°11, mars: 3-14.
- Seibert, G. 2018, "São Tomé and the Biafran War (1967-1970)", *Intern. Jl. à African Studies*, vol. 51, n°2 : 263-292.
- Servenay, D. 2021, "Le système Foccart", II-chap. 5 : 275-84, et "Foccart, Marenches, Journiac : trois « crocodiles » dans le marigot du renseignement franco-africain", III-chap. 3 : 393-403, in Borrel, T. - Boukari-Yabara, A. - Collombat, B. - Deltombe, T., "L'empire qui ne veut pas mourir – Une histoire de la Françafrique", Seuil, 999p.,
- Sirven, P. 1973, "L'économie minière de la République Populaire du Congo", *Cahiers d'outre-mer*, n° 102 : 172-206, [là](#).
- Soutou, G.H. 1991, "La logique d'un choix : le CEA et le problème des filières électro-nucléaires, 1953-1969", *Relations internationales*, n° 68 : 351-377, [là](#).
- Soutou, G.H. 1993, "Les accords de 1957 et 1958 : vers une communauté stratégique nucléaire entre la France, l'Allemagne et l'Italie ?", in, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°31 ; *Penser et repenser les défenses* : 1-12, https://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1993_num_31_1_404096

- Soutou, G.H. - Beltran, A. (sous la dir. de) 1995, "Pierre Guillaumat, la passion des grands projets industriels", Colloque 18 janv. 1994, Editions Rive droite, 228 p.
- Stead, P.J. 1959, "Second Bureau", Richard Clay and Cy Ltd, Bungay, Suffolk, 212p.
- Turpin, F. 2015, "Jacques Foccart – Dans l'ombre du pouvoir", CNRS éditions, 488p. et ebook, [là](#).
- Uche, C. 2008, "Oil, British Interests and the Nigerian Civil War", Jl. of African History, n° 49 : 111-135.
- Valode, P. 2011, "Les hommes de Pétain", Nouveau Monde édit. Epub (paru en poche 2013, 540p)
- Vigouroux, G. - Cosson, J.M 2012, "Grandes Énigmes criminelles de France", De Borée édit. Et ebook
- Wolff, J.M. 1996, "Eurochemic (1956-1990)", OECD/OCDE, Paris, 627p.
- Wolpin, B. 2007, "De la catastrophe de Feyzin à la création du CFDE", Responsabilité & Environnement n° 46, avril : 60-67, [là](#).